RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

N°4 - 2023

Publié le 9 MARS 2023 par mise à disposition du public

A l'Hôtel du Département

1 rue du Pont Moreau - METZ

SOMMAIRE GENERAL

COMMISSION PERMANENTE (DECISIONS)

ARRETES

PUBLICATION

La publicité de la conclusion des contrats est assurée mensuellement sur le site https ://marchespublics.moselle.fr/. Celle-ci précise notamment la date de signature, l'attributaire et le montant du marché. Par ailleurs, les marchés publics sont tenus à disposition des personnes intéressées dans les locaux des différentes directions mentionnées.

COMMISSION PERMANENTE

00 ORDRE DU JOUR, PROCES VERBAL DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 6 MARS 2023
DELIBERATION (pdf)

1 CESSION DE LA PROPRIETE DEPARTEMENTALE SISE 2/6 RUE MOZART A METZ.
DELIBERATION (pdf)

2 PROGRAMME D'AIDE MOSELLANE AUX INVESTISSEMENTS SPECIFIQUES A LA SECURITE DES USAGERS DE LA ROUTE AMISSUR
DELIBERATION (pdf)

3 AIDES AGRICOLES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

4 AMBITION MOSELLE 2020-2025
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)
Annexe à la délibération 4 (pdf)
Annexe à la délibération 5 (pdf)

5 DISPOSITIF D'AIDE MOSELLANE A L'INVESTISSEMENT DES TERRITOIRES 2015-2020 (AMITER)
DELIBERATION (pdf)

6 POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - PROJETS ENVIRONNEMENTAUX
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

7 PROPOSITION D'ADHESION AU CEREMA (CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT)
DELIBERATION (pdf)

8 AMBITION MOSELLE - TRANSITION NUMERIQUE - PROGRAMME FUS@É - SUBVENTIONS AUX COLLECTIVITES ADHERENTES AU GROUPEMENT DE COMMANDES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

9 CONTRAT LOCAL DE SANTE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PORTES DE FRANCE-THIONVILLE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

10 CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ENTRE LE DEPARTEMENT ET L'ACADEMIE DE NANCY-METZ
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

11 INFORMATION PORTANT SUR LE RECUEIL TEMPORAIRE D'URGENCE DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET LE CAHIER DES CHARGES DU DISPOSITIF
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

12 PARTICIPATION DU DEPARTEMENT AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES EQUIPES DE PREVENTION SPECIALISEE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

13 MISSION EXPLORATOIRE ROMBAS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

14 CONFERENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)
Annexe à la délibération 4 (pdf)

15 DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT ET DE DYNAMISATION DE PARCOURS PAR LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE DIEUZE A DESTINATION DES BENEFICIAIRES DU RSA
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

16 CONVENTION EN VUE DU FINANCEMENT D'ATELIERS « COUP DE POUCE » PORTES PAR L'ASSOCIATION LA CRAVATE SOLIDAIRE METZ
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

17 DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (DLA) EN FAVEUR DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE (SIAE) : POURSUITE DU PARTENARIAT AVEC LE CARREFOUR DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE (COJEP)
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

18 DISPOSITIF RELAI : RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT AVEC L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES DE MOSELLE (UDAIM)
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

19 FINANCEMENT DE TRAVAUX DE REMISE EN L'ETAT DES LOGEMENTS FINANCES PAR DES PRETS LOCATIFS AIDES D'INTEGRATION - ADAPTE (PLAI-A) 2023
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

20 SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AU SPORT POUR TOUS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

21 SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX EVENEMENTS SPORTIFS
DELIBERATION (pdf)

22 SPORT ET JEUNESSE - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DES ASSOCIATIONS LOCALES ET DEPARTEMENTALES DOSSIERS EQUIPEMENT TERRE DE JEUX
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

23 GARANTIE D'EMPRUNT - ICF NORD EST S.A. D'H.L.M. - REHABILITATION DE 87 LOGEMENTS SUR PLUSIEURS ADRESSES A YUTZ - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 2 146 015 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

24 GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. 3F GRAND EST - ACQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS A ROSSELANGE - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 2 428 682 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

25 GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - REHABILITATION DE 47 LOGEMENTS A FORBACH - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 1 628 481 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

26 GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - REHABILITATION DE 49 LOGEMENTS A L'HOPITAL - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 2 055 266 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

27 AIDE D'URGENCE SUITE AU SEISME EN TURQUIE ET EN SYRIE.
DELIBERATION (pdf)

28 Remise gracieuse dans le cadre d'une procédure de mise en débet du Payeur Départemental
DELIBERATION (pdf)

29 AIDE MOSELLANE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (AMIE57) - OCTROI DE SUBVENTIONS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

30 SUBVENTIONS D'ORDRE GENERAL
DELIBERATION (pdf)

31 DESIGNATION A LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER
DELIBERATION (pdf)

32 MANDAT SPECIAL -SIA PARIS - Signature de la charte ADAGE
DELIBERATION (pdf)

33 CONVENTION AVEC L'INSTITUT DU DROIT LOCAL
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

34 RECENSEMENT DES BESOINS ET DETERMINATION DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

ARRETES

2022-001609 ARRETE PORTANT DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION LOCALE D'INFORMATION DE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CATTENOM
Arrêté (pdf)

2023-002046 autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'une micro-crèche dénommée « HAPILI MARLY » 23 A rue Dominique Biotteau à MARLY
Arrêté (pdf)

2023-002047 autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'une petite crèche dénommée « PLUM » sise 4 rue Lafayette à METZ
Arrêté (pdf)

2023-002055 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD La Résidence Heureuse à AMNEVILLE participant au CPOM de l'AMAPA
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002056 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD LE PRE VERT à MAIZIERES-LES-METZ participant au CPOM de l'AMAPA
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002057 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD La Grange-aux-Bois à METZ participant au CPOM de l'AMAPA
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002058 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD La Pépinière à METZ MAGNY participant au CPOM de l'AMAPA
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002059 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Résidence Les Acacias à MONTIGNY-LES-METZ participant au CPOM de l'AMAPA
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002060 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Alice SAR à VANTOUX participant au CPOM de l'AMAPA
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002061 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Résidence Huguette HENRY à WOIPPY participant au CPOM de l'AMAPA
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002062 relatif aux tarifs dépendance 2023 de l'EHPAD Les Opalines à RICHEMONT
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002063 relatif aux tarifs dépendance 2023 de l'EHPAD Villa d'Avril à SAINT-AVOLD
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002064 relatif aux tarifs dépendance 2023 de l'EHPAD Résidence Saint-Julien à SAINT-JULIEN-LES-METZ
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002065 relatif aux tarifs dépendance 2023 de l'EHPAD Le Moulin de Domèvre à VAXY
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002067 relatif aux tarifs dépendance 2023 de l'EHPAD Villa Amarelli à AMNEVILLE
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002068 relatif aux tarifs dépendance 2023 de l'EHPAD VILLA BEAUSOLEIL à BOULAY-MOSELLE
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002069 relatif aux tarifs dépendance 2023 de l'EHPAD Le Prieuré du Thionvillois à MANOM
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002070 relatif aux tarifs dépendance 2023 de l'EHPAD Le Prieuré de la Fensch à RANGUEVAUX
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002071 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Sainte-Chrétienne à METZ
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002072 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD LE VAL DE SEILLE à MARLY
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002073 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Résidence de DITSCHVILLER à COCHEREN et Pavillon du Soleil à BEHREN-LES-FORBACH participant au CPOM de l'Association Jacques Prévert
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002081 portant modification de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004 portant institution d'une régie de recettes au Musée départemental du Sel à Marsal
Arrêté (pdf)

2023-002096 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Etienne Pierre MORLANNE à METZ
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002114 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Les Lupins à CREUTZWALD participant au CPOM de FILIERIS
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002115 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Le Domaine de Belletanche à METZ et Résidence Sainte-Croix à BOUZONVILLE participant au CPOM de Association Monsieur Vincent
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002131 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Les Jardins à SARREBOURG
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002133 portant fixation de la dotation globale de fonctionnement et des prix de journée pour l'année 2023 du Centre Départemental de l'Enfance (CDE) de Moselle
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002140 portant modification de l'arrêté 99 D.F.R.H./D.F./S.B. n° 61, modifié, en date du 10 novembre 1999 portant institution d'une régie d'avances auprès de la Direction de la Solidarité pour le paiement de secours de premier besoin
Arrêté (pdf)

2023-002141 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Résidence Sainte-Marie à METZ
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002142 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Sainte-Claire à METZ
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002143 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD La Vacquinière à MONTIGNY-LES-METZ participant au CPOM « Œuvres Sociales Protestants, Ensemble Vacquinière »
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002144 relatif aux tarifs dépendance 2023 de l'EHPAD Ma Maison à METZ
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002149 Etablissant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel, ainsi que le nombre de sièges auxquelles elles ont droit à la Formation Spécialisée (FS) du Département de la Moselle
Arrêté (pdf)

2023-002150 Portant abrogation de l'arrêté n° 2022-001248 du 4 mars 2022 et composition de la Formation Spécialisée (FS) du Département de la Moselle
Arrêté (pdf)

2023-002151 Portant Abrogation de l'arrêté n° 2022-001079 du 10 octobre 2022 et composition des Commissions Administratives Paritaires (CAP) du Département de la Moselle
Arrêté (pdf)

2023-002152 Portant abrogation de l'arrêté n° 2022-001071 du 4 mars 2022 et composition des Commissions Consultatives Paritaires (CCP) du Département de la Moselle
Arrêté (pdf)

2023-002154 Constituant la Commission Communale d'Aménagement Foncier de la Commune d'ASSENONCOURT
Arrêté (pdf)

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

COMMISSION PERMANENTE

6 mars 2023

Décisions

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000eda8-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

CONSEIL DEPARTEMENTAL
COMMISSION PERMANENTE

ORIGINE	DIRECTION GENERALE DES SERVICES Direction des Assemblées
OBJET	ORDRE DU JOUR, PROCES VERBAL DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 6 MARS 2023
DOSSIER N°	| | 0 | 1063 |
RAPPORTEUR	

Décision

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MOSELLE

Séance du 6 mars 2023

La séance est ouverte à 14 heures 30 à l'Hôtel du Département de la Moselle - salle des Délibérations - à METZ, sous la présidence de M. Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle.

Le secrétaire de séance est Mme ARNOLD.

Outre le Président du Conseil Départemental et le secrétaire de séance, sont présents : M. FREYBURGER, Mme ROMILLY, M. SUCK, Mme KUNTZ, M. CHABANE, M. SCHUH, Mme SCHNEIDER, M. KHALIFE, Mme MAGRAS, M. SIMON, Mme ZIROVNIK, M. DICK, M. SACCANI, Vice-Présidents, M. CORRADI, Mme LORIA-MANCK, M. WEIS, autres membres/secrétaires, Mme AMBROSIN-CHINI, Mme BECKER, M. BENIMEDDOURENE, M. BOHL, Mme BOHR, Mme BORYSIAK, Mme BOUSCHBACHER, Mme CALCARI-JEAN, M. CUNAT, M. CUNY, M. DASTILLUNG, M. DIDIOT, Mme FIRTION, Mme GOSSÉ, M. GRÉLOT, M. KIEFFER, Mme KLEBER- MASET, Mme LAPAQUE, M. LEBEAU, M. MULLER, Mme PASTOR , Mme PILI, Mme REBSTOCK , M. REICHHELD, M. SCHULER, M. TACCONI, Mme THIEL- MIESZKALSKI, M. THIL , Mme TONIN, Mme TRAN, Mme ZIMMERMANN, autres membres.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Mme HAAG, Mme STEMART, Vice-Présidentes, M. FRANCOIS, Mme HERZOG, M. THIL sont absents excusés.

M. FOURNIER est absent.

Mme HAAG donne délégation de vote à M. KIEFFER, Mme STEMART à M. LEBEAU, M. FRANÇOIS à Mme LAPAQUE, Mme HERZOG à M. SIMON, M. THIL à Mme ARNOLD.

Le nombre de conseillers départementaux en exercice est de 54.

Le quorum (28 présents ou représentés) est atteint.

*
* *

34 rapports sont inscrits à l'ordre du jour et présentés en séance, dont la liste figure ci-dessous :

ORDRE DU JOUR

1) Cession de la propriété départementale sise 2/6 rue Mozart à METZ

2) Programme d'Aide Mosellane aux Investissements Spécifiques à la Sécurité des Usagers de la Route - AMISSUR

3) Aides agricoles

4) Ambition Moselle 2020-2025

5) Dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des TERritoires 2015-2020 (AMITER)

6) Politique de valorisation du patrimoine naturel Mosellan – Projets environnementaux

7) Proposition d'adhésion au CEREMA (Centre d'Etudes et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement)

8) Ambition Moselle – Transition numérique – Programme FUS@É – Subventions aux collectivités adhérentes au groupement de commandes

9) Contrat local de santé de la communauté d'agglomérations PORTES DE FRANCE-THIONVILLE

10) Convention de mise à disposition de données à caractère personnel entre le Département et l'Académie de NANCY-METZ

11) Information portant sur le Recueil Temporaire d'Urgence dans le cadre de la protection de l'Enfance et le cahier des charges du dispositif

12) Participation du Département aux frais de fonctionnement des équipes de prévention spécialisée

13) Mission exploratoire ROMBAS

14) Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie

15) Dispositif d'accompagnement et de dynamisation de parcours par la Maison des Jeunes et de la Culture de DIEUZE à destination des bénéficiaires du RSA

16) Convention en vue du financement d'ateliers "COUP DE POUCE" portés par l'association CRAVATE SOLIDAIRE

17) Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) en faveur des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) : poursuite du partenariat avec le Carrefour des Organisations de Jeunesse et d'Education Populaire (COJEP)

18) Dispositif RELAI : Renouvellement du partenariat avec l'Union Départementale des Associations Intermédiaires de Moselle (UDAIM)

19) Financement des travaux de remise en l'état des logements financés par des Prêts Locatifs Aides d'Intégration-Adapté (PLAI-A) 2023

20) Soutien et accompagnement au sport pour tous

21) Soutien et accompagnement aux évènements sportifs

22) Sport et Jeunesse – Soutien à l'équipement des associations locales et départementales – Dossiers équipement Terre de Jeux

23) Garantie d'emprunt – ICF NORD EST S.A. d'H.L.M – Réhabilitation de 87 logements sur plusieurs adresses à YUTZ – Emprunt d'un montant global de 2 146 015 €

24) Garantie d'emprunt – S.A. d'H.L.M 3F GRAND EST – Acquisition en VEFA de 19 logements à ROSSELANGE – Emprunt d'un montant global de 2 428 682 €

25) Garantie d'emprunt – S.A. d'H.L.M VIVEST – Réhabilitation de 47 logements à FORBACH – Emprunt d'un montant global de 1 628 481 €

26) Garantie d'emprunt – S.A. d'H.L.M VIVEST – Réhabilitation de 49 logements à L'HOPITAL – Emprunt d'un montant global de 2 055 266 €

27) Aide d'urgence suite au séisme en TURQUIE et en SYRIE

28) Remise gracieuse dans le cadre d'une procédure de mise en débet du Payeur Départemental

29) Aide Mosellane à l'Immobilier d'Entreprise (AMIE57) – Octroi de subventions

30) Subventions d'ordre général

31) Désignation à la Commission Départementale d'aménagement foncier

32) Mandat spécial – SIA Paris – Signature de la chartre ADAGE

33) Convention avec l'Institut du Droit Local

34) Recensement des besoins et détermination des procédures de passation des marchés publics

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente a adopté les décisions ci-après, étant précisé que, concernant les points suivants :

- 4 : M. MULLER ne participe ni au débat ni au vote.

Mme HAAG, absente ayant donné délégation de vote à M. KIEFFER, ce dernier ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant.

- 5 : M. SUCK ne participe ni au débat ni au vote.
- 14 : Mme ARNOLD et M. KHALIFE ne participent ni au débat ni au vote.
- 20 : Mme PILI ne participe ni au débat ni au vote.
- 23 : M. CUNY, M. WEIS et M. FREYBURGER ne participent ni au débat ni au vote.
- 24 : M. CORRADI ne participe ni au débat ni au vote.

Mme HAAG, absente ayant donné délégation de vote à M. KIEFFER, ce dernier ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant

- 25 : Mme LORIA-MANCK ne participe ni au débat ni au vote.

Mme HAAG, absente ayant donné délégation de vote à M. KIEFFER, ce dernier ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant

- 26 : M. SCHULER ne participe ni au débat ni au vote.

Mme HAAG, absente ayant donné délégation de vote à M. KIEFFER, ce dernier ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant

- 33 : M. WEITEN et M. FREYBURGER ne participent ni au débat ni au vote.

Pour chacun des points précités, le quorum est atteint.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 15 heures 00.

La prochaine séance de la Commission Permanente est annoncée pour le lundi 3 avril 2023 à 14 heures 30.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebd7-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction du Patrimoine Immobilier

OBJET CESSION DE LA PROPRIETE DEPARTEMENTALE SISE 2/6 RUE MOZART A METZ.

DOSSIER N° | | 1 | 1225 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la cession de la propriété départementale sise 2/6 rue Mozart à METZ ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de valider le versement d'une indemnité d'un montant de 25 000 € au bénéfice de l'agence immobilière des Côteaux, basée au BAN-SAINT-MARTIN, franchisée CENTURY 21, au titre de dédommagement dans le cadre de la procédure de cession de la propriété départementale située 2/6 rue Mozart à METZ, et d'engager les crédits correspondants,

- d'autoriser le Président à signer le protocole transactionnel annexé à son rapport, ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de cette opération,

- d'accepter l'offre d'acquisition de la SARL ECOFONCIER, basée à METZ, 21 rue Roederer, de la propriété départementale sise 2/6 rue Mozart à METZ, au prix net vendeur de 2 711 000 €,

- d'autoriser le Président à signer l'acte de vente correspondant ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de cette opération immobilière.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebde-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET PROGRAMME D'AIDE MOSELLANE AUX INVESTISSEMENTS SPECIFIQUES A LA SECURITE DES USAGERS DE LA ROUTE AMISSUR

DOSSIER N° | | 2 | 1240 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'Aide Mosellane aux Investissements Spécifiques à la Sécurité des Usagers de la Route (AMISSUR),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver la nouvelle date de validité fixée au 30 avril 2023 du dossier d'Aide Mosellane aux Investissements Spécifiques à la Sécurité des Usagers de la Route - AMISSUR "Signalisation et radar pédagogique" DRUC05914 de la commune de BRULANGE.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebe5-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET AIDES AGRICOLES

DOSSIER N° | | 3 | 1135 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les aides agricoles,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'accorder des subventions pour un montant total de 6 674 € (l'intégralité de la subvention relevant du Plan de Relance départemental) au titre de la Priorité 2 de l'Enjeu 1 pour les dossiers présentés en annexe 1 à la présente décision,
- D'accorder des subventions d'un montant total de 25 320 € (dont 1 200 € relevant du Plan de Relance départemental) au titre de la Priorité 6 de l'Enjeu 3 pour les 6 dossiers présentés en annexe 1 à la présente décision,
- D'accorder des subventions pour un montant total de 74 228 € (dont 52 478 € relevant du Plan de Relance départemental) au titre de la Priorité 7 de l'Enjeu 3 pour les 11 dossiers présentés en annexe 1 à la présente décision, de valider la convention afférente à l'un des dossiers présenté en annexe 2 à la présente décision, et d'autoriser Monsieur le Président à la signer,
- D'accorder des subventions pour un montant total de 20 624 € au titre de la Priorité 8 de l'Enjeu 3 pour les 3 dossiers présentés en annexe 1 à la présente décision,
- D'accorder une subvention pour un montant de 3 000 € au titre du soutien à l'arboriculture pour le dossier présenté en annexe 1 à la présente décision, de valider la convention afférente présentée en annexe 3 à la présente décision, et d'autoriser Monsieur le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

TABLEAU RECAPITULATIF DES AIDES AGRICOLES **ANNEXE 1**

Commission Permanente du 06/03/2023

Montant des aides présentées : 129 846 € (23 dossiers)

INVESTISSEMENT

Enjeu 1 Priorité 2 : PLANTATION DES HAIES ET DEVELOPPEMENT DE L'AGROFORESTERIE

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRIE00463	MULLER VALENTIN	GRAVELOTTE / LES COTEAUX DE MOSELLE / Territoire de METZ-ORNE	CREATION DE PARCELLES AGROFORESTIERES	1 142,00 €	1 142,00 €	HT	80,00%	913,00 €	913,00 €
AGRIE00464	EARL ECURIE DES BACHATS	LANGUIMBERG / SARREBOURG / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	CREATION DE PARCELLES AGROFORESTIERES A LANGUIMBERG	7 202,00 €	7 202,00 €	HT	80,00%	5 761,00 €	5 761,00 €
			TOTAL	**8 344,00 €**	**8 344,00 €**			**6 674,00 €**	**6 674,00 €**

Enjeu 3 Priorité 6 : AIDE AUX INVESTISSEMENTS LORS DE L'INSTALLATION DES JEUNES AGRICULTEURS

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRIE00425	GAEC DE LA MOTTELOTTE	MONCOURT / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	ACHAT D'UN PLATEAU A PAILLE	20 000,00 €	6 700,00 €	HT	60,00%	4 020,00 €	0,00 €
AGRIE00457	SILLY FLORIAN	CHÂTEAU-SALINS / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	AMENAGEMENT D'UN BATIMENT DE STOCKAGE DE CEREALES A COUTURES (CHÂTEAU-SALINS)	32 995,00 €	8 700,00 €	HT	60,00%	5 220,00 €	1 200,00 €
AGRIE00441	GAEC DU SAINT BERNARD	DONNELAY / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	ACHAT D'UNE MELANGEUSE	63 000,00 €	6 700,00 €	HT	60,00%	4 020,00 €	0,00 €
AGRIE00442	EARL DE SAINT HENRI	DIESEN / SAINT-AVOLD / Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	AMENAGEMENT D'UN LABORATOIRE DE TRANSFORMATION DE VIANDE PORCINE	19 419,00 €	6 700,00 €	HT	60,00%	4 020,00 €	0,00 €
AGRIE00459	GAEC SCHWARTZ	FREYBOUSE / SARRALBE / Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	AMENAGEMENT D'UN BATIMENT DE VOLAILLES	14 080,00 €	6 700,00 €	HT	60,00%	4 020,00 €	0,00 €
AGRIE00460	SCEA GRAOULLY	AMELECOURT / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	ACHAT DE MATERIEL AGRICOLE	130 000,00 €	6 700,00 €	HT	60,00%	4 020,00 €	0,00 €
			TOTAL	**279 494,00 €**	**42 200,00 €**			**25 320,00 €**	**1 200,00 €**

Enjeu 3 Priorité 7 : AIDE AU DEVELOPPEMENT ET A LA MODERNISATION DES EXPLOITATIONS EN FILIERES VEGETALES SPECIALISEES

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRIE00462	L'ORPHELIN ROMAIN	HOMBOURG-BUDANGE / METZERVISSE / Territoire de THIONVILLE	ACHAT DE MATERIEL DE VITICULTURE	151 751,00 €	100 000,00 €	HT	25,00%	25 000,00 €	5 000,00 €
AGRIE00461	LE JARDIN D'AMANDA ET NICOLAS (REBOIS AMANDA)	BAUDRECOURT / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	ACHAT DE DEUX SERRES DE MARAICHAGE	17 500,00 €	17 500,00 €	HT	15,00%	2 625,00 €	875,00 €
			TOTAL	**169 251,00 €**	**117 500,00 €**			**27 625,00 €**	**5 875,00 €**

Enjeu 3 Priorité 7 : AIDE A L'AUTONOMIE ENERGETIQUE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRIE00486	EARL DU HACKENBERG	OUDRENNE / METZERVISSE / Territoire de THIONVILLE	MISE EN PLACE D'UN TRACKER SOLAIRE	54 995,00 €	54 995,00 €	HT	30,00%	16 498,00 €	16 498,00 €
AGRIE00494	SCEA DELATTE	RICHE / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	MISE EN PLACE D'UN TRACKER SOLAIRE	38 523,00 €	38 523,00 €	HT	10,00%	3 852,00 €	3 852,00 €
AGRIE00453	GAEC DE BELLEVUE	FRANCALTROFF / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	MISE EN PLACE D'UN TRACKER SOLAIRE	56 000,00 €	53 600,00 €	HT	30,00%	16 080,00 €	16 080,00 €
			TOTAL	**149 518,00 €**	**147 118,00 €**			**36 430,00 €**	**36 430,00 €**

Enjeu 3 Priorité 8 : AIDE A LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRIE05458	GAEC DE BEAU PRINTEMPS	PETIT-REDERCHING / BITCHE / Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE TRANSFORMATION DE PRODUITS FERMIERS	213 970,00 €	175 000,00 €	HT	10,00%	17 500,00 €	0,00 €
			TOTAL	**213 970,00 €**	**175 000,00 €**			**17 500,00 €**	**0,00 €**

Enjeu 3 Priorité 8 : AIDE A LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRIE05473	GAEC DE BEAU PRINTEMPS	PETIT-REDERCHING / BITCHE / Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS FERMIERS	188 667,00 €	54 493,00 €	HT	5,00%	2 724,00 €	0,00 €
AGRIE00455	OH PETITES POULETTES (CAROLINE BOGENEZ)	AUGNY / LES COTEAUX DE MOSELLE / Territoire de METZ-ORNE	ACHAT DE CASIERS AUTOMATIQUES DE DISTRIBUTION D'OEUFS	8 000,00 €	8 000,00 €	HT	5,00%	400,00 €	0,00 €
			TOTAL	**196 667,00 €**	**62 493,00 €**			**3 124,00 €**	**0,00 €**

AIDE A LA VALORISATION NON PROFESSIONNELLE DES PRODUITS DE L'ARBORICULTURE

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant Travaux	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRIE00511	SYNDICAT ARBORICOLE ET HORTICOLE DE PETITE-ROSSELLE	PETITE-ROSSELLE / FORBACH / Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	ACHAT D'UN FILTRE ALIMENTAIRE AUTONETTOYANT POUR L'ATELIER DE JUS DE POMMES	6 660,00 €	6 000,00 €	TTC	50,00%	3 000,00 €	0,00 €
			TOTAL	**6 660,00 €**	**6 000,00 €**			**3 000,00 €**	**0,00 €**

FONCTIONNEMENT

Enjeu 3 Priorité 7 : CERTIFICATION HAUTE VALEUR ENVIRONNEMENTALE

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRIE00467	EARL DU CHAMP DE MARS	GUEBLANGE-LES-DIEUZE / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	OBTENTION DE LA CERTIFICATION HVE DE NIVEAU 3 VOIE A	1 368,00 €	1 368,00 €	HT	70,00%	957,00 €	957,00 €
AGRIE00470	SCEA DU PONT NEUF	MAIZIERES-LES-VIC / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	OBTENTION DE LA CERTIFICATION HVE DE NIVEAU 3 VOIE A	1 137,00 €	1 137,00 €	HT	70,00%	795,00 €	795,00 €
AGRIE00520	GAEC DU BLANC MICHEL	BREHAIN / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	OBTENTION DE LA CERTIFICATION HVE DE NIVEAU 3 VOIE A	1 308,00 €	1 308,00 €	HT	70,00%	915,00 €	915,00 €
AGRIE00476	EARL L.V.T.H.	CHERISEY / FAULQUEMONT / Territoire de METZ-ORNE	OBTENTION DE LA CERTIFICATION HVE DE NIVEAU 3 VOIE A	1 351,00 €	1 351,00 €	HT	70,00%	945,00 €	945,00 €
AGRIE00480	GAEC DE SORBEY	SORBEY / LE PAYS MESSIN / Territoire de METZ-ORNE	OBTENTION DE LA CERTIFICATION HVE DE NIVEAU 3 VOIE A	1 374,00 €	1 374,00 €	HT	70,00%	961,00 €	961,00 €
AGRIE00518	GRAND EST QUALITE VIANDES	MULTIPLES	DOSSIER COLLECTIF D'OBTENTION DE LA CERTIFICATION HVE DE NIVEAU 3 VOIE A	28 000,00 €	8 000,00 €	HT	70,00%	5 600,00 €	5 600,00 €
			TOTAL	**34 538,00 €**	**14 538,00 €**			**10 173,00 €**	**10 173,00 €**

ANNEXE 2

**CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
ET MONSIEUR L'ORPHELIN ROMAIN
RELATIVE A L'ACHAT DE MATERIEL DE VITICULTURE**

Entre les soussignés :

Le **Département de la Moselle**, sis 1 rue du Pont Moreau, CS 11096 à 57036 METZ CEDEX 1, représenté par le Président du Département, **Monsieur Patrick WEITEN**, dûment habilité par une délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa réunion du **06 mars 2023**,

Ci-après dénommé "**le Département**",

D'une part,

Et **Monsieur L'ORPHELIN Romain**, sis 24 rue Principale à 57920 HOMBOURG-BUDANGE**,**

Ci-après dénommée "**le Bénéficiaire**",

D'autre part,

PREAMBULE :

Le Département est reconnu en tant qu'acteur de proximité disposant d'une connaissance fine de ses territoires et de ses acteurs. Il est donc légitime dans ses rôles (historiques) d'animation, de coordination et de fédération des différents partenaires.

Ainsi par son engagement, le Département entend jouer pleinement son rôle de collectivité des solidarités au profit de ses territoires ruraux, en favorisant le maintien d'une agriculture durable, plus compétitive et résiliente, en assurant le lien entre villes et campagnes.

Le Schéma départemental en faveur de l'agriculture adopté par l'Assemblée Départementale le 1er février 2018 se décline autour des 6 enjeux suivants :

- Enjeu 1 : Maintenir et conforter l'agriculture sur les territoires,
- Enjeu 2 : Accompagner socialement l'emploi,
- Enjeu 3 : Développer une agriculture plus compétitive, garantissant une plus grande valeur ajoutée en faisant de l'installation des Jeunes Agriculteurs une priorité,
- Enjeu 4 : Définir une stratégie de développement des produits locaux pour un approvisionnement de proximité,
- Enjeu 5 : Faire connaître et reconnaître la Moselle par ses produits de qualité et son cadre de vie,
- Enjeu 6 : Construire et développer des partenariats.

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre du soutien du Département au Bénéficiaire pour l'**achat de matériel de viticulture** au titre du règlement d'aides du Schéma départemental en faveur de l'agriculture – **Aide au développement et à la modernisation des exploitations en filières végétales spécialisées,**

Ces investissements sont en adéquation avec le Schéma départemental en faveur de l'agriculture et notamment l'**Enjeu 3 / Priorité 7.**

ARTICLE 2 : SUBVENTION DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

2.1. Actions subventionnées et montant de la subvention

A la condition que le Bénéficiaire respecte toutes les clauses de la présente convention, le Département de la Moselle s'engage à lui apporter un soutien financier pour les investissements évoqués à l'article 1.

La subvention accordée par le Département pour ce projet est calculée sur la base d'un taux d'intervention de **25 %,** pour un montant subventionnable plafonné à **100 000 € HT.**
Le montant total maximum de la subvention est de **25 000 €.**

2.2. Modalités de versement de la subvention

L'aide sera versée sur demande, sur présentation des justificatifs des dépenses réalisées.

Un acompte est possible à partir de la justification de 20% du montant subventionnable et dans la limite de 80% de ce même montant.

La demande de solde de la subvention devra parvenir au Département au plus tard au **30 avril 2026**.

La non-réalisation des travaux conformément au projet initialement validé ou dans les temps impartis expose le Bénéficiaire à une déchéance partielle voire totale des aides.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS DU BENEFICIAIRE

L'attribution d'une subvention par le Département engage le Bénéficiaire :

- à poursuivre son activité agricole sur le territoire de la Moselle pendant une durée minimale de 5 ans,
- à maintenir en bon état de fonctionnement et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides du Département pendant une durée minimale de 5 ans,
- à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée minimale de 5 ans,
- à respecter ses engagements lui ayant permis de bénéficier du taux d'intervention global de l'aide départementale (notamment ceux permettant de bénéficier d'une majoration de l'aide départementale de base),

- à répondre positivement à toute demande concernant le contrôle par le Département de l'utilisation de ses fonds,
- à autoriser le contrôleur à pénétrer sur son exploitation,
- à informer le Département en cas de modification du projet, du plan de financement et/ou de ses engagements.

ARTICLE 4 : CONTROLE DU DEPARTEMENT

Le Département pourra procéder à tous les contrôles et investigations sur pièces et sur place qu'il jugera utiles, soit directement, soit par des personnes ou des organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par le Bénéficiaire et du respect de ses engagements.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

Le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités par lui-même ou pour son compte, le soutien apporté par le Département, notamment en apposant son logotype.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à partir de sa notification au Bénéficiaire et prend fin au **30 avril 2026**. Elle ne pourra faire l'objet d'une prolongation de délai.

ARTICLE 7 : RESILIATION

7.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le Bénéficiaire, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.
La résiliation prendra effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification au Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation du Bénéficiaire.

7.2. Résiliation pour faute du Bénéficiaire

En cas de manquement par le Bénéficiaire à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention un mois après mise en demeure adressée au Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au Bénéficiaire.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du Bénéficiaire.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le Bénéficiaire. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

En outre, le Bénéficiaire sera exclu du bénéfice de toute aide départementale pour une période de 3 ans.

7.3. Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention, pour quelque cause que ce soit, en notifiant sa décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention effectuée conformément à cet article prendra effet trois mois après la réception de la décision de résilier sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'une ou l'autre des parties.

Cette résiliation pourra entraîner le reversement, par le Bénéficiaire, des sommes indûment perçues, sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE

Le Bénéficiaire élira son siège social pour toutes les correspondances, notifications, exploits qui lui seront adressés en ce lieu.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté ou une seconde réunion pourra être envisagée durant laquelle, le cas échéant, la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à METZ Le	Fait à HOMBOURG-BUDANGE Le
POUR LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE Le Président	POUR LE BENEFICIAIRE
Patrick WEITEN	Romain L'ORPHELIN

ANNEXE 3

**CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
ET LE SYNDICAT ARBORICOLE ET HORTICOLE DE PETITE-ROSSELLE
POUR L'ACHAT D'UN FILTRE ALIMENTAIRE AUTONETTOYANT
POUR L'ATELIER DE JUS DE POMMES**

Entre les soussignés :

Le **Département de la Moselle**, sis 1 rue du Pont Moreau, CS 11096 à 57036 METZ CEDEX 1, représenté par le Président du Département, **Monsieur Patrick WEITEN**, dûment habilité par une délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa réunion du **06 mars 2023**,

Ci-après dénommé "**le Département**",

D'une part,

Et le **Syndicat Arboricole et Horticole de PETITE-ROSSELLE**, sis 195 rue Principale à 57540 PETITE-ROSSELLE, représenté par son Président, **Monsieur Guy SCHAFFRATH**,

Ci-après dénommée "**le Syndicat**",

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre du soutien du Département au Syndicat pour **l'achat d'un filtre alimentaire autonettoyant pour l'atelier de jus de pommes.**
Le coût du matériel est estimé à **6 660 € TTC.**

Article 2 : Engagements du Département

Afin de soutenir l'action du Syndicat mentionnée à l'article 1 ci-dessus, et à la condition que ce dernier respecte toutes les clauses de la présente convention, le Département accepte de lui verser une subvention.

Le montant total de la subvention versée pour cette action au Syndicat ne pourra dépasser **3 000 €**, au titre de la présente convention, sous réserve qu'il justifie d'un montant total de frais engagés plafonné à **6 000 € TTC**, le taux d'intervention du Département étant de **50 %.** Dans le cas contraire, le montant de la subvention sera calculé au prorata des dépenses réellement effectuées.

La subvention sera versée en une seule fois après achèvement de l'action et sur envoi des justificatifs suivants :

- le bilan technique et financier de l'action,
- le formulaire de demande de versement,
- la ou les facture(s) acquittée(s) par les fournisseurs (cachet, signature et mention "payé le …") ; l'adresse de la/des facture(s) doit correspondre à l'adresse du RIB du dossier,
- le budget définitif de l'année n,
- le rapport d'activité du Syndicat de l'année concernée par la demande de subvention,

- les copies des décisions des financements obtenus, en dehors de celle du Département de la Moselle.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental.

Article 3 : Engagements particuliers du Syndicat

3.1 Obligations comptables

Le Syndicat s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable.

Les comptes seront certifiés au plus tard dans les 6 mois qui suivent la clôture des comptes par le Président du Syndicat ou le Commissaire aux Comptes, en fonction du montant total des subventions publiques perçues par le Syndicat au cours de l'année 2022.

La présentation budgétaire retenue doit permettre d'individualiser les actions subventionnées.

3.2 Obligations d'information

Le Syndicat s'engage à informer le Département de tous les évènements susceptibles de modifier sa situation juridique, financière et économique.

D'une manière générale, il devra, sur simple demande du Département, lui communiquer tout document, qu'il jugera utile, de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Dans ce cadre, le Syndicat s'engage en particulier à lui communiquer :

- le budget prévisionnel global pour l'exercice concerné par la demande de subvention,
- les statuts,
- les pouvoirs,
- la liste des personnes chargées de l'administration du Syndicat (composition du Conseil, du Bureau,…),
- les derniers comptes approuvés (N-1, N-2 et N-3), certifiés conformes par le Président du Syndicat dans le cas où la subvention du Département représente plus de 50% des recettes du Syndicat et vérifiés par un commissaire aux comptes si le seuil de 153 000 € de subventions publiques est atteint,
- la rémunération des 3 plus hauts dirigeants si les recettes du Syndicat sont supérieures à 150 000 € dont 50 000 € de subventions publiques.

3.3 Paraphe du Président du Syndicat

Tous les documents transmis au Département devront être revêtus du paraphe du Président du Syndicat accompagné de la formule "je déclare que les documents transmis sont sincères et véritables".

Article 4 : Contrôle du Département

4.1 Contrôle financier

Le Syndicat adressera au Département dans le mois de leur approbation les comptes annuels de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexes), le compte-rendu de l'Assemblée Générale Ordinaire ainsi que toutes les modifications sur les statuts.

Au plus tard dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, le Syndicat transmettra également au Département un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.

Ce document retracera les dépenses effectives au titre des actions conventionnées au regard du Budget Prévisionnel transmis à l'appui de la demande de subvention. En outre, il décrira les méthodes d'affectation retenues et justifiera les clés de répartition des charges.

4.2 Contrôle d'activité

Le Département pourra procéder à tous les contrôles et investigations sur pièces et sur place qu'il jugera utiles, soit directement, soit par des personnes ou des organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par le Syndicat et du respect de ses engagements.

Article 5 : Communication

Le Syndicat s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités par lui-même ou pour son compte, le soutien apporté par le Département, notamment en apposant son logotype.

De même, le Syndicat s’engage à convier Monsieur le Président du Département de la Moselle à l’inauguration organisée dans le cadre de cette convention.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à partir de sa notification au Bénéficiaire, et prend fin au **30 avril 2026.**

Article 7 : Résiliation

7.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le Syndicat, résilier à tout moment la présente convention pour motif d’intérêt général.

La résiliation prendra effet au terme d’un délai d’un mois à compter de sa notification au Syndicat par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation du Syndicat.

7.2 Résiliation pour faute du Syndicat

En cas de manquement par le Syndicat à l’un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention un mois après mise en demeure adressée au Syndicat par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au Syndicat.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du Syndicat.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le Syndicat. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

7.3 Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention, pour quelque cause que ce soit, en notifiant sa décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention effectuée conformément à cet article prendra effet trois mois après la réception de la décision de résilier sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'une ou l'autre des parties.

Cette résiliation pourra entraîner le reversement, par le Syndicat, des sommes indûment perçues, sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 8 : Election de domicile

Le Syndicat élira son siège social pour toutes les correspondances, notifications, exploits qui lui seront adressés en ce lieu.

Article 9 : Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté ou une seconde réunion pourra être envisagée durant laquelle, le cas échéant, la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à METZ	Fait à PETITE-ROSSELLE
Le	Le
POUR LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	POUR LE SYNDICAT
Le Président,	Le Président,
Patrick WEITEN	Guy SCHAFFRATH

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebdd-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET AMBITION MOSELLE 2020-2025

DOSSIER N° | | 4 | 1239 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le dispositif AMBITION MOSELLE,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer les subventions, au titre du dispositif AMBITION MOSELLE conformément aux tableaux et au bénéfice des collectivités figurant en annexes 1 et 2, étant précisé que le dossier de la commune de WITTRING annule et remplace le dossier RURD00462 voté le 14 mars 2022, et que le dossier de la commune de KOENIGSMACKER se substitue au projet n°2 inscrit à son contrat approuvé le 7 décembre 2020,
- d'autoriser Monsieur le Président à engager les crédits correspondants soit 2 947 200 €,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer les contrats individuels en annexes 3, 4 et 5 à la présente décision et les conventions AMBITION MOSELLE des collectivités bénéficiaires,
- d'approuver la mesure de bienveillance à l'égard des collectivités dont l'échéance de démarrage de travaux prévue en 2023 n'a pu être respectée en raison du contexte actuel, en décalant cette échéance au 31 décembre 2023.

M. MULLER ne participe ni au débat ni au vote.
Mme HAAG, absente ayant donné délégation de vote à M. KIEFFER, ce dernier ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Projets contractualisés

ANNEXE 1

TERRITOIRE	BENEFICIAIRE	N° DOSSIER	PROJET	MONTANT TRAVAUX	MONTANT AIDE
FORBACH - SAINT-AVOLD	HOMBOURG-HAUT	URBE07385	CONSTRUCTION D'UNE ECOLE ELEMENTAIRE AU QUARTIER DE LA CHAPELLE	3 297 776 €	750 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	STIRING WENDEL	URBE01909	CREATION D'UN BOULODROME COUVERT	1 490 963 €	290 000 €
THIONVILLE	KOENIGSMACKER	URBE01780	EXTENSION DE LA MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE	531 594 €	40 000 €
THIONVILLE	OTTANGE	URBE01638	EXTENSION DU PERISCOLAIRE	377 500 €	60 000 €
THIONVILLE	SIA KOENIGSMACKER HUNTING MALLING	ENVE01650	MISE AUX NORMES DE L'ASSAINISSEMENT D'INGLANGE ET BREISTROFF-LA-PETITE	2 750 000 €	550 000 €
			TOTAL	**8 447 833 €**	**1 690 000 €**

Projets conventionnés

ANNEXE 2

TERRITOIRE	BENEFICIAIRE	N° DOSSIER	PROJET	MONTANT TRAVAUX	MONTANT AIDE
METZ-ORNE	BEUX	RURE01632	REFECTION DE VOIRIE RUE DE LUPPY ET RUE DES CHÊNES	80 958 €	17 000 €
METZ-ORNE	BEUX	RURE01728	REFECTION DE VOIRIE RUE HAUTE BEUX	19 116 €	4 000 €
METZ-ORNE	JUSSY	RURE01050	RENOVATION THERMIQUE DE LA SALLE DES FETES	19 296 €	4 000 €
METZ-ORNE	SILLEGNY	RURE01648	AMENAGEMENT GLOBAL DU COEUR DU VILLAGE	1 098 495 €	225 000 €
METZ-ORNE	VERNEVILLE	RURE01588	AMENAGEMENT D'UN PARC PAYSAGER ET CREATION D'UN TERRAIN MULTISPORTS	359 124 €	70 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	AULNOIS-SUR-SEILLE	RURE01283	CREATION D'UNE AIRE DE JEUX	39 275 €	10 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	AULNOIS-SUR-SEILLE	RURE01288	REHABILITATION DU CHEMIN D'ACCES DE L'ANCIENNE DECHARGE	11 920 €	2 500 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	AULNOIS-SUR-SEILLE	RURE01289	REAMENAGEMENT DU CIMETIERE	3 220 €	700 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	HERTZING	RURE01531	RENOVATION DE LA MAIRIE ET CONSTRUCTION D'UN ATELIER COMMUNAL - PHASE 3	75 908 €	15 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	MOUSSEY	RURE01634	REFECTION DE LA TOITURE DE L'EGLISE	373 813 €	100 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SI SCOLAIRE DE HAMPONT	SYNE01265	RENOVATION DE L'ECOLE ROBERT DOISNEAU DE HAMPONT	235 515 €	50 000 €

TERRITOIRE	BENEFICIAIRE	N° DOSSIER	PROJET	MONTANT TRAVAUX	MONTANT AIDE
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	TINCRY	RURE01506	AMENAGEMENTS DE L'ACCES AU CIMETIERE	14 000 €	3 000 €
SARREGUEMINES - BITCHE	ETTING	RURE01517	CREATION D'UN TERRAIN DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHETIQUE	1 061 639 €	212 000 €
SARREGUEMINES - BITCHE	HILSPRICH	RURE01298	AMENAGEMENT DU CIMETIERE	202 765 €	40 000 €
SARREGUEMINES - BITCHE	LEMBERG	RURE01645	RECONVERSION DE LA FRICHE DE L'ANCIENNE CRISTALLERIE LORRAINE, TRANCHE 2	1 605 000 €	240 000 €
SARREGUEMINES - BITCHE	PETIT-REDERCHING	RURE00906	REHABILITATION D'UN LOGEMENT DE FONCTION EN MAISON D'ASSISTANTES MATERNELLES	522 903 €	90 000 €
SARREGUEMINES - BITCHE	PETIT-REDERCHING	RURE00917	RENOVATION THERMIQUE DU BATIMENT DE L'ECOLE	272 489 €	45 000 €
SARREGUEMINES - BITCHE	WITTRING	RURE01355	SECURISATION DES ENTREES DU VILLAGE	92 350 €	24 000 €
THIONVILLE	BIBICHE	RURE01630	REQUALIFICATION DE LA ROUTE DE NEUDORF ET DU CHEMIN DE LA CARRIERE	139 186 €	30 000 €
THIONVILLE	RANGUEVAUX	RURE01528	EXTENSION DU SQUARE ROGER PERSCH	221 225 €	50 000 €
THIONVILLE	RANGUEVAUX	RURE01570	RENOVATION DU NOUVEAU CIMETIERE	126 808 €	25 000 €
			TOTAL	**6 575 005 €**	**1 257 200 €**

ANNEXE 3

Moselle
L'Eurodépartement

Commune

CONTRAT AMBITION MOSELLE

TERRITOIRE : FORBACH SAINT-AVOLD

COLLECTIVITE : COMMUNE DE HOMBOURG-HAUT

Entre

Le Département de la Moselle représenté par son Président Patrick WEITEN, agissant en vertu des délibérations adoptées par l'Assemblée Départementale en date du 5 décembre 2019 et par la Commission Permanente en date du 5 octobre 2020.

Et

La Commune de HOMBOURG-HAUT représentée par autorisé à signer un contrat pluriannuel en vertu de la délibération du …….. .

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu la Loi NOTRe

Il est convenu ce qui suit….

PREAMBULE

Le Conseil Départemental de la Moselle a toujours eu à cœur d'être un partenaire privilégié, pour ne pas dire le partenaire premier, des territoires et des collectivités territoriales qui en constituent le tissu.

Cela s'est traduit et incarné dans des dispositifs de soutien financier à l'investissement des communes et intercommunalités très différents selon les époques :

- jusqu'en 2008, avec la Politique Départementale d'Aménagement Urbain (PDAU) pour les villes de plus de 4500 habitants, le Soutien à l'Aménagement des Communes Rurales (SACR) proposé aux communes de moins de 4 500 habitants et la Politique d'Aménagement et de Développement des Territoires Mosellans (PADTM) pour les EPCI à Fiscalité propre,

- puis à partir de 2009, le Programme d'Aide aux Communes et aux TErritoires (PACTE) et ses 3 volets (Aménagement, Environnement, Patrimoine),
- enfin, depuis 2015 le dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des TERritoires (AMITER).

Ces mécanismes de soutiens financiers, tous différents, étaient chacun pour ce qui les concernait, adaptés aux réalités financières et aux possibilités budgétaires de leur époque ainsi qu'aux attentes formulées empiriquement ou dûment constatées, des besoins de développement des collectivités territoriales.

C'est pourquoi, face :

- à un monde en constante et rapide mutation,
- à la confrontation à une réelle concurrence territoriale,
- à l'expression des besoins nouveaux formulés par la population et notamment à l'attente de proximité et d'écoute,

il fut nécessaire de définir une nouvelle ambition pour la Moselle.

C'est fort de ce constat et de cette conviction qu'au moment où de nombreux Départements français ont mis un terme aux politiques de soutien aux Communes et intercommunalités, que la Moselle entend, elle au contraire, poursuivre son effort à travers une nouvelle forme d'aides et ce, quels que soient les contextes financiers contraints dans lequel l'Etat place volontairement et formellement les Départements. Cet effort se doit d'être en phase avec une nouvelle ambition collective partagée, fruit des dialogues engagés, depuis plus d'un an avec les élus des collectivités infra départementales.

Des rencontres nombreuses ont eu lieu dans le cadre des « rendez-vous de territoires » qui ont été conduits sous la présidence actuelle avec tous les Conseillères et Conseillers Départementaux. Elles ont mis en exergue, avec force, le besoin d'accompagnement dans un cadre clair, formulé par les édiles locaux et les populations dont ils ont la responsabilité.

C'est l'état d'esprit qui a conduit l'Assemblée Départementale à adopter un nouveau dispositif intitulé « AMBITION MOSELLE ».

Ce dispositif s'appuie sur une connaissance fine des diversités territoriales clairement mises en évidence :

- d'une part, par les rencontres sur le terrain, au plus près des réalités ;
- d'autre part, des analyses croisées menées à l'interne dans les services départementaux par l'Observatoire du Territoire de la Moselle.

Disposant ainsi d'une véritable cartographie statistique des 5 territoires d'actions des politiques publiques départementales, (METZ-ORNE, THIONVILLE, FORBACH-SAINT-AVOLD, SARREGUEMINES-BITCHE et SARREBOURG-CHATEAU-SALINS) il est désormais possible de projeter le Département dans les années à venir, à travers un mécanisme d'aides s'appuyant sur le bilan du passé, les réalités du présent et les nécessités prospectives.

Le dispositif AMBITION MOSELLE pourra dès lors être un moteur d'attractivité mis au service de tous.

Diagnostic synthétique du territoire de Forbach Saint-Avold

Présentation générale du territoire

Le territoire de Forbach Saint-Avold compte **229 594 habitants** (soit 22 % de la population mosellane). C'est le troisième territoire le plus peuplé des 5 grands territoires des politiques départementales après Metz-Orne et Thionville. Il regroupe **148 communes** et **6 EPCI** : CA Forbach Porte de France (78 290 habitants), CA Saint-Avold Synergie (53 807 habitants), CC de Freyming-Merlebach (32 520 habitants),CC du District Urbain de Faulquemont (24 831 habitants) , CC Houve Pays Boulageois (23 237 habitants) et CC du Warndt (18 102 habitants).

Démographie / Population

Une population en forte baisse. Le territoire de Forbach Saint-Avold **a perdu 4 698 habitants** entre 2011 et 2016, soit un taux d'évolution de **- 2 %** (contre + 0,01 % en Moselle, + 0.29 % à l'échelle du Grand Est et + 2,2 % au niveau national). C'est le territoire de Moselle qui a connu la plus forte perte de population (en valeur). A l'échelle des EPCI, seul la CC Houve Pays-Boulageois a vu sa population augmenter entre 2011 et 2016 (+ 1,4 %). La perte de population du territoire est principalement liée à un solde migratoire négatif (- 6 022 entre 2011 et 2016), légèrement compensé par un solde naturel encore positif (+ 1 324).

Un vieillissement assez prononcé de la population, en particulier à l'est du territoire. L'indice de vieillissement du territoire de Forbach Saint-Avold est plus élevé qu'au niveau mosellan (**84** contre 79 en moyenne en Moselle). La pyramide des âges du territoire tend à s'inverser avec une base (naissances) qui se rétrécit, quand la part des personnes âgées augmente. Avec la baisse de la population jeune à l'est, le territoire pourrait devenir l'un des territoires les plus âgés de Moselle.

Un taux de pauvreté très important, principalement à l'est du territoire. Le taux de pauvreté du département de la Moselle s'établit à **14,7 %** en 2018, soit 1 ménage sur 7 en dessous du seuil de pauvreté. **Le territoire le plus touché est celui de Forbach Saint-Avold, avec un taux de 17,6 %.** A l'échelle des EPCI, le territoire le plus touché est la **CC de Freyming-Merlebach (22,4 %).** Certaines communes affichent des taux de pauvreté records, notamment : **Behren-lès-Forbach (35,5 %), Farébersviller (35,4 %),** ou Forbach (29,5 %).

Formation / emploi

Un niveau de formation en hausse (surtout à l'ouest du territoire) mais qui reste inférieur à la moyenne départementale. Quand en Moselle, en moyenne, 35 % des actifs occupés de 15 ans et plus sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, **ce taux est de 27 % sur le territoire de Forbach Saint-Avold**. Le niveau de formation augmente sur tous les territoires depuis 2010, **mais moins fortement** sur le territoire de Forbach Saint-Avold. **Le territoire compte 1 158 étudiants, soit 5 % des étudiants mosellans** (27 065).

L'apprentissage de l'allemand : un bon niveau de formation. A l'échelle du territoire, **52 %** des élèves apprennent l'allemand contre **37 %** en moyenne à l'échelle mosellane et plus de **13 %** apprennent l'allemand de manière renforcée contre **7,2 %** en Moselle. C'est le **deuxième territoire de Moselle**, après Sarreguemines-Bitche, en termes d'apprentissage de l'allemand. En misant sur le bilinguisme et la formation, les territoires anticipent les besoins transfrontaliers de demain.

Un emploi en baisse mais une sphère productive encore bien représentée. Le nombre d'emploi total du territoire a connu une baisse continue entre 1982 et 2000, une stagnation entre 2000 et 2010 et un nouveau fléchissement entre 2010 et 2015, avec **une perte de plus de 3 500 emplois** sur cette période, majoritairement dans la sphère productive, ce qui représente une baisse de **– 5,1 %** du nombre d'emplois au total (contre – 4,9 % en moyenne en Moselle sur la période). On observe par ailleurs une **décroissance de l'emploi de la sphère productive** depuis 1982. Néanmoins, la part des emplois de la sphère productive **reste relativement élevée** (**35 %** contre 32 % en moyenne en Moselle), notamment à l'échelle de la CC du District Urbain de Faulquemont (48 %) ou encore de la CC du Warndt (44 %).

Un taux de chômage nettement supérieur à la moyenne mosellane mais en nette diminution. Si le nombre d'emplois n'évolue pas positivement, les chiffres du chômage sont plutôt favorables. Ainsi le taux de chômage en Moselle est passé de 8,9 % fin 2017 à 8,6 % fin 2018. Cette baisse est plus significative que celle observée à l'échelle métropolitaine ou de la Région Grand Est. **La zone d'emploi de Forbach Saint-Avold affiche toujours le taux de chômage le plus élevé (11,1 %).** Néanmoins, **le nombre de demandeurs d'emploi recule**. Le territoire de Forbach Saint-Avold est celui qui affiche **la plus forte baisse** (**- 4,6 %** entre fin 2017 et fin 2018 contre – 3,3 % en Moselle), soit **1 009 demandeurs d'emploi de moins** en un an (sur un total de – 2 900 en Moselle).

Mobilité professionnelle : fléchissement du travail frontalier. Le territoire offre **77 emplois pour 100 résidents actifs occupés**, contre 84 en moyenne en Moselle et 92,8 à l'échelle de la région Grand Est. 66 % des résidents du territoire travaillent sur le territoire et 34 % en sortent pour travailler, dont 36 % à destination de l'Allemagne (10 414). Quand 39 % des actifs occupés du territoire de Thionville travaillent au Luxembourg, le territoire de Forbach Saint-Avold, malgré sa proximité avec l'Allemagne, est moins concerné par le travail frontalier avec seulement 14 % des actifs qui travaillent à l'étranger. A noter que le **nombre de travailleurs frontaliers du territoire est en diminution** depuis 2008. Entre 2010 et 2015, alors que le nombre de mosellans travaillant au Luxembourg a bondi de près de 6 500 personnes (+ 14 %), celui des travailleurs frontaliers vers l'Allemagne a baissé de 1 474 (- 7,6 %) dont **- 439** pour le territoire de Forbach Saint-Avold.

Attractivité économique

Les zones d'activités économiques et les friches : des potentiels à optimiser. Le territoire compte **48** zones d'activités économiques pour une superficie de **1 700 ha**. Le taux d'occupation de ces zones avoisine les 80 %, **345 ha** étant encore disponibles. Le foncier disponible présentant un potentiel d'accueil de nouvelles activités est un réel élément compétitif au regard de la saturation du foncier d'entreprise en Allemagne. A noter par ailleurs, la présence de friches susceptibles de constituer des espaces de développement intéressants pour les aménagements futurs. En 2014, **31 friches** ont été recensées à l'échelle du territoire de Forbach Saint-Avold pour une superficie totale de **916 ha**. Cinq années plus tard, 7 friches soient 179 ha sont d'ores et déjà concernées par un projet de **requalification**.

Une légère reprise de la création d'entreprises et des investissements importants. Le nombre de créations d'entreprises repart à la hausse depuis 2016. Sur le territoire de Forbach Saint-Avold, **465 entreprises** ont été créées en 2017, dont 64 % en entreprises individuelles, et la plupart concernent les services aux entreprises. Néanmoins, le taux de création d'entreprises en 2017 du territoire de Forbach Saint-Avold est inférieur au taux mosellan (10,0 % contre 11,5). Sur le territoire de Forbach Saint-Avold, **d'importants investissements** sont prévus ou engagés : MERCEDES à Hambach pour la construction du nouveau SUV électrique (500 M€ en 3 ans) et CONTINENTAL à Sarreguemines pour le développement de nouveaux pneus PL (30 M€ en 3 ans).

Le tourisme et l'agriculture, des potentiels à valoriser. L'offre touristique du territoire repose principalement sur une offre patrimoniale et culturelle (musée mine, cimetière st-Avold). De nombreux acteurs disposent de l'agrément « MOSL Qualité Moselle » : 4 restaurants dont 1 étoilé « TOYA » à Faulquemont, 25 producteurs (17 agriculteurs + 8 artisans), 1 site touristique (Le Musée Les Mineurs – Wendel), 2 sites de pleine nature (Golf de Faulquemont, Vélo Loc Saar Moselle de Petite-Rosselle). A noter la présence également d'un CAFÉ TERROIR et de 32 communes labellisées « Villes et Villages Fleuris » dont 7 à un niveau 3 fleurs. Avec **38 producteurs BIO** recensés en 2017 et plus de **4 700 ha en culture ou en conversion BIO** (sur 22 354 en Moselle), le territoire s'est engagé dans la voie de la diversification de son agriculture. A noter que le territoire de Forbach Saint-Avold compte 578 agriculteurs exploitants, c'est de ce point de vue le deuxième territoire le mieux pourvu après Sarrebourg Château-Salins (952).

Attractivité résidentielle

Logement, un secteur peu dynamique et une vacance en hausse. Le nombre de logement du territoire a augmenté sur un **rythme inférieur** au niveau mosellan avec **3 163 logements supplémentaires sur la période 2010-2015**, soit une **progression de 3 %** du nombre des logements par rapport à 2010 (Moselle : + 4,8 %). **8,9 % des logements sont vacants** à l'échelle du territoire (soit 9 693 logements), ce taux étant identique au taux mosellan, mais la **vacance augmente** plus fortement, + 1,6 point en moyenne entre 2013 et 2015 contre 1,4 en Moselle, en particulier sur la **CC de Freyming-Merlebach** (+ 2 points), la CA Saint-Avold Synergie (+ 1,9) et la CA Forbach Porte de France (+ 1,9). Ce phénomène d'accroissement de la vacance est à considérer au regard de l'essor des constructions neuves et de la consommation de foncier agricole et naturel qui en découle, appelant à intensifier les efforts en matière de requalification du bâti et de lutte contre la vacance.

L'accès aux soins : un sujet prégnant dans certains secteurs. Le territoire de Forbach Saint-Avold se situe dans la moyenne mosellane en termes d'accès aux services, il apparait même mieux pourvu en matière de services de proximité. Néanmoins, **la question de l'accès aux soins se pose avec acuité** dans certains secteurs du territoire. En effet, 8 % de la population du territoire est située en zone d'intervention prioritaires dans le Projet Régional de Santé soit **18 communes** (sur 110 en Moselle) et **76 %** des habitants sont situés en **zone d'action complémentaire** soit **114 communes.**

Accueil du jeune enfant : une offre à développer. Le territoire compte **17 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant** (EAJE) pour **499 places** soit **12,6 %** des places de Moselle (4 041 places pour 153 EAJE). **Le nombre d'enfants de moins de 3 ans par place d'EAJE en 2017** est de **14** à l'échelle du territoire contre 9 en moyenne en Moselle. Le territoire apparait donc comme **sous-doté**, en particulier sur la CC de Freyming-Merlebach (45). En matière d'accueil individuel, le **nombre d'enfants** < 3 ans **par assistant maternel** à l'échelle du territoire est de **5**, au même niveau que la moyenne départementale. Le territoire compte et **18 Maisons d'Assistants Maternels** (MAM) et **3 Relais Assistants Maternels** (RAM).

Etablissements pour personnes âgées : une offre à développer. Le territoire compte **23 établissements pour personnes âgées** pour un total de **1 710 places** autorisées hors accueil de jour (Maisons de Retraite + Unité de Soins Longue Durée). **Le taux d'équipement** du territoire en structures d'hébergement pour personnes âgées (EHPAD + USLD) calculé sur la base des populations de + 75 ans projetées en 2021 est de **79,9** contre 95,2 en Moselle. De ce point de vue, le territoire de Forbach Saint-Avold apparait également sous doté**.** Le territoire compte également **9 résidences autonomie** pour **614 places** autorisées.

Un fort potentiel nature à valoriser. Le territoire de Forbach Saint-Avold compte **46 sites classés Espaces Naturels Sensibles** (sur 248 sites en Moselle) pour une superficie totale de **1 045 km²** (sur 3 563 km² en Moselle). C'est le premier territoire de Moselle en termes de superficie classée en ENS.

Enjeux prioritaires du territoire de Forbach Saint-Avold

- ➔ Réussir le passage vers une économie nouvelle, créatrice d'activités, de valeur ajoutée et d'emploi, notamment dans les filières de la **chimie verte, des matériaux et de l'énergie.**
- ➔ Contenir le déclin démographique et retrouver une **attractivité résidentielle sur l'ensemble du territoire**, en modernisant son image et en valorisant / améliorant le cadre de vie.
- ➔ Valoriser le **positionnement géographique transfrontalier stratégique** du territoire, pivot d'échanges avec la Sarre (accompagnement des travailleurs, bilinguisme…).
- ➔ Assurer la **mobilité durable** de tous les habitants et des travailleurs, notamment frontaliers.
- ➔ Encourager les initiatives en faveur de la **jeunesse** et de la famille pour les retenir sur le territoire (éducation, insertion, emploi).
- ➔ Anticiper **l'accélération du vieillissement** de la population (services / adaptation habitat).
- ➔ Développer les services et les usages **numériques.**
- ➔ Valoriser les potentialités économiques du **tourisme**, notamment de proximité et de **l'agriculture.**

Article 1 : Objet du contrat et signataires

Ce contrat définit les modalités de mise en œuvre de l'appui apporté par le Département sur le territoire de FORBACH SAINT-AVOLD et plus particulièrement la Commune de HOMBOURG-HAUT appartenant à Communauté de Communes de Freyming-Merlebach.

Ce contrat précise les engagements des différents partenaires sur cet espace.

Il est passé entre

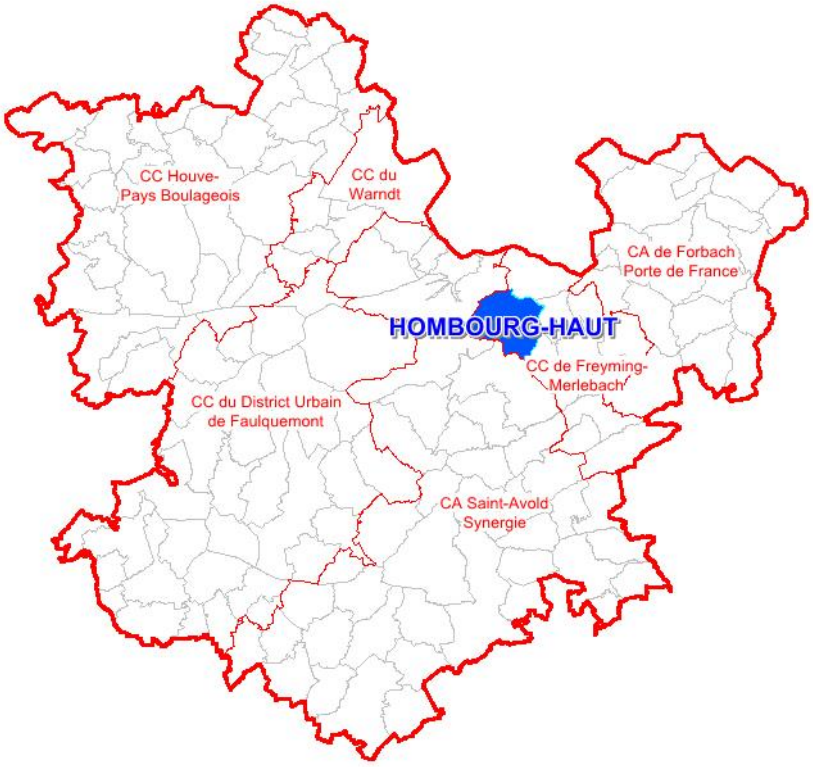
- Le Département,
- La Commune de HOMBOURG-HAUT.

Article 2 : durée du contrat

Le Département propose d'inscrire son soutien dans une **contractualisation pluriannuelle** sur la durée du mandat communal à savoir **2020-2025** sachant que les objectifs ou projets arrêtés pourront faire l'objet d'une **revoyure** à l'initiative du Département à mi-mandat. Ce contrat entre en vigueur dès sa signature.

Article 3 : Périmètre du contrat et du projet de territoire

Le Territoire de proximité concerné repose sur l'espace formé par la Commune de HOMBOURG-HAUT appartenant à Communauté de Communes de Freyming-Merlebach au sein du territoire départemental de FORBACH SAINT-AVOLD.



Dans une volonté de transparence d'information, le Département a mobilisé sur le territoire 1 135 354 € (référence année 2019) répartis en 1 012 934 € en matière de culture, 23 420 € en faveur du sport et de la jeunesse et 99 000 € pour le tourisme.

Article 4 : Modalités de financement des projets du contrat

Les bénéficiaires des actions d'investissement font l'objet d'une décision trimestrielle de la Commission Permanente du Conseil Départemental. Une convention opérationnelle sera établie pour chaque projet.

Article 5 : Solidarité humaine et territoriale

Le contrat s'appuie sur la définition d'enjeux prioritaires co-construits entre le Département et la Commune dont découle un plan d'actions relevant de 10 volets.

- **Volet 1** : Jeunesse, éducation.
- **Volet 2** : Qualité de vie.
- **Volet 3** : Logement-habitat.
- **Volet 4** : Mobilités.
- **Volet 5** : Transition écologique et énergétique.
- **Volet 6** : Economie de proximité.
- **Volet 7** : Transition numérique.
- **Volet 8** : Foncier et friches.
- **Volet 9** : Solidarité.
- **Volet 10** : Transfrontalier.

En outre, l'intervention départementale s'articule autour de **3 types de soutien** :

- **Soutien aux projets d'équipements et de services communaux** relevant des 10 volets d'intervention du Département et dans une volonté de solidarité envers les **communes de moins de 2 000 habitants ouvert à des travaux de voirie et de vie quotidienne**.
- Soutien aux **projets d'équipements et de services intercommunaux.**
- Soutien aux **projets intercommunautaires**.

Article 6 : Concertation

La mise en œuvre de ce contrat s'appuie sur la conviction que ces projets doivent être concertés avec les acteurs territoriaux et s'inscrire dans un dialogue permanent.

Ce dialogue repose en premier lieu sur les **Rendez-Vous de Territoire, lors des réunions dédiées aux exécutifs des intercommunalités et celles élargies aux Maires.**

Il se prolongera avec :

- **des rendez-vous semestriels au Département du G 24 (Présidents du Département et des EPCI).**

- **La création d'un comité de concertation et de suivi à l'échelle de chaque territoire** qui se réunirait à l'issue des 3 premières années afin de préparer la revoyure.

Article 7 : Engagement réciproque d'échanges de données d'observations territoriales

Depuis juillet 2016, le Département a mis en ligne **un observatoire territorial** de la Moselle dont les travaux ont notamment permis l'élaboration des diagnostics présentés lors des rendez-vous territoriaux. Cet observatoire est ouvert à l'ensemble des partenaires publics. Il conviendra que les **données puissent être consolidées sur des thématiques identifiées en commun avec les EPCI et les Communes**.

Article 8 : Accompagnement territorial par les structures départementales.

Au regard des besoins départementaux et territoriaux, le Département a créé avec les EPCI en particulier des structures départementales au service des territoires afin de renforcer l'offre d'ingénierie publique, à savoir : MATEC, CAUE, SODEVAM, MOSELIS, SDIS, ADIL, MOSELLE FIBRE, MOSELLE ARTS VIVANTS, MDPH, MOSELLE ATTRACTIVITE, MOSELLE SPORT ACADÉMIE, VIA MOSELLE.

Il appartiendra à la Commune de les mobiliser si elle le souhaite.

Article 9 : Règlement

Les dossiers seront instruits en application du règlement en annexe.

Dans ce cadre, **17 critères de développement ont été identifiés répartis dans 4 rubriques** (insertion, économie foncière, énergie et environnement, inclusion).

Il s'agit de s'inscrire dans une démarche progressive de prise en compte des préoccupations de développement solidaire, durable et de transition écologique.

L'application de 3 critères choisis parmi les 17 options conditionne l'aide départementale.
Le critère social d'insertion est obligatoire pour toute opération supérieure ou égale à 100 000 € HT.

La liste des projets que la commune inscrit au contrat est engageante (seuls ces dossiers pourront ensuite être instruits en vue d'un financement).

Par ailleurs, en termes de délais :

- les dossiers complets devront être déposés au plus tard **le 1er septembre de l'année N** pour une instruction en continu jusqu'au 1er septembre de l'année N et une décision trimestrielle au plus tard le 31 décembre de l'année N.
- Le délai de validité des aides est de 3 ans au maximum.
- **Engagement du projet** dans les 12 mois de l'attribution. La planification des demandes de versement devra être respectée. En cas de non-respect, la subvention sera perdue.

Article 10 : Communication

Nos concitoyens demandent une plus grande lisibilité de l'utilisation par les collectivités locales des crédits publics, fruit de leurs contributions.

Afin d'améliorer cette lisibilité, les bénéficiaires du soutien du Département doivent faire systématiquement mention de la participation départementale dans les supports de communication (Cf. règlement).

Article 11 : Suivi, évaluation périodique

Il sera mis en place un **suivi annuel** des contrats à l'occasion des Rendez-Vous de Territoire visant :

- l'**état d'avancement des projets conventionnés,**
- **les évolutions des indicateurs du Territoire**, via une actualisation du diagnostic territorial,
- une consolidation de **l'ensemble des financements apportés par le Département sur le territoire,**

Une revoyure à mi-parcours est envisagée avec une possible **révision ou réorientation** sur initiative du Département.

Une évaluation finale, à l'issue des 6 ans, sera réalisée.

Article 12 : Résiliation

Les parties prenantes peuvent mettre un terme au contrat sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois.

Article 13 : Identification des projets

Pour les Communes de moins de 2 000 habitants, 3 projets au maximum devront être identifiés et 2 pour les autres bénéficiaires (hormis syndicats scolaires et syndicats mixtes 1 projet).

Lors du dépôt de dossier, ce dernier devra être complet. La planification des demandes de versement est un élément obligatoire et engageant.

Projet 1 : CONSTRUCTION D'UNE ECOLE ELEMENTAIRE AU QUARTIER DE LA CHAPELLE.

Projet 2 : AMENAGEMENT D'UN ESPACE BUREAUX MULTIFONCTIONS / COWORKING.

Projet 3 : FUS@E.

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
DE LA MOSELLE

Patrick WEITEN

A METZ, le

LA COMMUNE DE HOMBOURG-HAUT
REPRESENTEE PAR

A , le

ANNEXE 4

Moselle
L'Eurodépartement

Commune

CONTRAT AMBITION MOSELLE

TERRITOIRE : THIONVILLE

COLLECTIVITE : COMMUNE D'OTTANGE

Entre

Le Département de la Moselle représenté par son Président Patrick WEITEN, agissant en vertu des délibérations adoptées par l'Assemblée Départementale en date du 5 décembre 2019 et par la Commission Permanente en date du 5 octobre 2020.

Et

La Commune d'OTTANGE représentée par son Maire Fabienne MENICHETTI autorisée à signer un contrat pluriannuel en vertu de la délibération du …….. .

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu la Loi NOTRe

Il est convenu ce qui suit….

PREAMBULE

Le Conseil Départemental de la Moselle a toujours eu à cœur d'être un partenaire privilégié, pour ne pas dire le partenaire premier, des territoires et des collectivités territoriales qui en constituent le tissu.

Cela s'est traduit et incarné dans des dispositifs de soutien financier à l'investissement des communes et intercommunalités très différents selon les époques :

- jusqu'en 2008, avec la Politique Départementale d'Aménagement Urbain (PDAU) pour les villes de plus de 4500 habitants, le Soutien à l'Aménagement des Communes Rurales (SACR) proposé aux communes de moins de 4 500 habitants et la Politique d'Aménagement et de Développement des Territoires Mosellans (PADTM) pour les EPCI à Fiscalité propre,

- puis à partir de 2009, le Programme d'Aide aux Communes et aux TErritoires (PACTE) et ses 3 volets (Aménagement, Environnement, Patrimoine),
- enfin, depuis 2015 le dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des TERritoires (AMITER).

Ces mécanismes de soutiens financiers, tous différents, étaient chacun pour ce qui les concernait, adaptés aux réalités financières et aux possibilités budgétaires de leur époque ainsi qu'aux attentes formulées empiriquement ou dûment constatées, des besoins de développement des collectivités territoriales.

C'est pourquoi, face :

- à un monde en constante et rapide mutation,
- à la confrontation à une réelle concurrence territoriale,
- à l'expression des besoins nouveaux formulés par la population et notamment à l'attente de proximité et d'écoute,

il fut nécessaire de définir une nouvelle ambition pour la Moselle.

C'est fort de ce constat et de cette conviction qu'au moment où de nombreux Départements français ont mis un terme aux politiques de soutien aux Communes et intercommunalités, que la Moselle entend, elle au contraire, poursuivre son effort à travers une nouvelle forme d'aides et ce, quels que soient les contextes financiers contraints dans lequel l'Etat place volontairement et formellement les Départements. Cet effort se doit d'être en phase avec une nouvelle ambition collective partagée, fruit des dialogues engagés, depuis plus d'un an avec les élus des collectivités infra départementales.

Des rencontres nombreuses ont eu lieu dans le cadre des « rendez-vous de territoires » qui ont été conduits sous la présidence actuelle avec tous les Conseillères et Conseillers Départementaux. Elles ont mis en exergue, avec force, le besoin d'accompagnement dans un cadre clair, formulé par les édiles locaux et les populations dont ils ont la responsabilité.

C'est l'état d'esprit qui a conduit l'Assemblée Départementale à adopter un nouveau dispositif intitulé « AMBITION MOSELLE ».

Ce dispositif s'appuie sur une connaissance fine des diversités territoriales clairement mises en évidence :

- d'une part, par les rencontres sur le terrain, au plus près des réalités ;
- d'autre part, des analyses croisées menées à l'interne dans les services départementaux par l'Observatoire du Territoire de la Moselle.

Disposant ainsi d'une véritable cartographie statistique des 5 territoires d'actions des politiques publiques départementales, (METZ-ORNE, THIONVILLE, FORBACH-SAINT-AVOLD, SARREGUEMINES-BITCHE et SARREBOURG-CHATEAU-SALINS) il est désormais possible de projeter le Département dans les années à venir, à travers un mécanisme d'aides s'appuyant sur le bilan du passé, les réalités du présent et les nécessités prospectives.

Le dispositif AMBITION MOSELLE pourra dès lors être un moteur d'attractivité mis au service de tous.

Diagnostic synthétique du territoire de Thionville

Présentation générale du territoire

Le territoire de Thionville compte **251 781 habitants** (soit 24 % de la population mosellane). C'est le deuxième territoire le plus peuplé des 5 grands territoires des politiques départementales après Metz-Orne. Il regroupe **117 communes et 6 EPCI** : CA Portes de France-Thionville (79 372 habitants), CA du Val de Fensch (70 307 habitants), CC de l'Arc Mosellan (34 422 habitants), CC de Cattenom et Environs (25 693 habitants), CC Bouzonvillois -Trois Frontières (25 131 habitants) et CC du Pays Haut Val d'Alzette (16 856 hab. en Moselle).

Démographie / Population

Une population en forte augmentation. Le territoire de Thionville **a gagné 6 394 habitants** entre 2011 et 2016, soit un taux d'évolution de **+ 2,61 %** (contre + 0,01 % en Moselle, + 0.29 % à l'échelle du Grand Est et + 2,2 % au niveau national). C'est le seul territoire, avec celui de Metz-Orne (dans une moindre mesure) qui voit sa population augmenter. La progression de la population du territoire de Thionville est autant liée à un solde naturel franchement positif (2 873 naissances excédant les décès) qu'au solde des migrations apparentes qui présente un excédent de 3 521 personnes.

Un vieillissement assez prononcé de la population à l'ouest du territoire, en fort contraste avec le reste du territoire. Si l'indice de vieillissement du territoire de Thionville est globalement inférieur au niveau mosellan (**75** contre 79), les territoires situés à l'ouest, en particulier la CC du Pays Haut Val d'Alzette, la CA du Val de Fensch et la CA Portes de France-Thionville sont plus vieillissants, en **fort contraste** avec l'est du territoire.

Un taux de pauvreté globalement moindre qu'à l'échelle mosellane mais de forts contrastes au sein du territoire. Le taux de pauvreté est de **13,8 %** en 2015 contre 14,7 % en Moselle. Néanmoins, certaines communes affichent des taux de pauvreté très élevés, en particulier à l'ouest du territoire : Uckange (26,3 %), Bouzonville (23,4 %) ou encore Fameck (21 %). **Le territoire de Thionville apparait ainsi très contrasté**, entre sa partie ouest, ancien bassin sidérurgique, marquée par de réels problèmes de pauvreté, et le reste du territoire, où le niveau de vie est globalement bien supérieur. Il existe sur ce territoire un véritable enjeu de lutte contre la **fracture sociale**, en accordant une attention particulière aux populations en rupture.

Formation / emploi

Un niveau de formation supérieur à la moyenne mosellane. Le niveau de formation de la population est supérieur à la moyenne départementale avec une plus forte représentation des personnes titulaires d'un diplôme d'études supérieures. Quand en Moselle, en moyenne, 35 % des actifs occupés de 15 ans et plus sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, **ce taux est de 37 %** sur le territoire de Thionville. **Le territoire compte 1 424 étudiants, soit 5 % des étudiants mosellans** (27 065). Ce chiffre est quasi stable depuis 5 ans alors qu'il a progressé à l'échelle mosellane (+ 3 000).

L'apprentissage de la langue des voisins à renforcer. Sur les 24 028 élèves de maternelle et d'école élémentaire (école publique) que compte le territoire, 7 056 apprennent l'allemand dans un cursus standard et 650 dans un cursus approfondi. Au total, ce sont **32 %** des élèves qui apprennent l'allemand contre **37 %** en moyenne à l'échelle mosellane et seulement **2,7 %** qui apprennent l'allemand de manière approfondie contre 7,2 % en Moselle. A noter que **391** enfants en classes élémentaires dont 71 en maternelles Grande Section apprennent le luxembourgeois.

Un taux de chômage inférieur à la moyenne mosellane et en diminution. Le taux de chômage au 1er trimestre 2019 à l'échelle de la zone d'emploi s'établit à **8,0 %** alors qu'il est de 8,3 % en Moselle. Il était de 8,7 % un an plus tôt, contre 8,9 en Moselle. Le nombre de demandeurs d'emploi au 4ème trimestre 2018 est de **19 466**. Les territoires qui ont vu le nombre de chômeurs baisser le plus significativement entre 2017 et 2018 sont les CC Bouzonvillois Trois-Frontières (-8,3 %) et Cattenom et environs (- 5,4 %).

Un emploi en baisse depuis 2010. Entre 2010 et 2015, **le territoire a perdu 4 196 emplois** (2 283 dans la sphère productive soit - 10 % et 1 912 dans la sphère présentielle soit - 4,1 %), ce qui représente une baisse de **– 6 %** du nombre d'emplois au total (contre – 5,2 % en Moselle sur la période). On peut noter que le déclin de l'emploi de la sphère productive est continu depuis 1975. En 2015, la sphère productive représente encore 31,3 % des emplois, comparable au niveau mosellan (31,8 %) soit 20 556 emplois. Les filières en tension sur ce territoire sont le BTP, la maintenance / industrie, l'aide à la personne et l'informatique. Le déclin de l'emploi de la sphère présentielle quant à lui constitue un paradoxe sur ce territoire accueillant une population aisée.

Mobilité professionnelle : un territoire fortement impacté par le Luxembourg voisin. Le territoire offre **63 emplois pour 100 résidents actifs occupés**, contre 84 en moyenne en Moselle et 92,8 à l'échelle de la région Grand Est. 46 % des résidents du territoire (soit 48 150 personnes) travaillent sur le territoire et 54 % (soit 57 038 personnes) en sortent pour travailler, dont 69 % à destination du Luxembourg (39 345). **L'attractivité du Luxembourg est appelée à se renforcer** de manière notable puisque le nombre de frontaliers pourrait augmenter de 80 000 frontaliers d'ici 2035 selon les agences d'urbanisme pour atteindre 175 000 frontaliers et jusqu'à 288 000 frontaliers selon les prévisions de l'Union des entreprises luxembourgeoises. La concurrence que constitue le Luxembourg sur le marché du travail et la fuite de main d'œuvre qui en découle a des conséquences notables sur ce territoire.

Attractivité économique

Les zones d'activités économiques et les friches : des potentiels à optimiser. Le territoire compte **34** zones d'activités économiques pour une superficie totale de **936 ha**. Le taux d'occupation de ces zones avoisine les **70 %**, **280 ha** étant encore disponibles. A noter par ailleurs, la présence de friches susceptibles de constituer des espaces de développement intéressants pour les aménagements futurs. En 2014, **28 friches** ont été recensées à l'échelle du territoire de Thionville pour une superficie totale de **854 ha**. Cinq années plus tard, on peut constater que des efforts importants ont déjà été réalisés puisque 42 % des sites du territoire et 80 % de leur superficie sont d'ores et déjà concernés par un projet de requalification (activité, logement, etc.), contre 39 % des sites et 59 % de la superficie à l'échelle mosellane.

Une légère reprise de la création d'entreprises et des investissements importants engagés sur le territoire. Le territoire de Thionville compte **9 453 entreprises** (sur 49 108 en Moselle). Le nombre de créations d'entreprises, en baisse depuis 2012, repart légèrement à la hausse depuis 2015. Le taux de création d'entreprises en 2017 du territoire de Thionville est légèrement inférieur au taux mosellan (11,2 % contre 11,5). Sur le territoire de Thionville, **1 055 entreprises** ont été créées en 2017, dont plus de 70 % en entreprises individuelles, et la plupart concernant les services aux particuliers. D'importants investissements ont été engagés sur le territoire : KNAUF INSULATION à Illange (110 M€), ARCELORMITTAL à Florange (67 M€), MANOIR INDUSTRIES à Bouzonville (20 M€), CNPE EDF Cattenom - Grand Carénage (400 M€).

L'agriculture, une filière en cours de diversification. L'activité agricole demeure assez résistante, notamment parce qu'elle se diversifie vers les circuits-courts et de proximité et s'engage de plus en plus vers des modes de production raisonnés, en culture biologique. L'ouverture du **magasin de producteurs** Komm à la ferme à Basse-Ham, rassemblant une vingtaine de producteurs lorrains, témoigne de cette évolution. En outre, en plus des différents signes de qualité **AOC** et IGP présents sur le territoire, les labellisations **« Qualité MOSL »** marquent la montée en valeur de certaines productions, de la gastronomie locale et du terroir. A noter **l'extension du périmètre des AOC des Vins de Moselle**, en octobre 2019, sur le secteur de Sierck et Contz-les-Bains. La **surface en culture BIO ou en conversion** du territoire représente **2 313 ha** soit **10 % de la surface** BIO ou en conversion **de Moselle** (22 354 ha). Au total, le territoire de Thionville accueille **32 producteurs bio** sur 232 en Moselle.

Le tourisme, un secteur à conforter, au travers la mise en réseau de l'offre touristique et le développement de l'hébergement. Le territoire compte **4 offices de tourisme communautaires :** Bouzonvillois – Pays de Sierck, Pays Thionvillois, Rodemack-Cattenom et Val de Fensch et **33 sites touristiques** qui accueillent **266 500 visiteurs** par an (soit moins de 5 % du total Moselle qui s'élève à 5,4 M). **7 sites** de visite accueillent **plus de 10 000 visiteurs annuels**. **L'offre touristique continue de s'étoffer**, avec notamment l'inauguration, en 2018, de la zone de loisirs Nautic'Ham de Basse-Ham ou encore l'obtention, par le Domaine de la Klauss, du label « Relais et Château » en 2019. Néanmoins, le territoire de Thionville dispose globalement d'une **faible capacité d'hébergement touristique**.

La mobilité transfrontalière : une problématique prégnante. Le territoire de Thionville doit faire face à des difficultés importantes en matière de mobilité, principalement du fait de **l'engorgement des voies d'accès au Luxembourg**. En zones périurbaines, qui ont vu leur population augmenter fortement ces dernières années, se pose également la problématique d'accès aux zones urbaines, où se situent les emplois et les services. En zone rurale, se pose enfin la problématique d'accès aux services, notamment pour des populations en situation de précarité ou d'isolement. Divers projets visant à **améliorer la mobilité transfrontalière** sont à mettre en œuvre.

Attractivité résidentielle

Logement, un secteur dynamique. Le nombre de logement du territoire a augmenté sur un **rythme supérieur** au niveau mosellan avec **7 413 logements supplémentaires sur la période 2010-2015**, soit une **progression de 6,7 %** du nombre des logements par rapport à 2010 (Moselle : + 4,9 %). **8,1 % des logements sont vacants** à l'échelle du territoire (soit 9 521 logements) contre 8,9 % en Moselle, mais la **vacance augmente** - sur le même rythme qu'au niveau mosellan (+ 1,4 point entre 2013 et 2015) - en particulier sur la **CA Portes de France-Thionville** (+2,1 point) et la CC Bouzonvillois Trois-Frontières (+ 1,8). Ce phénomène d'accroissement de la vacance est à considérer au regard de l'essor des constructions neuves et de la consommation de foncier agricole et naturel qui en découle, appelant à intensifier les efforts en matière de requalification du bâti et de lutte contre la vacance.

L'accès aux services : un sujet prégnant dans certains secteurs, en particulier pour l'accès aux soins. Le territoire de Thionville est bien pourvu en services de la gamme intermédiaire et relativement bien doté en services de proximité. Néanmoins, il est le **deuxième territoire le moins bien doté** après Sarrebourg Château-Salins **en termes de services supérieurs**, rapporté à sa population. On constate plus globalement un **faible taux d'implantation de services** et une **faible évolution du niveau de services** (à part pour la CC Pays Haut Val d'Alzette) **dans les EPCI frontaliers du Luxembourg. La question de l'accès aux soins** notamment **se pose avec acuité** dans certains secteurs du territoire. En effet, **54 communes** (sur 110 en Moselle), principalement situées dans la partie Est du territoire, représentant **16 % des habitants** du territoire de Thionville soit plus de 40 000 personnes, sont situées en **zone d'intervention prioritaire** dans le Projet Régional de Santé et une trentaine de commune est en **zone d'action complémentaire** (37 % de la population).

Accueil du jeune enfant : un territoire globalement bien doté mais d'importantes disparités à constater. Le territoire compte **54 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant** (EAJE) pour **1 262 places** soit 31,2 % des places de Moselle. **Le nombre d'enfants de moins de 3 ans par place d'EAJE en 2017** est de **7** à l'échelle du territoire de Thionville contre **8** en Moselle. Néanmoins, de fortes disparités existent entre les EPCI (exemple : le ratio est de **3** sur la CC de Cattenom et environs contre **13** sur la CC de l'Arc Mosellan). A noter que les acteurs privés sont très actifs sur ce territoire et portent divers projets de structures d'accueil. En matière d'accueil individuel, le **nombre d'enfants < 3 ans par assistant maternel** est de **5,1** (contre 4,6 en Moselle). Au-delà de l'offre quantitative, une réflexion plus approfondie doit être menée concernant l'implantation (domicile/travail), les besoins (crèches publiques/privées), les horaires (horaires atypiques) et services complémentaires, en lien avec le fait transfrontalier notamment.

Etablissements pour personnes âgées : une offre à étoffer. Le territoire compte **27 établissements pour personnes âgées** pour un total de **1 949 places** autorisées hors accueil de jour (Maisons de Retraite + Unité de Soins Longue Durée). **Le taux d'équipement** du territoire en structures d'hébergement pour personnes âgées calculé sur la base des populations de + 75 ans projetées en 2021 est de **88,1** contre 95,2 en Moselle. De ce point de vue, le territoire de Thionville apparait relativement **sous doté.** Le territoire compte également **10 résidences autonomie** pour **521 places** autorisées.

Patrimoine naturel : un potentiel intéressant, en particulier à l'Est du territoire. Le territoire de Thionville compte **80 sites classés Espaces Naturels Sensibles** (sur 248 sites en Moselle) pour une superficie totale de 823 km² (sur 3 563 km² en Moselle), principalement composée de forêts. Parmi les ENS, 1 site est une propriété départementale : la friche de Micheville (en copropriété avec le Département de Meurthe-et-Moselle), et 14 sites sont préservés et valorisés via le soutien du Département.

<u>Enjeux prioritaires du territoire de Thionville</u>

- ➔ Lutter contre la **fracture sociale et territoriale**.
- ➔ Favoriser le développement de **synergies économiques nord-lorrain / Luxembourg / Allemagne**.
- ➔ Développer **l'offre tertiaire** (pépinières…) : énergie, numérique et PME/PMI de pointe.
- ➔ Faire émerger une filière transversale **maitrise énergétique** (maintenance nucléaire, écotechnologies et maîtrise énergétique des productions).
- ➔ Mettre en réseau **l'offre touristique** et professionnaliser sa promotion.
- ➔ Développer les **nouvelles mobilités** et les usages numériques.
- ➔ Promouvoir **l'habitat et l'urbanisme durable** et de qualité pour maintenir l'attractivité résidentielle.
- ➔ Viser **l'équité territoriale** en termes de services et d'équipements à la population en accordant une attention particulière à l'Est du territoire.

- ➔ Maintenir et valoriser les **atouts paysagers et naturels** du territoire comme espace de découverte et de loisirs.
- ➔ Développer les **équipements culturels et sportifs structurants** et la pratique de haut niveau.

Article 1 : Objet du contrat et signataires

Ce contrat définit les modalités de mise en œuvre de l'appui apporté par le Département sur le territoire de THIONVILLE et plus particulièrement la Commune d'OTTANGE appartenant à Communauté de Communes du Pays Haut Val d'Alzette.

Ce contrat précise les engagements des différents partenaires sur cet espace.

Il est passé entre

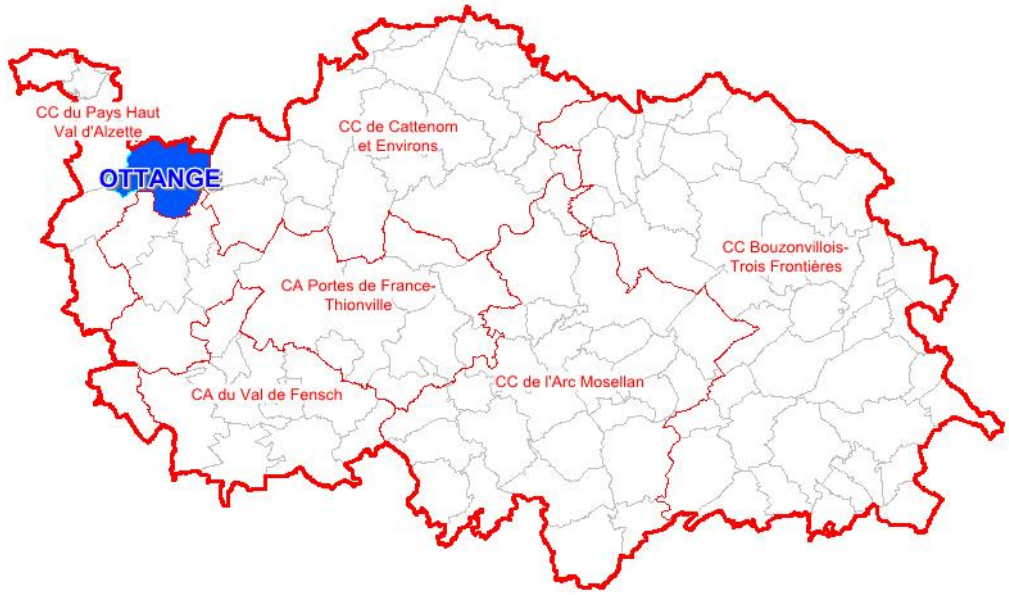
- Le Département,
- La Commune d'OTTANGE.

Article 2 : durée du contrat

Le Département propose d'inscrire son soutien dans une **contractualisation pluriannuelle** sur la durée du mandat communal à savoir **2020-2025** sachant que les objectifs ou projets arrêtés pourront faire l'objet d'une **revoyure** à l'initiative du Département à mi-mandat. Ce contrat entre en vigueur dès sa signature.

Article 3 : Périmètre du contrat et du projet de territoire

Le Territoire de proximité concerné repose sur l'espace formé par la Commune d'OTTANGE appartenant à Communauté de Communes du Pays Haut Val d'Alzette au sein du territoire départemental de THIONVILLE.



Article 4 : Modalités de financement des projets du contrat

Les bénéficiaires des actions d'investissement font l'objet d'une décision trimestrielle de la Commission Permanente du Conseil Départemental. Une convention opérationnelle sera établie pour chaque projet.

Article 5 : Solidarité humaine et territoriale

Le contrat s'appuie sur la définition d'enjeux prioritaires co-construits entre le Département et la Commune dont découle un plan d'actions relevant de 10 volets.

- **Volet 1** : Jeunesse, éducation.
- **Volet 2** : Qualité de vie.
- **Volet 3** : Logement-habitat.
- **Volet 4** : Mobilités.
- **Volet 5** : Transition écologique et énergétique.
- **Volet 6** : Economie de proximité.
- **Volet 7** : Transition numérique.
- **Volet 8** : Foncier et friches.
- **Volet 9** : Solidarité.
- **Volet 10** : Transfrontalier.

En outre, l'intervention départementale s'articule autour de **3 types de soutien** :

- **Soutien aux projets d'équipements et de services communaux** relevant des 10 volets d'intervention du Département et dans une volonté de solidarité envers les **communes de moins de 2 000 habitants ouvert à des travaux de voirie et de vie quotidienne**.
- Soutien aux **projets d'équipements et de services intercommunaux.**
- Soutien aux **projets intercommunautaires**.

Article 6 : Concertation

La mise en œuvre de ce contrat s'appuie sur la conviction que ces projets doivent être concertés avec les acteurs territoriaux et s'inscrire dans un dialogue permanent.

Ce dialogue repose en premier lieu sur les **Rendez-Vous de Territoire, lors des réunions dédiées aux exécutifs des intercommunalités et celles élargies aux Maires.**

Il se prolongera avec :

- **des rendez-vous semestriels au Département du G 24 (Présidents du Département et des EPCI).**

- **La création d'un comité de concertation et de suivi à l'échelle de chaque territoire** qui se réunirait à l'issue des 3 premières années afin de préparer la revoyure.

Article 7 : Engagement réciproque d'échanges de données d'observations territoriales

Depuis juillet 2016, le Département a mis en ligne **un observatoire territorial** de la Moselle dont les travaux ont notamment permis l'élaboration des diagnostics présentés lors des rendez-vous territoriaux. Cet observatoire est ouvert à l'ensemble des partenaires publics. Il conviendra que les **données puissent être consolidées sur des thématiques identifiées en commun avec les EPCI et les Communes**.

Article 8 : Accompagnement territorial par les structures départementales.

Au regard des besoins départementaux et territoriaux, le Département a créé avec les EPCI en particulier des structures départementales au service des territoires afin de renforcer l'offre d'ingénierie publique, à savoir : MATEC, CAUE, SODEVAM, MOSELIS, SDIS, ADIL, MOSELLE FIBRE, MOSELLE ARTS VIVANTS, MDPH, MOSELLE ATTRACTIVITE, MOSELLE SPORT ACADÉMIE, VIA MOSELLE.

Il appartiendra à la Commune de les mobiliser si elle le souhaite.

Article 9 : Règlement

Les dossiers seront instruits en application du règlement en annexe.

Dans ce cadre, **17 critères de développement ont été identifiés répartis dans 4 rubriques** (insertion, économie foncière, énergie et environnement, inclusion).

Il s'agit de s'inscrire dans une démarche progressive de prise en compte des préoccupations de développement solidaire, durable et de transition écologique.

L'application de 3 critères choisis parmi les 17 options conditionne l'aide départementale.
Le critère social d'insertion est obligatoire pour toute opération supérieure ou égale à 100 000 € HT.

La liste des projets que la commune ou l'EPCI inscrit au contrat est engageante (seuls ces dossiers pourront ensuite être instruits en vue d'un financement).

Par ailleurs, en termes de délais :

- les dossiers complets devront être déposés au plus tard **le 1er septembre de l'année N** pour une instruction en continu jusqu'au 1er septembre de l'année N et une décision trimestrielle au plus tard le 31 décembre de l'année N.
- Le délai de validité des aides est de 3 ans au maximum.
- **Engagement du projet** dans les 12 mois de l'attribution. La planification des demandes de versement devra être respectée. En cas de non-respect, la subvention sera perdue.

Article 10 : Communication

Nos concitoyens demandent une plus grande lisibilité de l'utilisation par les collectivités locales des crédits publics, fruit de leurs contributions.

Afin d'améliorer cette lisibilité, les bénéficiaires du soutien du Département doivent faire systématiquement mention de la participation départementale dans les supports de communication (Cf. règlement).

Article 11 : Suivi, évaluation périodique

Il sera mis en place un **suivi annuel** des contrats à l'occasion des Rendez-Vous de Territoire visant :

- l'**état d'avancement des projets conventionnés,**
- **les évolutions des indicateurs du Territoire**, via une actualisation du diagnostic territorial,
- une consolidation de **l'ensemble des financements apportés par le Département sur le territoire,**

Une revoyure à mi-parcours est envisagée avec une possible **révision ou réorientation** sur initiative du Département.

Une évaluation finale, à l'issue des 6 ans, sera réalisée.

Article 12 : Résiliation

Les parties prenantes peuvent mettre un terme au contrat sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois.

Article 13 : Identification des projets

Pour les Communes de moins de 2 000 habitants, 3 projets au maximum devront être identifiés et 2 pour les autres bénéficiaires (hormis syndicats scolaires et syndicats mixtes 1 projet).

Lors du dépôt de dossier, ce dernier devra être complet. La planification des demandes de versement est un élément obligatoire et engageant.

Projet 1 : EXTENSION DU PERISCOLAIRE.

Projet 2 : EXTENSION DE LA MAIRIE - SALLE MULTIUSAGES.

Projet 3 : FUS@E.

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

LE MAIRE D'OTTANGE

Patrick WEITEN

Fabienne MENICHETTI

A METZ, le

A , le

ANNEXE 5

Moselle
L'Eurodépartement

Syndicat

CONTRAT AMBITION MOSELLE

TERRITOIRE : THIONVILLE

COLLECTIVITE : SIAKOHM

Entre

Le Département de la Moselle représenté par son Président Patrick WEITEN, agissant en vertu des délibérations adoptées par l'Assemblée Départementale en date du 5 décembre 2019 et par la Commission Permanente en date du 5 octobre 2020.

Et

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement SIAKOHM représenté par son Président Pierre ZENNER autorisé à signer un contrat pluriannuel en vertu de la délibération du …….. .

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu la Loi NOTRe

Il est convenu ce qui suit….

PREAMBULE

Le Conseil Départemental de la Moselle a toujours eu à cœur d'être un partenaire privilégié, pour ne pas dire le partenaire premier, des territoires et des collectivités territoriales qui en constituent le tissu.

Cela s'est traduit et incarné dans des dispositifs de soutien financier à l'investissement des communes et intercommunalités très différents selon les époques :

- jusqu'en 2008, avec la Politique Départementale d'Aménagement Urbain (PDAU) pour les villes de plus de 4 500 habitants, le Soutien à l'Aménagement des Communes Rurales (SACR) proposé aux communes de moins de 4 500 habitants et la Politique d'Aménagement et de Développement des Territoires Mosellans (PADTM) pour les EPCI à Fiscalité propre,

- puis à partir de 2009, le Programme d'Aide aux Communes et aux TErritoires (PACTE) et ses 3 volets (Aménagement, Environnement, Patrimoine),
- enfin, depuis 2015 le dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des TERritoires (AMITER).

Ces mécanismes de soutiens financiers, tous différents, étaient chacun pour ce qui les concernait, adaptés aux réalités financières et aux possibilités budgétaires de leur époque ainsi qu'aux attentes formulées empiriquement ou dûment constatées, des besoins de développement des collectivités territoriales.

C'est pourquoi, face :

- à un monde en constante et rapide mutation,
- à la confrontation à une réelle concurrence territoriale,
- à l'expression des besoins nouveaux formulés par la population et notamment à l'attente de proximité et d'écoute,

il fut nécessaire de définir une nouvelle ambition pour la Moselle.

C'est fort de ce constat et de cette conviction qu'au moment où de nombreux Départements français ont mis un terme aux politiques de soutien aux Communes et intercommunalités, que la Moselle entend, elle au contraire, poursuivre son effort à travers une nouvelle forme d'aides et ce, quels que soient les contextes financiers contraints dans lequel l'Etat place volontairement et formellement les Départements. Cet effort se doit d'être en phase avec une nouvelle ambition collective partagée, fruit des dialogues engagés, depuis plus d'un an avec les élus des collectivités infra départementales.

Des rencontres nombreuses ont eu lieu dans le cadre des « rendez-vous de territoires » qui ont été conduits sous la présidence actuelle avec tous les Conseillères et Conseillers Départementaux. Elles ont mis en exergue, avec force, le besoin d'accompagnement dans un cadre clair, formulé par les édiles locaux et les populations dont ils ont la responsabilité.

C'est l'état d'esprit qui a conduit l'Assemblée Départementale à adopter un nouveau dispositif intitulé « AMBITION MOSELLE ».

Ce dispositif s'appuie sur une connaissance fine des diversités territoriales clairement mises en évidence :

- d'une part, par les rencontres sur le terrain, au plus près des réalités ;
- d'autre part, des analyses croisées menées à l'interne dans les services départementaux par l'Observatoire du Territoire de la Moselle.

Disposant ainsi d'une véritable cartographie statistique des 5 territoires d'actions des politiques publiques départementales, (METZ-ORNE, THIONVILLE, FORBACH-SAINT-AVOLD, SARREGUEMINES-BITCHE et SARREBOURG-CHATEAU-SALINS) il est désormais possible de projeter le Département dans les années à venir, à travers un mécanisme d'aides s'appuyant sur le bilan du passé, les réalités du présent et les nécessités prospectives.

Le dispositif AMBITION MOSELLE pourra dès lors être un moteur d'attractivité mis au service de tous.

Diagnostic synthétique du territoire de Thionville

Présentation générale du territoire

Le territoire de Thionville compte **251 781 habitants** (soit 24 % de la population mosellane). C'est le deuxième territoire le plus peuplé des 5 grands territoires des politiques départementales après Metz-Orne. Il regroupe **117 communes et 6 EPCI** : CA Portes de France-Thionville (79 372 habitants), CA du Val de Fensch (70 307 habitants), CC de l'Arc Mosellan (34 422 habitants), CC de Cattenom et Environs (25 693 habitants), CC Bouzonvillois -Trois Frontières (25 131 habitants) et CC du Pays Haut Val d'Alzette (16 856 hab. en Moselle).

Démographie / Population

Une population en forte augmentation. Le territoire de Thionville **a gagné 6 394 habitants** entre 2011 et 2016, soit un taux d'évolution de **+ 2,61 %** (contre + 0,01 % en Moselle, + 0.29 % à l'échelle du Grand Est et + 2,2 % au niveau national). C'est le seul territoire, avec celui de Metz-Orne (dans une moindre mesure) qui voit sa population augmenter. La progression de la population du territoire de Thionville est autant liée à un solde naturel franchement positif (2 873 naissances excédant les décès) qu'au solde des migrations apparentes qui présente un excédent de 3 521 personnes.

Un vieillissement assez prononcé de la population à l'ouest du territoire, en fort contraste avec le reste du territoire. Si l'indice de vieillissement du territoire de Thionville est globalement inférieur au niveau mosellan (**75** contre 79), les territoires situés à l'ouest, en particulier la CC du Pays Haut Val d'Alzette, la CA du Val de Fensch et la CA Portes de France-Thionville sont plus vieillissants, en **fort contraste** avec l'est du territoire.

Un taux de pauvreté globalement moindre qu'à l'échelle mosellane mais de forts contrastes au sein du territoire. Le taux de pauvreté est de **13,8 %** en 2015 contre 14,7 % en Moselle. Néanmoins, certaines communes affichent des taux de pauvreté très élevés, en particulier à l'ouest du territoire : Uckange (26,3 %), Bouzonville (23,4 %) ou encore Fameck (21 %). **Le territoire de Thionville apparait ainsi très contrasté**, entre sa partie ouest, ancien bassin sidérurgique, marquée par de réels problèmes de pauvreté, et le reste du territoire, où le niveau de vie est globalement bien supérieur. Il existe sur ce territoire un véritable enjeu de lutte contre la **fracture sociale**, en accordant une attention particulière aux populations en rupture.

Formation / emploi

Un niveau de formation supérieur à la moyenne mosellane. Le niveau de formation de la population est supérieur à la moyenne départementale avec une plus forte représentation des personnes titulaires d'un diplôme d'études supérieures. Quand en Moselle, en moyenne, 35 % des actifs occupés de 15 ans et plus sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, **ce taux est de 37 %** sur le territoire de Thionville. **Le territoire compte 1 424 étudiants, soit 5 % des étudiants mosellans** (27 065). Ce chiffre est quasi stable depuis 5 ans alors qu'il a progressé à l'échelle mosellane (+ 3 000).

L'apprentissage de la langue des voisins à renforcer. Sur les 24 028 élèves de maternelle et d'école élémentaire (école publique) que compte le territoire, 7 056 apprennent l'allemand dans un cursus standard et 650 dans un cursus approfondi. Au total, ce sont **32 %** des élèves qui apprennent l'allemand contre **37 %** en moyenne à l'échelle mosellane et seulement **2,7 %** qui apprennent l'allemand de manière approfondie contre 7,2 % en Moselle. A noter que **391** enfants en classes élémentaires dont 71 en maternelles Grande Section apprennent le luxembourgeois.

Un taux de chômage inférieur à la moyenne mosellane et en diminution. Le taux de chômage au 1er trimestre 2019 à l'échelle de la zone d'emploi s'établit à **8,0 %** alors qu'il est de 8,3 % en Moselle. Il était de 8,7 % un an plus tôt, contre 8,9 en Moselle. Le nombre de demandeurs d'emploi au 4ème trimestre 2018 est de **19 466**. Les territoires qui ont vu le nombre de chômeurs baisser le plus significativement entre 2017 et 2018 sont les CC Bouzonvillois Trois-Frontières (-8,3 %) et Cattenom et environs (- 5,4 %).

Un emploi en baisse depuis 2010. Entre 2010 et 2015, **le territoire a perdu 4 196 emplois** (2 283 dans la sphère productive soit - 10 % et 1 912 dans la sphère présentielle soit - 4,1 %), ce qui représente une baisse de **– 6 %** du nombre d'emplois au total (contre – 5,2 % en Moselle sur la période). On peut noter que le déclin de l'emploi de la sphère productive est continu depuis 1975. En 2015, la sphère productive représente encore 31,3 % des emplois, comparable au niveau mosellan (31,8 %) soit 20 556 emplois. Les filières en tension sur ce territoire sont le BTP, la maintenance / industrie, l'aide à la personne et l'informatique. Le déclin de l'emploi de la sphère présentielle quant à lui constitue un paradoxe sur ce territoire accueillant une population aisée.

Mobilité professionnelle : un territoire fortement impacté par le Luxembourg voisin. Le territoire offre **63 emplois pour 100 résidents actifs occupés**, contre 84 en moyenne en Moselle et 92,8 à l'échelle de la région Grand Est. 46 % des résidents du territoire (soit 48 150 personnes) travaillent sur le territoire et 54 % (soit 57 038 personnes) en sortent pour travailler, dont 69 % à destination du Luxembourg (39 345). **L'attractivité du Luxembourg est appelée à se renforcer** de manière notable puisque le nombre de frontaliers pourrait augmenter de 80 000 frontaliers d'ici 2035 selon les agences d'urbanisme pour atteindre 175 000 frontaliers et jusqu'à 288 000 frontaliers selon les prévisions de l'Union des entreprises luxembourgeoises. La concurrence que constitue le Luxembourg sur le marché du travail et la fuite de main d'œuvre qui en découle a des conséquences notables sur ce territoire.

Attractivité économique

Les zones d'activités économiques et les friches : des potentiels à optimiser. Le territoire compte **34** zones d'activités économiques pour une superficie totale de **936 ha**. Le taux d'occupation de ces zones avoisine les **70 %**, **280 ha** étant encore disponibles. A noter par ailleurs, la présence de friches susceptibles de constituer des espaces de développement intéressants pour les aménagements futurs. En 2014, **28 friches** ont été recensées à l'échelle du territoire de Thionville pour une superficie totale de **854 ha**. Cinq années plus tard, on peut constater que des efforts importants ont déjà été réalisés puisque 42 % des sites du territoire et 80 % de leur superficie sont d'ores et déjà concernés par un projet de requalification (activité, logement, etc.), contre 39 % des sites et 59 % de la superficie à l'échelle mosellane.

Une légère reprise de la création d'entreprises et des investissements importants engagés sur le territoire. Le territoire de Thionville compte **9 453 entreprises** (sur 49 108 en Moselle). Le nombre de créations d'entreprises, en baisse depuis 2012, repart légèrement à la hausse depuis 2015. Le taux de création d'entreprises en 2017 du territoire de Thionville est légèrement inférieur au taux mosellan (11,2 % contre 11,5). Sur le territoire de Thionville, **1 055 entreprises** ont été créées en 2017, dont plus de 70 % en entreprises individuelles, et la plupart concernant les services aux particuliers. D'importants investissements ont été engagés sur le territoire : KNAUF INSULATION à Illange (110 M€), ARCELORMITTAL à Florange (67 M€), MANOIR INDUSTRIES à Bouzonville (20 M€), CNPE EDF Cattenom - Grand Carénage (400 M€).

L'agriculture, une filière en cours de diversification. L'activité agricole demeure assez résistante, notamment parce qu'elle se diversifie vers les circuits-courts et de proximité et s'engage de plus en plus vers des modes de production raisonnés, en culture biologique.
L'ouverture du **magasin de producteurs** Komm à la ferme à Basse-Ham, rassemblant une vingtaine de producteurs lorrains, témoigne de cette évolution. En outre, en plus des différents signes de qualité **AOC** et IGP présents sur le territoire, les labellisations **« Qualité MOSL »** marquent la montée en valeur de certaines productions, de la gastronomie locale et du terroir. A noter **l'extension du périmètre des AOC des Vins de Moselle**, en octobre 2019, sur le secteur de Sierck et Contz-les-Bains. La **surface en culture BIO ou en conversion** du territoire représente **2 313 ha** soit **10 % de la surface** BIO ou en conversion **de Moselle** (22 354 ha). Au total, le territoire de Thionville accueille **32 producteurs bio** sur 232 en Moselle.

Le tourisme, un secteur à conforter, au travers la mise en réseau de l'offre touristique et le développement de l'hébergement. Le territoire compte **4 offices de tourisme communautaires :** Bouzonvillois – Pays de Sierck, Pays Thionvillois, Rodemack-Cattenom et Val de Fensch et **33 sites touristiques** qui accueillent **266 500 visiteurs** par an (soit moins de 5 % du total Moselle qui s'élève à 5,4 M). **7 sites** de visite accueillent **plus de 10 000 visiteurs annuels**. **L'offre touristique continue de s'étoffer**, avec notamment l'inauguration, en 2018, de la zone de loisirs Nautic'Ham de Basse-Ham ou encore l'obtention, par le Domaine de la Klauss, du label « Relais et Château » en 2019. Néanmoins, le territoire de Thionville dispose globalement d'une **faible capacité d'hébergement touristique**.

La mobilité transfrontalière : une problématique prégnante. Le territoire de Thionville doit faire face à des difficultés importantes en matière de mobilité, principalement du fait de **l'engorgement des voies d'accès au Luxembourg**. En zones périurbaines, qui ont vu leur population augmenter fortement ces dernières années, se pose également la problématique d'accès aux zones urbaines, où se situent les emplois et les services. En zone rurale, se pose enfin la problématique d'accès aux services, notamment pour des populations en situation de précarité ou d'isolement. Divers projets visant à **améliorer la mobilité transfrontalière** sont à mettre en œuvre.

Attractivité résidentielle

Logement, un secteur dynamique. Le nombre de logement du territoire a augmenté sur un **rythme supérieur** au niveau mosellan avec **7 413 logements supplémentaires sur la période 2010-2015**, soit une **progression de 6,7 %** du nombre des logements par rapport à 2010 (Moselle : + 4,9 %). **8,1 % des logements sont vacants** à l'échelle du territoire (soit 9 521 logements) contre 8,9 % en Moselle, mais la **vacance augmente** - sur le même rythme qu'au niveau mosellan (+ 1,4 point entre 2013 et 2015) - en particulier sur la **CA Portes de France-Thionville** (+2,1 point) et la CC Bouzonvillois Trois-Frontières (+ 1,8). Ce phénomène d'accroissement de la vacance est à considérer au regard de l'essor des constructions neuves et de la consommation de foncier agricole et naturel qui en découle, appelant à intensifier les efforts en matière de requalification du bâti et de lutte contre la vacance.

L'accès aux services : un sujet prégnant dans certains secteurs, en particulier pour l'accès aux soins. Le territoire de Thionville est bien pourvu en services de la gamme intermédiaire et relativement bien doté en services de proximité. Néanmoins, il est le **deuxième territoire le moins bien doté** après Sarrebourg Château-Salins **en termes de services supérieurs**, rapporté à sa population. On constate plus globalement un **faible taux d'implantation de services** et une **faible évolution du niveau de services** (à part pour la CC Pays Haut Val d'Alzette) **dans les EPCI frontaliers du Luxembourg. La question de l'accès aux soins** notamment **se pose avec acuité** dans certains secteurs du territoire. En effet, **54 communes** (sur 110 en Moselle), principalement situées dans la partie Est du territoire, représentant **16 % des habitants** du territoire de Thionville soit plus de 40 000 personnes, sont situées en **zone d'intervention prioritaire** dans le Projet Régional de Santé et une trentaine de commune est en **zone d'action complémentaire** (37 % de la population).

Accueil du jeune enfant : un territoire globalement bien doté mais d'importantes disparités à constater. Le territoire compte **54 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant** (EAJE) pour **1 262 places** soit 31,2 % des places de Moselle. **Le nombre d'enfants de moins de 3 ans par place d'EAJE en 2017** est de **7** à l'échelle du territoire de Thionville contre **8** en Moselle. Néanmoins, de fortes disparités existent entre les EPCI (exemple : le ratio est de **3** sur la CC de Cattenom et environs contre **13** sur la CC de l'Arc Mosellan). A noter que les acteurs privés sont très actifs sur ce territoire et portent divers projets de structures d'accueil. En matière d'accueil individuel, le **nombre d'enfants < 3 ans par assistant maternel** est de **5,1** (contre 4,6 en Moselle). Au-delà de l'offre quantitative, une réflexion plus approfondie doit être menée concernant l'implantation (domicile/travail), les besoins (crèches publiques/privées), les horaires (horaires atypiques) et services complémentaires, en lien avec le fait transfrontalier notamment.

Etablissements pour personnes âgées : une offre à étoffer. Le territoire compte **27 établissements pour personnes âgées** pour un total de **1 949 places** autorisées hors accueil de jour (Maisons de Retraite + Unité de Soins Longue Durée). **Le taux d'équipement** du territoire en structures d'hébergement pour personnes âgées calculé sur la base des populations de + 75 ans projetées en 2021 est de **88,1** contre 95,2 en Moselle. De ce point de vue, le territoire de Thionville apparait relativement **sous doté.** Le territoire compte également **10 résidences autonomie** pour **521 places** autorisées.

Patrimoine naturel : un potentiel intéressant, en particulier à l'Est du territoire. Le territoire de Thionville compte **80 sites classés Espaces Naturels Sensibles** (sur 248 sites en Moselle) pour une superficie totale de 823 km² (sur 3 563 km² en Moselle), principalement composée de forêts. Parmi les ENS, 1 site est une propriété départementale : la friche de Micheville (en copropriété avec le Département de Meurthe-et-Moselle), et 14 sites sont préservés et valorisés via le soutien du Département.

<u>Enjeux prioritaires du territoire de Thionville</u>

- ➔ Lutter contre la **fracture sociale et territoriale.**
- ➔ Favoriser le développement de **synergies économiques nord-lorrain / Luxembourg / Allemagne.**
- ➔ Développer **l'offre tertiaire** (pépinières…) : énergie, numérique et PME/PMI de pointe.
- ➔ Faire émerger une filière transversale **maitrise énergétique** (maintenance nucléaire, écotechnologies et maîtrise énergétique des productions).
- ➔ Mettre en réseau **l'offre touristique** et professionnaliser sa promotion.
- ➔ Développer les **nouvelles mobilités** et les usages numériques.
- ➔ Promouvoir **l'habitat et l'urbanisme durable** et de qualité pour maintenir l'attractivité résidentielle.
- ➔ Viser **l'équité territoriale** en termes de services et d'équipements à la population en accordant une attention particulière à l'Est du territoire.

- ➔ Maintenir et valoriser les **atouts paysagers et naturels** du territoire comme espace de découverte et de loisirs.
- ➔ Développer les **équipements culturels et sportifs structurants** et la pratique de haut niveau.

Article 1 : Objet du contrat et signataires

Ce contrat définit les modalités de mise en œuvre de l'appui apporté par le Département sur le territoire de THIONVILLE et plus particulièrement le SIAKOHM.

Ce contrat précise les engagements des différents partenaires sur cet espace.

Il est passé entre

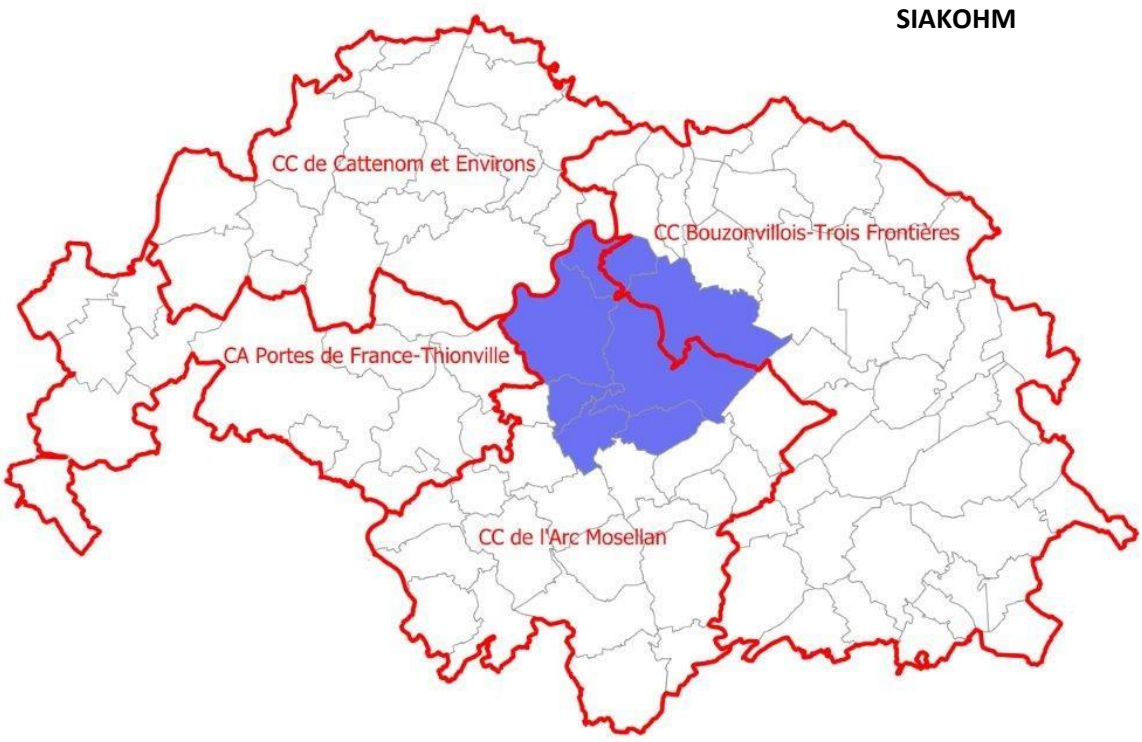
- Le Département.
- Le SIAKOHM.

Article 2 : durée du contrat

Le Département propose d'inscrire son soutien dans une **contractualisation pluriannuelle** sur la durée du mandat communal à savoir **2020-2025** sachant que les objectifs ou projets arrêtés pourront faire l'objet d'une **revoyure** à l'initiative du Département à mi-mandat. Ce contrat entre en vigueur dès sa signature.

Article 3 : Périmètre du contrat et du projet de territoire

Le Territoire de proximité concerné repose sur l'espace formé par le SIAKOHM au sein du territoire départemental de THIONVILLE.



Dans une volonté de transparence d'information, le Département a mobilisé sur le territoire 1 335 506 € (référence année 2019) répartis en 1 188 206 € en matière de culture, 20 800 € en faveur du sport et de la jeunesse et 126 500 € pour le tourisme.

Article 4 : Modalités de financement des projets du contrat

Les bénéficiaires des actions d'investissement font l'objet d'une décision trimestrielle de la Commission Permanente du Conseil Départemental. Une convention opérationnelle sera établie pour chaque projet.

Article 5 : Solidarité humaine et territoriale

Le contrat s'appuie sur la définition d'enjeux prioritaires co-construits entre le Département et la Commune dont découle un plan d'actions relevant de 10 volets.

- **Volet 1** : Jeunesse, éducation.
- **Volet 2** : Qualité de vie.
- **Volet 3** : Logement-habitat.
- **Volet 4** : Mobilités.
- **Volet 5** : Transition écologique et énergétique.
- **Volet 6** : Economie de proximité.
- **Volet 7** : Transition numérique.
- **Volet 8** : Foncier et friches.
- **Volet 9** : Solidarité.

- **Volet 10** : Transfrontalier.

En outre, l'intervention départementale s'articule autour de **3 types de soutien** :

- **Soutien aux projets d'équipements et de services communaux** relevant des 10 volets d'intervention du Département et dans une volonté de solidarité envers les **communes de moins de 2 000 habitants ouvert à des travaux de voirie et de vie quotidienne**.
- Soutien aux **projets d'équipements et de services intercommunaux.**
- Soutien aux **projets intercommunautaires**.

Article 6 : Concertation

La mise en œuvre de ce contrat s'appuie sur la conviction que ces projets doivent être concertés avec les acteurs territoriaux et s'inscrire dans un dialogue permanent.

Ce dialogue repose en premier lieu sur les **Rendez-Vous de Territoire, lors des réunions dédiées aux exécutifs des intercommunalités et celles élargies aux Maires.**

Il se prolongera avec :

- **des rendez-vous semestriels au Département du G 24 (Présidents du Département et des EPCI).**

- **La création d'un comité de concertation et de suivi à l'échelle de chaque territoire** qui se réunirait à l'issue des 3 premières années afin de préparer la revoyure.

Article 7 : Engagement réciproque d'échanges de données d'observations territoriales

Depuis juillet 2016, le Département a mis en ligne **un observatoire territorial** de la Moselle dont les travaux ont notamment permis l'élaboration des diagnostics présentés lors des rendez-vous territoriaux. Cet observatoire est ouvert à l'ensemble des partenaires publics. Il conviendra que les **données puissent être consolidées sur des thématiques identifiées en commun avec les EPCI et les Communes**.

Article 8 : Accompagnement territorial par les structures départementales

Au regard des besoins départementaux et territoriaux, le Département a créé avec les EPCI en particulier des structures départementales au service des territoires afin de renforcer l'offre d'ingénierie publique, à savoir : MATEC, CAUE, SODEVAM, MOSELIS, SDIS, ADIL, MOSELLE FIBRE, MOSELLE ARTS VIVANTS, MDPH, MOSELLE ATTRACTIVITE, MOSELLE SPORT ACADÉMIE, VIA MOSELLE.

Il appartiendra à la Commune de les mobiliser si elle le souhaite.

Article 9 : Règlement

Les dossiers seront instruits en application du règlement en annexe.

Dans ce cadre, **17 critères de développement ont été identifiés répartis dans 4 rubriques** (insertion, économie foncière, énergie et environnement, inclusion).

Il s'agit de s'inscrire dans une démarche progressive de prise en compte des préoccupations de développement solidaire, durable et de transition écologique.

L'application de 3 critères choisis parmi les 17 options conditionne l'aide départementale.
Le critère social d'insertion est obligatoire pour toute opération supérieure ou égale à 100 000 € HT.

La liste des projets que la commune ou l'EPCI inscrit au contrat est engageante (seuls ces dossiers pourront ensuite être instruits en vue d'un financement).

Par ailleurs, en termes de délais :

- les dossiers complets devront être déposés au plus tard **le 1er septembre de l'année N** pour une instruction en continu jusqu'au 1er septembre de l'année N et une décision trimestrielle au plus tard le 31 décembre de l'année N.
- Le délai de validité des aides est de 3 ans au maximum.
- **Engagement du projet** dans les 12 mois de l'attribution. La planification des demandes de versement devra être respectée. En cas de non-respect, la subvention sera perdue.

Article 10 : Communication

Nos concitoyens demandent une plus grande lisibilité de l'utilisation par les collectivités locales des crédits publics, fruit de leurs contributions.

Afin d'améliorer cette lisibilité, les bénéficiaires du soutien du Département doivent faire systématiquement mention de la participation départementale dans les supports de communication (Cf. règlement).

Article 11 : Suivi, évaluation périodique

Il sera mis en place un **suivi annuel** des contrats à l'occasion des Rendez-Vous de Territoire visant :

- l'**état d'avancement des projets conventionnés,**
- **les évolutions des indicateurs du Territoire**, via une actualisation du diagnostic territorial,
- une consolidation de **l'ensemble des financements apportés par le Département sur le territoire,**

Une revoyure à mi-parcours est envisagée avec une possible **révision ou réorientation** sur initiative du Département.

Une évaluation finale, à l'issue des 6 ans, sera réalisée.

Article 12 : Résiliation

Les parties prenantes peuvent mettre un terme au contrat sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois.

Article 13 : Identification des projets

Pour les Communes de moins de 2 000 habitants, 3 projets au maximum devront être identifiés et 2 pour les autres bénéficiaires (hormis syndicats scolaires et syndicats mixtes 1 projet).

Lors du dépôt de dossier, ce dernier devra être complet. La planification des demandes de versement est un élément obligatoire et engageant.

Projet 1 : MISE AUX NORMES DE L'ASSAINISSEMENT D'INGLANGE ET BREISTROFF-LA-PETITE.

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Patrick WEITEN

A METZ, le

LE PRESIDENT DU SIAKOHM

Pierre ZENNER

A KOENIGSMACKER, le

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebd9-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET DISPOSITIF D'AIDE MOSELLANE A L'INVESTISSEMENT DES TERRITOIRES 2015-2020 (AMITER)

DOSSIER N° | | 5 | 1229 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des TERritoires 2015-2020 (AMITER),

Vu la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de reporter au 30 septembre 2023 la date de validité du dossier AMITER de la Communauté de Communes du Pays de Bitche COC00237 "TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SITE DU MOULIN D'ESCHVILLER".

M. SUCK ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebda-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

OBJET POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - PROJETS ENVIRONNEMENTAUX

DOSSIER N° | | 6 | 1236 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la politique de valorisation du patrimoine naturel mosellan - projets environnementaux,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'attribuer deux subventions d'un montant total de 9 900 € au titre du dispositif sur les projets environnementaux dont le détail figure en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

N° Dossier	Bénéficiaire	Canton	Objet de la subvention	Montant Travaux	Montant Subvention-nable	Base	Taux	Montant Aide
TERRITOIRE DE SARREBOURG - CHATEAU-SALINS								
CDVE01619	LENING	LE SAULNOIS	RESTAURATION DE LA TRAME VERTE ET BLEUE LOCALE	11 896 €	10 000 €	HT	50 %	5 000 €
CDVE00881	LUBECOURT	LE SAULNOIS	CREATION D'UNE AIRE DE STOCKAGE ET POSE D'UNE CITERNE DE RECUPERATION DES EAUX PLUVIALES	9 800 €	9 800 €	HT	50 %	4 900 €

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebed-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET PROPOSITION D'ADHESION AU CEREMA (CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT)

DOSSIER N° | | 7 | 1144 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'adhésion du Département au Centre d'Etudes et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (CEREMA),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- De valider la proposition d'adhésion du Département au CEREMA, pour un montant de cotisation de 1 250 € pour l'année 2023,
- De valider la durée d'adhésion de quatre ans pour un montant annuel de cotisation de 2 500 € pour les années 2024 à 2026 inclus,
- D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à la mise en oeuvre de cette adhésion.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebe8-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX

OBJET AMBITION MOSELLE - TRANSITION NUMERIQUE - PROGRAMME FUS@É - SUBVENTIONS AUX COLLECTIVITES ADHERENTES AU GROUPEMENT DE COMMANDES

DOSSIER N° | | 8 | 1138 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'attribution de subventions aux collectivités adhérentes au Groupement de Commandes du programme FUS@É,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Règlement d'Octroi des subventions présenté en 3ème Réunion Trimestrielle 2020 (annexe au rapport I-6 – FUS@É création d'une autorisation de programme et règlement d'octroi des subventions) :

DECIDE

- D'attribuer des subventions aux collectivités adhérentes au Groupement de Commandes du programme FUS@É ayant déposé un dossier techniquement et financièrement prêt pour un montant total de **47 973 €**, telles que figurant en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECISION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS
AMBITION MOSELLE - TRANSITION NUMERIQUE - PROGRAMME FUS@É
Année 2023 - Commission Permanente du 06 mars 2023

ANNEXE

Territoire	Canton	Référence GRC	Référence Dossier	Bénéficiaires	Ecoles/types de classes	Nature de l'opération	Base subventionnable	Taux	Ecrêtage	Montant de la subvention
FORBACH - SAINT-AVOLD	BOULAY-MOSELLE	27-252	2022-0007370	**PIBLANGE**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	4 947,20 €	30%	Non	1 484,00 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	STIRING-WENDEL	27-279	2022-0007364	**ETZLING**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	2 400,00 €	35%	Non	840,00 €
METZ - ORNE	LE PAYS MESSIN	27-242	2022-0007369	**SILLY-SUR-NIED**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 995,00 €	45%	Non	1 798,00 €
METZ - ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	27-43	2022-0001645	**ROZERIEULLES**	Classes multi-niveau	Travaux de câblage	5 372,63 €	45%	Non	2 418,00 €
METZ - ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	27-63	2022-0007285	**ROZERIEULLES**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	11 011,00 €	24,38%	Oui	2 684,00 €
METZ - ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	27-369	2022-0007344	**PLAPPEVILLE**	Classes simple niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	10 202,00 €	40%	Non	4 081,00 €
METZ - ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	27-370	2022-0007343	**PLAPPEVILLE**	Classes simple niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	4 800,00 €	30%	Non	1 440,00 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	27-368	2022-0007342	**REDING**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	4 800,00 €	35%	Non	1 680,00 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	27-235	2022-0007346	**SARRALTROFF**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	11 505,00 €	45%	Non	5 177,00 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	27-365	2022-0007345	**SARRALTROFF**	Classes multi-niveau	Travaux de câblage	7 004,58 €	45%	Non	3 152,00 €

Territoire	Canton	Référence GRC	Référence Dossier	Bénéficiaires	Ecoles/types de classes	Nature de l'opération	Base subventionnable	Taux	Ecrêtage	Montant de la subvention
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	27-357	2022-0007355	**SARREBOURG**	Classes multi-niveau Ecole HOFF	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 835,00 €	45%	Non	1 726,00 €
SARREGUEMINES - BITCHE	SARRALBE	27-348	2022-0007363	**LE-VAL-DE-GUEBLANGE**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	1 200,00 €	35%	Non	420,00 €
SARREGUEMINES - BITCHE	SARRALBE	27-336	2022-0007368	**SIVOCS ECHO JEUNESSE BIDING**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	8 284,40 €	30%	Non	2 485,00 €
SARREGUEMINES - BITCHE	SARRALBE	27-337	2022-0007367	**SIVOCS ECHO JEUNESSE BIDING**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	35 376,00 €	45%	Non	15 919,00 €
THIONVILLE	BOUZONVILLE	27-373	2022-0007341	**ALZING**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	5 931,00 €	45%	Non	2 669,00 €
			15 dossiers	**11 membres (10 communes et 1 syndicat regroupant 6 communes)**		**TOTAL**	**120 663,81 €**			**47 973,00 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebe7-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile

OBJET CONTRAT LOCAL DE SANTE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PORTES DE FRANCE-THIONVILLE

DOSSIER N° | | 9 | 1137 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le Contrat Local de Santé (CLS) de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville (CAPFT),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver les termes du Contrat Local de Santé (CLS) de la Communauté d'Agglomération Portes de France - Thionville (CAPFT) annexé à la présente décision et d'autoriser Monsieur le Président à le signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président


Contrat
Local de
Santé
de la
Communauté d'Agglomération
Portes de France - Thionville
Portes
de France
THIONVILLE

Table des matières

INTRODUCTION ... 2
PREAMBULE ... 3
HISTORIQUE ... 5
Le Diagnostic Local de Santé de 2018 ... 5
Le CLS 2019-2022 ... 6
Le Diagnostic Local de Santé 2022 ... 7
Le CLS 2023-2025 ... 7
POLITIQUE ET ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES ... 8
1. L'Agence Régionale de Santé Grand Est ... 8
2. La Communauté d'Agglomération Portes de France – Thionville (CAPFT) ... 10
3. La Région Grand Est ... 12
4. Le Régime Local d'Assurance Maladie d'Alsace-Moselle ... 13
5. La Caisse primaire d'Assurance Maladie de Moselle ... 14
6. Le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville ... 16
7. Le Département de la Moselle ... 17
8. La Préfecture de Moselle ... 18
CHAMPS DU CONTRAT ... 19
1. Périmètre géographique du contrat ... 19
2. Les signataires ... 19
3. Le pilotage ... 19
Le Comité de Pilotage ... 19
L'équipe projet ... 20
Les groupes de travail ... 21
La coordination ... 21
OBJET DU CONTRAT : ELEMENTS DE DIAGNOSTIC ET PRIORITES D'INTERVENTIONS ... 22
Les thématiques, actions et publics transversaux ... 22
Les priorités thématiques ... 27
DUREE, MISE EN ŒUVRE, SUIVI ET EVALUATION DU CONTRAT ... 37
Durée et révision du Contrat ... 37
Modalités de mise en œuvre ... 37
Modalités de suivi des actions et du CLS ... 37
Modalités d'évaluation ... 38
ANNEXES ... 42

INTRODUCTION

La Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville (CAPFT) affiche la volonté de mener une politique de santé faisant écho à la définition positive de la santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui la définit comme « *un état de complet bien-être physique, mental et social. La santé est donc perçue comme une ressource de la vie quotidienne, et non comme le but de la vie ; c'est un concept positif mettant l'accent sur les ressources sociales et personnelles et sur les capacités physiques* ».

La santé est la mesure dans laquelle un groupe ou un individu peut d'une part, réaliser ses ambitions et satisfaire ses besoins et d'autre part, évoluer avec son milieu ou s'adapter à celui-ci (Charte d'Ottawa, 1986).

Afin de s'inscrire dans cette conception dynamique et globale, l'objectif de la politique santé est d'agir sur les déterminants de la santé. Ce sont aux conditions de vie (logement, habitat, transport, nourriture), aux conditions de travail, à la qualité de l'environnement et des relations sociales, à la culture qu'il faut s'intéresser pour améliorer la santé de tous et notamment pour réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

En ce sens, la CAPFT est membre du Réseau Français des Villes Santé (RFVS) de l'OMS et s'engage à suivre les orientations et engagements de l'OMS pour la santé.

En effet, les villes et leurs intercommunalités possèdent les compétences et les ressources nécessaires pour promouvoir la santé. Les pouvoirs très divers des Maires et Présidents d'Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) permettent à ceux-ci d'agir sur la plupart des éléments de la vie quotidienne des habitants. Ces pouvoirs facilitent la mise en œuvre de démarches concertées et interpartenariales, ce qui est le fondement même de la démarche Ville-Santé.

C'est dans ce cadre que la CAPFT s'engage dans son deuxième Contrat Local de Santé (CLS), avec pour ligne de mire la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

PREAMBULE

Le Contrat Local de Santé (CLS) est un outil innovant de lutte contre les inégalités sociales, territoriales et environnementales de santé introduit par la Loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST) du 21 juillet 2009 et réaffirmé par la Loi de Modernisation du Système de Santé (LMSS) du 26 janvier 2016.

Deux articles du Code de la Santé Publique (CSP) font référence aux CLS :

Article L1434-2 *- Le Projet Régional de Santé (PRS) est constitué : « […] de programmes déclinant les modalités spécifiques d'application de ces schémas, dont un programme relatif à l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies. La programmation peut prendre la forme de programmes territoriaux de santé pouvant donner lieu à des* ***Contrats Locaux de Santé*** *tels que définis à l'article L1434-17 du CSP »*

Article L.1434-17 *« La mise en œuvre du projet régional de santé peut faire l'objet de* ***Contrat Locaux de Santé*** *conclus par l'agence, notamment avec les collectivités territoriales et leurs groupements, portant sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social. »*

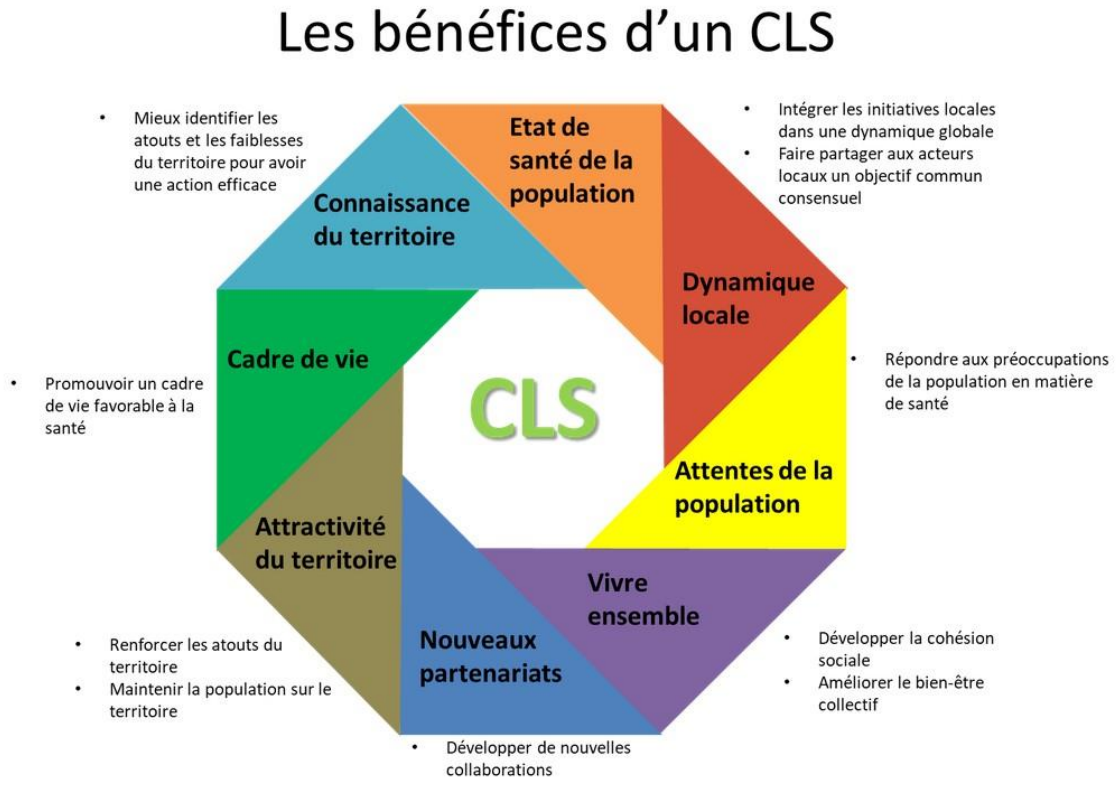
La mise en œuvre des CLS est cadrée par plusieurs directives interministérielles :

- Référentiel national Atelier Santé Ville du 10 avril 2012 du Secrétariat général du comité interministériel des villes,
- Circulaire interministérielle SG/CGET/2014/376 du 5 décembre 2014 relative à l'intégration des enjeux de santé au sein des contrats de ville,
- Instruction interministérielle DGS/SP4/CGET/2016/289 du 30 septembre 2016 relative à la consolidation et à la généralisation des conseils locaux de santé mentale en particulier dans le cadre des contrats de ville,
- Instruction interministérielle SG/2016/348 du 21 octobre 2016 relative à la territorialisation de la politique de santé en application des articles 158 et 162 de la loi 2016-41 de modernisation de notre système de santé qui prévoit d'associer le Conseil Territorial de Santé au suivi des actions CLS et Conseil Local en Santé Mentale (CLSM),
- Circulaire N° CABINET/C102/2017/41 du 2 février 2017 relative aux conseils citoyens / participation des habitants dans les quartiers prioritaires politique de la ville.

La lettre circulaire co-signée par le Ministre de la santé et le Secrétaire d'Etat chargé de la politique de la ville, du 20 janvier 2009, précise que *« le* ***Contrat Local de Santé*** *a vocation à s'appliquer sur tous les territoires de santé définis par les ARS ; il devra cependant trouver une application particulière dans les territoires de la politique de la Ville ; il sera ainsi susceptible de compléter le volet santé des Contrats Urbains de Cohésion Sociale reconduits en 2010. »*

Le CLS de la Communauté d'Agglomération Portes de France - Thionville vise à mettre en cohérence les politiques régionales de santé, en permettant une meilleure articulation du Projet Régional de Santé de l'ARS, des politiques de santé des autres signataires et des démarches locales de santé existantes.

Le CLS est l'expression des dynamiques locales partagées entre acteurs et partenaires sur le terrain. Il met en œuvre localement une approche transversale de la santé en rapprochant les secteurs du soin, de la promotion, de la prévention, de l'accompagnement médico-social et la santé environnementale en tenant compte des besoins et des leviers existants dans les territoires. Le CLS n'est pas un outil figé, il s'adapte à tous les territoires.



Les ambitions de ce deuxième CLS sont de :

- Consolider et étendre les actions qui ont fait leurs preuves en termes d'évaluation,
- Renforcer et développer les partenariats, pour une meilleure coordination et articulation des actions,
- Poser un cadre d'intervention pour améliorer la visibilité et la lisibilité de la politique de santé au niveau local,
- Développer de nouveaux projets innovants,
- Faire participer la population aux décisions de santé et les faire devenir acteurs de leur propre santé,
- Agir pour les publics les plus vulnérables.

HISTORIQUE

La Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville (CAPFT) a pris compétence dans le domaine de la santé le 9 mars 2016, sur les champs suivants :

- Observation sanitaire et sociale,
- Continuité, accès et permanence des soins,
- L'intégration de la santé dans toutes les politiques publiques.

Le Diagnostic Local de Santé de 2018

En 2018, la CAPFT achevait un diagnostic de santé, dont l'objectif était de réaliser un état des lieux du profil sanitaire et social des habitants de la CAPFT ainsi que de l'existant en termes de santé : offre de services, de soins, etc.

Il portait sur l'ensemble du territoire de la CAPFT, avec une attention particulière vers les quartiers politique de la ville.

La démarche s'est voulue totalement participative, incluant les habitants, les élus des 13 communes, les professionnels de santé, les acteurs sociaux et associatifs de terrain et les partenaires institutionnels, afin de faciliter l'articulation avec les différentes politiques de santé.

Ce diagnostic se composait de deux enquêtes distinctes :

Une enquête quantitative, confiée à l'Observatoire Régional de la Santé Grand Est (ORS) et financée par l'ARS Grand Est :

- Analyse des études existantes,
- Analyse des systèmes d'informations généralistes et de santé : étude sociodémographique, socioéconomique, mortalité / morbidité, démographie médicale, etc.).

Une enquête qualitative à la charge de la CAPFT, avec le soutien de l'Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé (IREPS) Grand Est :

- Une enquête de terrain auprès des Maires de chaque commune du territoire,
- Des enquêtes auprès des habitants, notamment sous la forme de micros-trottoirs et de focus group,
- Des enquêtes auprès des professionnels, sous la forme d'un questionnaire en ligne.

Dans ce cadre, 75 professionnels ont répondu à l'enquête et 138 habitants ont été entendus (76 lors de micro-trottoir et 62 lors de focus group).

Le CLS 2019-2022

Ce diagnostic a conduit à la signature, en janvier 2019, du premier CLS de la CAPFT, pour une durée de 3 ans et prolongé par voie d'avenant jusqu'à fin 2022. Celui-ci a été signé entre la CAPFT, l'Agence Régionale de Santé Grand Est (ARS), la Région Grand Est, le Régime Local d'Assurance-Maladie d'Alsace-Moselle (RLAM), la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle (CPAM) et la Préfecture de Moselle.

L'évaluation du premier CLS du territoire, porté par la ville de Thionville, et les résultats du diagnostic local en santé ont permis de mettre en avant 4 priorités transversales, constituant une philosophie de travail à adopter dans la conception, la déclinaison et l'évaluation des actions inscrites dans le CLS :

- Développer le travail en réseau,
- Améliorer la visibilité et la lisibilité des messages de santé et des ressources du territoire pour les habitants,
- Développer la démocratie participative en santé,
- Développer la santé numérique.

Le diagnostic de santé a également permis de déterminer 6 thématiques prioritaires :

- L'accès à la santé, aux soins et aux droits,
- Le bien-être et la santé mentale,
- La lutte contre le tabagisme,
- La santé environnementale,
- Les maladies métaboliques, cardiovasculaires et les cancers chez les adultes,
- La santé de l'enfant et de l'adolescent.

Quelques éléments de bilan du CLS 2019-2022

Le CLS avait pour objectif la mise en place de 25 actions. On peut noter les éléments de bilan suivants :

- 16 actions mises en place,
- 4 actions hors CLS proposées par des partenaires du territoire et 6 actions non prévues,
- 27 objectifs opérationnels sur 37 atteints,
- 13 objectifs spécifiques sur 20 atteints.

Au-delà du plan d'action, le CLS avait aussi pour vocation de développer une dynamique partenariale sur le territoire. Pour évaluer cette démarche, les questions suivantes ont été posées : pour savoir si le CLS a renforcé la dynamique partenariale, dans quelle mesure et de quelle manière le CLS a… :

- Renforcé les échanges entre les partenaires du territoire des différents secteurs (soins, social, prévention…),
- Contribué à générer de nouveaux projets collaboratifs sur le territoire,
- Permis aux partenaires de mieux se connaître.

Sur ces 3 objectifs, 2 ont été atteints, à savoir le renforcement des échanges entre les partenaires et la meilleure connaissance des acteurs et de leurs missions.

Le Diagnostic Local de Santé 2022

Afin de mener une politique de santé cohérente fondée sur des données fiables et objectives et de répondre aux attentes des acteurs de terrain, un diagnostic local de santé a été élaboré en 2022 avec deux enquêtes distinctes :

- Une enquête quantitative, réalisée en interne avec la collecte de données issues de différentes sources :
  - Le rapport de diagnostic de décembre 2021 élaboré par la société KPMG dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (données INSEE),
  - Les chiffres clés du sport 2020, élaborés par la CAPFT,
  - L'observatoire de l'Habitat de décembre 2020, élaboré par l'Aguram pour la CAPFT,
  - Les rapports pour la qualité de l'eau de 2020, élaborés par l'ARS Grand EST pour la CAPFT,
  - Les chiffres clés, édition 2021, Observation Climat Air Energie Grand Est pour la CAPFT,
  - CartoSanté, de l'Agence Régionale de Santé,
  - Les portraits de territoire 2019 de l'Observatoire Régional de la Santé Grand Est,
  - Les études des campagnes nationales des dépistages organisés des cancers, Santé publique France (Données issues des CRCDC et ELP de l'Insee),
  - Données de morbidité/mortalité exploitées par l'Observatoire Régional de la Santé Grand Est,
  - Données issues de l'outil REZONE CPTS, exploitées par l'Assurance Maladie,
  - Statistique Annuelle des Etablissements (SAE), données administratives 2016/2020 - ministère chargé de la santé, DREES,
  - Diagnostic local de santé de la CAPFT 2018, réalisé par l'Observatoire Régional de la Santé Grand Est,
  - Les résultats de l'enquête CoviPrev, Santé Publique France.

- Une enquête qualitative menée en interne également :
  - Entretiens individuels avec les Maires de chaque commune du territoire,
  - Enquêtes en ligne auprès des habitants et réalisation de focus group avec des publics cibles (BRSA, jeunes, seniors),
  - Enquêtes en ligne auprès des professionnels du territoire.

Dans ce cadre, 47 professionnels ont répondu aux questionnaires en ligne et 304 habitants ont été entendus. Ces différentes enquêtes ont permis d'identifier les priorités d'intervention de ce futur CLS.

Le CLS 2023-2025

La crise du Covid 19 a profondément bousculé les habitudes de travail : l'ensemble des partenaires ressentent une démobilisation de la part du public et des difficultés grandissantes à mettre en œuvre des actions de terrain.

Ce CLS va donc dans un premier temps pérenniser et renforcer les actions qui ont fait leurs preuves dans le CLS 2019-2022, comme le plan POIT, Je me bouge pour mon cœur, Ville Libre Sans Tabac, etc.

Les partenaires du territoire seront rencontrés tour à tour afin d'identifier des besoins auprès de leur public et de construire des actions répondant à ces problèmes.

Les actions seront ajoutées au CLS au fur et à mesure de l'avancement des travaux et des politiques publiques des partenaires en cours d'élaboration (Plan Régional Santé-Environnement 4, Plan Climat Air, Energie Territorial, Plan Territorial en Santé Mentale, etc.).

POLITIQUES ET ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

1. L'Agence Régionale de Santé Grand Est

L'articulation avec le Projet Régional de Santé de l'Agence Régionale de Santé 2018-2028

La politique de l'ARS Grand Est est définie par un Projet régional de santé (PRS) 2018-2028 adopté en juin 2018 et révisé le 18 décembre 2019. Le PRS a été élaboré en concertation avec les acteurs de santé de la Région Grand Est. Il tient compte des besoins de la population et des territoires, de la politique nationale de santé y compris la sécurité, la qualité des prises en charge et la maîtrise des dépenses de santé.

Le PRS intègre les priorités de santé établies par la Stratégie nationale de santé ainsi que par le Plan national pour l'égal accès aux soins dans les territoires, la Stratégie nationale de transformation du système de santé et les priorités nationales en matière de prévention et de promotion de la santé.

Le PRS, vise à améliorer l'état de santé des habitants de la région, favoriser au quotidien leur accès à la santé, lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé.

Le PRS est composé de 3 éléments :

- le cadre d'orientation stratégique qui détermine les priorités de la politique régionale ;
- le schéma régional de santé qui prévoit l'ensemble des actions qui seront menées pour répondre aux besoins de la population ;
- le programme régional d'accès à la prévention et aux soins qui vise à améliorer la santé des plus démunis.

Les défis majeurs identifiés sont :

- Une population vieillissante avec une forte augmentation de personnes âgées dépendantes à l'horizon 2030 et l'accroissement des maladies chroniques ;
- Une situation sociale plus défavorisée dans les grandes villes et les territoires ruraux ;
- Une mortalité plus défavorable ;
- Des inégalités d'accès à l'offre de santé ;
- Une exigence de qualité, de sécurité et de pertinence des soins ;
- L'apport de l'innovation et du partenariat en santé ;
- La soutenabilité financière et l'efficience du système de santé.

Les 7 axes stratégiques du PRS sont :

1- Orienter résolument et prioritairement la politique régionale de santé vers la prévention dans une démarche de promotion de la santé ;
2- Renforcer et structurer l'offre de soins de proximité ;
3- Adapter la politique de ressources humaines en santé ;
4- Faire évoluer le système dans une logique de parcours ;
5- Améliorer l'accès aux soins et l'autonomie des personnes en situation de handicap, des personnes âgées et des personnes en situation fragile dans une logique inclusive ;
6- Développer les actions de qualité, de pertinence et d'efficience des soins ;
7- Développer une politique d'innovation accompagnant les transformations du système de santé.

Le PRS identifie 18 programmes d'actions dont : 10 programmes « Parcours de santé » et 8 leviers pour la transformation de notre système de santé.

Les programmes parcours sont :

- Parcours « Personnes âgées »
- Parcours « Personnes en situation de handicap »
- Parcours « Santé des enfants et des adolescents »
- Parcours « Personne en situation sociale fragile » - PRAPS
- Parcours « Maladies chroniques »
- Parcours « Patients atteints de cancer »
- Parcours « Maladies neuro-cardiovasculaires / AVC »
- Parcours « Maladies neurodégénératives »
- Parcours « Maladies rares et génétiques »

Les programmes leviers pour la transformation du système de santé sont :

- Prévention / promotion de la santé et lutte contre les addictions
- Soins de proximité et hôpitaux de proximité / articulation ville-hôpital
- Ressources humaines en santé
- Virage ambulatoire, gradation de l'offre et soins spécialisés
- Innovations et e-santé
- ORSAN (situations exceptionnelles)
- Qualité et pertinence des soins
- Coopération transfrontalière

Le contrat local de santé constitue un cadre privilégié pour décliner le PRS.

Les engagements pour l'ARS Grand Est

L'ARS Grand Est s'engage à territorialiser le Projet Régional de Santé Grand Est en partenariat avec la CA Portes de France-Thionville et les communes du territoire pour :

- renforcer la prévention et la promotion de la santé y compris en matière de santé mentale et de santé environnementale ;
- renforcer la promotion du dépistage organisé des cancers, du dépistage des maladies sexuellement transmissibles, de la vaccination ;
- améliorer l'accès aux soins de proximité et à la santé pour les personnes en situation de précarité ;
- mobiliser, accompagner et coordonner le réseau des acteurs du territoire y compris les hôpitaux (publics et privés) et les représentants des professionnels de santé libéraux (CPTS, URPS, Ordres) ;
- veiller à intégrer les représentants des usagers et des aidants dans le conduite des actions et la gouvernance du CLS ;
- soutenir les démarches de parcours en identifiant les portes d'entrées et les points de rupture, en travaillant sur des pistes d'amélioration ;
- favoriser l'installation des professionnels de santé et la coopération interprofessionnelle dans le cadre des exercices coordonnés.

Le Service Animation Territoriale de la Délégation Territoriale de Moselle de l'ARS Grand Est contribue à l'accompagnement des acteurs locaux et participe à l'animation, à la coordination et au pilotage du

contrat sous l'autorité hiérarchique du Délégué Territorial de Moselle. L'ensemble des services et des compétences disponibles au sein de l'ARS sont mobilisés autant que de besoin.

L'ARS mobilisera des financements pour soutenir la conduite des actions et recherchera des mutualisations avec ses partenaires institutionnels. L'ARS favorisera l'instruction et l'analyse croisées des demandes de financement.

La reconduction du financement d'une action est systématiquement conditionnée par la production d'une évaluation et de la démonstration de l'atteinte de résultats.

2. La Communauté d'Agglomération Portes de France – Thionville (CAPFT)

Politique de santé portée par la CAPFT

La CAPFT a pris compétence dans le domaine de la santé par délibération de son assemblée le 19 novembre 2015, puis par arrêté préfectoral du 9 mars 2016. Les compétences communautaires ont été étendues aux domaines ci-après :

- Observation sanitaire et sociale,
- Continuité, accès et permanence des soins,
- L'intégration de la santé dans toutes les politiques publiques,
- L'adhésion au Réseau Français des Villes Santé de l'OMS.

Elle développe depuis 2019 une politique de santé en lien avec les politiques de santé de l'ARS Grand Est et s'inscrit dans la philosophie d'intervention du Réseau Français des Villes Santé de l'Organisation Mondiale pour la Santé, dont elle est membre.

Articulation avec la Politique de la Ville

Les contrats de ville de nouvelle génération, qui succèdent aux Contrats Urbains de Cohésion Sociale, constituent le cadre d'action d'une politique de la ville profondément rénovée.

Cette refonte vise à renforcer la lisibilité, la cohérence et l'efficacité de la politique de la ville. Cette politique de cohésion urbaine et de solidarité pour l'égalité des territoires, vise à réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et à améliorer les conditions de vie des habitants.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 développe une ambition forte pour les quartiers populaires et renouvelle les outils d'intervention de la politique de la ville, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire simplifiée et mieux ciblée : 1 300 « quartiers prioritaires de la politique de la ville » (QPV) remplacent, au 1er janvier 2015, l'ensemble des autres zonages,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, économique et urbaine,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la construction des contrats et à leur pilotage, notamment via les Conseils Citoyens nouvellement créés.

La circulaire du Premier Ministre du 30 juillet 2014 en a posé les principes et les orientations essentielles qui s'articulent autour de trois piliers :

- un pilier « cohésion sociale »,
- un pilier « cadre de vie et renouvellement urbain »,
- un pilier « développement économique et emploi ».

Trois axes transversaux se déclinent dans chacun des trois piliers et l'ensemble du contrat : la jeunesse, l'égalité entre les femmes et les hommes et la prévention de toutes les discriminations.

Le Contrat de Ville de la CAPFT comporte 3 quartiers prioritaires « Politique de la Ville » :

- la Côte des Roses à Thionville,
- les Près de Saint-Pierre / Milliaire à Thionville,
- les Terrasses des Provinces à Yutz.

Comme le précise la circulaire du 15 octobre 2014 relative à l'élaboration des Contrats de Ville de nouvelle génération : « *s'agissant des enjeux de santé, le Contrat de Ville s'appuiera sur le diagnostic local et les priorités définies dans le Contrat Local de Santé (CLS), qui en constituera le volet santé. L'enjeu de l'accès aux soins des habitants des quartiers interrogera tant l'existence des structures adéquates (maisons ou centres de santé, soutien à l'installation de généralistes ou de spécialistes), que la coordination des acteurs locaux sur le territoire et les modalités de mise en œuvre d'une véritable politique de prévention.* »

Les Contrats de Ville arriveront à échéance en 2023 et seront renouvelés pour 2024. Ce CLS constituera le volet santé du Contrat de Ville. La volonté de ce CLS d'être souple et de pouvoir ajouter des actions au fur et mesure de sa mise en œuvre permettra de s'adapter aux orientations du futur Contrat de Ville.

L'enjeu de la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé du CLS sera plus particulièrement pris en compte dans les actions qui seront déployées dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) au travers d'actions spécifiques vers ces territoires, les publics vulnérables et des actions universelles renforcées vers ces publics, pour poursuivre les actions initiées dans le cadre de l'Atelier Santé Ville.

Articulation avec les politiques publiques de la CAPFT

La Communauté d'Agglomération Portes de France – Thionville est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale issu de la loi Chevènement du 12 juillet 1999. Elle exerce, par conséquent, de nombreuses compétences définies par la loi, qu'elles soient obligatoires, optionnelles ou facultatives.

Elle est notamment dotée de compétences en matière de petite enfance, de sport, d'aménagement, d'assainissement, d'environnement, d'eau et d'habitat qui sont des leviers pour mener des actions santé sur le terrain, au plus près des habitants.

La prise en compte de la santé dans son acception globale, comme présentée en introduction, nécessite un développement cohérent de la politique générale de la collectivité. L'une de ses priorités est d'intégrer la prévention et la promotion de la santé dans toutes les politiques publiques mises en œuvre par la CAPFT.

Engagements de la CAPFT

Dans le cadre du CLS, la CAPFT s'engage à mobiliser des moyens humains, à hauteur de 1 Equivalent Temps Plein (ETP) pour le pilotage du contrat (coordination et suivi du CLS) et 1 ETP pour le suivi et la mise en œuvre des actions.

En complément des moyens humains dédiés, la CAPFT inscrit une dotation budgétaire annuelle pour la participation à la réalisation d'actions inscrites au CLS.

Elle s'engage également sur l'ensemble des actions identifiées, soit sur le pilotage des actions (mise en place, suivi et évaluation) soit comme soutien pour la mise en œuvre des actions par un porteur de projet externe.

La CAPFT s'engage par ailleurs à mobiliser ses différentes directions en fonction des priorités retenues, dans le respect des contraintes de service (service des sports, de la petite enfance, de l'environnement, etc.)

Elle s'engage également à accompagner les Communes membres dans l'élaboration d'actions en promotion de la santé et notamment sur la Mutuelle Réseau portée par l'association AD2S.

3. La Région Grand Est

Le Conseil Régional Grand Est a conçu une feuille de route santé 2021-2027 pour une meilleure qualité de vie des habitants du Grand Est.

Cette feuille de route santé, première du genre en Grand Est, couvre la période 2021-2027. Elle définit les ambitions, objectifs et principales actions que la Région envisage d'engager aux côtés de ses partenaires. Compte tenu de la situation en région Grand Est, cette feuille de route s'attache plus particulièrement à cibler l'action régionale sur six piliers essentiels :

- L'attractivité des territoires pour les professionnels de santé ;
- Le déploiement de la télémédecine ;
- La « Mobilité – Santé » ;
- La santé des jeunes ;
- Le « sport société »,
- La recherche et l'innovation en santé.

Deux axes de l'action de la Région concernent les Contrats locaux de santé :

1. Mieux vivre en Grand Est à travers notamment :

- L'engagement de la Région dans le Plan régional Santé Environnement ;
- Les actions en faveur de la qualité de l'alimentation ;
- Le soutien à l'activité physique adaptée ;
- La prévention du bien-être des jeunes âgés de 15 à 29 ans.

2. Accéder aux mêmes soins dans tout le Grand Est et attirer des professionnels de santé, à savoir :

- Le soutien aux différentes formes d'exercice coordonné qui répondent aux spécificités des territoires dans une logique de parcours et prises en charge globale des patients (Maisons de

santé pluri professionnelles et regroupements médicaux et paramédicaux, centres de santé…) ;

- L'aide à l'installation de professionnels de santé dans des territoires fragiles (Pacte ruralité, quartiers prioritaires de la ville, zones prioritaires d'intervention selon le zonage médecins ARS) ;
- L'aide à l'équipement médical mutualisé ou lors d'installations ;
- Le soutien à la mise en place de structures de permanences des soins ;
- L'accompagnement à l'organisation et l'équipement en télémédecine des établissements de santé à travers la mise en œuvre de la feuille de route Télémédecine Etat Région 2021-2023 ;
- Favoriser les innovations en e-santé et les expérimentations permettant d'améliorer le bien–être des populations et les soins ;
- Le développement de solutions de mobilité pour amener les soins au plus près des citoyens ou accompagner des initiatives locales favorisant le « Aller vers » les structures de santé.

4. Le Régime Local d'Assurance Maladie d'Alsace-Moselle

Présentation du Régime Local d'Assurance Maladie

Le Régime Local d'Assurance Maladie (RLAM) est un régime autonome et obligatoire, **complémentaire au Régime Général, à hauteur de 90 % pour les prestations ambulatoires et à hauteur de 100 % pour la couverture de l'hospitalisation. Il** couvre 2,1 millions de bénéficiaires avec les ayants droits.

L'autonomie du régime est consacrée depuis 1995. Elle confère au conseil d'administration, composé de représentants d'organisations syndicales salariées, des compétences larges concernant le niveau de prestations servies et de fixation du taux de cotisation.

Pour en savoir plus : https://regime-local.fr/

Politique de prévention du Régime Local d'Assurance Maladie

Depuis 1998, les administrateurs ont la possibilité d'affecter des crédits pour le financement de programmes de santé publique. Le Régime Local d'Assurance Maladie est particulièrement engagé sur les thématiques de prévention suivantes :

- Maladies cardio-vasculaires et métaboliques.
- Cancers.
- Bronchite chronique.
- Désinsertion professionnelle.
- Risques visuels et auditifs.
- Santé mentale.

Concrètement les actions soutenues doivent :

- Favoriser et/ou renforcer l'adoption d'une alimentation équilibrée.
- Encourager la pratique régulière d'activité physique.
- Lutter contre le tabagisme actif et passif.
- Faciliter le dépistage, l'éducation thérapeutique, le suivi du patient et de ses facteurs de risques.
- Favoriser et/ou renforcer le bien-être psychologique.

Les publics visés prioritairement par les actions sont :

- Les enfants et les adolescents pour renforcer les aptitudes et optimiser les comportements favorables à la santé dès le plus jeune âge.
- La population adulte salariée.
- La population en situation de précarité.
- La population à risque (âge, sexe, hérédité…).

D'autre part, le Régime Local d'Assurance Maladie souhaite que les actions menées :

- Adoptent une démarche de promotion de la santé.
- Favorisent la mise en réseau des différents acteurs.
- S'inscrivent dans le long terme et soient évaluées régulièrement.
- Mobilisent l'ensemble des partenaires de terrain (médecins, paramédicaux, mairies, professionnels du secteur social, associations, etc.) et s'appuient sur l'offre existante.
- Ne se substituent pas à des financements de droits communs nationaux ou locaux. Les subventions versées par le Régime Local d'Assurance Maladie doivent apporter une plus-value pour la santé des populations alsaciennes et mosellanes.

Engagement du Régime Local d'Assurance Maladie

L'engagement du Régime Local d'Assurance Maladie a été validé lors du Conseil d'Administration du 15.12.22.

Le Régime Local d'Assurance Maladie pourra s'impliquer en priorité dans les axes et fiches actions suivantes :

- Le bien-être et la santé mentale,
- Les maladies métaboliques, cardiovasculaires et les cancers,
- Le tabac,
- La santé des jeunes.

Pour obtenir un financement de la part du Régime Local d'Assurance Maladie, chaque porteur devra déposer un dossier de demande de subvention. Ce dossier devra être validé par le Conseil d'Administration du Régime Local d'Assurance Maladie. Une convention de partenariat sera signée et la contribution financière sera versée sur présentation de justificatifs financiers.

Par ailleurs, le Régime Local d'Assurance Maladie s'engage à participer aux instances suivantes :

- Comités de pilotage. Le RLAM sera représenté par le Président ou un administrateur désigné par le Conseil d'Administration et/ou un membre de la Direction.
- Equipes projets. Le RLAM sera représenté par une chargée de mission.
- Comités de pilotage des actions co-financées. Le RLAM sera représenté par une chargée de mission.

5. La Caisse primaire d'Assurance Maladie de Moselle

Politique portée par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle

L'Assurance Maladie protège durablement la santé de chacun en agissant auprès de tous. Elle garantit ainsi un accès universel aux droits et permet l'accès aux soins. Elle couvre ainsi plus de 90% de la

population Mosellane (949 151 affiliés) pour plus de 3 mds € de dépenses de Santé versées, et à ce titre, elle est engagée dans les démarches des Contrats Locaux de Santé.

Elle agit également en amont de la maladie et de ses complications, avec une offre de prévention sans cesse enrichie, joue un rôle de régulateur du système de santé, pour concilier au mieux qualité des soins et meilleur coût et travaille en collaboration avec les professionnels et Etablissements de Santé, les entreprises et tous les acteurs concernés.

En matière de préservation de la santé, l'Assurance Maladie accompagne chaque assuré avec des services de prévention et des parcours propres à sa pathologie, à son âge ou à sa situation de vie. La transformation des modes de vie, la prévalence accrue de certaines maladies chroniques ou encore le vieillissement de la population sont autant d'enjeux de santé publique qui rendent nécessaire la mobilisation en matière de prévention primaire, secondaire et tertiaire.

L'objectif : encourager les comportements favorables à la santé pour éviter l'apparition ou l'aggravation de la maladie, tout en portant une attention particulière aux personnes les plus vulnérables et aux situations jugées « à risque ».

Pour mener au mieux cette mission de prévention, l'Assurance Maladie encourage chacun à adopter les comportements qui permettent de préserver sa santé tout au long de sa vie. Elle aide les assurés à devenir pleinement acteurs de leur santé et soutient les actes de prévention des Professionnels de Santé.

L'action de l'Assurance Maladie repose sur différents axes :

- Soutenir les comportements favorables à la santé : au travers d'actions variées dans de nombreux domaines (tabagisme, surpoids, diabète, maladies cardiovasculaires…) : ex : prise en charge des substituts nicotiniques…
- Promouvoir le dépistage et éviter l'apparition de maladies : en facilitant l'accès à la vaccination et au dépistage de certains cancers pour les assurés (envoi d'invitations) et en parallèle, en incitant les médecins à déployer ces actes de prévention : ex : vaccination antigrippale, vaccination des nourrissons, dépistage des cancers colo-rectal, du col de l'utérus, du sein, programme de prévention bucco-dentaire M'T Dents…
- Accompagner les personnes dans les moments particuliers et / ou difficiles de la vie (grossesse, suites d'une hospitalisation, arrêt maladie de longue durée) au travers d'un accompagnement personnalisé et attentionné : prise en charge des frais de santé à 100%, développement de services spécifiques pour aider les personnes atteintes de certaines pathologies chroniques à mieux vivre avec leur maladie, aide à l'organisation de la prise en charge à la sortie de l'hôpital, prévention de la désinsertion professionnelle : ex : accompagnement des femmes enceintes, service sophia pour les personnes diabétiques ou asthmatiques…

La CPAM porte également des actions concrètes d'accompagnement des populations en écart de soins.

La Mission Accompagnement Santé (MAS) propose aux assurés fragiles une offre de service d'accompagnement personnalisée intégrée portant sur l'accès aux droits, l'accès aux soins et également de la prévention, quels que soient le mode et le motif initial de détection.
Selon les cas et les besoins identifiés, cette offre pourra également être complétée d'un volet numérique.

5 problématiques constituent le point d'entrée pour un accompagnement des assurés par la Mission Accompagnement Santé :

- Difficultés d'accès aux droits,
- Renoncement ou difficultés d'accès aux soins,
- Renoncement ou difficultés d'accès à des soins liés à un handicap,
- Fragilité face au numérique,
- Situation sociale complexe.

Cette offre de service intégrée et complète permet à chacun de disposer des droits auxquels il peut prétendre, de connaître et mieux comprendre le système de santé, de trouver des solutions concrètes face aux difficultés rencontrées et de renforcer son autonomie dans la prise en charge de sa santé.

La CPAM dispose d'un Centre d'Examens de Santé (CES) qui s'adresse prioritairement aux personnes de plus de 16 ans éloignées du système de santé et en situation de précarité. Il est possible d'y réaliser un Examen de Prévention en Santé (EPS), totalement pris en charge par l'Assurance Maladie, s'appuyant sur les recommandations médicales les plus récentes en matière de prévention et en complémentarité de l'action du Médecin Traitant. Le CES agit également dans la lutte contre la tuberculose, le dépistage des Infections Sexuellement Transmissibles et la vaccination.

Enfin, la CPAM œuvre également pour accompagner le développement des Communautés Professionnelles Territoriales de Santé afin d'engager des réponses aux problèmes d'accès à un médecin ou à une prise en charge continue.

Les engagements pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle

La CPAM de Moselle s'engage à participer à la mise en œuvre du CLS :

- En étant présente aux différentes instances et en participant aux groupes de travail qui rejoignent ses priorités,
- En impliquant les Chargés de projet de son service AOS ainsi que son Centre d'Examens de Santé dans l'élaboration des actions retenues dans leurs domaines d'intervention,
- En mobilisant de fonds par le biais d'Appels A Projet Fonds National de Prévention, d'Education et d'Information Sanitaire (FNPEIS).

6. Le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville

Politique portée par le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville

Le CHR Metz-Thionville est un établissement public de santé qui propose une offre sanitaire de référence et de recours sur l'ensemble du territoire de Lorraine Nord.

Il est un acteur de santé majeur sur le territoire thionvillois et offre à la population de plateaux techniques de pointe et des activités d'excellence. D'autre part, en tant que principal acteur du service public hospitalier, le CHR Metz-Thionville assure une permanence des soins dans la plupart des spécialités existantes.

Les sites de l'hôpital de Bel-Air est pleinement intégré dans le territoire thionvillois, et ont le souci constant de répondre aux besoins sanitaires et médico-sociaux du territoire, ainsi qu'à l'évolution de ces besoins par une adaptation des modes de prise en charge des patients.

Le CHR Metz-Thionville entend pleinement participer à la mise en œuvre du contrat local de santé. Il est en effet engagé dans les priorités énoncées dans ce contrat, et notamment dans le cadre de ses principaux axes stratégiques de développement de son projet d'établissement sur la période 2019 – 2023 :

- Améliorer la réponse de demande de soins en consolidant et développement l'offre du CHR dans un souci permanent de qualité, de sécurité et d'accessibilité à tous les usagers ;
- Développer la politique de l'innovation dans les domaines des ressources humaines, des organisations, des techniques de soins et de l'accueil de l'usager pour adapter l'établissement aux nouveaux enjeux de santé publique et sociétaux ;
- Fluidifier le lien entre le CHR et la médecine de ville pour favoriser le développement des parcours de soins et l'efficience de la prise en charge de l'usager sur le territoire thionvillois.

Les engagements pour le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville

Le CHR Metz-Thionville s'engage à être pleinement partie prenante de la mise en œuvre du contrat local de santé et entend contribuer à la réalisation de ses objectifs.

Il s'engage à faire siens les objectifs des CLS et à les intégrer dans ses réflexions et orientations stratégiques.

Il réaffirme notamment sa volonté d'être à la fois un établissement de recours et de proximité, visant à répondre aux besoins de la population thionvilloise et participant à l'effort d'amélioration de la santé de cette population.

Le CHR Metz-Thionville réaffirme également sa volonté de poursuivre les évolutions permettant d'adapter au mieux les modes de prise en charge aux besoins réels de la population du territoire messin.

Notamment, le CHR Metz-Thionville entend continuer à assurer l'accès aux soins pour toutes les populations, et en premier lieu les plus démunies.

Le CHR entend également poursuivre le travail d'amélioration des parcours de soins et par son rayonnement faciliter la coordination des acteurs du territoire.

7. Le Département de la Moselle

Le Département de la Moselle s'engage à participer à la mise en œuvre du CLS :

- En participant aux instances du CLS : comité de pilotage, comité technique et groupes de travail dans lesquels le Département est partenaire ;
- En valorisant et mutualisant les actions mises en œuvre dans le cadre du CLS ;
- En articulant les politiques du CLS avec celles portées par le Département ;
- En développant la synergie d'acteurs.

Le Département de la Moselle chef de file de l'action sociale est particulièrement attaché aux questions d'accès aux soins et à la santé des publics vulnérables, des personnes âgées et de celles en situation de handicap. La santé des enfants et des jeunes parents est un enjeu fort également de ses politiques.

8. La Préfecture de Moselle

Les engagements de la Préfecture de Moselle :

- Désigner un représentant pour participer au comité de pilotage du CLS,
- Participer à l'élaboration, à la validation et au suivi d'un plan d'action,
- Mobiliser ses ressources techniques dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions du contrat qui le concernent,
- Dans le respect de ses compétences et dans la limite de ses possibilités budgétaires, mobiliser ses moyens financiers permettant d'accompagner les actions retenues. Les dossiers seront instruits et étudiés en lien avec les co-financeurs, dans le cadre des dispositifs de demande de financement existants.

CHAMPS DU CONTRAT

1. Périmètre géographique du contrat

Le Contrat Local de Santé couvre l'ensemble du territoire et de la population de la Communauté d'Agglomération Portes de France – Thionville :

- 13 Communes membres : Angevillers, Basse-Ham, Fontoy, Havange, Illange, Kuntzig, Lommerange, Manom, Rochonvillers, Terville, Thionville, Tressange, Yutz
- 80 927 habitants en 2019.

Une attention particulière est portée aux habitants et aux acteurs des 3 quartiers prioritaires (Côte des Roses, Milliaire - Prés de St-Pierre à Thionville et Terrasses des Provinces à Yutz) et des 2 quartiers de veille active (Accacias – Val de Terville à Terville et Cité à Yutz) de la politique de la ville.

Les jeunes (16-25 ans), sont aussi une cible prioritaire de ce CLS.

2. Les signataires

- Pour la Communauté d'Agglomération Portes de France – Thionville, le Président,
- Pour l'Agence Régionale de Santé Grand Est, la Directrice Générale,
- Pour le Régime Local d'Assurance Maladie d'Alsace-Moselle, le Président,
- Pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle, la Directrice,
- Pour la Région Grand Est, le Président,
- Pour le Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, la Directrice Générale,
- Pour le Département de la Moselle, le Président,
- Pour la Préfecture, le Préfet de la Moselle.

3. Le pilotage

Le Comité de Pilotage

Il est co-présidé par le Président de la CAPFT ou son représentant et la Déléguée Territoriale de Moselle de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, ou son représentant.

Composition :

- Le Président de la CAPFT ou son représentant,
- La Déléguée Territoriale de Moselle de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ou son représentant,
- Le Président de la Région Grand Est ou son représentant,
- Le Président de l'Instance de gestion du Régime Local d'Assurance-Maladie d'Alsace-Moselle ou son représentant,
- Le Sous-préfet de Moselle ou son représentant,
- Le Directeur de la CPAM de Moselle ou son représentant,

- Le Directeur du CHR Metz-Thionville ou son représentant,
- Les Maires de la CAPFT ou leurs représentants,
- Le Président du Département de la Moselle ou son représentant,
- Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale ou son représentant,
- Le Recteur ou son représentant,
- La Présidente de l'Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé,
- Le Président de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé des 3 vallées,
- Le Président de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Thionville-Est,
- Les membres de l'équipe projet,
- Des habitants (en fonction des projets menés).

Il a pour missions de :

- Arrêter les axes stratégiques, les objectifs et les actions,
- Fixer les modalités de financement,
- Fixer les modalités de coopération et de communication,
- Mandater l'équipe projet,
- Valider les avancées des groupes de travail, le suivi et l'évaluation,
- Valider les propositions d'avenant au contrat.

Le comité est réuni une fois par an *a minima* et à la demande de l'une des parties signataires.

L'équipe projet

Composition :

- Pour l'ARS :
  - Pilote du projet et/ou son responsable
- Pour la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville :
  - Pilote du projet et/ou son responsable
- Pour le Régime Local d'Assurance-Maladie d'Alsace-Moselle :
  - Chargé de mission en santé publique et/ou son responsable
- Pour la Région Grand Est :
  - Chargé de mission direction santé et/ou son responsable
- Pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle :
  - Chargé de mission en santé et/ou son responsable
- Pour le Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville:
  - Directeur Adjoint aux Affaires Générales, Juridiques et de la Qualité et/ou son représentant
- Pour le Département :
  - Un représentant en charge de la santé
- Pour la Préfecture :
  - Délégué du Préfet et/ou son responsable

Un représentant de l'Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé (IREPS) Grand Est est associé à l'équipe projet (directeur ou son représentant).

Elle a pour fonction de :

- Présenter les axes stratégiques, objectifs et actions au Comité de Pilotage,
- Communiquer sur le CLS,
- Présenter la mise en œuvre et le suivi du CLS au Comité de Pilotage,
- Evaluer le CLS,
- Assurer le suivi des actions engagées et du budget,
- Contribuer à l'observation de la santé sur le territoire.

L'équipe projet est réunie trois fois par an *a minima* et à la demande de l'une des parties signataires.

Les groupes de travail

Ils sont composés des partenaires locaux spécialisés dans les différents domaines d'action et ont pour fonctions de :

- Définir les actions à mettre en œuvre,
- Réaliser les fiches actions en lien avec les acteurs locaux et les promoteurs,
- Examiner les modalités de financement.

Les groupes de travail sont réunis selon les besoins et en fonction des projets à développer.

La coordination

Le CLS sera animé par la chargée de mission santé de la CAPFT et le chargé de projet du Service Animation Territoriale de la Délégation Territoriale de Moselle de l'Agence Régionale de Santé Grand Est.

OBJET DU CONTRAT : ELEMENTS DE DIAGNOSTIC ET PRIORITES D'INTERVENTIONS

Les thématiques, actions et publics transversaux

Les jeunes

Si les enfants et les jeunes sont globalement en bonne santé et se perçoivent comme tel, les comportements qui s'installent à cette période de la vie, ainsi que les environnements physiques et sociaux, dans lesquels ils se développent, conditionnent leur avenir en matière de santé.

En effet, par leur mode de vie et en fonction aussi de facteurs socio-culturels, économiques et financiers, les jeunes sont exposés à divers risques de santé : troubles du développement, comportement à risques, difficultés liées à la vie affective et sexuelle, souffrance psychique…

Les signataires du CLS ont donc souhaité faire des jeunes une cible prioritaire sur le territoire.

Quelques données chiffrées concernant les jeunes

La population de la CAPFT est majoritairement composée d'adultes âgés de 25 à 64 ans (53,9 %) conformément aux tendances départementale et nationale. On constate que la part de jeunes (moins de 24 ans) sur le territoire (27%) est **légèrement inférieure** à celle observée sur les échelons de comparaison (27,8% dans le Département et 29,6% en France métropolitaine).

La CAPFT compte 5 537 jeunes adultes (18-24 ans) sur le territoire en 2018, soit 6,9% de sa population : **cette proportion est inférieure** à la moyenne départementale (7,4%) et nationale (8%). On observe des disparités entre les Communes du territoire, avec une proportion élevée de jeunes adultes à Rochonvillers (9,6%) et relativement basse à Kuntzig (4,9%). A noter, la Commune de Thionville compte à elle seule 3 005 habitants de 18-24 ans sur les 5 537 présents sur la CAPFT.

Par ailleurs, la proportion de jeunes adultes est en diminution sur le territoire, avec une baisse d'environ - 2,7%/an entre 2013 et 2018, dont -1,2% à Thionville. Cette **diminution est nettement plus forte que la tendance départementale** (1,8%/an) et nationale (-0,5%/an).

Le taux de chômage des jeunes adultes (15-24 ans) est **inférieur sur le territoire** (12,2 %, soit 4 766 chômeurs) à la moyenne départementale (13,2 %) ou nationale (13 %), malgré des écarts importants entre les Communes de l'EPCI (le taux de chômage est de 14,6 % à Fontoy et de 6,8 % à Kuntzig).

La collectivité observe un taux de rotation faible dans les logements sociaux, indiquant un faible renouvellement des résidants. Or ce faible taux de rotation peut soulever des enjeux différents concernant le parcours résidentiel de ceux ayant besoin d'un logement social et mais aussi de ceux y résidant. En effet, les premiers peuvent avoir des difficultés à accéder à un logement abordable et pour **le cas des jeunes, à initier un parcours résidentiel qualitatif.**

Le taux de scolarisation des jeunes adultes (18-24 ans) apparaît **relativement bas sur le territoire**, avec seulement 5 537 jeunes adultes scolarisés, soit 41,6 % de cette population. Il s'agit d'une proportion largement inférieure à la moyenne départementale (45 %) et nationale (52,5 %), explicable par une

offre relativement faible d'enseignement supérieur. On constate certaines disparités entre les Communes, avec notamment un taux de scolarisation très faible sur Manom (33,3%).

Plus de la moitié des jeunes de 20-24 ans sont rattachés au foyer de leurs parents (54,4%), soit une proportion **plus élevée** qu'à l'échelle de la France métropolitaine (48,1%) mais qui reste inférieure à la moyenne départementale (56,5%). A contrario, seuls 16,7% des jeunes de cette tranche d'âge vivent seuls (contre 21,4% à l'échelle nationale).

Le taux de pauvreté des ménages de moins de 30 ans est de 20,4 % sur le territoire, contre 15 % pour la population totale des ménages. Ce **taux de pauvreté des jeunes est inférieur** à la moyenne départementale (24,4 %) et à la moyenne nationale (22,2 %).

Toutefois, le revenu médian des jeunes est inférieur à celui de la population globale sur le territoire (23 480 €), ce qui témoigne d'une vulnérabilité plus importante de ces tranches d'âge par rapport à l'ensemble de la population.

Si des espaces ressources pour les jeunes existent et sont notamment portés par des structures de la vie sociale locale, la plupart des Communes de la CAPFT identifient un manque d'accueils pour les adolescents. Ces derniers sont principalement actifs au sein des clubs sportifs de la Commune. C'est donc le tissu associatif qui prend le relais sur cette tranche d'âge. A titre d'exemple, le centre social Prévert développe sur Thionville un accueil collectif de mineurs pour les 14-17 ans dont le projet s'adapte aux besoins des jeunes. En ce sens, les Communes souhaitent renforcer leur politique à destination des adolescents, et plus largement des jeunes.

Le tableau de bord sur la santé des 15 à 29 ans en région Grand Est nous indique qu'il y a presque autant de bénéficiaires du RSA de 25-29 ans en Moselle qu'en Grand Est (8,7 % vs 8,5 % en Grand Est).

D'après la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques (DREES), les bénéficiaires du RSA, tous âges confondus se perçoivent en moins bonne santé que le reste de la population métropolitaine (60 % vs 80 %) en 2012. De plus, les allocataires du RSA déclarent le plus souvent renoncer, pour des raisons financières à consulter un médecin ou à recevoir des soins dentaires : 18 % vs 4 % pour l'ensemble de la population concernant le médecin, 27 % contre 11 % pour le chirurgien-dentiste. De plus, le fait de ne pas bénéficier d'une couverture complémentaire santé augmente la probabilité de renoncer à des soins.

Concernant la mortalité, les effectifs de décès sont faibles et la mortalité des 15-29 ans est moins élevée en Moselle que dans le Grand Est (Taux comparatif de mortalité (TCM) = 35,3 décès vs 38,6 décès pour 100 000 habitants en GE, non significatif) et plus marqué chez les 25-29 ans (-17 % vs GE).

Concernant les habitudes alimentaires, le Conseil Régional du Grand Est a réalisé et transmis un questionnaire à destination des jeunes de 15-29 ans au cours de l'été 2019 afin de mieux connaitre leurs habitudes alimentaires, dont les résultats suivants :

- 45 % des jeunes du Grand Est prennent 3 repas par jour,
- Dans 53 % des cas, les jeunes du Grand Est ne pensent pas manger équilibré,
- L'utilisation des écrans lors de la consommation des repas est plus marqué lorsque les jeunes mangent seuls.

Les publics en situation de précarité

La précarité ne se caractérise pas par une catégorie sociale particulière mais est le résultat d'un enchaînement d'évènements et d'expériences qui débouchent sur des situations de fragilisation économique, sociale et familiale.

Les processus de précarisation s'accompagnent d'une souffrance psychique alliant mauvaise image de soi et sentiment d'inutilité sociale et peuvent conduire à une véritable dégradation de la santé.

Le principal objectif d'un CLS étant de réduire les inégalités territoriales et sociales de santé, les signataires ont également souhaité faire des **personnes en situation de précarité un public cible de ce CLS.**

Quelques données chiffrées concernant les personnes en situation de précarité

La CAPFT compte 6 344 cadres ou professions intellectuelles supérieures, représentant 9,5% de la population de 15 ans ou plus. Si cette proportion est **légèrement inférieure** à la moyenne nationale (9,6%), elle reste **bien supérieure** à la moyenne départementale (6,8%).

Les employés sont, quant à eux, plus nombreux (19,4%) en comparaison avec la moyenne départementale (14,7%) et nationale (12,1%).

16 783 retraités sont présents au sein de la CAPFT, représentant 25,1% de la population de 15 ans ou plus. Cette proportion est **légèrement inférieure** aux moyennes départementales (26%) et nationales (27,2%).

Sur la CAPFT, **11,3% des salariés travaillent avec un contrat précaire** (CDD, intérim, emploi aidé, stage, apprentissage), contre 13,8% à l'échelle départementale et 15,5% à l'échelle nationale. **On note une proportion importante de contrats précaires sur certaines Communes** (14,8% Rochonvillers, 13,7% à Fontoy, 11,8% à Yutz, 11,7% à Thionville et 11,2% à Terville).

La part de salariés travaillant à temps partiel est similaire sur la CAPFT par rapport à la France métropolitaine (17,3%).

La population du territoire apparaît relativement protégée, avec un revenu médian par unité de consommation des ménages supérieurs en 2018 (23 480 €) à la moyenne départementale (21 650 €) ou nationale (21 730 €).

Le taux de pauvreté des ménages au seuil de 60% est légèrement moins élevé sur le territoire (15) qu'à l'échelle départementale (15,3) mais supérieur à l'échelle nationale (14,6).

Le revenu des ménages est plus élevé à l'ouest de la Communauté d'Agglomération, notamment à Tressange et à Havange où le revenu mensuel médian des ménages est compris entre 2 200 € et 2 300 €. Par ailleurs, **le niveau de vie des habitants est plus faible au centre de la CAPFT**, notamment à Thionville et Yutz (**et plus particulièrement au sein des 3 Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville**), ou encore à Terville avec un revenu mensuel médian compris entre 1 810 et 2 000 €.

On constate cependant que la **part des ménages fiscaux imposés est relativement faible** au sein de la CAPFT, avec 33,5% des ménages imposés alors que cette proportion est de 37,9% en Moselle et de 43,7% à l'échelle nationale.

Ce constat indique des **inégalités au sein du territoire** et une population qui, si elle n'est pas pauvre, peut présenter **certains facteurs de vulnérabilité économique.**

En 2020, 30 523 personnes de la CAPFT sont couvertes par une allocation CAF, soit 38,1% de la population (contre 43% à l'échelle départementale et 49,3% à l'échelle nationale). Près de la moitié des allocataires de la CAF sont des personnes isolées (48,8%, soit 6 562 personnes), contre 45,3% à l'échelle départementale et 45,8% à l'échelle nationale. On remarque logiquement que la part des couples avec enfants parmi les allocataires CAF est inférieure au sein de la CAPFT (30,8%, soit 4 128 personnes) par rapport aux moyennes départementales (33,1%) et nationales (33,3%).

Les allocataires CAF de la CAPFT présentent des facteurs importants de vulnérabilité. Pour 25% d'entre eux, les prestations sociales représentent la moitié ou plus de leur revenu (soit 3 302 allocataires) et pour 14,4%, les prestations sociales représentent même l'intégralité de leur revenu (soit 1 909 allocataires). Ces proportions sont supérieures aux moyennes nationales (respectivement 21,6% et 12,5%).

Ces indicateurs montrent que le nombre de personnes allocataires est plus faible à la CAPFT qu'en Moselle mais avec **une dépendance plus importante aux prestations sociales**, **ce qui confirme la vulnérabilité économique d'une partie de la population sur le territoire.**

En 2019, 2008 personnes sont bénéficiaires du RSA, couvrant 3 703 personnes. La part de bénéficiaires du RSA droit commun était **légèrement plus importante** à l'échelle de la CAPFT (15,2%) en comparaison du Département (14,2%), **ce qui confirme une certaine fragilité économique d'une partie de la population.**

Les actions transversales

La connaissance de l'existant

Afin d'améliorer la visibilité et la lisibilité des actions et des acteurs du territoire, un recensement de l'existant sera effectué. Un travail sera réalisé avec les partenaires pour définir le support adéquat pour l'ensemble des données recueillies.

La démocratie participative en santé

Lors de la réalisation du bilan du CLS de Thionville, tous les professionnels se sont accordés sur la nécessité d'inclure systématiquement les habitants à la démarche de santé du territoire et qu'elle n'avait pas été suffisante lors de l'élaboration du CLS.

Les démarches Atelier Santé Ville (ASV) et CLS ont montré que les actions construites sur les besoins et les demandes des habitants ont été plus efficaces que les projets imposés sans consultation et sans co-construction : la participation et l'intérêt des habitants étaient plus élevés.

De plus, les neuf années de mise en œuvre de la politique de santé ont montré qu'une attention particulière doit être portée sur les publics éloignés de la santé, de par leur vulnérabilité ou leur éloignement géographique (les personnes vivant en milieu rural ou périurbain).

Une démarche, nommée « Parlons santé ! » a été initié dans le CLS 2019-2022. Du fait de la crise du Covid 19, l'action n'a pas pu être déployée comme prévu.

Néanmoins, avec l'appui du Conseil Citoyen, un groupe de parole en santé a été installé sur le quartier des Prés de Saint Pierre et des premières réunions ont eu lieu.

La volonté est de développer ces instances dans les autres QPV mais également en milieu périurbain.

Les priorités thématiques

Accès à la santé, aux droits et aux soins

Les données sur le territoire

Les données quantitatives montrent une diminution importante et constante de la densité de médecins généralistes sur le territoire. En réponse, un arrêté de l'ARS Grand Est de 2022 a classé 10 Communes de la CAPFT en zone d'action complémentaire (ZAC) : Angevillers, Basse-Ham, Fontoy, Havange, Kuntzig, Lommerange, Manom, Rochonvillers, Thionville, et Yutz.

La Commune de Tressange est, quant à elle, classée en Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP).

Ce constat est largement partagé par les professionnels, les Maires et surtout les habitants. L'ensemble des personnes interrogées constate un manque de professionnels de santé, déclare avoir des difficultés à consulter et note des délais d'attente de plus en plus longs.

De plus, 52% des médecins généralistes ont plus de 55 ans et 33% ont plus de 60 ans. La répartition est également inégale, avec une concentration de professionnels sur les Communes urbaines.

Enfin, 9,5% des patients de plus de 17 ans consommants des soins sont sans médecin traitant.

Objectif Stratégique	
1. Renforcer l'offre de soins de premier recours et l'accès aux droits et aux soins	
Objectif(s) Spécifique(s)	**Fiche(s) action(s)**
1.1 : Rendre lisibles les dispositifs de soins et de coordination sur le territoire pour l'ensemble de la population, avec un focus chez les jeunes	*Création d'un outil fonctionnel de recensement de l'existant*
1.2 : Renforcer la coordination et la collaboration entre les dispositifs existants	*Groupe de coordination accès à la santé*
1.3 : Renforcer la politique d'attractivité du territoire à destination des futurs professionnels de santé	Règlement d'intervention d'aide à l'installation de professionnels de santé Mon projet de santé à Portes de France-Thionville
1.4 : Renforcer l'accès des personnes en situation de précarité aux droits de santé	« Accès aux Droits de Santé – Solidarité- AD2S »
1.5 : Renforcer les attitudes favorables des jeunes sur les parcours de soins	*Sensibilisation des acteurs de terrain dans l'accès aux droits de santé des jeunes et de leur parcours de soins*

Le bien-être et la santé mentale

Qu'est-ce que la santé mentale ?

« Les problèmes de santé mentale ne sont plus seulement des problèmes spécialisés de psychiatrie et de psychologie clinique, ils relèvent également de problèmes généraux de la vie sociale qu'ils traversent de part en part.» [1]

La santé mentale est une composante importante de notre santé. C'est la recherche permanente d'un équilibre entre toutes les dimensions de notre vie : émotionnelle, psychique, physique, sociale, spirituelle, économique. Notre santé mentale est influencée par nos conditions de vie (logement, activité, ressources, etc.), les événements marquants de notre vie (rencontres, deuils, séparations, etc.), la société dans laquelle nous vivons et nos valeurs personnelles. [2]

La santé mentale n'est pas seulement l'absence de troubles psychiques. En effet, une personne peut vivre avec des troubles psychiques et ressentir un bien-être mental global, avoir des relations sociales satisfaisantes, une activité épanouissante, une bonne estime personnelle.

« Est appelé santé mentale le domaine de la santé publique regroupant l'ensemble des modalités de prise en charge de la souffrance psychique. *Ce domaine est non seulement vaste mais en progression constante. Il regroupe en effet sur un premier pôle, les troubles psychiatriques sévères dont s'est toujours occupée la psychiatrie de secteur, et sur le second, en extension permanente, le cadre du « développement personnel » et de la « santé mentale positive*. *»* [3]

On retrouve dans ce second pôle une définition plus proche de celle proposée par l'Organisation Mondiale de la Santé : *« On définit la santé mentale comme un état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, de travailler avec succès et de manière productive et d'être en mesure d'apporter une contribution à la communauté.* »

Les déterminants de santé mentale peuvent avoir une influence positive ou négative. *« La santé mentale est influencée par plusieurs conditions qu'on nomme les déterminants de la santé. Toute condition qui nuit à l'adaptation réciproque entre la personne et son milieu, telle que la pauvreté, la pollution ou la discrimination, constitue un obstacle à la santé mentale.*

À l'inverse, toute condition qui facilite cette adaptation réciproque, comme par exemple l'accès à une éducation de qualité, à un emploi avec des conditions de travail adéquates, l'accès au logement, la réduction des préjugés favorise et soutient la santé mentale.

La santé mentale est liée à la fois aux valeurs collectives dominantes dans un milieu donné, et aux valeurs propres à chaque personne. » [4]

La santé mentale n'est donc pas une donnée immuable pour chaque individu. Il s'agit de concevoir la santé mentale comme une notion mouvante, évolutive au cours de la vie, qui se consolide ou se détériore en fonction de paramètres extérieurs et des ressources propres de chaque individu.

[1] *L'action publique en santé mentale doit être conçue et pratiquée en termes d'investissement social.* Alain Ehrenberg, in La santé en action n° 439, mars 2017. Santé publique France.
[2] Psycom. Santé mentale. En ligne. Consulté le 02/06/20.
[3] *Qu'est-ce que la santé mentale* ? Nicolas Dissez. Journal français de psychiatrie, 2006
[4] Association Canadienne de Santé Mentale

Les données sur le territoire

Les professionnels (sociaux et médico-sociaux) sont démunis face aux situations de plus en plus complexes et ne trouvent pas de solutions d'orientation vers le système de soins. Pourtant, les affections psychologiques de longue durée sont le 4ème groupe d'affection de longue durée le plus important en termes de patients sur le territoire.

Les chiffres montrent également une aggravation des indicateurs de santé mentale suite à la crise sanitaire du Covid19, comme le nombre de passages aux urgences pour pensées suicidaires. Le constat est partagé par les professionnels et les Maires.

Quant aux habitants, la santé mentale a été évoquée via ses déterminants : le besoin de se retrouver, de développer le lien social, de loisirs et de sorties.

De plus, 30% d'entre eux ont une mauvaise perception de leur état de santé psychique.

Le diagnostic met également en lumière un manque crucial de professionnels de la psychiatrie sur le territoire, malgré l'ouverture d'une clinique privée de psychiatrie.

Comment traiter la question du bien-être et de la santé mentale ?

Pour traiter cette thématique, il est nécessaire de pouvoir rassembler l'ensemble des acteurs concernés et de mener une politique coordonnée globale. Pour cela, l'Agence Régionale de Santé Grand Est développe la mise en œuvre de Projets Territoriaux de Santé Mentale (PTSM) qui ont pour objectif l'amélioration continue de l'accès des personnes à des parcours de santé et de vie de qualité, sécurisés et sans rupture.

Le PTSM associe l'ensemble des acteurs du parcours (usagers et établissements de santé mais aussi acteurs médico-sociaux, sociaux et éducatifs) et organise les conditions d'accès de la population :

- À la prévention et en particulier au repérage, au diagnostic et à l'intervention précoce sur les troubles ;
- À l'ensemble des modalités et techniques de soins et de prises en charge spécifiques ;
- Aux modalités d'accompagnement et d'insertion sociale.

Il permet également la déclinaison de Conseils Locaux en Santé Mentale (CLSM), sur les territoires. Un CLSM est un espace de concertation et de coordination entre les élus, la psychiatrie, les représentants des usagers, les aidants et l'ensemble des professionnels du territoire. Il a pour objectif de définir et mettre en œuvre des politiques locales et des actions permettant l'amélioration de la santé mentale des populations concernées. Le CLSM permet une approche locale et participative concernant la prévention et le parcours de soins, il associe les acteurs sanitaires et sociaux et toute personne intéressée du territoire.

Les objectifs d'un CLSM :

- Mettre en œuvre une observation de la santé mentale,
- Permettre l'accès aux soins psychiatriques et la continuité des soins,
- Favoriser l'insertion sociale, l'autonomie et la pleine citoyenneté des usagers,
- Lutter contre la stigmatisation et les discriminations,
- Promouvoir la santé mentale.

Ce présent CLS se donne l'objectif de développer un CLSM sur le territoire, afin de prendre en compte la question de la santé mentale dans toutes ses dimensions et de fédérer les acteurs concernés.

Le CLSM devra prendre en compte les publics particuliers ciblés dans ce CLS, à savoir les personnes en situation de vulnérabilité et les jeunes.

Objectif Stratégique	
2. Préserver la santé mentale et le bien-être des habitants.	
Objectif Spécifique	**Fiche action**
2.1 : Renforcer la coordination et la collaboration entre tous les acteurs concernés par les questions de santé mentale	Conseil Local en Santé Mentale

Les maladies métaboliques, cardiovasculaires et les cancers

Les données sur le territoire

Le diagnostic révèle qu'un quart des habitants sont en Affection de Longue Durée (ALD), soit 25% de la population et en moyenne, 91 décès par an pourraient être évités par un renforcement des actions de prévention. Ce taux de patients en ALD est supérieur à l'échelon national.

De plus, selon l'enquête de terrain, 24% des habitants ont une mauvaise perception de leur état de santé physique et selon eux, la perception d'une bonne santé passe par des habitudes de vie saine, comme la pratique d'une activité physique régulière et une alimentation équilibrée.

Le diagnostic montre également un taux de participation aux dépistages organisés des cancers du sein et colorectal globalement inférieur aux échelons de comparaison et en parallèle, des taux de patients hospitalisés pour pneumopathie, cancers du sein, cancers colorectaux, cancers de la trachée, des bronches et des poumons supérieurs aux taux départementaux, régionaux et nationaux.

Comment prévenir l'apparition des maladies métaboliques, cardiovasculaires et des cancers ?

Les personnes de tous les groupes d'âge, régions et pays sont touchées par les maladies chroniques. Les enfants, les adultes et les personnes âgées sont vulnérables aux facteurs de risque qui contribuent aux maladies chroniques, notamment une mauvaise alimentation, l'inactivité physique, l'exposition à la fumée de tabac ou la consommation nocive d'alcool.

Ces maladies sont provoquées par des déterminants tels que par exemple l'urbanisation rapide et non planifiée, la mondialisation des modes de vie malsains ou encore le vieillissement de la population.

Pour prévenir ces maladies, les actions du CLS de cet axe se concentrent sur la pratique d'une activité physique et la promotion d'une alimentation équilibrée qui sont deux facteurs protecteurs importants. La lutte contre le tabagisme est traitée dans un axe à part entière et l'environnement physique dans l'axe santé environnementale.

Dans le cadre du CLS, la volonté est également d'accompagner au mieux les personnes touchées et éviter les complications dues aux maladies chroniques, notamment en coordonnant les acteurs du secteur afin de proposer des dispositifs adaptés aux publics vulnérables ainsi qu'aux enfants et aux adolescents. Aucune action concrète n'est actuellement proposée : un groupe de travail sera installé pour mener une réflexion sur le sujet.

Objectif Stratégique	
3. Renforcer les comportements favorables des habitants à la prévention des maladies chroniques (métaboliques, cardiovasculaires et cancers).	
Objectifs Spécifiques	**Fiches actions**
3.1 : Améliorer la visibilité de l'offre d'activité physique sur le territoire	*Création d'un outil fonctionnel de recensement de l'existant*
3.2 : Renforcer les attitudes et les aptitudes favorables à l'application des bases alimentaires équilibrées et à la pratique d'une activité physique adaptée	Je me bouge pour mon cœur Prévenir l'Obésité Infantile dans l'agglomération Thionvilloise
3.3 : Faire évoluer favorablement les représentations des habitants sur les dépistages organisés des cancers	*Participation aux programmes de dépistages organisés des cancers*

Objectif Stratégique	
4. Renforcer l'autonomie de la personne dans la gestion de sa maladie chronique ou de ses facteurs de risques	
Objectifs Spécifiques	**Fiches actions**
4.1 : Renforcer la collaboration entre les dispositifs existants de prise en charge de la pratique sportive et notamment le sport-santé	*Groupe de coordination sport santé*
4.2 : Renforcer les compétences d'adaptation des personnes en faveur de la pratique d'activité physique	*Programme d'autonomisation à la pratique d'activité physique*
4.3 : Renforcer la collaboration entre les secteurs sociaux, médico-sociaux et médicaux dans l'élaboration d'un suivi des enfants et des adolescents	*Programme de prise en charge du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les adolescents*

La santé environnementale

Pourquoi prendre en compte les questions d'environnement en santé ?

L'environnement physique est un déterminant crucial de la santé des habitants sur lequel les municipalités et les intercommunalités ont une vraie légitimité d'action. Couvrant l'aménagement urbain, l'eau, la protection contre les ondes, le logement et les actions favorables au développement durable, la CAPFT a la compétence légale d'agir. Cela permet d'assurer à la population un même niveau d'accès à un environnement urbain de qualité et de lutter contre l'accumulation des inégalités territoriales. [5]

En effet, il existe une relation étroite entre le climat, l'environnement (les écosystèmes) et l'état sanitaire d'une population. Environ un quart de la population sur le territoire a plus de 60 ans, ce qui la rend plus vulnérable. Sans efforts d'adaptation, le changement climatique aura de lourds effets sur la santé :

- Dégradation du confort thermique et hausse de la mortalité des personnes fragiles, conséquences de vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses.
- Augmentation de maladies liées à la qualité de l'air, notamment chez les personnes fragiles (maladies respiratoires chroniques…).
- Aggravation du risque d'allergie et d'asthme due à l'élévation des températures qui devrait allonger les saisons polliniques et augmenter les quantités d'allergènes produites.
- Apparition de nouvelles maladies liées à l'implantation de vecteurs (moustiques…) grâce à des conditions climatiques favorables.
- Développement de maladies liées à la qualité de l'eau, dues à la prolifération d'organismes pour cause de conditions de développement favorables, à la suite d'épisodes de pollution locale pour cause d'inondations ou de concentration des polluants.
- Des traumatismes liés aux évènements climatiques extrêmes (inondations, tempêtes, sécheresse).[6]

Les données sur le territoire

Le territoire fait face à une forte dynamique de constructions de logements et des difficultés de mobilité internes à la Communauté d'Agglomération qui freinent les déplacements à l'échelle de la CAPFT, ce qui impacte fortement la qualité de vie des habitants.

Une partie de la population est exposée à une mauvaise qualité de l'air, dépassant les lignes directrices OMS et notamment due à l'axe autoroutier de l'A31 particulièrement exposé à la pollution de l'air.

Il est également important de noter que le cadre de vie est la deuxième thématique sur laquelle les habitants ont fait le plus de propositions pour améliorer la santé des habitants.

Comment agir sur l'environnement pour améliorer la santé des habitants ?

Pour agir sur les questions d'environnement ayant un impact sur la santé, la CAPFT s'est engagée dans la mise en œuvre d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) qui définit, sur le territoire de l'intercommunalité :

[5] Réseau Français des Villes Santé. Agir sur les déterminants de la santé. PRESSES DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SANTÉ PUBLIQUE – 2015.
[6] CAPFT. Diagnostic local du PCAET – 2022.

- Les objectifs stratégiques et opérationnels en vue d'atténuer le changement climatique, de le combattre efficacement et de s'y adapter ;
- Le programme d'actions à réaliser afin d'améliorer l'efficacité énergétique, d'augmenter la production d'énergie renouvelable, de valoriser le potentiel en énergie de récupération, de favoriser la biodiversité pour adapter le territoire au changement climatique, de limiter les émissions de gaz à effet de serre, d'anticiper les impacts du changement climatique…

L'ARS, la Région et la Préfecture du Grand Est mettent également en œuvre une dynamique partenariale avec les acteurs locaux de la santé environnementale, afin de décliner le Plan Régional Santé Environnement (PRSE). Il vise à promouvoir un environnement favorable à la santé des citoyens, en développant des actions autour des trois axes suivants :

- Axe 1 : des activités humaines préservant l'environnement et la santé,
- Axe 2 : un cadre de vie et de travail favorable à la santé,
- Axe 3 : les clés pour agir en faveur de la santé environnement au quotidien.

La mise en œuvre du PRSE passe par une mobilisation collective aux côtés des pouvoirs publics, pour que chacun puisse à son niveau, agir en faveur de la préservation de la santé de ses concitoyens. Il définit notamment des politiques d'intervention ainsi que des campagnes de formation et de communication. Il favorise les connaissances en santé environnementale et les actions au plus près des territoires pour réduire les expositions de la population à certains risques.

Ce troisième PRSE arrive à son terme et un 4ème plan est en cours d'élaboration, à l'horizon 2023.

Pour cet axe d'intervention, l'objectif est de se coordonner avec les orientations du futur PRSE4 et du PCAET, tous deux en cours d'élaboration.

Dans l'attente de la finalisation de ces plans, les actions se concentreront sur la promotion de la santé au sein des différentes directions de la CAPFT, en vue de développer une culture commune en santé pour sa déclinaison dans les différentes politiques publiques menées par la CAPFT.

Objectif Stratégique	
5. Garantir un environnement physique propice à la santé des habitants	
Objectif Spécifique	**Fiche action**
5.1 : Construire une culture commune en santé au sein de toutes les politiques publiques de la CAPFT	Réseau de référents santé

La lutte contre le tabagisme

Les données sur le territoire

La Région Grand Est est la 4ème région avec le taux le plus élevé de fumeurs. A Thionville, 29% des habitants fument. Les problématiques addictives sont également soulignées par les professionnels qui proposent de renforcer les actions de prévention dès le plus jeune âge.

Le tabac est un facteur de risque reconnu des cancers. Les chiffres montrent que les taux de patients hospitalisés pour pneumopathie, cancers du sein, cancers colorectaux, cancers de la trachée, des bronches et des poumons sont supérieurs aux taux départementaux, régionaux et nationaux.

On constate également un taux de décès liés au tabac supérieur au niveau national ainsi qu'un taux de mortalité par broncho pneumopathie chronique obstructive (BPCO) beaucoup plus élevé que le taux de mortalité en France.

Un projet expérimental novateur

Dans le cadre de son premier CLS, la CAPFT a fait de la lutte contre le tabagisme un de ses axes forts et souhaite poursuivre la démarche.

La CAPFT s'est engagée aux côtés de la Ville de Thionville dans le dispositif expérimental « Ville Libre Sans Tabac », dont font également parties les villes de Joinville (Haute-Marne, 3000 ha) et Nancy (Meurthe-et-Moselle, 105 000 ha).

Financé par l'ARS Grand Est et avec la participation de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA), ce projet est piloté par l'association Grand Est Sans Tabac et le Comité National de lutte Contre le Tabagisme (CNCT).

Celui-ci consiste en la mise en œuvre coordonnée à l'échelle d'une ville de l'ensemble des mesures démontrées comme efficaces pour lutter contre le tabagisme, au travers d'un Programme Local de Lutte contre le Tabac (PLLT), avec des engagements communs aux trois communes et des actions territorialisées.

Ville Libre Sans Tabac, ce n'est pas une ville sans fumeurs, mais un projet qui vise à améliorer le cadre et la qualité de vie de ses concitoyens, éviter que les espaces publics de la ville ne soient vecteurs de tabagisme et faciliter l'arrêt du tabac ou une réduction de consommation pour les habitants qui le souhaiteraient. L'objectif recherché est de contribuer à parvenir à une génération sans tabac d'ici 2030 et d'aider plus particulièrement les fumeurs à arrêter.

Les actions sont ainsi structurées autour de 4 grands axes :

- **Informer et sensibiliser sur le tabagisme**, ses conséquences et les avantages d'une vie sans tabac,
- Promouvoir et veiller au **respect de la réglementation en vigueur,**
- Mettre en place de **nouveaux espaces extérieurs sans tabac** et promouvoir les lieux privatifs sans tabac,
- Promouvoir **l'arrêt du tabac.**

L'ensemble des objectifs et actions de cette thématique répondront donc aux objectifs établis dans le projet Ville Libre Sans Tabac.

Objectif Stratégique	
6. Eviter la primo consommation de tabac chez les jeunes	
Objectif Spécifique	**Fiche action**
6.1 : Renforcer les compétences psychosociales des enfants	Les compétences psychosociales chez les élèves de CM2

7. Réduire la consommation de tabac des habitants sur le territoire	
Objectifs Spécifiques	**Fiches actions**
7.1 : Rendre lisibles les informations relatives aux produits et à l'industrie du tabac	Info tabac du mois
7.2 : Renforcer les compétences des professionnels relatives à la conduite d'entretiens sur le sevrage tabagique, à partir des techniques d'entretien motivationnel	Formation à l'entretien motivationnel des acteurs du territoire
7.3 : Accompagner les fumeurs dans leur démarche de sevrage	*Moi(s) sans tabac* A Thionville, on vous aide à arrêter de fumer Mairie libre sans tabac
7.4 : Dénormaliser l'usage du tabac dans l'espace public	Espaces sans tabac Sensibilisation de la Police Municipale

DUREE, MISE EN ŒUVRE, SUIVI ET EVALUATION DU CONTRAT

Durée et révision du Contrat

Le CLS est conclu pour une durée de 3 ans à partir du 1er janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2025.

Il est révisable par voie d'avenant à la demande de l'une au l'autre des parties pour intégrer des nouveaux signataires ou des nouveaux objectifs stratégiques.

L'ajout de nouveaux objectifs spécifiques et de nouvelles fiches actions se fait par la validation des membres du comité de pilotage.

Modalités de mise en œuvre

Le CLS de la CAPFT se déclinera par la mise en œuvre des actions inscrites dans le contrat. Elles sont présentées sous la forme de fiches actions ou de pistes d'actions en réflexion, annexées au présent document.

Ces dernières pourront être soumises à modification selon l'évolution du contexte, des besoins repérés ou demandes exprimées, ainsi que de l'évaluation réalisée.

De même, sur la durée du CLS, des actions déclinant les objectifs retenus pourront faire l'objet de fiches actions qui seront soumises à la validation du comité de pilotage et annexées au contrat.

Toutes les fiches inscrites dans le contrat ont un porteur de projet identifié. Il est chargé de :

- La mise en œuvre de l'action,
- Le suivi de la mise en œuvre,
- L'évaluation de l'action et donc le recueil des indicateurs définis et leur transmission à l'équipe projet,
- L'information à l'équipe projet sur la mise en œuvre, les difficultés rencontrées.

Modalités de suivi des actions et du CLS

Un plan d'action annuel sera présenté aux membres du comité de pilotage.

La coordinatrice du CLS est chargée du suivi du CLS et de la réalisation des actions par les porteurs de projet, suivant le plan d'action annuel. Elle a la charge de centraliser les informations reçues par les porteurs de projet et de remplir les tableaux de bords élaborés pour le CLS.

Les points de difficultés seront abordés en équipe projet pour élaborer une procédure d'accompagnement de la structure et de réajustement de l'action avec le porteur.

Les tableaux de bord seront présentés chaque année en comité de pilotage.

Modalités d'évaluation

Le CLS sera évalué sur deux grands aspects tout au long de sa mise en œuvre :

1. La gouvernance, le processus et la démarche partenariale

L'équipe projet est en charge d'élaborer des outils permettant d'évaluer l'élaboration, le fonctionnement, la gouvernance du CLS et son impact sur la collaboration des acteurs du territoire et la santé de la population.

Le rapport d'évaluation de ce volet sera présenté en comité de pilotage 6 mois après la fin du CLS. Une synthèse intermédiaire sera présentée 6 mois avant le renouvellement du CLS.

Ci-après, les objectifs et indicateurs retenus pour l'évaluation de la gouvernance et du processus :

- De 2023 à 2025, mettre en place un comité de pilotage du CLS 1 fois par an,
- De 2023 à 2025, mettre en place une réunion d'équipe projet du CLS 3 fois par an,
- De 2023 à 2025, mettre en place des réunions de groupes de travail selon les besoins,
- De 2023 à 2025, diffuser un bilan annuel des actions du CLS à l'ensemble des partenaires,
- De 2023 à 2025, mettre en place une journée d'échanges annuelle à destination de l'ensemble des partenaires impliqués dans le CLS.

Pour évaluer l'atteinte de ces objectifs, des indicateurs de processus sont définis pour chacun d'entre eux :

De 2023 à 2025, mettre en place un comité de pilotage du CLS 1 fois par an

- Nombre et profil des partenaires présents dans le Copil,
- Nombre de copil mis en place / nombre prévu,
- Nombre et typologie de supports de communication différents utilisés concernant les activités du Copil prévues / réalisées
- Nombre de comptes rendus de Copil rédigés / nombre de Copil mis en place
- Nature des décisions prises en COPIL

De 2023 à 2025, mettre en place une réunion de l'équipe projet du CLS 3 fois par an

- Nombre et profil des partenaires présents dans l'équipe projet,
- Nombre d'équipes projet mises en place / nombre prévu,
- Nombre de comptes rendus de l'équipe projet rédigés / nombre d'équipes projet mises en place.

De 2023 à 2025, mettre en place des réunions des groupes de travail selon les besoins

- Nombre et profil des partenaires présent dans les groupes de travail,
- Nombre et typologie de groupes de travail mis en place / nombre prévu,
- Nombre de comptes-rendus des réunions des groupes de travail rédigés / nombre de réunions, des groupes de travail mis en place.

De 2023 à 2025, diffuser un bilan annuel des actions du CLS à l'ensemble des partenaires

- Nombre de bilans annuels diffusé / typologie du bilan,
- Nombre de partenaires destinataire du bilan / typologie des partenaires,

De 2023 à 2025, mettre en place une journée d'échanges annuelle à destination de l'ensemble des partenaires impliqués dans le CLS.

- Nombre et profil des partenaires présent à la journée d'échanges annuelle,
- Nombre de journée d'échanges annuelle mises en place / nombre prévu,
- Nombre de comptes-rendus de la journée d'échanges / nombre de journée mises en place,
- Nature des éléments présentés lors de cette journée d'échanges.

Ici, l'objectif spécifique concernant la démarche partenariale est le suivant : « D'ici 2025, renforcer la dynamique partenariale sur le territoire de la CAPFT ».

Afin d'évaluer cet objectif, les questions suivantes sont posées : pour savoir si le CLS a renforcé la dynamique partenariale, je voudrais savoir dans quelle mesure et de quelle manière le CLS a… :

- Renforcé les échanges entre les partenaires du territoire des différents secteurs (soins, social, prévention…),
- Contribué à générer de nouveaux projets collaboratifs sur le territoire,
- Permis aux partenaires de mieux se connaître.

Pour chaque question d'évaluation, des indicateurs de résultat seront relevés :

Renforcé les échanges entre les partenaires du territoire des différents secteurs (soins, social, prévention…) :

- Nombre et typologie de partenaires déclarant qu'il y a plus d'échanges entre les acteurs des différents secteurs sur le territoire,
- Typologie des échanges cités par les partenaires.

Contribué à générer de nouveaux projets collaboratifs sur le territoire :

- Nombre et typologie de partenaires déclarant que le CLS leur a permis de développer de nouveaux projets avec les partenaires du territoire,
- Typologie des projets cités.

Permis aux partenaires de mieux se connaître :

- Nombre et typologie de partenaires déclarant mieux identifier les missions des différents acteurs du territoire,
- Nombre de partenaires déclarant avoir identifié de nouveaux acteurs du territoire grâce au CLS.

2. Les objectifs et les actions

Les porteurs de projet ont la charge d'évaluer les actions qu'ils mettent en œuvre. Deux composantes seront évaluées pour chaque action, le processus et les résultats.

Afin d'harmoniser l'évaluation des actions du CLS, un guide d'aide à la mise en œuvre des actions et à leur évaluation a été créé. Il contient des conseils méthodologiques et des outils de recueil des données nécessaires à l'évaluation. Chaque porteur de projet se verra remettre ce guide et les outils qu'il devra compléter.

Un accompagnement méthodologique sera proposé aux porteurs de projet pour l'évaluation des actions.

La coordinatrice du CLS centralise les évaluations des porteurs de projets et élabore un rapport d'évaluation. Les évaluations sont analysées par l'équipe projet et présentées au comité de pilotage pour permettre l'adaptation et la réorientation des actions.

L'évaluation des actions et des objectifs concourent à l'évaluation globale du contrat. Le suivi d'indicateurs pertinents sur l'état de santé de la population de la CAPFT permettra également de concourir à l'évaluation globale du Contrat, même si la seule action du CLS ne peut être imputée à l'amélioration de l'état de santé des habitants.

Le comité de pilotage est systématiquement destinataire des résultats des évaluations menées.

Fait à Thionville, le XX février 2023

Pour la Communauté d'Agglomération Portes de France – Thionville Le Président Docteur Pierre CUNY	**Pour l'Agence Régionale de Santé Grand Est** La Directrice Générale Madame Virginie CAYRE
Pour la Région Grand Est Le Président Monsieur Jean ROTTNER	**Pour le Régime Local d'Assurance-Maladie d'Alsace-Moselle** Le Président Monsieur Patrick HEIDMANN
Pour la Caisse Primaire d'Assurance-Maladie de Moselle La Directrice Madame Claire ABALAIN	**Pour le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville** La Directrice Générale Madame Marie-Odile SAILLARD
Pour le Département de la Moselle Le Président Monsieur Patrick WEITEN	**Pour la Préfecture de Moselle** Pour le Préfet Le Sous-Préfet Monsieur Thierry HEGAY

ANNEXES

Les fiches actions

Axe 1

L’accès à la santé, aux soins et aux droits

Fiche 1.3 : Règlement d’intervention d’aide à l’installation des professionnels de santé

Fiche 1.4 : Mon projet de santé à Portes de France-Thionville

Fiche 1.5 : Accès aux Droits de Santé Solidarité – AD2S

Pistes d’actions :

Fiche 1.1 : Création d’un outil fonctionnel de recensement de l’existant

Fiche 1.2 : Groupe de coordination accès à la santé

Fiche 1.6 : Sensibilisation des acteurs de terrains dans l’accès aux droits de santé des jeunes et de leur parcours de soins

Action 1.3	**Règlement d'intervention d'aide à l'installation des professionnels de santé**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline PATOUT – Chargée de mission santé*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	Les données quantitatives montrent une diminution importante et constante de la densité de médecins généralistes sur le territoire. En réponse, un arrêté de l'ARS Grand Est de 2022 a classé 10 communes de la CAPFT en zone d'action complémentaire (ZAC) : Angevillers, Basse-Ham, Fontoy, Havange, Kuntzig, Lommerange, Manom, Rochonvillers, Thionville, et Yutz. La commune de Tressange est quant à elle classée en Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP). Ce constat est largement partagé par les professionnels, les maires et surtout les habitants. L'ensemble des personnes interrogées constate un manque de professionnels de santé, déclare avoir des difficultés à consulter et note des délais d'attente de plus en plus long. De plus, 52% des médecins généralistes ont plus de 55 ans et 33% ont plus de 60 ans. La répartition est également inégale, avec une concentration de professionnels sur les communes urbaines. Enfin, 9,5% des patients de plus de 17 ans consommant sont sans médecin traitant.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	1. Renforcer l'offre de soins de premier recours et l'accès aux droits et aux soins	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	1.3 Renforcer la politique d'attractivité du territoire à destination des futurs professionnels de santé	
Objectifs opérationnels	Adapter le règlement d'aide à l'installation au contexte, 3 ans après la version 1 Mettre en place une communication adaptée autour du dispositif	
Description de l'action	Etape 1	Réécrire le règlement d'aide à l'installation en fonction de l'évaluation du dispositif pendant la durée du premier CLS
	Etape 2	Mettre en ligne le nouveau règlement d'intervention et en faire la promotion sur les

		supports numérique de la CAPFT et de ses communes membres
	Etape 3	Accompagner les professionnels de santé dans la constitution et le dépôt de leur dossier
	Etape 4	Instruire les dossiers et assurer le suivi auprès des professionnels de santé
Durée de l'action	Début : 1er janvier 2023 Fin : 31 décembre 2025	
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 2 : Soins de Proximité Objectif 01.0 - Augmenter le nombre d'installations dans les zones identifiées par les schémas cibles territoriaux en accompagnant les jeunes médecins généralistes et spécialistes dans leur parcours d'installation	
Public visé	☒ **Professionnels***	**** Préciser si professionnels*** : ☒ Médical
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	/
	Partenaires communiquant sur le projet	Communes de la CAPFT
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants de l'intercommunalité	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	100 000 € par an (montant pré-fléché à valider chaque année)
	Financeurs sollicités	/
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre de professionnels qui ont déposés une demande ▪ Nombre et typologie des partenaires associés à l'organisation de l'action ▪ Budget réalisé par rapport au budget prévisionnel ▪ Nombre et typologie des personnes mobilisées en interne ▪ Types de supports de communication créés ou utilisés ***Indicateurs de résultat ou d'efficacité :*** ▪ Nombre de nouveaux professionnels installés ▪ Nombre de professionnels installés en Maison de Santé Pluridisciplinaire ou en Equipe de Soins Primaires ▪ Nombre de médecins qui restent installés sur le territoire plus de 5 ans ***Méthode d'évaluation envisagée*** ▪ Tableau de bord ▪ Documents formalisant les partenariats ▪ Documents de suivi comptables	

Action 1.4	**Mon projet de santé à Portes de France-Thionville**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline PATOUT – Chargée de mission santé*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	Les données quantitatives montrent une diminution importante et constante de la densité de médecins généralistes sur le territoire. En réponse, un arrêté de l'ARS Grand Est de 2022 a classé 10 communes de la CAPFT en zone d'action complémentaire (ZAC) : Angevillers, Basse-Ham, Fontoy, Havange, Kuntzig, Lommerange, Manom, Rochonvillers, Thionville, et Yutz. La commune de Tressange est quant à elle classée en Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP). Ce constat est largement partagé par les professionnels, les maires et surtout les habitants. L'ensemble des personnes interrogées constate un manque de professionnels de santé, déclare avoir des difficultés à consulter et note des délais d'attente de plus en plus long. De plus, 52% des médecins généralistes ont plus de 55 ans et 33% ont plus de 60 ans. La répartition est également inégale, avec une concentration de professionnels sur les communes urbaines. Enfin, 9,5% des patients de plus de 17 ans consommant sont sans médecin traitant.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	1. Renforcer l'offre de soins de premier recours et l'accès aux droits et aux soins	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	1.3 Renforcer la politique d'attractivité du territoire à destination des futurs professionnels de santé	
Objectifs opérationnels	Accompagner les professionnels de santé dans leur démarche d'installation sur le territoire et dans la mise en œuvre de leur projet médical coordonné Créer et diffuser auprès des professionnels de santé des outils promouvant l'attractivité du territoire Mettre en place des rencontres de présentation du territoire avec les internes de médecine Identifier les besoins d'installation des internes	

Description de l'action	Etape 1	Mettre à jour la plaquette santé, faisant la promotion du territoire, des réseaux de santé et des ressources présentes	
	Etape 2	Créer de nouveaux outils de promotion : page Internet dédiée sur le site de la CAPFT, roll-up, vidéo, etc.	
	Etape 3	Participer à des forums étudiants et autres manifestations permettant de promouvoir le territoire	
	Etape 4	Faire du service santé un pôle de ressources et d'informations auprès des professionnels de santé, faisant le lien avec les dispositifs de supports existants, des services de l'ARS ainsi que la Région Grand Est	
	Etape 5	Rencontrer les professionnels de santé souhaitant s'installer sur le territoire pour définir leurs besoins, les contours de leur projet de santé, leur présenter les réseaux existants	
	Etape 6	Dans le cadre d'un projet de MSP, le service santé pourra : Transmettre des documents d'information Aider au montage du projet : participation au diagnostic préalable, soutien à l'élaboration du projet de santé (projet médical et professionnel), soutien à la recherche de co-investisseurs et de subventions	
Durée de l'action	Début : 1er janvier 2023 Fin : 31 décembre 2025		
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 2 : Soins de Proximité Objectif 01.0 - Augmenter le nombre d'installations dans les zones identifiées par les schémas cibles territoriaux en accompagnant les jeunes médecins généralistes et spécialistes dans leur parcours d'installation		
Public visé	☒ **Professionnels***	**** Préciser si professionnels*** : ☒ Médical	
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	Selon les besoins : ARS et Région Grand Est	
	Partenaires communiquant sur le projet	Communes de la CAPFT	
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants de l'intercommunalité		
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	1 500 € + temps de coordination	
	Financeurs sollicités	/	

Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** *:* ▪ Nombre et typologie de professionnels accompagnés ▪ Typologie de l'accompagnement ▪ Nombre de participations à des forums étudiants ▪ Nombre d'internes intéressés par le territoire ▪ Nombre et typologie d'outils de communication créés ***Indicateurs de résultat ou d'efficacité :*** ▪ Nombre et typologie de projets qui ont abouti à l'installation de professionnels de santé ▪ Nombre de professionnels récemment installés qui déclarent voir été attirés par le territoire ▪ Nature de leur motivation à l'installation sur le territoire ***Méthode d'évaluation envisagée*** ▪ Tableaux de bord ▪ Documents formalisant les partenariats

Action 1.5	**Garantie Santé AD2S** **Association Accès aux Droits Santé Solidarité**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*Association Accès aux Droits Santé Solidarité*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Marie DITONNE – Chargée de mission*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	Le diagnostic santé a montré que de nombreux habitants et professionnels de terrain n'ont pas connaissances des ressources disponibles sur le territoire et des dispositifs existants. De plus, certains habitants ne répondent pas aux critères pour avoir accès à ces droits mais n'ont néanmoins pas les ressources nécessaires pour accéder aux droits communs. Alors que les formes de précarité sont de plus en plus diverses et que le non recours aux droits atteint des niveaux très importants (30% des personnes éligibles à la CMUC et 55% des personnes éligibles à l'ACS). Par ailleurs, certaines personnes dépassent de peu les plafonds d'accessibilité à la CMU et à l'ACS (Aide à la Complémentaire Santé) et de fait, ne bénéficient pas des droits qui en découlent.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	1. Renforcer l'offre de soins de premier recours et l'accès aux droits et aux soins	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	1.4 : Renforcer l'accès des personnes en situation de précarité aux droits de santé	
Objectifs opérationnels	Poursuivre le partenariat engagé entre AD2S et la CAPFT Mettre en place une sensibilisation des travailleurs sociaux des CCAS des communes sur les outils proposés par AD2S Communiquer sur les Lab's AD2S (veille législative et réglementaire, actions d'information et d'échanges de pratique pour développer les connaissances et les compétences dans l'accompagnement et la démarche de santé des publics)	
Description de l'action	Etape 1	Suite à la première session de formation des travailleurs sociaux des communes, réaliser un recensement des besoins des agents en matières d'accès à la santé
	Etape 2	Selon les résultats du recensement, organiser une nouvelle session de formation

	Etape 3	Diffuser les outils de communication vers les communes de la CAPFT
	Etape 4	Communiquer sur les différents évènements et formations proposées par AD2S
Durée de l'action	Début : 1er janvier 2023 Fin : 31 décembre 2025	
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 5 : Autonomie et social Objectif 01.0 - Faciliter l'accès aux droits et à l'entrée dans un parcours de santé, en partenariat avec l'Assurance maladie	
Public visé	☒ Jeunes (18 à 25 ans) ☒ Adultes (26 à 55 ans) ☒ Personnes âgées (plus de 55 ans) ☒ **Professionnels***	**** Préciser si professionnels*** : ☒ Social ou médico-social
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	CAPFT Communes de la CAPFT
	Partenaires communiquant sur le projet	CAPFT Communes de la CAPFT
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants de l'intercommunalité	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	1 600 €
	Financeurs sollicités	CAPFT
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre de communes qui ont participé aux réunions d'information ▪ Nombre de Lab's de prise en main de la Garantie Santé AD2S à destination des accompagnants sociaux ▪ Nombre et typologie des participants à l'action ▪ Niveau de satisfaction des participants ▪ Nature des documents formalisant les partenariats ▪ Budget réalisé par rapport au budget prévisionnel ▪ Types de supports de communication créés ou utilisés ***Indicateurs de résultats*** ▪ Nombre de personnes qui ont bénéficié de la Garantie Santé AD2S et qualité de l'accompagnement ▪ Nombre et typologie de professionnels qui déclarent mieux connaitre les dispositifs d'accès aux soins ***Méthode d'évaluation envisagée*** ▪ Questionnaire à destination des communes (satisfaction, recensement des besoins, connaissance sur l'accès aux soins) ▪ Tableau de bord ▪ Documents formalisant les partenariats	

Axe 2

Le bien-être et la santé mentale

Fiche 2.1 : Conseil Local en Santé Mentale

Action 2.1	**Conseil Local en Santé Mentale**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☐ Oui ☒ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline PATOUT – Chargée de mission santé*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	Le diagnostic met en lumière un manque crucial de professionnels de la psychiatrie sur le territoire, malgré l'ouverture d'une clinique privée de psychiatrie. Les professionnels sont démunis face aux situations de plus en plus complexes et ne trouvent pas de solutions d'orientation vers le système de soins. Pourtant, les affections psychologiques de longue durée sont le 4ème groupe d'affection de longue durée le plus important en termes de patients sur le territoire. Les chiffres montrent également une aggravation des indicateurs de santé mentale suite à la crise sanitaire du Covid19, comme le nombre de passages aux urgences pour pensées suicidaires. Le constat est partagé par les professionnels et les maires. Quant aux habitants, la santé mentale a été exprimée via les déterminants de la santé mentale : le besoin de se retrouver, de développer le lien social, de loisirs et de sorties. Enfin, 30% d'entre eux ont une mauvaise perception de leur état de santé psychique. Un CLSM est un espace de concertation et de coordination entre les élus, la psychiatrie, les représentants des usagers, les aidants et l'ensemble des professionnels du territoire. Il a pour objectif de définir et mettre en œuvre des politiques locales et des actions permettant l'amélioration de la santé mentale des populations concernées. Le CLSM permet une approche locale et participative concernant la prévention et le parcours de soins, il associe les acteurs sanitaires et sociaux et toute personne intéressée du territoire.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	2. Préserver la santé mentale et le bien-être des habitants	

Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	2.1 : Renforcer la coordination et la collaboration entre tous les acteurs concernés par les questions de santé mentale		
Objectifs opérationnels	Mettre en place un Conseil Local en Santé Mentale Elaborer le programme opérationnel du CLSM		
Description de l'action	Etape 1	Rencontrer les acteurs de la psychiatrie et les acteurs sociaux pour réaliser un état des lieux complet de la situation sur le territoire	
	Etape 2	Définir une gouvernance du futur CLSM avec les signataires du CLS : membre de l'Assemblée Plénière, du comité de pilotage et la coordination du CLSM	
	Etape 3	Installer la première séance de l'Assemblée Plénière et lancer les travaux du CLSM	
	Etape 4	Réunir la première réunion du Comité de pilotage du CLSM et définir les orientations prioritaires du CLSM	
	Etape 5	Instaurer des groupes de travail en fonction des orientations retenues et définir des objectifs et des actions	
	Etape 6	Rédiger les éléments constitutifs du CLSM	
	Etape 7	Restituer les travaux du CLSM au public et à tous les acteurs du territoire	
	Etape 8	Mettre en œuvre les actions du CLSM	
	Etape 9	Evaluer le CLSM	
Durée de l'action	Début : 1er janvier 2023 Fin : 31 décembre 2025		
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 4 : Parcours Objectif 01.0 - Mettre en place les projets territoriaux de santé mentale couvrant la région Grand Est		
Public visé	☒ Toute tranche d'âge ☒ **Professionnels*** ☒ Autre (Précisez) : public vulnérable et jeunes	**** Préciser si professionnels*** : ☒ Médical ☒ Paramédical ☒ Social ou médico-social ☒ De la prévention et de la promotion de la santé ☒ De l'éducation/la formation ☒ De la culture/loisirs/sport	
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	CHR / ARS / Région / RLAM / CPAM	
	Partenaires communiquant sur le projet	Idem	

	Partenaires fournissant du matériel	Idem
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants de l'intercommunalité	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	Temps de coordination dans un premier temps
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre et typologie des participants au CLSM ▪ Niveau de satisfaction des participants ▪ Nature de la satisfaction ▪ Calendrier réalisé par rapport au calendrier prévisionnel ▪ Nombre et typologie des personnes mobilisées en interne ▪ Types de supports de communication créés ou utilisés ▪ Nombre de réunions de l'équipe projet ▪ Typologie des personnes présentes dans l'équipe projet ▪ Mise en œuvre effective du CLSM ▪ Nombre d'actions définies dans le cadre du CLSM ▪ Nombre de partenariats créés ▪ Typologie des partenariats ***Indicateurs de résultats*** ▪ Nature des collaborations déployées dans le cadre du CLSM ▪ Nature des actions co construites par les partenaires dans le CLSM ***Méthode d'évaluation envisagée*** ▪ Questionnaire à destination des acteurs du CLSM (satisfaction) ▪ Feuilles d'émargement ▪ Tableau de bord ▪ Documents formalisant les partenariats	

Axe 3

Les maladies métaboliques, cardiovasculaires et les cancers

Fiche 3.2 : Je me bouge pour mon cœur

Fiche 3.3 : Prévenir l'Obésité Infantile dans l'agglomération Thionvilloise

Pistes d'actions :

Fiche 3.1 : Création d'un outil fonctionnel de recensement de l'existant

Fiche 3.4 : Participation aux programmes de dépistages organisés des cancers

Fiche 3.5 : Groupe de coordination sport santé

Fiche 3.6 : Programme d'autonomisation à la pratique d'activité physique

Fiche 3.7 : Programme de prise en charge du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les adolescents

Action 3.2	**Je me bouge pour mon cœur**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline GUILLARD – Chargée de mission sport santé*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	L'accumulation de Facteurs de Risques Cardiovasculaires (FRCV) (l'âge et le sexe > à 50 ans chez l'homme, > à 60 ans chez la femme, les antécédents familiaux, le tabac, l'HTA, le diabète, l'augmentation du cholestérol, la surconsommation d'alcool, le stress médico-psycho-social et la sédentarité) chez un individu augmente considérablement son risque de faire une complication cardiovasculaire (AVC, IDM, AOMI). Cette addition de FRCV est rapide : ainsi un homme de 51 ans fumeur et sédentaire présentera 3 FRCV et aura un risque cardiovasculaire proche d'un diabétique non-fumeur et ayant une activité physique régulière. Ainsi, il est nécessaire de prendre en compte et de prévenir l'accumulation de ces FRCV avant la déclaration d'une maladie chronique. Le diagnostic révèle qu'un quart des habitants sont en Affection de Longue Durée (ALD), soit 25% de la population et en moyenne, 91 décès par an pourraient être évités par un renforcement des actions de prévention. Ce taux de patients en ALD est supérieur à l'échelon national. De plus, selon l'enquête de terrain, 24% des habitants ont une mauvaise perception de leur état de santé physique et selon eux, la perception d'une bonne santé passe par des habitudes de vie saine, comme la pratique d'une activité physique régulière et une alimentation équilibrée.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	3. Renforcer les comportements favorables des habitants à la prévention des maladies chroniques (métaboliques, cardiovasculaires et cancers).	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	3.2 : Renforcer les attitudes et les aptitudes favorables à l'application des bases alimentaires équilibrées et à la pratique d'une activité physique adaptée	

Objectifs opérationnels	Poursuivre la mise en œuvre du programme d'ateliers : activité physique adaptée, infirmier, atelier sur les facteurs de risques cardiovasculaires, ateliers avec la diététicienne Accompagner les participants dans la recherche d'une activité physique secondaire au programme Organiser des séances d'activité physique permettant de l'intégrer au quotidien Accompagner les participants dans la recherche d'une activité physique en fin de programme	
Description de l'action	Etape 1	Les travailleurs sociaux et structures partenaires repèrent les personnes éligibles au programme
	Etape 2	La référente du projet réalise un entretien avec les personnes pour définir leurs envies et leurs besoins et leur présenter le dispositif
	Etape 3	Les personnes entrent dans le programme par les séances d'activité physique. Une séance d'1h30 par semaine est prévue, hors vacances scolaires
	Etape 4	Une séance à T0 permet de mesurer les capacités physiques, de souplesse et d'endurance des participants
	Etape 5	Les participants participent à l'atelier de prévention des facteurs de risques cardiovasculaires d'1h30, animé par un médecin
	Etape 6	Les participants réalisent un entretien individuel obligatoire avec l'infirmier, de 30 minutes. L'objectif est de faire le point sur son parcours de santé et d'orienter la personne vers une prise en charge poussée en cas de pathologie
	Etape 7	Des ateliers collectifs volontaires sont proposés aux participants sur les questions d'alimentation, à raison de 2 ateliers d'1h30 avec une diététicienne
	Etape 8	En fin de programme, une évaluation à T1 est réalisée avec les participants (capacité physique et apport du programme)
	Etape 9	Les personnes en fin de programme (2 ans) sont reçu en entretien individuel pour fixer des objectifs de pratique post programme
Durée de l'action	Début : septembre 2022 Fin : juin 2026	

Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 1 : Prévention Objectif 02.1 - Promouvoir une alimentation saine et une activité physique régulière : Doubler le nombre de collectivités territoriales adhérant à la charte « villes actives ou départements actifs du programme national nutrition santé »	
Public visé	☒ Jeunes (18 à 25 ans) ☒ Adultes (26 à 55 ans) ☒ Personnes âgées (plus de 55 ans)	**** Préciser si professionnels*** :
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	Les structures sociales intégrant les personnes
	Partenaires communiquant sur le projet	Idem
	Partenaires fournissant du matériel	Les centres sociaux accueillants les séances
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants d'un ou plusieurs quartier(s)* ☒L'action vise les habitants de l'intercommunalité *Le cas échéant, veuillez préciser le(s) quartier(s) concerné(s) : Côte des Roses, Près de Saint Pierre Miliaire, Terrasse des Provinces	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	1 650 €
	Budget par poste de dépense	Prestations de service IDE, Diététicienne, médecin
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre et typologie des participants à l'action ▪ Fréquence de participation ▪ Niveau de satisfaction des participants ▪ Nombre et typologie des partenaires associés à l'organisation de l'action ▪ Niveau de satisfaction des partenaires ▪ Nombre de séances réalisées par rapport au nombre prévu ▪ Lieu de réalisation des séances ▪ Budget réalisé par rapport au budget prévisionnel ▪ Types de supports de communication créés ou utilisés ***Indicateurs de résultat ou d'efficacité :*** ▪ Nombre de personnes qui déclarent pratiquer plus d'activité physique ▪ Nature de l'activité ▪ Nombre de personnes qui ont acquis des connaissances sur les F.R.C.V. ▪ Typologie des connaissances ▪ Nombre de personnes qui ont entamé une démarche de prise en charge suite aux ateliers et/ou au programme / Typologie de la prise en charge ▪ Nombre de personnes qui envisagent de modifier leur comportement alimentaire/ nature des changements envisagés	

	Méthode d'évaluation envisagée ▪ Test d'activité physique à T0/T1 ▪ Questionnaire à destination des participants (satisfaction, apport du programme, augmentation de la pratique, test de connaissance) ▪ Feuilles d'émargement ▪ Tableau de bord ▪ Documents de suivi comptables

Action 3.3	**Prévenir l'Obésité Infantile dans l'agglomération Thionvilloise**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline GUILLARD – Chargée de mission sport santé*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	Une étude thionvilloise sur l'année scolaire 2010-2011 sur le taux de surpoids et d'obésité auprès des grandes sections et des CE2 montrait les résultats suivants : • Un taux de surpoids et d'obésité inférieur à la moyenne nationale pour les grandes sections : 9.5% à Thionville contre 12.1%. • Un taux supérieur à la moyenne nationale pour les CE2 : 23.1% à Thionville contre 18.4% Il est donc nécessaire d'agir au plus tôt, afin de réduire le taux de surpoids et d'obésité chez les enfants thionvillois en CE2. Une étude régionale, menée par l'ARS, les CSO de Lorraine, l'ORS, l'Ecole de Santé Publique de l'Université de Lorraine et Education Nationale auprès des grandes sections sur l'année scolaire 2014-2015 confirme le taux de surpoids et d'obésité chez les grandes sections : • Lorraine : 14%, Moselle : 15.4%, Thionville : 10.3% Celui-ci ne diminuant pas entre 2011 et 2014, il est nécessaire de mettre en place une action locale spécifique.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	3. Renforcer les comportements favorables des habitants à la prévention des maladies chroniques (métaboliques, cardiovasculaires et cancers).	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	3.2 : Renforcer les attitudes et les aptitudes favorables à l'application des bases alimentaires équilibrées et à la pratique d'une activité physique adaptée	
Objectifs opérationnels	Mettre en place un programme pédagogique pour les grandes sections sur la base du socle commun de compétences. Mettre en place un programme de cycles d'activité physique en lien avec les clubs sportifs de la CAPFT. Faire participer les parents aux activités proposées dans le cadre du programme pédagogique.	

Description de l'action	Etape 1	Un programme pédagogique a été créé avec les différents partenaires (Education Nationale, Médecine scolaire, hôpital) afin d'aborder les questions d'alimentation et d'activité physique dès le plus jeune âge, chez les élèves de grande section
	Etape 2	Il propose un volet pédagogique en classe, permettant à l'enseignant de décliner des activités clés en mains sur les thématiques de l'alimentation, du petit-déjeuner, de l'activité physique, du sommeil et du brossage des dents. Le programme a été conçu pour intégrer le socle commun des connaissances défini par l'Education Nationale
	Etape 3	Un volet activité physique permet de faire intervenir les clubs sportifs locaux dans les écoles, lors des différents cycles d'activité définis par le calendrier de l'Education Nationale. Les clubs interviennent lors des séances 1, 2 et 6, permettant aux enfants et aux enseignants de découvrir une discipline et des exercices à reproduire en autonomie. Les séances 3, 4 et 5 sont réalisées en autonomie par l'enseignant.
	Etape 4	Chaque enseignant volontaire s'est vu remettre une mallette pédagogique contenant le programme clé en main à décliner en classe
	Etape 5	A chaque rentrée, les enseignants et les clubs sportifs sont informés de la reprise du projet pour organiser les séances d'activité physique
	Etape 6	Les enseignants et les clubs s'organisent par la suite en autonomie. La référente du projet est disponible en soutien du projet
	Etape 7	La référente du projet organise des ateliers spécifiques sur la nutrition dans les écoles en QPV, afin de faire participer les parents au programme. Les activités sont définies en lien avec les enseignants et peuvent varier d'une année à l'autre
	Etape 8	En fin d'année, la référente du projet récupère les évaluations des enseignants et des clubs
Durée de l'action	Début : septembre 2022 Fin : juin 2026	
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 1 : Prévention Objectif 02.1 - Promouvoir une alimentation saine et une activité physique régulière : Doubler le nombre de	

	collectivités territoriales adhérant à la charte « villes actives ou départements actifs du programme national nutrition santé »	
Public visé	☒ Enfants (2-9 ans)	**** Préciser si professionnels*** :
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	Education Nationale, Hôpital, directions municipales concernées
	Partenaires communiquant sur le projet	Idem
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants de l'intercommunalité	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	10 000 €
	Budget par poste de dépense	Prestation de service : clubs sportifs
	Financeurs sollicités	RLAM : 4 000 €
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre d'enfants touchés par l'action ▪ Nombre d'établissements ayant sollicité un club ▪ Nombre d'établissements ayant mis en place des séances du programme pédagogique en classe ▪ Nature des séances mises en place ▪ Nombre de parents qui se sont investis dans le programme ▪ Nombre de séances réalisées avec les parents ▪ Satisfaction des parents ***Indicateurs de résultat ou d'efficacité :*** ▪ Nombre d'inscriptions en club/association sportive suite au programme ▪ Nombre d'enfants qui ont acquis les connaissances/compétences attendues en fin de grande section (reprises dans le plan POIT) ▪ Nature des connaissances/compétences acquises ▪ Nombre de parents qui ont acquis des connaissances/compétences en termes de nutrition ▪ Nature des connaissances/compétences acquises ***Méthode d'évaluation envisagée*** ▪ Questionnaire à destination des enseignants (satisfaction et évaluation des séances) ▪ Questionnaire à destination des clubs sportifs (satisfaction et évaluation des séances) ▪ Tableau de bord ▪ Documents formalisant les partenariats ▪ Documents de suivi comptables	

Axe 4

La santé environnementale

Fiche 4.1 : Réseau de référents santé

Action 4.1	**Réseau de référents santé**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline PATOUT – Chargée de mission santé*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	Les différentes politiques publiques mises en place par la CAPFT et les communes qui la composent (habitat, transport, urbanisme, petite-enfance, politique de la ville, etc.) permettent d'agir sur de nombreux déterminants de santé. Pour une politique de santé efficace, il est nécessaire que la santé soit prise en compte dans les choix opérés au sein de ces politiques publiques, pour agir sur l'environnement physique et social de la population. Ainsi, elles pourront agir sur la santé et le bien-être des habitants.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	5. Garantir un environnement physique propice à la santé des habitants	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	5.1 : Construire une culture commune en santé au sein de toutes les politiques publiques de la CAPFT	
Objectifs opérationnels	Mettre en place des journées de sensibilisation / formation à la prévention et promotion de la santé pour les agents de la CAPFT et de ses communes membres	
Description de l'action	Etape 1	Identifier les agents ressources dans chaque directions de la CAPFT
	Etape 2	Recenser avec les référents les orientations/projets/actions qui pourraient contribuer aux objectifs du CLS
	Etape 3	Réunir les référents santé et travailler avec eux à la définition de leurs missions
	Etape 4	Proposer un cycle de sessions de sensibilisation aux questions de santé et la place de la santé dans les politiques publiques
	Etape 5	Définir avec les référents santé des nouvelles orientations/actions qui pourraient intégrer un axe santé

	Etape 6	Réunir régulièrement les référents pour le suivi des projets	
	Etape 7	Etendre le réseau de référents santé dans les communes de la CAPFT	
Durée de l'action	Début : 1er janvier 2023 Fin : 31 décembre 2025		
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Hors objectifs PRS		
Public visé	☒ **Professionnels***		**** Préciser si professionnels*** : ☒ Autre (Précisez) : agents de la CAPFT
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*		Ireps Grand Est
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise uniquement des résidents/usagers de votre structure		
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*		Temps de coordination
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre et typologie des participants à l'action ▪ Niveau de satisfaction des participants ▪ Nombre de réunions / séances réalisées par rapport au nombre prévu ▪ Calendrier réalisé par rapport au calendrier prévisionnel ▪ Types de supports de communication créés ou utilisés ***Indicateurs de résultat ou d'efficacité :*** ▪ Nombre et typologie de directions qui mènent une réflexion sur la prise en compte de la santé dans leur champ d'activité ▪ Nombre d'agents qui ont acquis des connaissances sur la prévention et la promotion de la santé ▪ Typologie des connaissances acquises ▪ Nature du réinvestissement des connaissances envisagées au sein de leur pratique professionnelle ***Méthode d'évaluation envisagée*** ▪ Questionnaire à destination des participants (satisfaction et acquisition de savoirs) ▪ Feuilles d'émargement ▪ Tableau de bord		

Axe 5

La lutte contre le tabagisme

Fiche 5.1 : Les compétences psychosociales chez les élèves de CM2

Fiche 5.2 : Info tabac du mois

Fiche 5.3 : Formation à l'entretien motivationnel

Fiche 5.5 : A Thionville, on vous aide à arrêter de fumer

Fiche 5.6 : Mairie libre sans tabac

Fiche 5.7 : Espaces sans tabac

Fiche 5.8 : Sensibilisation de la Police Municipale

Piste d'action :

Fiche 5.4 : Mois sans tabac

Action 5.1	**Les compétences psychosociales chez les élèves de CM2**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*Centre de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) du Centre Départemental de Prévention en Alcoologie et en Addictologie de Moselle*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Céline PECCARISI - Psychologue*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	Selon l'enquête HBSC réalisée en 2014 auprès de 10 434 élèves scolarisés en France métropolitaine du CM2 à la première année de lycée, après avoir connu une augmentation entre 2006 et 2010, les tendances de consommation du tabac chez les adolescents de 11 à 15 ans se stabilisent entre 2010 et 2014. La période du collège est marquée par une forte initiation des jeunes au tabac où l'âge moyen de la première cigarette serait 11 ans. Cette étude nous montre que le tabagisme régulier commence véritablement au cours des années collège. La consommation quotidienne concerne principalement les élèves de quatrième et de troisième, la proportion de fumeur quotidien double au cours de ces deux années scolaires passant de 5.6% à 12.3% des élèves. Dans nos actions de prévention, quand nous questionnons les collégiens pour identifier les motivations à consommer la première cigarette, celles qui reviennent le plus souvent sont « se donner un genre, un style », « paraître plus grand », « faire comme les autres », « faire partie du groupe » ou « expérimenter ». Le passage au collège marque un grand changement pour les pré-adolescents qui se retrouvent dans un environnement où ils sont les plus jeunes alors que l'année précédente ils étaient les plus grands de l'école élémentaire, avec un changement important dans leurs repères notamment au niveau du fonctionnement du collège et des codes sociaux qui s'y appliquent. On peut ajouter à cela l'entrée dans l'adolescence avec les premiers changements corporels et émotionnels, qui peuvent être déstabilisants. Certains adolescents vont aller vers des comportements à risques notamment le tabagisme qui joueraient le rôle de rite de passage vers l'adolescence et leur permettrait de trouver leur place dans ce nouvel environnement. Il nous semble important d'aider les élèves de CM2 à préparer au mieux leur entrée en 6ème en développant leurs compétences	

	psychosociales. Les interventions centrées sur les compétences psychosociales renvoient à « la capacité d'une personne à répondre avec efficacité aux exigences et aux épreuves de la vie quotidienne. C'est l'aptitude d'une personne à maintenir un état de bien-être mental, en adoptant un comportement approprié et positif à l'occasion des relations entretenues avec les autres, sa propre culture et son environnement » (OMS, 1993). Ce projet permettrait d'aider les élèves à s'adapter plus facilement à leur nouvel environnement en 6ème et à faire des choix éclairés et responsables en matière de santé et de bien-être.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	6. Eviter la primo consommation de tabac chez les jeunes	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	6.1 : Renforcer les compétences psychosociales des enfants	
Objectifs opérationnels	Poursuivre le partenariat avec l'inspection académique et les membres de l'équipe pédagogique de chaque établissement scolaire (directeur, professeurs des écoles, infirmière scolaire) Mettre en place 8 séances de réflexion sur les compétences psychosociales avec des classes de CM2 des communes de la CAPFT Accompagner chaque classe de CM2 dans la création d'un outil de prévention Impliquer les professeurs des écoles dans les séances et la création d'un outil	
Description de l'action	Etape 1	1. Septembre - Octobre : réunion de présentation du projet et son contenu aux équipes éducatives et aux infirmiers scolaires de chaque école élémentaire participant au projet. Il s'agira d'impliquer les professionnels des écoles élémentaires dans la mise en œuvre des séances, le travail sur les compétences psychosociales et la création d'un outil de prévention. Ce temps d'échange a pour objectif de favoriser l'intervention des instituteurs dans les séances. Etablissement du calendrier des interventions Les infirmières scolaires de secteur seront invitées à participer aux différents temps de réunion et aux séances
	Etape 2	2. Novembre – avril : Mise en place de 7 séances de renforcement des compétences psychosociales de 2h pour les classes participantes de CM2

		Ces séances auraient pour thème : a. Je me connais mieux, je connais mieux les élèves de ma classe. b. Mes qualités, mes compétences c. Mes émotions Les trois premières séances ont pour objectif de renforcer la cohésion des classes et de réaliser un travail sur l'estime de soi des élèves. Il semble aussi important de travailler sur les émotions, une des principales motivations à consommer citée par les élèves étant la gestion du stress. Les séances suivantes seront plus axées sur le travail autour des relations aux autres et la prise de décision. d. « C'est quoi devenir grand » en lien avec les choix en matière de santé et de bien-être. Savoir faire des choix : utilisation d'une exposition tirée du petit livre pour dire non (astrapi). Utilisation du « savoir dire non » aux copains (tabac), aux menaces (racket), à la tentation (vols). Identifications des situations à risques et de celles où il est difficile de se dire non à soi-même et aux autres. e. Savoir communiquer efficacement : travail autour des différents modes de communication. Utilisation d'un jeu de résolution de problème dans l'urgence et l'outil « l'île déserte ». f. Les conflits et leur gestion : travail sur les moqueries, les insultes et les différentes manières de gérer les conflits. g. Résister à l'influence et à la pression du groupe et savoir demander de l'aide : identification des stratégies pour influencer les autres et pour résister à la pression, des freins à la demande d'aide, des bénéfices de cette démarche et des personnes ressources. Utilisation du jeu de la cacahuète. Le professeur des écoles en charge de la classe pourra intervenir tout au long des séances et reprendre avec la classe les éléments qu'il aura repérés comme important entre les séances ou suite au projet.

		Il pourra aussi noter lors des séances les éléments amenés par les élèves qui seront ensuite utilisés pour l'évaluation de l'action.
	Etape 3	3. Avril - Mai : Création d'un outil de prévention par chaque classe de CM2 avec l'aide de leur instituteur. Ils seront présentés aux autres classes et aux parents lors des fêtes de fin d'année dans les établissements.
	Etape 4	4. Juin- Juillet : Mise en place de réunions d'évaluation de l'action avec les équipes éducatives de chaque établissement scolaire, avec un temps dédié au recueil du ressenti des élèves et de leur degré de satisfaction suite au projet.
	Etape 5	5. Juillet : Organisation d'un temps de réunion avec les différents professionnels impliqués dans le projet (CAPFT, ARS, inspecteur académique, infirmières scolaires) afin de leur présenter un premier bilan de l'action et de recueillir leurs observations.
	Etape 6	6. Juillet – août : Evaluation de l'action.
Durée de l'action	Début : septembre 2022 Fin : juin 2026	
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 1 : Prévention Objectif 01.0 - Faire passer la part des fumeurs quotidiens sous la barre des 20%	
Public visé	☒ Pré-adolescents (10-12 ans)	**** Préciser si professionnels*** :
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	Education Nationale, CAPFT, CCAS de Yutz
	Partenaires communiquant sur le projet	Idem
	Partenaires fournissant du matériel	Idem
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants de la commune** *Le cas échéant, veuillez préciser le(s) commune(s) concernée(s) : Communes de Yutz, Basse-Ham	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	21 350 € pour 8 classes
	Budget par poste de dépense	Animation des séances en classe
	Financeurs sollicités	ARS Grand Est : 21 350 €
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre de classes et d'élèves bénéficiaires ▪ Degré de satisfaction des élèves	

	▪ Degré de satisfaction des professionnels impliqués dans le projet ▪ Nombre de classes qui ont développé un outil de communication sur leur projet ▪ Nombre de professeurs des écoles impliqués dans le projet ▪ Nombre de séances mises en place ▪ Lieu de réalisation des réunions/séances ▪ Calendrier réalisé par rapport au calendrier prévisionnel ▪ Budget réalisé par rapport au budget prévisionnel ▪ Types de supports de communication créés ou utilisés ▪ Nombre de réunions de l'équipe projet ▪ Typologie des personnes présentes dans l'équipe projet ***Indicateurs de résultat ou d'efficacité :*** ▪ Typologie des compétences psychosociales développées chez les élèves lors des séances ▪ Nombre de jeunes se sentant mieux préparés à dire non à la première cigarette ▪ Nombre d'élèves qui sont capables de citer des situations d'influence négative ▪ Nombre d'élèves qui se sentent capables de demander de l'aide ▪ Typologie de ressources citées par les élèves en cas de besoin ***Méthode d'évaluation envisagée :*** ▪ Questionnaire d'évaluation ▪ Feuilles d'émargement ▪ Tableau de bord ▪ Documents de suivi comptables

Action 5.2	**Info Tabac du Mois**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT / GEST*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline GUILLARD – Chargée de mission sport-santé* *Aurélie FRAUDET – Chargée de communication*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	La Région Grand Est est la 4ème région avec le taux le plus élevé de fumeurs. 29% des Thionvillois sont fumeurs. Les problématiques addictives sont également soulignées par les professionnels qui proposent de renforcer les actions de prévention dès le plus jeune âge. Le tabac est également un facteur de risque reconnu des cancers. Les chiffres montrent que les taux de patients hospitalisés pour pneumopathie, cancers du sein, cancers colorectaux, cancers de la tranchée, des bronches et des poumons sont supérieurs aux taux départementaux, régionaux et nationaux. On constate également un taux de décès liés au tabac supérieur au niveau national ainsi qu'un taux de mortalité par broncho pneumopathie chronique obstructive (BPCO) beaucoup plus élevé que le taux de mortalité en France.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	7. Réduire la consommation de tabac des habitants sur le territoire	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	7.1 : Rendre lisible les informations relatives aux produits et à l'industrie du tabac	
Objectifs opérationnels	Publier une fois par mois une information sur la thématique du tabac sur les supports numériques de la ville de Thionville et de la CAPFT	
Description de l'action	Etape 1	La référent GEST rédige chaque mois un article sur le tabac, en abordant différents angles de communication : sociale, financière, environnementale, etc.
	Etape 2	La référente CAPFT valide le contenu de l'article
	Etape 3	Le service communication de la CAPFT s'assure de la mise en ligne de la communication

<table>
<tr><td>Durée de l’action</td><td colspan="2">Début : janvier
Fin : décembre (une publication par mois)</td></tr>
<tr><td>Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)</td><td colspan="2">☒ Axe 1 : Prévention Objectif 01.0 - Faire passer la part des fumeurs quotidiens sous la barre des 20%</td></tr>
<tr><td>Public visé</td><td>☒ Toute tranche d’âge
☒ Professionnels*</td><td>* Préciser si professionnels :
☒ Médical
☒ Paramédical
☒ Social ou médico-social
☒ De la prévention et de la promotion de la santé
☒ De l’éducation/la formation</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Partenaires de l’action</td><td>Partenaires participant à l’équipe projet</td><td>GEST</td></tr>
<tr><td>Partenaires communiquant sur le projet</td><td>GEST</td></tr>
<tr><td>Territoire ciblés par l’action</td><td colspan="2">☒L’action vise les habitants de la commune**
☒L’action vise les habitants de l’intercommunalité

** Le cas échant, veuillez préciser le(s) commune(s) concernée(s) : Thionville</td></tr>
<tr><td>Financement</td><td>Montant total du budget prévisionnel</td><td>Temps de travail des référents et partenaires</td></tr>
<tr><td>Principaux indicateurs d’évaluation retenus</td><td colspan="2">Indicateurs de processus
▪ Nombre de publications prévues/réalisées
▪ Nombre et typologie des partenaires associés à l’organisation de l’action
▪ Niveau de satisfaction des partenaires
▪ Nombre de réunions / séances réalisées par rapport au nombre prévu
▪ Calendrier réalisé par rapport au calendrier prévisionnel
▪ Types de supports de communication créés ou utilisés

Indicateurs de résultats
▪ Évolution T0/T1 des connaissances de la population sur le tabac, lors d’une enquête auprès de la population

Méthode d’évaluation envisagée
▪ Questionnaire à destination des habitants</td></tr>
</table>

Action 5.3	**Formation en l'entretien motivationnel**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline PATOUT – Chargée de mission santé*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	La Région Grand Est est la 4ème région avec le taux le plus élevé de fumeurs. 29% des Thionvillois sont fumeurs. Les problématiques addictives sont également soulignées par les professionnels qui proposent de renforcer les actions de prévention dès le plus jeune âge. Le tabac est également un facteur de risque reconnu des cancers. Les chiffres montrent que les taux de patients hospitalisés pour pneumopathie, cancers du sein, cancers colorectaux, cancers de la tranchée, des bronches et des poumons sont supérieurs aux taux départementaux, régionaux et nationaux. On constate également un taux de décès liés au tabac supérieur au niveau national ainsi qu'un taux de mortalité par broncho pneumopathie chronique obstructive (BPCO) beaucoup plus élevé que le taux de mortalité en France. De nombreux professionnels du secteur social, médico-social et sanitaire accompagnent un public, pour certain, consommateurs de tabac. Ces professionnels sont un interlocuteur privilégié pour accompagner ces personnes vers un arrêt du tabac. Les professionnels se trouvent à court d'arguments et de techniques pour amener leur public vers cette démarche. Il est donc souhaité que ces professionnels puissent être formés à la pratique de l'entretien motivationnel. L'entretien motivationnel est une approche de la relation d'aide. C'est un style de conversation collaboratif permettant de renforcer la motivation propre d'une personne et son engagement vers le changement. [] La méthode propose l'exploration chez la personne aidée de son ambivalence, ses motivations et de ses capacités de changement.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	7. Réduire la consommation de tabac des habitants sur le territoire	

Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	7.2 : Renforcer les compétences des professionnels relatives à la conduite d'entretiens sur le sevrage tabagique, à partir des techniques d'entretien motivationnel	
Objectifs opérationnels	Mettre en place une formation de 2.5 jours sur les techniques d'entretien motivationnel	
Description de l'action	Etape 1	Recenser les besoins des partenaires
	Etape 2	La formation, d'une durée de 2 jours, sera animée par l'IREPS Grand Est, pour les professionnels travaillant dans une structure partenaire du CLS. La formation est limitée à 12 participants par session.
	Etape 3	Le programme se compose ainsi : Journée 1 : Les leviers et les freins à la motivation • *A partir d'un extrait vidéo, identifier les leviers et les freins à la motivation.* • *Présentation des concepts de motivation et de résistance* Définition et principes de l'entretien motivationnel • *Jeu de rôle. Définir l'entretien motivationnel et son champ d'application.* Présentation des principales méthodes d'entretien motivationnel et état d'esprit. Le processus de l'entretien motivationnel en 4 étapes : • l'engagement dans la relation, • la focalisation, • l'évocation • la planification. Journée 2 : Les méthodes de l'entretien motivationnel • *Construire la motivation au changement de comportement et favoriser l'engagement au changement : les outils et techniques de l'entretien motivationnel.* • *Exercices pratiques.* Contextualisation • *Comment intégrer les méthodes de l'entretien motivationnel dans la pratique ?* Evaluation de la formation.

	Etape 4	Les partenaires retournent en structures pour pratiquer et s'exercer sur les techniques de l'entretien motivationnel
	Etape 5	Journée 3 : retours d'expériences et derniers conseils sur les techniques de l'entretien motivationnel
Durée de l'action	En fonction des besoins des partenaires CLS	
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 1 : Prévention Objectif 01.0 - Faire passer la part des fumeurs quotidiens sous la barre des 20%	
Public visé	☒ **Professionnels***	**** Préciser si professionnels*** : ☒ Social ou médico-social ☒ De la prévention et de la promotion de la santé ☒ De l'éducation/la formation
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	Ireps Grand Est
	Partenaires communiquant sur le projet	Idem
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants de l'intercommunalité	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	3 600 €
	Budget par poste de dépense	Prestation de l'Ireps
	Financeurs sollicités	RLAM : 3 600 €
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre et typologie des participants à la formation ▪ Niveau de satisfaction des participants ▪ Nature de la satisfaction des participants ▪ Nombre de temps de formation ▪ Lieu de réalisation de la formation ▪ Calendrier réalisé par rapport au calendrier prévisionnel ▪ Budget réalisé par rapport au budget prévisionnel ***Indicateurs de résultat ou d'efficacité :*** ▪ Nombre et typologie de professionnels qui ont renforcé leurs connaissances sur les techniques d'EM ▪ Typologie des connaissances ▪ Nombre de participants qui ont utilisé les techniques de l'entretien motivationnel auprès de leur public ***Méthode d'évaluation envisagée :*** ▪ Questionnaire à destination des participants (satisfaction, évolution T0/T1 des connaissances) ▪ Feuilles d'émargement	

Action 5.5	**A Thionville, on vous aide à arrêter de fumer**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT / GEST*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline GUILLARD – Chargée de mission sport-santé* *Alice CLERC – Chargée de mission*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	La Région Grand Est est la 4ème région avec le taux le plus élevé de fumeurs. 29% des Thionvillois sont fumeurs. Les problématiques addictives sont également soulignées par les professionnels qui proposent de renforcer les actions de prévention dès le plus jeune âge. Le tabac est également un facteur de risque reconnu des cancers. Les chiffres montrent que les taux de patients hospitalisés pour pneumopathie, cancers du sein, cancers colorectaux, cancers de la tranchée, des bronches et des poumons sont supérieurs aux taux départementaux, régionaux et nationaux. On constate également un taux de décès liés au tabac supérieur au niveau national ainsi qu'un taux de mortalité par broncho pneumopathie chronique obstructive (BPCO) beaucoup plus élevé que le taux de mortalité en France.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	7. Réduire la consommation de tabac des habitants sur le territoire	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	7.3 : Accompagner les fumeurs dans leur démarche de sevrage	
Objectifs opérationnels	Mettre en place des sessions de sensibilisation pour les professionnels de santé prescripteurs de substituts nicotiniques, sur l'accompagnement et l'aide à l'arrêt du tabac Mettre en place une campagne de communication locale (affiches et vidéos) sur les supports numériques et papiers de la ville	
Description de l'action	Etape 1	Elaborer des affiches informant la population de la possibilité de se faire accompagner par les professionnels de santé dans l'arrêt du tabac
	Etape 2	Elaborer des vidéos avec des professionnels de santé locaux pour expliquer leur rôle dans les démarches d'arrêt du tabac

	Etape 3	Mettre en place une session de sensibilisation des professionnels de santé sur le conseil tabagique et la prescription de substituts nicotiniques
	Etape 4	Diffuser les outils de communication créés lors de la campagne Mois sans tabac
Durée de l'action	Début : septembre Fin : octobre Annuelle	
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 1 : Prévention Objectif 01.0 - Faire passer la part des fumeurs quotidiens sous la barre des 20%	
Public visé	☒ Adolescents (13 à 18 ans) ☒ Jeunes (18 à 25 ans) ☒ Adultes (26 à 55 ans) ☒ Personnes âgées (plus de 55 ans) ☒ **Professionnels***	**** Préciser si professionnels*** : ☒ Médical ☒ Paramédical ☒ De la prévention et de la promotion de la santé
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	GEST
	Partenaires communiquant sur le projet	Idem
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants de la commune** ** Le cas échéant, veuillez préciser le(s) commune(s) concernée(s) : Thionville	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	500 €
	Budget par poste de dépense	Outils de communication
	Autres ressources mobilisables (Matériel, humaine)	Temps de travail et animation des séances de sensibilisation
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre et typologie des participants à l'action ▪ Niveau de satisfaction des participants ▪ Nombre de réunions / séances réalisées par rapport au nombre prévu ▪ Lieu de réalisation des réunions/séances ▪ Calendrier réalisé par rapport au calendrier prévisionnel ▪ Budget réalisé par rapport au budget prévisionnel ▪ Nombre et typologie des outils de communication déployés ***Indicateurs de résultats*** ▪ Nombre de professionnels de santé qui déclarent avoir acquis des connaissances sur le sevrage tabagique ▪ Nature des connaissances	

	Méthode d'évaluation envisagée ▪ Questionnaire à destination des participants (satisfaction, acquisition de connaissances) ▪ Feuilles d'émargement ▪ Tableau de bord ▪ Documents de suivi comptables

Action 5.6	**Mairie libre sans tabac**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT / GEST*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline GUILLARD – Chargée de mission sport-santé* *Alice CLERC – Chargée de mission*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	La Région Grand Est est la 4ème région avec le taux le plus élevé de fumeurs. 29% des Thionvillois sont fumeurs. Les problématiques addictives sont également soulignées par les professionnels qui proposent de renforcer les actions de prévention dès le plus jeune âge. Le tabac est également un facteur de risque reconnu des cancers. Les chiffres montrent que les taux de patients hospitalisés pour pneumopathie, cancers du sein, cancers colorectaux, cancers de la tranchée, des bronches et des poumons sont supérieurs aux taux départementaux, régionaux et nationaux. On constate également un taux de décès liés au tabac supérieur au niveau national ainsi qu'un taux de mortalité par broncho pneumopathie chronique obstructive (BPCO) beaucoup plus élevé que le taux de mortalité en France.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	7. Réduire la consommation de tabac des habitants sur le territoire	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	7.3 : Accompagner les fumeurs dans leur démarche de sevrage	
Objectifs opérationnels	Permettre aux agents de consulter un tabacologue pendant 3 séances sur leur temps de travail Proposer un programme d'aide à l'arrêt du tabac (relaxation, diététique et activité physique) Mettre en place un réseau d'agents ambassadeurs tabac Définir des espaces sans tabac autour des bâtiments communautaires et municipaux	

Description de l'action	Etape 1	Informer par note interne de la possibilité de consulter un tabacologue sur son temps de travail et communiquer sur la procédure
	Etape 2	Recenser les besoins des agents dans le cadre d'une démarche d'aide à l'arrêt du tabac et proposer des ateliers d'accompagnement en fonction des retours
	Etape 3	Recenser les agents volontaires et les sensibiliser sur les questions du tabac afin qu'ils deviennent ambassadeurs tabac et leur fournir un kit de communication
	Etape 4	Définir avec les services concernés les espaces sans tabac à mettre en place autour des bâtiments (signalétiques, règlement interne, espace fumeur)
	Etape 5	Communiquer régulièrement sur les dispositions existantes
Durée de l'action	Début : 1er janvier 2023 Fin : 31 décembre 2025	
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 1 : Prévention Objectif 01.0 - Faire passer la part des fumeurs quotidiens sous la barre des 20%	
Public visé	☒ **Professionnels***	**** Préciser si professionnels*** : ☒ Autre (Précisez) : agents territoriaux
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	GEST / CNCT
	Partenaires communiquant sur le projet	Idem
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise uniquement des résidents/usagers de votre structure	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	En fonction des besoins recensés auprès des agents
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre et typologie des agents qui ont consulté un tabacologue ▪ Niveau de satisfaction des agents ▪ Nombre et typologie des agents qui ont participé aux ateliers d'aide à l'arrêt du tabac ▪ Niveau de satisfaction des agents ▪ Nombre de séances réalisées par rapport au nombre prévu ▪ Lieu de réalisation des séances ▪ Calendrier réalisé par rapport au calendrier prévisionnel	

	▪ Nombre et typologie des personnes mobilisées en interne ▪ Types de supports de communication créés ou utilisés ***Indicateurs de résultats*** ▪ Nombre d'agents ambassadeurs qui ont acquis des connaissances sur le tabac ▪ Nature des connaissances ▪ Nombre d'agents qui déclarent avoir réalisé une tentative d'arrêt du tabac ***Méthode d'évaluation envisagée*** ▪ Questionnaire à destination des agents (satisfaction, acquisition de connaissances, tentatives d'arrêts) ▪ Feuilles d'émargement ▪ Tableau de bord

Action 5.7	**Espaces sans tabac**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT / GEST*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline GUILLARD – Chargée de mission sport-santé* *Alice CLERC – Chargée de mission*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	La Région Grand Est est la 4ème région avec le taux le plus élevé de fumeurs. 29% des Thionvillois sont fumeurs. Les problématiques addictives sont également soulignées par les professionnels qui proposent de renforcer les actions de prévention dès le plus jeune âge. Le tabac est également un facteur de risque reconnu des cancers. Les chiffres montrent que les taux de patients hospitalisés pour pneumopathie, cancers du sein, cancers colorectaux, cancers de la tranchée, des bronches et des poumons sont supérieurs aux taux départementaux, régionaux et nationaux. On constate également un taux de décès liés au tabac supérieur au niveau national ainsi qu'un taux de mortalité par broncho pneumopathie chronique obstructive (BPCO) beaucoup plus élevé que le taux de mortalité en France. Des lois efficaces protègent des milliers de personnes des dangers de la fumée du tabac dans les lieux clos à usage collectif. Cependant, consommer du tabac est considéré comme un acte anodin ou normal. Pour « dénormaliser » le tabagisme, ces mesures doivent être élargies aux espaces extérieurs. Un sondage Ipsos réalisé pour l'Alliance contre le tabac en mai 2014 montre une opinion favorable des français à l'extension des espaces sans tabac : • 83% pour les parcs et les jardins publics dédiés aux enfants, • 84% aux abords des établissements scolaires, • 82% dans les gradins des stades, sous et aux abords des abribus, dans les files d'attentes extérieures, • 72% aux terrasses des restaurants et cafés. La Ligue contre le cancer a lancé, depuis quelques années, le label « Espace sans tabac ». Elle propose de créer, en partenariat avec les municipalités, des espaces publics extérieurs qui sont, jusqu'à présent, non soumis à l'interdiction de fumer des décrets Bertrand.	

	Ce label interdit la consommation de tabac dans les espaces labellisés grâce à un décret municipal.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	7. Réduire la consommation de tabac des habitants sur le territoire	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	7.4 : Dénormaliser l'usage du tabac dans l'espace public	
Objectifs opérationnels	Etendre les espaces sans tabac sur le territoire	
Description de l'action	Etape 1	Recenser les lieux potentiels où il est possible d'étendre les espaces sans tabac
	Etape 2	Pour lieux relevant du domaine public et appartenant à la collectivité, mobiliser les directions municipales concernées pour définir les contours du projet et la nécessité de mettre en place, le cas échéant, un projet d'établissement avec des actions d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les usagers et agents
	Etape 3	Pour les lieux ne relevant pas du domaine public et n'appartenant pas à la collectivité, rencontrer les propriétaires et gestionnaires de la structure et définir les contours du projet et la nécessité de mettre en place un projet d'établissement avec des actions d'accompagnement à l'arrêt du tabac pour les usagers et employés
	Etape 4	Communiquer auprès du public sur la mise en œuvre des nouveaux espace sans tabac, indiquant le but de la démarche et renseigner les numéros de téléphones utiles dans l'aide à l'arrêt du tabac.
	Etape 5	Mettre en place des contrôles de terrains par la Police Municipale, pour un rappel à l'ordre des lois et arrêtés en cours. Il ne sera pas question de pénaliser les infractions dans un premier temps mais bien d'informer et de sensibiliser les usagers sur les nouvelles réglementations mises en place
Durée de l'action	Début : 1er janvier 2023 Fin : 31 décembre 2025	
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 1 : Prévention Objectif 01.0 - Faire passer la part des fumeurs quotidiens sous la barre des 20%	
Public visé	☒ Toute tranche d'âge	

Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	GEST / Ville de Thionville
	Partenaires communiquant sur le projet	Idem
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants de la commune** ** Le cas échant, veuillez préciser le(s) commune(s) concernée(s) : Thionville	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	A définir selon les espaces retenus
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre et typologie de rencontres organisées pour délimiter les espaces ▪ Nombre et typologie des supports de communication créés autour des espaces ▪ Nombre et typologie d'Espaces Sans Tabac créés ▪ Nombre d'actions de contrôle de la Police Municipale ▪ Nombre d'infractions relevées ***Indicateurs de résultat ou d'efficacité :*** ▪ Constatation du respect des espaces sans tabac ▪ Espaces sans tabac les plus respectés ***Méthode d'évaluation envisagée*** ▪ Observation de terrain	

Action 5.8	**Sensibilisation de la Police Municipale**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT / GEST / CNCT*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline GUILLARD – Chargée de mission sport-santé* *Alice CLERC – Chargée de mission* *Emmanuelle BEGUINOT - Directrice*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	La Région Grand Est est la 4ème région avec le taux le plus élevé de fumeurs. 29% des Thionvillois sont fumeurs. Les problématiques addictives sont également soulignées par les professionnels qui proposent de renforcer les actions de prévention dès le plus jeune âge. Le tabac est également un facteur de risque reconnu des cancers. Les chiffres montrent que les taux de patients hospitalisés pour pneumopathie, cancers du sein, cancers colorectaux, cancers de la tranchée, des bronches et des poumons sont supérieurs aux taux départementaux, régionaux et nationaux. On constate également un taux de décès liés au tabac supérieur au niveau national ainsi qu'un taux de mortalité par broncho pneumopathie chronique obstructive (BPCO) beaucoup plus élevé que le taux de mortalité en France.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique du CLS concerné par l'action	7. Réduire la consommation de tabac des habitants sur le territoire	
Objectifs spécifiques du CLS directement rejoints par l'action	7.4 : Dénormaliser l'usage du tabac dans l'espace public	
Objectifs opérationnels	Mettre en place des sessions de sensibilisation pour les agents de la Police Municipale	
Description de l'action	Etape 1	Recenser les demandes et les besoins de la Police Municipale sur les questions de tabac
	Etape 2	Sensibiliser les agents sur les thématiques suivantes : Enjeux de la mission de contrôle de la police municipale Rappel des grandes politiques publiques de lutte contre le tabagisme

		Les domaines d'intervention au niveau de la commune • L'interdiction de fumer / vapoter • La vente aux mineurs / tabac et produits du vapotage • La publicité dans les lieux de vente • Le jet des mégots Les modalités de mise en œuvre, accompagnement, évaluation
	Etape 3	Définir avec les agents les informations utiles dont ils auraient besoin et créer un outil pour leur usage quotidien
	Etape 4	Organiser des points d'étapes avec les agents pour relever les difficultés éventuelles
Durée de l'action	Début : 1er janvier 2023 Fin : 31 décembre 2025	
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 1 : Prévention Objectif 01.0 - Faire passer la part des fumeurs quotidiens sous la barre des 20%	
Public visé	☒ **Professionnels***	**** Préciser si professionnels*** : ☒ Autre (Précisez) : agents de la Police Municipale
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	GEST / CNCT
	Partenaires communiquant sur le projet	Idem
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise uniquement des résidents/usagers de votre structure	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	Temps de travail – animation des séances de sensibilisation
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nature des besoins/demandes des agents de police ▪ Nombre et typologie de séances de sensibilisation ▪ Nombre et typologie des participants ▪ Niveau de satisfaction des participants ▪ Nombre et nature des rencontres avec les agents ***Indicateurs de résultats*** ▪ Évolution T0/T1 des connaissances des agents sur les questions du tabac ▪ Nature des connaissances ***Méthode d'évaluation envisagée*** ▪ Questionnaire à destination des agents de la Police Municipale (satisfaction, apport de connaissances) ▪ Feuilles d'émargement ▪ Tableau de bord	

Axe transversal

Fiche T.1 : Parlons santé !

Pistes d'actions :

Fiche A.2 : Répertoire des acteurs et des actions du territoire

Action T.1	**Parlons santé !**

Typologie de l'action	S'il s'agit du 2nd CLS sur le territoire : cette action faisait-elle partie du CLS 1 ? ☒ Oui ☐ Non	
Porteur	*Structure*	*CAPFT*
	Personne référente (Nom, Prénom, fonction)	*Pauline PATOUT – Chargée de mission santé*
Eléments de diagnostic identifiés sur le territoire, justifiant de la mise en place de l'action	Elaboré en 2013, le Contrat Local de Santé (CLS) de Thionville a permis le développement d'une démarche participative en santé sur le territoire. Professionnels de santé, acteurs de terrain, élus, associations et habitants ont contribué à la conception et la mise en œuvre de la politique de santé de la collectivité. Cependant, l'évaluation du CLS a montré des limites dans la participation des acteurs et notamment des habitants : ils n'y ont pas trouvé leur place et n'ont pu se faire entendre. Lors de l'élaboration du CLS de la Communauté d'Agglomération Portes de France – Thionville, une réflexion a été menée afin de faire évoluer la participation des habitants dans la démarche afin qu'ils puissent s'y intégrer pleinement. Le choix a été fait de développer des démarches d'action communautaire à la fois dans les Quartiers Politiques de la Ville (QPV), dans l'objectif de réduire les inégalités sociales, territoriales et environnementales de santé.	
Objectif général du CLS	D'ici 2025, renforcer la qualité de vie des habitants du territoire	
Objectif stratégique	Garantir un CLS adapté aux besoins des habitants	
Objectifs spécifiques	Renforcer la démarche participative des habitants dans le CLS	
Objectifs opérationnels	Mettre en place un lieu d'expression des demandes de santé de la population Co construire un programme d'actions répondant aux demandes identifiées Intégrer les habitants pour qu'ils soient acteurs des actions mises en œuvre	
Description de l'action	Etape 1	Rencontrer les centres sociaux des QPV de la CAPFT pour leur présenter le projet

	Etape 2	Travailler avec les partenaires d'une stratégie de mobilisation du public et notamment des Conseils citoyens, cœur de cible de la démarche
	Etape 3	Réunir un premier groupe d'habitants pour leur présenter le projet, recueillir leur avis et travailler sur leurs représentations de la santé
	Etape 4	Poursuivre les rencontres avec les habitants pour définir le mode de fonctionnement du groupe, son champ d'intervention et les actions possibles à mettre en œuvre
	Etape 5	Selon les demandes qui émergent, mettre en place les actions définies avec les habitants
Durée de l'action	Début : 1er janvier 2023 Fin : 31 décembre 2025	
Lien avec le Projet Régional de Santé (axe et objectif)	☒ Axe 5 : Autonomie et social Objectif 03.0 - Construire un cadre méthodologique pour développer les actions de prévention et de promotion de la santé adaptées aux publics en difficulté	
Public visé	☒ Jeunes (18 à 25 ans) ☒ Adultes (26 à 55 ans) ☒ Personnes âgées (plus de 55 ans)	**** Préciser si professionnels*** :
Partenaires de l'action	*Partenaires participant à l'équipe projet*	Centres socioculturels et structures sociales
	Partenaires communiquant sur le projet	Idem
Territoire ciblés par l'action	☒L'action vise les habitants d'un ou plusieurs quartier(s)* *Le cas échéant, veuillez préciser le(s) quartier(s) concerné(s) : Côte des Rose, Près de Saint Pierre Milliaire, Terrasse des Provinces	
Financement	*Montant total du budget prévisionnel*	Temps de travail – animation des séances de sensibilisation
Principaux indicateurs d'évaluation retenus	***Indicateurs de processus*** ▪ Nombre et typologie d'habitants mobilisés ▪ Nombre et typologie de rencontres mises en place ▪ Niveau de satisfaction des habitants ▪ Nombre et typologie des partenaires de l'action ▪ Nombre et typologie des personnes mobilisées en interne ▪ Nature des actions co-décidées avec les habitants ***Indicateurs de résultats*** ▪ Nombre de personnes qui s'expriment dans le groupe/ nombre de personnes présentes ▪ Nombre de personnes qui participent à la prise de décision/ nombre de personnes présentes	

	▪ Nombre de personnes qui participent à la construction des actions/ nombre de personnes présentes ▪ Nombre de personnes qui déclarent une utilité/un intérêt dans cette participation ▪ Nature de l'utilité déclarée ***Méthode d'évaluation envisagée*** ▪ Grille d'observation pour les séances ▪ Feuilles d'émargement ▪ Tableau de bord ▪ Guide d'entretien

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebe6-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile

OBJET CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ENTRE LE DEPARTEMENT ET L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

DOSSIER N° | | 10 | 1136 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les conditions de transfert de données entre l'Académie de Nancy-Metz et le Département relatives aux enfants mosellans scolarisés en école maternelle,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition des données à caractère personnel, annexée à la présente décision, et d'autoriser le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

ACADÉMIE
DE NANCY-METZ
Liberté
Égalité
Fraternité

Convention de mise à disposition de données à caractère personnel

Vu le règlement général (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données (RGPD) ;

Vu la loi nº 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu les articles L. 2111-1 et -2 et R. 2112-1 et-3 du code de la santé publique relatifs à l'organisation des missions de la protection et de la promotion de la santé maternelle et infantile ;

Vu les articles L 541-1 et suivants du code de l'éducation relatifs à la protection de la santé des élèves ;

La présente convention est établie :

Entre
Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département - 1 rue du Pont Moreau - CS 11096 57036 METZ CEDEX 1,représenté par Monsieur Patrick WEITEN, son Président, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du 6 mars 2023,
ci-après dénommé « le destinataire»,

d'une part,

Et
L'Académie de Nancy-Metz, sise 9 rue des Brice - 54000 NANCY et représentée par Monsieur Richard LAGANIER, Recteur,
ci-après désigné « l'émetteur » et responsable des traitements mis en œuvre en son sein,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le responsable de traitement met à disposition des données qui identifient directement ou indirectement des personnes physiques, et les engagements réciproques des deux parties en matière de protection des données.

Les données à caractère personnel concernées sont celles décrites à l'annexe 2, lesquelles seront exclusivement traitées dans l'objectif de réaliser les bilans de santé des enfants en école maternelle au cours de leur 4ème année.

La mise à disposition de ces données vise un partage d'informations entre le service départemental de Protection Maternelle et Infantile (PMI) et l'Education Nationale dans un objectif d'amélioration du parcours de soin des enfants scolarisés et de prévention des handicaps.

Les détails du transfert par communication sont précisés par l'annexe 2, qui fait partie intégrante des dispositions de la présente convention. Les parties conviennent que cette annexe peut contenir des informations professionnelles confidentielles qu'elles ne divulgueront pas à des tiers, sauf si la loi les y oblige ou en vertu des dispositions de l'article 2.3.

Au sens de la convention, les termes : "données à caractère personnel", "traiter/traitement", "responsable du traitement", "sous-traitant", "destinataire", "personne concernée" ont la même signification que celle prévue par l'article 4 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Article 2 - Obligations de l'émetteur de données

2.1 - Origine des données transmises

L'émetteur atteste que les données à caractère personnel ont été collectées conformément à la loi informatique et libertés modifiée et au RGPD ci-dessus visés.

2.2 - Vérification des garanties offertes par le destinataire

L'émetteur a entrepris des démarches raisonnables pour s'assurer que le destinataire des données est à même de satisfaire aux obligations juridiques qui lui incombent en vertu de la présente convention.

2.3 - Réponse aux demandes des personnes concernées

L'émetteur communique au destinataire toutes informations qui sont nécessaires à ce dernier pour répondre aux demandes des personnes concernées par le traitement ou de la CNIL.

Sur demande des personnes concernées par le traitement, l'émetteur des données leur remet un exemplaire de la présente convention, à moins que certaines de ses clauses ne contiennent des informations confidentielles, auquel cas il est autorisé à retirer lesdites informations. Lorsque des informations sont retirées, l'émetteur des données informe les personnes concernées, par écrit, de la raison du retrait et de leur droit de porter ce retrait à la connaissance de la CNIL.

Toutefois, l'émetteur des données se conforme à une décision de la CNIL concernant l'accès au texte intégral de la présente convention par les personnes concernées, pour autant que ces dernières aient accepté de respecter la confidentialité des informations retirées. L'émetteur des données fournit également un exemplaire de la convention à la CNIL lorsque cette dernière le lui demande.

Article 3 - Obligations du destinataire des données

Le destinataire traite les données à caractère personnel conformément à la loi informatique et libertés et au RGPD ci-dessus visés.

3.1 - Mesures de sécurité des données

Le destinataire met en place les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données à caractère personnel contre les destructions fortuites ou illicites, les pertes accidentelles, les altérations, les divulgations et les accès non autorisé. Ces mesures assurent un niveau de sécurité adapté au risque lié au traitement et à la nature des données à protéger.

3.2 - Recours à des sous-traitants

Lorsque le destinataire recourt à des sous-traitants pour la mise en œuvre du traitement prévu à l'annexe 2, et quel que soit le cadre contractuel de cette sous-traitance (marché public ou convention), il s'engage à respecter les dispositions de l'article 28 du RGPD, notamment en spécifiant dans la convention concernée l'ensemble des obligations prévues à l'article 28-3.

Le destinataire demeure pleinement responsable du non-respect de ces dispositions.

3.3 - Respect de la confidentialité des données

Le destinataire met en place des procédures assurant que les tiers qu'il autorise à accéder aux données à caractère personnel, y compris les sous-traitants, respectent et préservent la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel. Toute personne agissant sous l'autorité du destinataire des données, y compris un sous-traitant, ne peut traiter les données à caractère personnel que sur instruction du destinataire des données.

Cette disposition ne s'applique pas aux personnes que la loi ou la réglementation autorise ou oblige à accéder aux données à caractère personnel.

3.4 - Finalités du traitement

Le destinataire traite les données à caractère personnel reçues aux seules fins décrites à l'annexe 2 de la présente convention.

3.5 - Délégué à la protection des données

Le destinataire communique à l'émetteur l'identité de son Délégué à la Protection des Données (DPD). En l'absence de DPD désigné, le destinataire communique l'identité d'un point de contact qui est autorisé à répondre aux demandes concernant le traitement des données réalisé et à coopérer de bonne foi avec l'émetteur des données, les personnes concernées et la CNIL. Par ailleurs, le destinataire répond aux demandes des personnes concernées ou de la CNIL sur le traitement qu'il réalise sur les données communiquées.

3.6 - Moyens financiers

À la demande de l'émetteur, le destinataire lui apporte la preuve qu'il dispose de ressources financières suffisantes pour assumer ses responsabilités au titre de l'article 5.1 de la présente convention (ce qui peut inclure la couverture d'une assurance).

3.7 - Vérification de la conformité du traitement

Sur demande du délégué à la protection des données de l'émetteur, le destinataire soumet à son examen ses moyens de traitement des données, ses fichiers de données et la documentation nécessaire au traitement afin de vérifier la conformité aux garanties données et aux engagements pris dans la présente convention.

3.8 - Transfert des données en dehors de l'Union-Européenne

Le destinataire des données ne divulgue pas et ne transfère pas les données à caractère personnel à un responsable de traitement dans un pays tiers, situé en dehors de l'Union européenne (UE) ou de l'Espace Economique Européen (EEE), sans notifier ce transfert à l'émetteur des données et sans :

- que le responsable du traitement dans le pays tiers devienne signataire de la présente convention ou d'un autre accord de transfert de données approuvé par une autorité compétente de l'Union européenne, ou
- que les personnes concernées aient eu la possibilité de s'y opposer, après avoir été informées des finalités du transfert, des catégories de destinataires et du fait que les pays vers lesquels les données sont exportées peuvent avoir des normes de protection des données différentes, ou
- que les personnes concernées aient donné leur consentement non équivoque au transfert ultérieur dans le cas de données sensibles.

3.9 - Transparence et exercice des droits

Le destinataire des données s'engage à :

- apporter toute l'aide nécessaire au responsable de traitement, notamment dans la description des traitements réalisés et l'identification des éventuels sous-traitants,
- aider, dans toute la mesure du possible, l'émetteur de données à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées, notamment en adressant sans délai au délégué à la protection des données de l'émetteur toute demande d'exercice de droit qu'il recevrait directement.

Article 4 - Obligations communes aux parties

4.1 - Registre de traitement

Chacune des parties s'engage à porter à son registre des activités de traitement les mentions nécessaires à l'exécution de la convention, conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679.

4.2 - Conformité au RGPD

Les parties garantissent la conformité de la mise à disposition des données aux principes prévus par la législation nationale et européenne sur la protection des données personnelles telles que détaillés dans l'annexe 1 de la présente convention.

Les parties mettent tout en œuvre afin d'assurer la transmission des données dans des conditions optimales de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 32 du RGPD.

4.3 - Confidentialité des données

Les parties s'engagent à respecter strictement la confidentialité des données à caractère personnel transmises et plus particulièrement la vie privée des personnes concernés ainsi que le secret professionnel.

4.4 - Sécurité de la transmission des données

Les parties s'engagent à s'inscrire dans le cadre des mesures générales relatives à la PSSI de l'État. Les mesures de sécurité spécifiques éventuellement mises en œuvre pour la transmission par communication des données faisant l'objet de la présente convention sont précisées par l'annexe 2.

4.5 - Transparence et exercice des droits des personnes concernées

Chacune des parties s'engage à:

- procéder à l'information des personnes concernées conformément aux articles 13 et 14 du Règlement (UE) 2016/679, en précisant les coordonnées du délégué à la protection des données ;
- répondre à toute demande d'exercice de droits d'accès, de rectification, d'effacement ou d'opposition conformément aux articles 15 et suivants du Règlement (UE) 2016/679.

4.6 - Notification des violations de données

Chacune des parties s'engage à signaler sans délai à l'autre partie, et au maximum sous 48h, toute violation, tentative de violation, ou violation suspectée de la confidentialité des données à caractère personnel objets de la présente convention. Ce signalement doit être effectué auprès des délégués à la protection des données de chacune des parties.

Article 5 : Responsabilité des parties et droits de la personne concernée

5.1 - Responsabilité des parties

Chaque partie est responsable envers l'autre partie des dommages qu'elle cause par suite d'un manquement aux dispositions de la présente convention. La responsabilité entre les parties se limite au dommage effectivement subi. Des dommages-intérêts sont spécifiquement exclus.

Chaque partie est responsable envers les personnes concernées des dommages qu'elle cause par suite d'une violation des droits des tiers au titre de la présente convention.

L'émetteur ne pourra en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation ultérieure des données transférées par le destinataire ou des préjudices subis de ce fait par les personnes concernées. Le destinataire renonce à tout recours éventuel à l'encontre de l'émetteur basé sur l'utilisation ultérieure des données ainsi que pour un motif découlant de l'article 2.2 de la présente convention.

5.2 - Droits de la personne concernée

Les parties conviennent qu'une personne concernée a le droit de faire appliquer les dispositions de la présente convention à l'encontre du destinataire ou de l'émetteur des données, pour leurs manquements respectifs à leurs obligations contractuelles portant sur la protection des données à caractère personnel.

Article 6 - Modification de la présente convention

Les parties ne peuvent pas modifier les présentes dispositions sauf pour mettre à jour les informations de l'annexe 2. En cas de modification des modalités du traitement, le destinataire porte formellement sa demande à la connaissance de l'émetteur et au délégué académique à la protection des données, lequel pourra émettre un avis motivé sur les modifications proposées.

Article 7 : Résiliation

7.1 - Suspension préalable à la résiliation

Au cas où le destinataire des données manque à ses obligations au titre des présentes clauses, l'émetteur peut temporairement suspendre le transfert de nouvelles données à caractère personnel au destinataire jusqu'à ce qu'il soit remédié au manquement ou que la convention soit résiliée.

7.2 - Résiliation unilatérale par l'émetteur

L'émetteur se réserve le droit de résilier unilatéralement la convention, s'il estime que le destinataire manque gravement à ses obligations. La résiliation immédiate sera acquise par simple notification écrite et motivée, délivrée par LRAR.

7.3 - Résiliation par les parties

La convention pourra également être résiliée à tout moment à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'une des parties à l'autre, moyennant l'observation d'un préavis d'un mois.

7.4 - Effets de la résiliation

La résiliation entraînera l'interruption immédiate de l'utilisation par le destinataire des données déjà transmises. En outre, il procédera dans un délai maximum de 10 jours à compter de la date d'effet de la résiliation, à la destruction des données déjà transmises.

Les parties conviennent que la résiliation de la présente convention, à tout moment, en toutes circonstances, et pour quelque raison que ce soit, ne les exempte pas des obligations et/ou des conditions imposées par les dispositions de la présente convention en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel déjà réalisés avant la résiliation.

Article 8 - Entrée en vigueur de la présente convention – durée de la mise à disposition

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par les parties pour une durée de 3 ans.

Les données à caractère personnel prévues dans l'annexe 2 ci-dessous sont mises à disposition pour une durée de 3 ans à compter de la signature de la présente convention. Elles seront conservées par le destinataire pendant une durée de 12 ans soit jusqu'aux 16 ans de l'enfant.

La reconduction de la mise à disposition ne peut s'opérer que de manière expresse par la signature d'une nouvelle convention ou d'un avenant.

Article 9 : Règlement amiable des litiges

En cas de litige entre les parties ou entre les parties et les personnes concernées, les parties s'informent mutuellement et coopèrent en vue de parvenir à un règlement à l'amiable dans les meilleurs délais.

Fait en deux exemplaires originaux,

Fait à, Le

Pour l'Académie de Nancy-Metz Le Recteur Richard LAGANIER	Pour le Département de la Moselle Le Président Patrick WEITEN

Annexe 1: principes de traitement des données

1. **Limitation des transferts à une finalité spécifique** : les données à caractère personnel ne peuvent être traitées et ultérieurement communiquées qu'aux fins décrites à l'annexe 2 de la présente convention ou ultérieurement autorisées par la personne concernée.

2. **Qualité et proportionnalité des données** : les données à caractère personnel doivent être exactes et, au besoin, actualisées.
Elles doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités de leur transfert ou de leur traitement ultérieur.

3. **Transparence** : la loi garantit aux personnes l'information nécessaire relative aux traitements auxquels sont soumises les données les concernant.
Les personnes sont en droit d'obtenir les informations nécessaires pour assurer un traitement loyal (notamment les informations sur les finalités du traitement et sur le transfert).

4. **Sécurité et confidentialité** : le responsable du traitement doit prendre des mesures de sécurité, sur le plan technique et au niveau de l'organisation, qui sont appropriées au regard des risques présentés par le traitement, notamment la destruction fortuite ou illicite, la perte fortuite, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé.
Toute personne agissant sous l'autorité du responsable du traitement, y compris un sous-traitant, ne doit traiter les données que sur instructions du responsable de traitement.

5. « **Mesures de sécurité techniques et organisationnelles** » : mesures destinées à protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute autre forme illicite de traitement.

6. **Droits des personnes concernées** : comme le prévoit l'article 15 et suivants du RGPD, les personnes concernées sont en droit d'obtenir la communication des informations personnelles les concernant, sauf si les demandes sont manifestement abusives du fait de leur fréquence déraisonnable, de leur nombre ou de leur nature répétitive ou systématique, ou si l'accès ne doit pas être accordé en vertu des lois du pays de l'émetteur des données.

7. **Données sensibles** : le destinataire des données prend les mesures supplémentaires (par exemple, en matière de sécurité) qui sont nécessaires pour protéger les données sensibles conformément à ses obligations prévues au titre de l'article 3 de la présente convention.

Annexe 2 : description du transfert de données à caractère personnel

1. Personnes concernées

Les données à caractère personnel transférées se rapportent aux catégories suivantes de personnes concernées :

- *Elèves des écoles maternelles de la Moselle et leurs responsables légaux ;*
- *Nom des enseignants des écoles maternelles de la Moselle.*

2. Finalités du transfert

Les finalités du transfert sont les suivantes :

- partage de la liste nominative des élèves d'école maternelle (nom, prénom, date de naissance et adresse, lieux de scolarisation) ;
- échange d'informations entre les deux institutions relatives aux bilans de santé et aux suites de bilans concernant les enfants scolarisés en école maternelle.

3. Nature et description des opérations réalisées sur les données

Les données à caractère personnel transmises seront traitées de la manière suivante :

- *Les données Education Nationale seront téléchargées par lien de téléchargement des dossiers par la PMI via l'application File Sender ;*
- *Elles seront injectées dans l'outil HORUS du Département pour compléter les dossiers enfants permettant l'organisation des bilans de santé ;*
- *Des données en suite de ces bilans seront renvoyées par téléchargement à l'Education Nationale pour complétude du dossier santé des enfants scolarisés.*

4. Catégories de données

● *Les données à caractère personnel mises à disposition se rapportent aux catégories de données suivantes :*

☒ État civil, identité, données d'identification, images…

☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, etc.)

☐ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, etc.)

☐ Données de connexion (adresse IP, logs, etc.)

☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, GSM, etc.)

☐ Numéro de Sécurité Sociale (ou NIR)

☐ Autres :

……
…….....
……

● *Les données sensibles sont les suivantes (le cas échéant) :*

☐ Données révélant l'origine raciale ou ethnique

☐ Données révélant les opinions politiques

☐ Données révélant les convictions religieuses ou philosophiques

☐ Données révélant l'appartenance syndicale

☐ Données génétiques

☐ Données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique

☒ Données concernant la santé

☐ Données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle

☐ Données relatives à des condamnations pénales ou infractions

5. Durée de conservation des données

Les données transmises seront conservées par le destinataire pendant la durée suivante :
12 ans soit jusqu'aux 16 ans de l'enfant.

6. Destinataires (internes, externes, sous-traitants, sous-traitants ultérieur le cas échéant)

Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'aux destinataires suivants ou aux catégories de destinataires suivantes :

- Médecin directeur de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile,
- Médecins de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile,
- Infirmières puéricultrices de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile,
- Secrétariat de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile,
- Médecins de l'Education Nationale,
- Infirmières de l'Education Nationale,
- Secrétariat médicaux de l'Education Nationale,

7. Mesures de sécurité techniques et organisationnelles/procédures mises en place par le destinataire des données

Les mesures de sécurité techniques et organisationnelles/procédures mises en place sont les suivantes :

- Les dossiers des bilans de santé et les résultats sont nominatifs et enregistrés dans un logiciel métier sécurisé.
- Les bilans de santé sont réalisés selon la procédure du référentiel.

8. Modalités de mise à disposition

Les modalités de mise à disposition sont les suivantes (supports retenus…) :

- *Envoi sécurisé par l'application FileSender, l'archive est protégée par un mot de passe qui sera communiqué dans un autre échange.*

9. Autres dispositions convenues en matière de protection des données transférées

……
……....
……
……....
……
…….....

10. Point de contact pour les demandes d'information relevant de la protection des données

Pour le responsable de traitement :

- Rectorat de la Région académique Grand Est et de l'académie de Nancy-Metz
- dpd@ac-nancy-metz.fr

Pour le destinataire :

- M. Olivier DE BERCEGOL DE LILE, délégué à la protection des données, département de la Moselle
- olivier.debercegol@moselle.fr

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebe4-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Direction Enfance et Famille - Sous-Direction de l'Aide Sociale à l'Enfance

OBJET INFORMATION PORTANT SUR LE RECUEIL TEMPORAIRE D'URGENCE DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET LE CAHIER DES CHARGES DU DISPOSITIF

DOSSIER N° | | 11 | 1134 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le cahier des charges du Recueil Temporaire d'Urgence dans le cadre de la Protection de l'Enfance,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- de prendre acte de l'information de Monsieur le Président portant sur le Recueil Temporaire d'Urgence dans le cadre de la Protection de l'Enfance et sur le cahier des charges afférent, annexé à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Cahier des charges Recueil Temporaire d'Urgence

CAHIER DES CHARGES
RECUEIL TEMPORAIRE D'URGENCE

1. LE CADRE REGLEMENTAIRE :

La loi du 5 mars 2007 réformant la Protection de l'Enfance invite les Départements à mettre en œuvre certaines orientations pour faire évoluer cette mission et diversifier les modes de prises en charge des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (A.S.E.).

L'article L.223-2 alinéa 2 du CASF permet au Département d'organiser un accueil en urgence des mineurs, sans l'autorisation des représentants légaux :

"[…] En cas d'urgence et lorsque le représentant légal du mineur est dans l'impossibilité de donner son accord, l'enfant est recueilli provisoirement par le service qui en avise immédiatement le Procureur de la République.

Si le représentant légal est en mesure de donner son accord mais le refuse, le service saisit l'autorité judiciaire en vue de l'application de l'article 375-5 du code civil.

Si, dans le cas prévu au deuxième alinéa du présent article, l'enfant n'a pas pu être remis à sa famille ou le représentant légal n'a pas pu ou a refusé de donner son accord dans un délai de cinq jours, le service saisit également l'autorité judiciaire en vue de l'application de l'article 375-5 du code civil (...)."

La loi du 14 mars 2016 poursuivant la réforme de la Protection de l'Enfance s'inscrit dans la continuité du texte de 2007 en précisant certains points, notamment concernant la mise en œuvre du Projet Pour l'Enfant (PPE) et l'évaluation des situations de danger ou risque de danger. Cette loi s'articule autour de deux axes majeurs : la prise en compte de l'enfant et de ses besoins dans un parcours de protection, l'amélioration de la gouvernance nationale et locale de Protection de l'Enfance.

Le Schéma Enfance Jeunesse Familles 2019-2023 piloté par le Conseil Départemental fixe entre autres la diversification des réponses comme axe prioritaire à développer.

L'orientation 2 vise à « garantir une évaluation continue des besoins des enfants et des familles. Ainsi la proposition d'une réponse adaptée nécessite en tout premier lieu d'évaluer les besoins des enfants et des familles. Cette évaluation intervient dès les premières rencontres avec les familles mais elle doit également être continue afin de pouvoir identifier les effets des accompagnements proposés et les adapter (…). Cette orientation implique des outils, des référentiels mais également de nouveaux « modes de faire » pour faire de l'évaluation un réel levier d'accompagnement ».

L'orientation numéro 4 du Schéma Départemental Enfance – Jeunesse – Familles 2019-2023 vise à « accentuer la transformation qualitative du dispositif de Protection de l'Enfance sur l'ensemble des territoires », axée sur la diversification et l'individualisation des réponses en Protection de l'Enfance.

DEFINITION :

Le Recueil Temporaire d'Urgence est un accueil administratif exceptionnel d'une durée maximum de 5 jours pour tous les mineurs âgés de 0 à 17 ans. Le mineur sera accueilli au CDE. Il recouvre des situations particulières où il est impossible de joindre les parents ou lorsque ceux-ci sont dans l'incapacité de manifester leur volonté (exemple garde à vue, état d'ébriété).
Une évaluation rapide de la situation du mineur sera réalisée par l'Equipe d'Evaluation d'Urgence (EEU) en parallèle d'une recherche de lien avec les détenteurs de l'autorité parentale afin de définir le projet d'accompagnement le plus adapté à la situation.

2- LE CADRE JURIDIQUE :

- *Uniquement dans le cadre administratif :*

Le Recueil Temporaire d'Urgence est une réponse de protection administrative dans le cadre de la Protection de l'Enfance, placée sous la responsabilité du Président du Département. La Recueil Temporaire d'Urgence est un dispositif qui ne peut se mettre en œuvre que dans le cadre administratif, et ce, sans le recueil de l'accord des détenteurs de l'autorité parentale. Dans certaines situations particulières, ce dispositif peut être mis en place à la demande du Parquet (ex : mise en garde à vue des parents, mineur en provenance d'un autre département et interpellé en Moselle) mais le Département reste le garant.

Conformément à l'article L223-2 du CASF, tout est mis en œuvre par les équipes pour informer les parents des conditions de mise en œuvre de la mesure (droits et obligations). En parallèle de l'accueil, une évaluation de la situation de l'enfant est menée par l'équipe d'évaluation d'urgence du CDE.

3. PUBLIC CONCERNE :

Il s'adresse à tous les mineurs de 0 à 17 ans, se trouvant dans une situation d'urgence et d'isolement et lorsque le représentant légal du mineur est dans l'impossibilité de donner son accord.
Les enfants sont alors accueillis au Centre Départemental de l'Enfance.

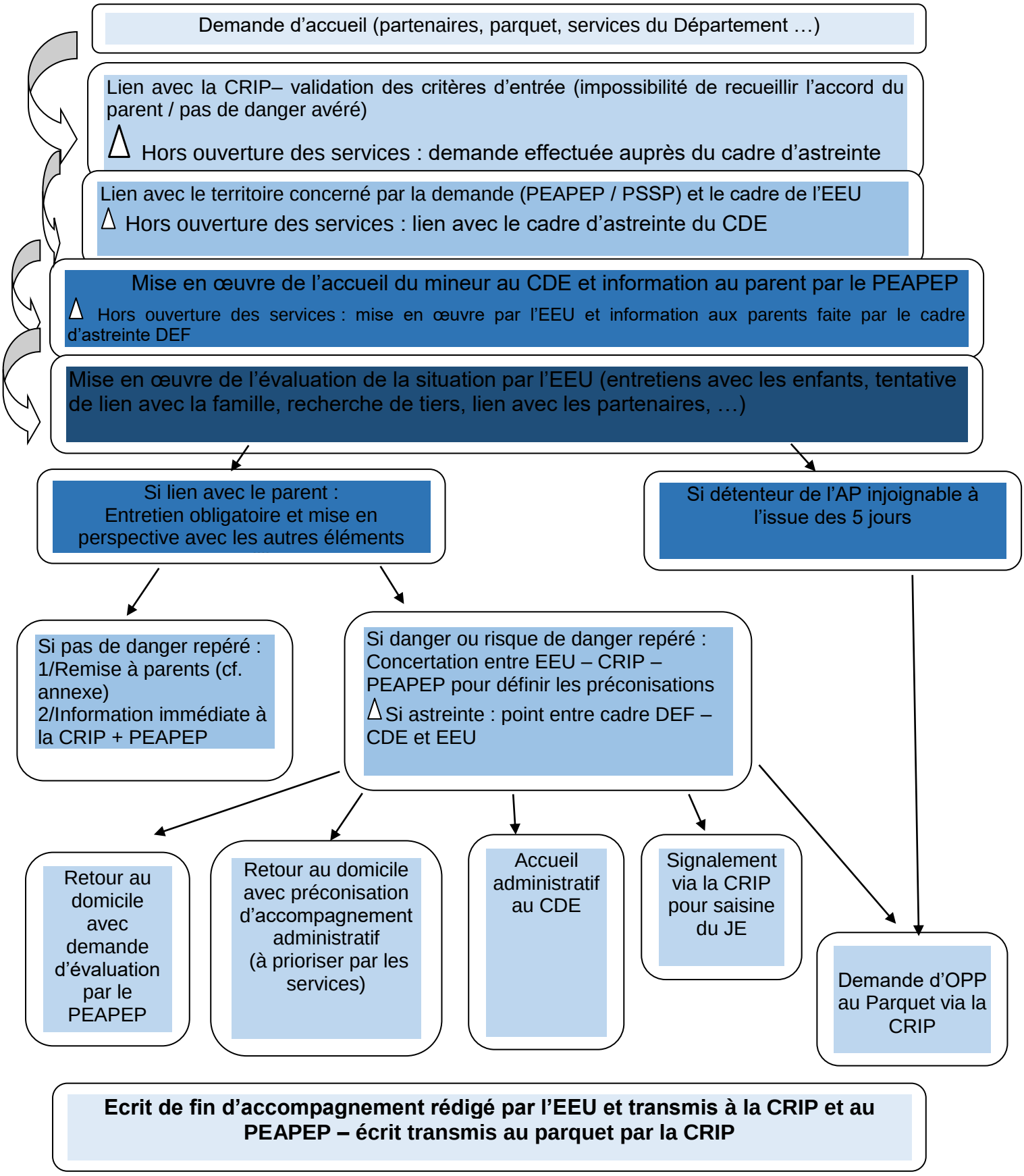
4. FONCTIONNEMENT ET MOYENS :

L'accueil d'un mineur dans le cadre d'un recueil temporaire d'urgence doit se faire en concertation entre le cadre de territoire, la Cellule de Recueil de l'Information Préoccupante (CRIP) et l'encadrement de l'équipe d'évaluation d'urgence du CDE. La CRIP réalise l'information au parquet.

Si l'interpellation par les partenaires se fait avant 18h, l'accueil sera alors organisé par le Pôle Evaluation et Actions Préventives des Enfants et des Parents (PEAPEP).
En dehors des heures d'ouverture des services, l'accueil sera coordonné par le cadre d'astreinte de la Direction Enfance et Famille et le cadre d'astreinte du CDE, puis mis en œuvre par l'EEU.

En coordination avec le service gardien, l'EEU réalise l'évaluation de la situation du mineur et réalise l'écrit de fin d'accueil.

5. ARTICULATIONS, EVALUATION ET SUIVI DU TRAVAIL :



Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebea-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Service des Etablissements Sociaux

OBJET PARTICIPATION DU DEPARTEMENT AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES EQUIPES DE PREVENTION SPECIALISEE

DOSSIER N° | | 12 | 1140 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la participation du Département aux frais de fonctionnement des équipes de Prévention Spécialisée,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'autoriser le Président à engager les crédits au titre des dépenses de frais de personnel pour les montants et associations mentionnés ci-après et de reconduire à l'identique la participation annuelle maximale du Département pour chaque équipe de Prévention Spécialisée à un montant plafond de 24 000 € au titre des charges de fonctionnement.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Association	Charges de personnel	dont SEGUR	Charges de fonctionnement	Total
AISF (1 équipe)	212 328,00 €	10 357,00 €	24 000,00 €	236 328,00 €
Moissons Nouvelles (4 équipes)	452 923,00 €	50 680,00 €	64 697,00 €	517 620,00 €
APSIS-EMERGENCE (5 équipes)	1 123 489 €	102 302,82 €	104 000,00 €	1 227 489,00 €
CMSEA (12 équipes)	2 340 795,00 €	196 900,00 €	276 000,00 €	2 616 795,00 €
Total	4 129 535,00 €	360 239,82 €	468 697,00 €	4 598 232,00 €

- de procéder, dans la limite du plafond fixé, au versement à chaque équipe de Prévention Spécialisée d'une dotation égale à celle de la commune d'implantation, dès réception de la délibération municipale attribuant la subvention communale,
- d'autoriser le Président à signer les conventions financières avec l'ensemble des associations et communes concernées, selon le modèle annexé à la présente décision.

Annexe

CONVENTION FINANCIERE
N° 2023-DS- DU

RELATIVE A LA PARTICIPATION AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA PREVENTION SPECIALISEE A (NOM DE LA VILLE)

ENTRE :

Le Département de la Moselle,
représenté par M. Patrick WEITEN, Président du Département,
Hôtel du Département - 1 rue du Pont Moreau - CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé "Le Département"

d'une part,

ET :

La Ville de (nom de la ville),
représentée par M. (prénom, nom), (titre),
(adresse)

ET :

L'Association (nom Association), gestionnaire des équipes de (nom des équipes) :
représentée par M. (prénom, nom), (titre),
(adresse)

d'autre part,

Vu les missions confiées à l'Association (nom Association) par le Département et la ville de (nom de la ville),

Vu la convention N° (numéro et date de la convention) relative à la politique départementale de prévention spécialisée ;

VU la décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 6 mars 2023 approuvant la présente convention,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article1 : Financement conjoint des dépenses de fonctionnement par le Département de la Moselle et la ville (nom de la ville) :

En contrepartie de l'activité des éducateurs spécialisés sur son territoire, la Ville de (nom de la ville) assure une prestation correspondant aux frais de fonctionnement des locaux utilisés, ainsi que les frais liés à l'action des éducateurs de Prévention Spécialisée.

Le Département de la Moselle verse une participation équivalente à celle de la Ville de (nom de la ville) dans la limite d'un plafond fixé chaque année par le Conseil Départemental et dont le montant est égal, pour l'année 2023, à 24 000 € par équipe différente, soit (montant) € pour les (nombre d'équipe) équipes.

La ville de (nom de la ville) verse une subvention de fonctionnement d'un montant de (montant de la subvention accordée) € pour l'exercice 2023.

Le versement de la participation du Département sera effectué à la signature de la présente convention.

Article 2 : Durée et modalités de dénonciation de la convention :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1er janvier 2023.

Elle peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties après un préavis de 3 mois.

La dénonciation de la convention par le Département de la Moselle ne peut être effectuée qu'après consultation de la ville de (nom de la ville).

Inversement, la ville de (nom de la ville) ne peut dénoncer la présente convention qu'après avoir reçu l'avis du Département de la Moselle.

Un manquement grave ou des manquements répétés à l'une des dispositions de la présente convention, et notamment le non-respect des objectifs énoncés dans la convention cadre, constitue un motif de rupture et libère le Département de la Moselle et la ville de (nom de la ville).

Fait à Metz, le

Pour la ville de (nom de la ville) Le Maire	Pour l'Association (nom de l'association) Le Président	Pour le Département Le Président

Patrick WEITEN

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebe3-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Direction Enfance et Famille - Sous-Direction de l'Évaluation et des Actions Préventives Enfants Parents

OBJET MISSION EXPLORATOIRE ROMBAS

DOSSIER N° | | 13 | 1133 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la mission exploratoire de Rombas,

VU la décision de la Commission Permanente du 04 juillet 2022 approuvant la convention n° 2022-654/4 portant sur la mise en place des missions exploratoires des Equipes de Prévention Spécialisée,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention n°2022-654/4 avec l'association du CMSEA et la commune de Rombas, en annexe à la présente décision,
- D'autoriser le Président à signer cet avenant et à engager les crédits nécessaires.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

AVENANT A LA CONVENTION SDEAPEP - N° 2022 – 654/4

RELATIVE A LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE PREVENTION SPECIALISEE

ENTRE :

Le Département de la Moselle,
représenté par M. Patrick WEITEN, Président du Département,
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé « Le Département »

d'une part,

ET :

L'Association, CMSEA
Représentée par son représentant légal, M. Gilles THEPOT, Président,

ET :

La Commune de Rombas,
Représentée par son Maire, M. Lionel FOURNIER,

d'autre part,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.121-2-2 définissant les missions du service de l'Aide Sociale à l'Enfance et L.221-1-2 relatif à la prévention de la marginalisation dans différents lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale,

VU la décision de la Commission Permanente du 04 juillet 2022, approuvant la convention 2022-654/4,

VU la décision de la Commission Permanente du Département de la Moselle du 06 mars 2023 approuvant le présent avenant,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Cet avenant a pour objet de modifier les articles 6, 7 et 10 de la convention annexée à la décision de la Commission Permanente du 04 juillet 2022, portant sur la date de début de la mission exploratoire sur la commune de ROMBAS. Les autres termes de la convention restent inchangés.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS DES ARTICLES 6 et 7

Les articles 6 et 7 sont intégralement modifiés par ce qui suit :

ARTICLES 6 ET 7 : FINANCEMENT DES FRAIS DE PERSONNEL ET DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Pour mener à bien cette mission exploratoire, à compter du 23 novembre 2022, le Département verse un financement de 5 622 €, montant incluant :

- des frais de personnel à hauteur de 3 822 €, destinés à la couverture de la rémunération d'un stagiaire éducateur spécialisé de l'IRTS de Lorraine, venant renforcer l'équipe de prévention spécialisée chargée de la mission,

- une participation aux frais de fonctionnement qui s'élève à 1 800 € couvrant les frais liés à la mission exploratoire.

ARTICLE 3 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 10

L'article 10 est intégralement modifié par ce qui suit :

ARTICLE 10 – DUREE ET MODALITES DE DENONCIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 6 mois à compter du 23 novembre 2022.

Elle peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties après un préavis d'un mois. Toutefois s'agissant de la commune, celle-ci ne peut dénoncer la présente convention qu'après avoir reçu l'avis du Département. Le préavis d'un mois courra à compter de la réception de l'avis du Département.

Un manquement grave ou des manquements répétés à l'une des dispositions de la présente convention, notamment le non-respect des objectifs énoncés ci-dessus constituent un motif de rupture et libèrent le Département et la Commune de Rombas de leurs engagements.

Le présent avenant est établi en 3 exemplaires originaux, à Metz, le

Pour la Commune de Rombas	Pour l'Association CMSEA	Pour le Département de la Moselle
Monsieur le Maire, Lionel FOURNIER	Le représentant légal Monsieur Gilles THEPOT, Président	Le Président
cachet et signature	cachet et signature	

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebec-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Direction de la Politique de l'Autonomie

OBJET CONFERENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE

DOSSIER N° | | 14 | 1143 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) ,

VU les décisions de la CFPPA relatives au programme d'actions 2023, réunie en Assemblée Plénière le 6 décembre 2022 ,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5) , portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

DECIDE

- de subventionner à hauteur de 150 000 € pour 2023 la Fédération Seniors Moselle et d'approuver la convention figurant en annexe 1 ,
- d'approuver la convention type relative au versement du forfait autonomie des résidences autonomie sur la base d'une dotation de 300 € par place pour un total de 2 274 places, soit un montant total de 682 200 € (annexes 2 et 3) ,
- de subventionner à hauteur de 150 000 € pour 2023 l'association inter régime Label Vie et d'approuver la convention figurant en annexe 4 ,
- d'autoriser le Président à signer ces conventions, à engager les crédits et à procéder à tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Mme ARNOLD et M. KHALIFE ne participent ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

Convention portant sur le versement d'une subvention au titre du lien social financée dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle pour les personnes âgées de plus de 60 ans

Entre Le DEPARTEMENT DE LA MOSELLE,
Représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
Ci-après dénommé « Le Département »

d'une part,

Et L'ASSOCIATION FEDERATION SENIORS MOSELLE
Représentée par
3 place Saint-Martin
57000 METZ

Numéro Finess de l'entité juridique :

Ci-après dénommée « la Fédération Seniors Moselle »

d'autre part,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.233-2 et D.233-17 ;

Vu la décision de la Conférence des Financeurs en date du 6 décembre 2022 ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle du 6 mars 2023 ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

La conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées, animée par le Département de la Moselle a pour objectif de coordonner sur notre territoire les actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de plus de 60 ans et d'assurer leurs financements.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de versement de la subvention décidée dans le cadre du programme coordonné 2023 de la Conférence des Financeurs de Moselle à l'association Fédération Seniors Moselle en vue de favoriser le développement du lien social auprès des personnes âgées.

Dans cet objectif, sur les 5 territoires mosellans (METZ-ORNE, THIONVILLE, FORBACH/SAINT-AVOLD, SARREGUEMINES/BITCHE et SARREBOURG/CHATEAU-SALINS), en partenariat avec

les communes et/ou Centres Communaux d'Action Sociale, quatre types d'actions seront organisées et mises en œuvre par la Fédération Seniors Moselle :

- la constitution d'un réseau de référents-bénévoles œuvrant au repérage des personnes isolées,

- le développement d'actions collectives de prévention favorisant l'intergénérationnel, la communication, l'information et l'orientation des seniors vers les actions de promotion de la santé et des actions liées au lien social mises en œuvre sur le territoire,

- la participation à la lutte contre la fracture numérique des seniors,

- la promotion d'une aide technique et d'une animation des clubs seniors de Moselle.

Dans le contexte de crise sanitaire, la mise en œuvre des actions s'adaptera aux recommandations en vigueur afin d'assurer la sécurité des seniors.

Article 2 : Engagements de la Fédération Seniors Moselle :

En concertation avec les clubs seniors de Moselle et en partenariat avec les communes et/ou les Centres Communaux d'Action Sociale, dans chacun des 5 territoires mosellans, la Fédération Seniors Moselle s'engage à :

1. Animer et développer un réseau de référents-bénévoles de proximité pour repérer les personnes âgées fragilisées, et les orienter vers les différents partenaires institutionnels.

Pour répondre aux besoins exprimés, la Fédération Seniors Moselle formera et mobilisera des équipes de bénévoles territorialisées pour assurer des visites de convivialité au domicile des personnes âgées en situation de vulnérabilité en lien avec des associations intervenant dans ce domaine (les Petits Frères des Pauvres, l'ADMR -Aide à Domicile en Milieu Rural-, centres sociaux, etc.).

L'action de la Fédération Seniors Moselle contribuera à valoriser cette initiative et à enrichir les diagnostics de territoire sur la question de l'isolement social des seniors.

2. Développer des actions collectives de prévention et programmer un plan d'actions annuel spécifiquement autour des thématiques suivantes afin de renforcer la place et le rôle des seniors dans la cité.

   - la transmission des savoirs et des mémoires

La Fédération Seniors Moselle proposera, coordonnera, animera des actions mobilisant les seniors autour de la notion de transmission.

Les actions auprès des enfants de l'école élémentaire et des collèges favorisant ainsi l'intergénérationnel seront privilégiées.

   - la solidarité de proximité et événementielle

La Fédération Seniors Moselle, afin de rompre l'isolement social de certains seniors, organisera des actions de promotion de la culture lors des évènements organisés sur les sites « Passionnément Moselle » du Département (Château de MANDEREN, Parc archéologique de BLIESBRUCK, Jardins Fruitiers de LAQUENEXY, Maison Robert SCHUMAN, Musée de GRAVELOTTE, etc.).

Une attention particulière sera également portée à la promotion de la lecture publique afin de promouvoir l'opération « Esprit Livres, quand les bibliothèques invitent toutes les générations au partage ».

La Fédération Seniors Moselle favorisera l'adhésion de ses membres à l'opération « Moselle Terre de Jeux » car les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 sont l'occasion de mener à échelle locale une démarche de promotion, de valorisation et de développement du sport chez les seniors.

Par ailleurs, la Fédération participera aux travaux du projet de coopération transfrontalière Senior Activ' visant à favoriser le bien-vieillir au sein de la Grande Région, en particulier sur la thématique de la participation citoyenne et de l'engagement bénévole des seniors au sein de la société (actions de l'axe 7 du projet Senior Activ'). Elle mobilisera notamment ses membres et contribuera à la réalisation et à la diffusion des supports de communication.

- la réduction de la fracture numérique

A cet effet, la Fédération Seniors Moselle assurera :

- des ateliers à destination des seniors,

- la promotion des opérations de médiation numérique à destination des seniors organisées par Moselle Fibre.

- la promotion de la plateforme numérique de services en cours de développement, auprès du public de seniors et la participation à son évaluation.

3. Informer les seniors de Moselle quant à l'ensemble des actions de prévention programmées sur les territoires mosellans sur les axes prévention et lien social.

La Fédération Seniors Moselle et les clubs seniors participeront à la promotion des actions de prévention (ateliers collectifs de prévention, Moselle Mouv …) conduites dans le département pour en faciliter l'accès via des outils de communication (site internet, revues, etc.).

4. Aider et animer les clubs seniors de Moselle.

La Fédération Seniors Moselle assurera un rôle de conseil administratif auprès des clubs. Elle constituera un appui technique des clubs notamment pour la recherche de financement.

Article 3 – Durée, date d'effet :

La présente convention est établie à compter du 30 juin 2023 pour une durée d'un an.

Article 4 – Dispositions financières :

La subvention d'un montant à 150 000 € attribuée à la Fédération Seniors Moselle est dédiée à l'ensemble des obligations de l'association indiquées dans l'article 2.

Cette subvention correspond au maximum à 80% des dépenses liées au projet.

Les dépenses financées correspondent à des dépenses de fonctionnement de l'association.

En cas de réalisation partielle ou de résiliation de la présente convention, la subvention définitive départementale est calculée au prorata des dépenses réalisées à partir du taux d'intervention ci-dessus.

La Fédération Seniors Moselle s'engage à ne pas utiliser la subvention pour un objet autre que celui prévu par les articles 1 et 2 de la présente convention.

Article 5 – Modalités de versement de la contribution financière :

La contribution, fixée à l'article 4 de la présente convention, donnera lieu au versement d'un acompte qui sera effectué conformément à l'échéancier suivant : 80 % en juillet 2023, le solde, soit 20 % au 30 novembre 2023 après transmission des pièces justificatives prévues à l'article 6 de la présente convention.

Le versement est effectué à la Fédération Seniors Moselle au compte ouvert en son nom :

IBAN : **……**
BIC : **……..**

Article 6 – Justificatifs et Contrôle exercé par le Département :

Les dépenses éligibles prévues devront être réalisées et acquittées entre la date de la signature de la convention et le 30 juin 2024.

Les pièces justificatives fournies avant le 30 novembre 2023 comprennent :

- un bilan des actions précisées dans l'article 2 réalisées entre le 30 juin et le 30 novembre 2023.
- un compte rendu financier des actions,
- les comptes annuels 2022 (compte de résultats, bilan et annexes) certifiés, complétés par le rapport d'activités ainsi que le rapport moral approuvé par l'Assemblée Générale.

La Fédération Seniors Moselle transmettra ensuite au plus tard le 31 juillet 2024 les comptes annuels 2023 (compte de résultats, bilan et annexes) certifiés, complétés par le rapport d'activités ainsi que le rapport moral approuvés par l'Assemblée Générale.

La Fédération Seniors Moselle s'engage à communiquer également au plus tard le 31 juillet 2024, les indicateurs d'activités et d'impact, permettant ainsi de mesurer les résultats des actions conduites au titre de la présente convention.

Les indicateurs à transmettre dans le cadre du bilan des activités sont les suivants :

- Indicateurs généraux sur l'association : nombre de membres personnes physiques et morales,

- Indicateurs d'activités et d'impact sur le développement du lien social des personnes âgées : nombre de référents bénévoles par territoire, nombre et nature des actions collectives de prévention par territoire ainsi que le nombre de participants, nombre et nature des actions collectives d'information de prévention ainsi que le nombre de participants, nombre et nature des aides techniques apportées auprès des membres associatifs.

Pour chacun de ces indicateurs, le bilan annuel devra permettre de pouvoir constater l'évolution avec les données de l'année N-1.

La Fédération Seniors Moselle s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient donc de conserver le temps nécessaire.

Article 7 – Promotion et communication :

Le bénéficiaire s'engage à assurer par tous les moyens une information visible de la participation du Département au financement de son projet.

Pour ce faire, il s'engage à :

- faire figurer sur toutes les publications inhérentes au projet, la mention et le logo type suivants :

« Avec le soutien financier de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées animée par le Département de la Moselle »

(Le logo type conforme à la charte graphique du Département ainsi que des autocollants du logo type pourront être communiqués sur demande auprès du service instructeur),

- mentionner la participation financière *de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées animée par le Département de la Moselle* lors des conférences de presse ou dans les communiqués de presse,

- répondre aux sollicitations du Département ou des prestataires mandatés par lui pour la rédaction des publications, en communiquant les informations qui pourraient lui être demandées,

- inviter le Département, au même titre que tout autre financeur, à toute manifestation ayant trait à son projet.

Article 8 – Autres engagements :

La Fédération Seniors Moselle informe par courrier le Département de la Moselle en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

S'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées

aux articles 1 et 2, le Département mettra alors fin à l'aide accordée et exigera dans les 3 mois suivant le terme du contrôle, le reversement des sommes indûment perçues, majorées d'intérêts calculés au taux légal et au prorata temporis, à compter de la date de réception des fonds par l'association.

Article 9 – Assurances et responsabilité :

La Fédération Seniors Moselle conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet de la présente convention.

Article 10 – Avenant :

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de la Moselle et la Fédération Seniors Moselle. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 – Résiliations :

Article 11.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général :

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le bénéficiaire, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.
Cette résiliation donnera lieu à indemnisation.
La résiliation prendra effet au terme d'un délai de 3 mois à compter de sa notification au bénéficiaire par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

Article 11.2 - Résiliation pour faute :

En cas de manquement du bénéficiaire à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention 1 mois après mise en demeure adressée au bénéficiaire par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient lui être demandés.
Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation.
Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le bénéficiaire. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 11.3 - Autres cas de résiliation :

Chacune des parties pourra solliciter la résiliation de la présente convention, pour quelque cause que ce soit, en notifiant sa volonté à l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception au plus tard 3 mois avant la date anniversaire de la convention.
La résiliation de la présente convention effectuée conformément à cet article prendra effet à la date anniversaire de la convention, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'une ou l'autre des parties.

Cette résiliation pourra entraîner le reversement par le bénéficiaire des sommes indûment perçues, sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 12 – Litige :

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation.
Si dans le délai de trois mois, à compter de la réception de l'une des deux parties des motifs de la contestation aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent (Tribunal Administratif de STRASBOURG), de l'objet de leur litige.

Fait en deux exemplaires originaux

METZ, le _____

Le Département de la Moselle
Le Président
Patrick WEITEN

L'Association Fédération Seniors Moselle

ANNEXE 1 à la convention

Programme des actions collectives de prévention de la perte d'autonomie financées dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle pour les personnes âgées de plus de 60 ans

FICHE ACTION N°

AXE relatif à l'action présentée :	
Intitulé de l'Action	
Contexte Général et Enjeux	
Objectifs	
Lieu(x), territoire (s) concerné (s)	
Description de l'Action : décrire les différentes étapes du projet et du déroulé de l'action mise en place	
Date de mise en œuvre de l'action	
Public cible et le nombre attendu	
Moyens nécessaires (équipements, matériels, locaux)	

Ressources Humaines disponibles (ETP)	
Méthodologie (démarche mise en place)	
Calendrier des étapes du projet	
Pilote du projet : *Indiquer son nom*	
Contributeurs/Partenaires	
Budget détaillé de l'Action	

ANNEXE 2 à la convention

Fiche de suivi et d'indicateurs au titre des actions collectives de prévention de la perte d'autonomie financées dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle pour les personnes âgées de plus de 60 ans.

FICHE DE SUIVI ET INDICATEURS DE RESULTATS – ACTION n°

INTITULE DE L'ACTION :

……

ELEMENTS DE CADRAGE DE L'ACTION	Calendrier Prévisionnel		RESULTATS ATTENDUS			Appréciation/Observation
	Juillet/ Déc 2023	Janv /Juin 2024	Réalisé	Partiellement atteint	Pas atteint	
Objectifs opérationnels suivis : - - - -						
Le déroulé de l'action et ses étapes : - - - - - - - -						

ELEMENTS DE CADRAGE DE L'ACTION	Calendrier Prévisionnel		RESULTATS ATTENDUS			Appréciation/Observation
	Juillet/ Déc 2023	Janv/ Juin 2024	Réalisé	Partiellement atteint	Pas atteint	
Public (s) cible (s) : - - - -						
Nombre attendu / Public (s) cible (s) : - - - -						
Territoire(s concerné(s) : - - - -						
Moyens Nécessaires : - équipements : **indiquer les éléments** - matériels : - locaux :						
Ressources Humaines : ***- décrire les fonctions occupées et la correspondance en ETP***						
Intervention des Partenaires dans le projet : **les indiquer chacun d'entre eux**						
Budget global du projet et sa consommation **détailler les différentes dépenses et recettes**						

ANNEXE 2

REPARTITION DU FORFAIT AUTONOMIE PAR RESIDENCE AUTONOMIE

	Résidence Autonomie	Commune	Nombre de places	Montant	Gestionnaire
1	Foyer-logement « Jean-Claude ANGUILLA »	AMANVILLERS	19	5 700 €	Mairie d'Amanvillers 53, Grand rue 57865 AMANVILLERS
Sous total Forfait Autonomie Communes			**19**	**5 700 €**	
2	Foyer-logement « Les Hortensias »	MARLY	56	16 800 €	Centre Communal d'Action Sociale de Marly 8 rue des Ecoles 57155 MARLY
3	Foyer Marie d'Agreda	CLOUANGE	68	20 400 €	Centre Communal d'Action Sociale de Clouange 1, rue Joffre 57185 CLOUANGE
4	Résidence du Centre	SARREGUEMINES	44	13 200 €	Centre Communal d'Action Sociale de Sarreguemines 5, rue de la Paix 57200 SARREGUEMINES
5	Résidence « Erckmann Chatrian »	TERVILLE	40	12 000 €	Centre Communal d'Action Sociale de Terville Route de Verdun 57180 TERVILLE
6	Résidence « Grandmaison »	METZ QUEULEU	50	15 000 €	Centre Communal d'Action Sociale de METZ 22/24, rue du Wad Billy 57000 METZ
7	Foyer-logement « Sainte Croix »	METZ	28	8 400 €	
8	Résidence « Saint Nicolas »	METZ	60	18 000 €	
9	Foyer Logement « Haute Seille »	METZ	64	19 200 €	
10	Résidence Désiremont	METZ BELLECROIX	58	17 400 €	
Sous total Forfait Autonomie CCAS			**468**	**140 400 €**	
11	Résidence « Les Lilas »	BITCHE	32	9 600 €	Association du 3ème Age du Pays de Bitche 5, rue de la poste 57230 BITCHE
12	Résidence « Les Lys d'or »	CARLING	72	21 600 €	Association des Personnes Agées de Carling – L'Hopital 3, rue de la frontière 57490 CARLING
13	Résidence « L'Orangerie »	CORNY SUR MOSELLE	34	10 200 €	ADENAS (Association d'entraide et d'action sociale) Mairie de Corny 57680 CORNY
14	Résidence du 3ème Age	CREUTZWALD	54	16 200 €	Association Résidence 3ème Age 39, rue de la gare 57150 CREUTZWALD
15	Résidence « L'Arc en ciel »	DIEUZE	47	14 100 €	Comité de gestion de la Résidence Association "Les Retrouvailles" 12 rue de la 1ère division 57260 DIEUZE
16	Résidence « Sainte Barbe »	FOLSCHVILLER	51	15 300 €	Association d'Action en Faveur des Personnes Agées (AAFPA) 30, rue Gustave Charpentier 57730 FOLSCHVILLER
17	Foyer Personnes Agées	MAIZIERES les VIC	21	6 300 €	Association gestion du Canton de Vic 1, route de Dieuze 57810 MAIZIERES les VIC
18	Résidence du Canal	MONTIGNY les METZ	82	24 600 €	Ensemble Vacquinière Œuvre sociale Protestante Reconnue d'Utilité Publique 41, rue du canal 57950 MONTIGNY les METZ
19	Résidence « Les Tilleuls »	MORHANGE	50	15 000 €	Groupe SOS SENIORS 47 rue Haute Seille 57013 METZ CEDEX 01
20	Résidence « Trois Frontières »	RUSTROFF	56	16 800 €	Fondation Vincent de Paul 15 rue de la Toussaint 67000 STRASBOURG
21	Résidence « Les Platanes »	SAINT-AVOLD	53	15 900 €	Association d'Action en Faveur des Personnes Agées (AAFPA) 8 rue Mangin 57500 SAINT-AVOLD
22	Résidence « Erckmann Chatrian »	SARREBOURG	86	25 800 €	Association de Gestion et d'Animation de la Résidence 11, rue Erckmann Chatrian 57400 SARREBOURG
23	Résidence « Les Marguerites »	SARREGUEMINES	49	14 700 €	Fondation Vincent de Paul 15 rue de la Toussaint 67000 STRASBOURG
24	Résidence « Les Marronniers »	STIRING-WENDEL	46	13 800 €	Groupe SOS Seniors 47, rue Haute Seille 57000 METZ
25	Résidence « Sainte Madeleine »	THIONVILLE	64	19 200 €	Fondation Lenternier Reconnue d'Utilité Publique 73, boucle de la Milliaire 57100 THIONVILLE
26	Résidence Les Epis d'Or	THIONVILLE	58	17 400 €	Association Les Epis d'Or 2 Boucle Lamartine 57100 THIONVILLE
27	Résidence « Les Bleuets »	YUTZ	85	25 500 €	Association de gestion du foyer pour personnes âgées 7, rue Monseigneur Schmitt 57970 YUTZ

28	Résidence « Les Roses »	CREHANGE	42	12 600 €	AMLI 13, rue Clotilde Aubertin BP 20308 57006 Metz Cedex 01
29	Foyer-logement AMLI	AUDUN le TICHE	50	15 000 €	
30	Foyer-Résidence « La Chapelle »	FORBACH	49	14 700 €	
31	Foyer Personnes Agées AMLI	HAGONDANGE	80	24 000 €	
32	Foyer Personnes Agées « La Falouche » AMLI	MAIZIERES les METZ	72	21 600 €	
33	Foyer Personnes Agées AMLI *(dit Sérémange 2)*	SEREMANGE	58	17 400 €	
34	Foyer Personnes Agées AMLI (dit Nilvange I)	NILVANGE	73	21 900 €	
35	Résidence « Soleil » et Résidence « Sainte Barbe »	FREYMING-MERLEBACH	228	68 400 €	Association Simone VEIL 14a Rue Eugène Kloster BP 50143 57800 FREYMING MERLEBACH
36	Résidence Honoré Jacquot	METZ	24	7 200 €	Association Senior Temps Libre (ASTL) 9 rue du Grand Cerf 57000 METZ
37	Résidence Soleil	METZ	36	10 800 €	
38	Résidence Vandernoot	METZ	72	21 600 €	
39	Résidence Malraux	METZ	34	10 200 €	
40	Résidence de la Salle	METZ	29	8 700 €	71 rue Claude Bernard 57070 METZ
Sous total Forfait Autonomie Privé			**1 787**	**536 100 €**	
		TOTAL	**2 274**	**682 200 €**	

ANNEXE 3

CONVENTION
RELATIVE AU FORFAIT AUTONOMIE POUR LA RESIDENCE-AUTONOMIE

Entre

Le Département de la Moselle,
représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président du Département
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé « Le Département »

Et

La Résidence Autonomie :

Etablissement géré par :

et représenté par :
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF),

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Décret n° 2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées,

VU la réunion de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie du 6 décembre 2022 relative au programme de financement d'actions de prévention de la perte d'autonomie en faveur des personnes de plus de 60 ans,

VU le plan régional antichute 2022-2024,

VU la délibération de la Commission Permanente du 6 mars 2023 fixant notamment le forfait autonomie à 300 € par places autorisées pour l'année 2023,

Considérant la capacité autorisée dudit établissement,

PREAMBULE

La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement promeut particulièrement le développement de l'offre d'habitats intermédiaires pour apporter une réponse adaptée au besoin d'habitat et de services aux personnes âgées, et rompre leur isolement. Cette ambition passe notamment par le renforcement et la promotion du rôle et de la place des logements foyers, renommés *« résidences autonomie ».* Elle prévoit l'attribution par le Département d'un forfait autonomie pour financer des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie ainsi que de nouvelles règles relatives aux types de public accueilli dans les résidences autonomie.

Une Convention doit ainsi être conclue entre le Président du Département et le gestionnaire de l'établissement afin d'organiser notamment la mise en œuvre de cette dernière disposition, étant précisé que le forfait autonomie finance tout ou partie des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sens de l'article R.233-9, mises en œuvre par la résidence autonomie, au profit de ses résidents et de personnes extérieures.

Article 1er – Objet :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation du Département de la Moselle pour la mise en œuvre et le développement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie auprès des résidents et des personnes extérieures âgées de 60 ans et plus.

Article 2 – Obligations des parties :

Article 2.1 : Obligation de l'association ou établissement XX :

L'établissement s'engage à mettre tout en œuvre pour permettre la réalisation du ou des actions du projet. Il devra notamment :

- proposer à ses résidents et à la population locale âgée de 60 ans et plus, dès signature de la présente convention, les actions de prévention de perte d'autonomie dont les axes et les thématiques sont précisés dans l'annexe 2 à la convention.
- axer prioritairement son programme de prévention annuel en lien avec le plan antichute national triennal 2022-2024 autour des thématiques liées à l'activité physique adaptée (APA) / équilibre, l'habitat et le cadre de vie.

Par ailleurs, l'association / l'établissement et / ou la collectivité s'engage à :

- respecter la législation comptable, fiscale et sociale propre à l'activité et à son statut, mettre à jour la capacité d'accueil de la résidence dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux : www.finess.sante.gouv.fr,
- informer par voie électronique les services départementaux de cette mise à jour dans les meilleurs délais.

Article 2.2 : Obligations du Département :

Le Département fixe le montant du forfait autonomie par établissement dans le respect des obligations décrites dans l'article 2. Il s'engage sous réserve du vote de son budget à verser la subvention prévue à l'article 3 et de la dotation fixée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA).

Article 3 – Clauses financières :

Dans le cadre des actions menées par l'établissement au titre de l'alinéa IV de l'annexe 1 à la convention, le Département attribue à l'établissement une participation globale forfaitaire de …….. €.

Le montant de cette participation est déterminé comme suit : *Le nombre de places autorisées de l'établissement x montant du forfait autonomie/place d'accueil = 300 €*

Article 4 – Modalités de versement de la contribution financière :

La contribution fixée à l'article 3 de la présente convention donnera lieu à deux versements qui seront effectués conformément à l'échéancier suivant :

- 80 % par place autorisée à la notification de la présente convention ;
- le versement du solde : 20 % restants dans le courant du 3ème trimestre 2023 sera subordonné :
  - aux actions collectives réalisées au cours de la période du 1er janvier au 30 juin 2023 et des dépenses mobilisées au cours de cette période,
  - à l'accompagnement individuel réalisé en matière de prévention de la perte d'autonomie et d'isolement auprès des résidents et des dépenses mobilisées pour ce type d'actions individuelles

A l'issue de cette évaluation de l'activité, un montant complémentaire pourra être versé en fin d'année 2023 dans la mesure où la résidence autonomie aura :

- formalisé une démarche de mutualisation avec d'autres résidences autonomie ;
- eu un taux de participation croissant de personnes extérieures âgées de 60 ans et plus dans ses actions de prévention ;
- développé des actions collectives et individuelles en lien avec les 6 axes du plan antichute national triennal 2022-2024.

Article 5 – Durée, date d'effet :

Elle prend effet à compter de sa signature et s'achève au 31 décembre 2023.

Article 6 – Contrôle exercé par le Département :

L'établissement transmettra au Département au plus tard le 31 janvier 2024 :

- un compte rendu financier des actions réalisées en dépenses et en recettes conformément à l'annexe 3 à la convention;
- un bilan par action en précisant la typologie des actions réalisées (périodicité, nature (individuelles ou collectives) conformément la fiche action en annexe 4 à la convention;
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, personnels de la résidence autonomie, mutualisation…) ;
- le montant engagé pour chacune des actions réalisées conformément à la fiche action en annexe 5 à la convention;
- pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant si elles sont résidentes ou non, et leur répartition par :
  - tranche d'âge ;
  - genre (femme ou homme) ;
  - GIR,
- le tableau global du programme d'actions réalisées au 30 novembre 2023 conformément à l'annexe 5 ;
- des informations relatives :
  - à la situation des résidents : bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ; les caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, colocation... ;
  - au nombre de personnels en équivalent temps plein et aux moyens matériels mobilisés pour mener à bien les actions et/ou les mutualisations opérées entre plusieurs résidences ;

L'établissement s'oblige à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par le Président du Département.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

Article 6-1 - Evaluation des activités relatives au forfait autonomie :

Comme indiqué dans l'article 4 de la présente convention, le Département organisera avec les établissements dans le 2ème trimestre 2023 un temps fort et concerté portant sur l'évaluation des activités relatives au forfait autonomie et aux actions entreprises par la résidence par rapport :

- à l'étude des besoins des résidents pour l'élaboration du programme annuel de prévention de la perte d'autonomie,
- à la participation des résidents et personnes extérieures aux actions de prévention proposées,
- aux acteurs ressources intervenant et animant les actions de prévention,
- aux mutualisations et aux coopérations menées avec des partenaires et membres de la Conférence des Financeurs et d'autres résidences autonomie,

Cette évaluation partagée aura pour finalité de faire évoluer le dispositif.

Article 7 – Assurances-responsabilité :

L'établissement conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet de la présente convention.

Article 8 – Avenant :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat, défini d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à un avenant.

La demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant l'objet de la modification sollicitée, sa cause et les conséquences qu'elle emporte. Le texte de l'avenant précisera les éléments modifiés du contrat, sans que ses objectifs généraux ne soient remis en cause.

Article 9 – Résiliation pour faute du cocontractant/ bénéficiaire :

En cas de manquement par le cocontractant/ bénéficiaire à l'un de ses engagements contractuels prévus notamment aux articles 1, 4 et 6, le Département peut résilier de plein droit la présente convention 1 mois après mise en demeure adressée au cocontractant/ bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au cocontractant/ bénéficiaire.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du cocontractant/bénéficiaire.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indument perçue par le cocontractant/bénéficiaire. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 10 – Autres cas de résiliation :

Chacune des parties pourra résilier la présente convention pour quelque-cause que ce soit par notification à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.
La résiliation effectuée conformément à cet article prendra effet 1 mois à compter de la réception de la lettre de résiliation.

Article 11 – Litiges :

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de STRASBOURG.

Fait à Metz, en 2 exemplaires, le…….

Le Département de Moselle	L'Association XXXXXXXXXXXXXXXX
Monsieur Patrick WEITEN Président	Monsieur, Madame (Prénom, NOM) Président (e)

ANNEXE 1 à la convention

Prestations minimales, individuelles ou collectives, délivrées par la résidence autonomie :

I – Prestations d'administration générale :

1. Gestion administrative de l'ensemble du séjour, notamment l'état des lieux contradictoire d'entrée et de sortie ;
2. Elaboration et suivi du contrat de séjour, de ses annexes et ses avenants.

II – Mise à disposition d'un logement privatif, au sens de l'article R. 111-3 du code de la construction et de l'habitation, comprenant en sus des connectiques nécessaires pour recevoir la télévision et installer le téléphone.

III – Mise à disposition et entretien de locaux collectifs en application de l'article R. 633-1 du code de la construction et de l'habitation.

IV – Accès à une offre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci.

V – Accès à un service de restauration par tous moyens.

VI – Accès à un service de blanchisserie par tous moyens.

VII – Accès aux moyens de communication, y compris Internet, dans tout ou partie de l'établissement.

VIII – Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24h/24h une assistance par tous moyens et lui permettant de se signaler.

IX – Prestations d'animation de la vie sociale :

- Accès aux animations collectives et aux activités organisées dans l'enceinte de l'établissement ;
- Organisation des activités extérieures.

ANNEXE 2 à la convention

Les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie porteront prioritairement sur :

1. Le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques ; les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes ;
2. La sensibilisation à la sécurisation de l'habitat, du cadre de vie et le repérage des fragilités ;
3. La nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil ;
4. Le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté ;
5. L'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène ;

Dépenses de fonctionnement et d'intervention qui peuvent être mutualisées entre établissements :

1 - Rémunération de personnels (animateurs, ergothérapeutes, psychomotriciens, diététiciens ou autres) et la formation de ces professionnels dans le domaine de la prévention de la perte d'autonomie ;

Ne sont pas concernés par ces dépenses de fonctionnement les personnels de soins donnant lieu à une prise en charge par la sécurité sociale.

2- Recours à ou plusieurs intervenants extérieurs ;

3 - Recours à des jeunes en service civique.

Ces différentes personnes doivent disposer (ou être en cours d'acquisition pour les jeunes en service civique) de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie.

ANNEXE 3 à la convention

Compte rendu financier à transmettre au 31 janvier 2024.

Date :

Signature du Président de l'établissement :

COMPTE RENDU FINANCIER			
CHARGES	**au 31/12/2020**	**PRODUITS**	**au 31/12/2020**
60– Achats		**70- Ventes de marchandises**	
61– Services extérieurs		**71- Production stockée**	
62- Autres services extérieurs		**72- Production immobilisée**	
63- Impôts et taxes		**74- Subventions publiques**	
64- Personnel		**75- Autres produits**	
65- Autres charges courantes		**76- Produits financiers**	
66- Charges financières		**77- Produits exceptionnels**	
67- Charges exceptionnelles		**78- Reprise amort. prov.**	
68- Dotations amort. prov.		**79- Transfert de charges**	
Total		**Total**	
Résultat de l'exercice			

ANNEXE 4 à la convention

FICHE DE SUIVI D'UNE ACTION		
INTITULE DE L'ACTION		
SEANCES PROGRAMMEES	Périodicité :	Nbre de séances :
Dépenses réalisées	Coût : …….. €	
INTERVENANT	Identité :	Coordonnées /Mail :

PARTICIPANTS														Nbre séances présents (es)
NOM	PRENOM	H	F	R	EXT	GIR 1-2	GIR 3	GIR 4	GIR 5 à 6 ou non GIRé	De 60 à 69 ans	De 70 à 79 ans	De 80 ans à 89 ans	De 90 ans ou plus	
TOTAL														

ANNEXE 5 à la convention

DONNEES QUANTITATIVES GLOBAL DU FORFAIT AUTONOMIE

Résidence : **Commune :**

THEMES	TABLEAU DE SYNTHESE - FORFAIT AUTONOMIE 2023											Nombre d'aides ou d'actions financées	Dépenses 2023
	H	F	GIR 1-2	GIR 3	GIR 4	GIR 5 à 6 ou non GIRé	De 60 à 69 ans	De 70 à 79 ans	De 80 ans à 89 ans	De 90 ans ou plus	Total des bénéficiaires		
1. Actions de Prévention Collectives													
1.1. Santé globale / Bien Vieillir													
Nutrition													
Mémoire													
Sommeil													
Activités Physiques Adaptées et ateliers équilibre / prévention des chutes													
Bien-être et estime de soi													
1.2. Lien social													
1.3. Habitat et cadre de vie													
1.4. Autres actions collectives dont													
Mobilité (dont sécurité routière)°													
Accès aux droits													
Usage du numérique (informatique)													
Préparation à la retraite													

TOTAL (1)													
Actions de prévention individuelles													
2. Actions Individuelles													
TOTAL (2)													
TOTAL GLOBAL (1+2)													

ANNEXE 4

Convention 2023 portant sur le versement d'une subvention au titre des actions collectives de prévention financées dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle

Entre Le DEPARTEMENT DE LA MOSELLE,
Représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé « Le Département »

d'une part,

Et L'Association inter-régime Label Vie de Lorraine, Champagne Ardenne
Représentée par Monsieur Fabien DEQUAIRE, Président de l'Association Label VIE
15 avenue Paul Doumer
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Statut juridique : Association
Numéro de Siret : 815 160 262 00011

d'autre part,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.233-2 et D.233-17 ;

Vu la décision de la séance de la Conférence des Financeurs de Moselle du 6 décembre 2022 ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 6 mars 2023 portant sur la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de versement de la subvention décidée dans le cadre du programme coordonné de la Conférence des Financeurs de Moselle à Label Vie en vue de conduire des actions collectives de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de plus de 60 ans sur le département de la Moselle.

Article 2 – Obligations des parties

Article 2.1 - Obligations de l'Association Label Vie

Label Vie s'engage à déployer, en Moselle :

- Des ateliers collectifs de prévention en priorisant les thématiques suivantes (contenu des thématiques en annexe 1) :
  - Ateliers Activité physique adaptée
  - Ateliers Habitat
  - Ateliers Equilibre

- Développer des thématiques innovantes (contenu des thématiques en annexe 1) :
  - Ateliers Bien dans sa tête à la retraite
  - Ateliers Gestion du stress, sophrologie
  - Ateliers Quand plaisirs riment avec Vieillir
  - Ateliers Informatiques
  - Ateliers Gestes de 1ers secours
  - Ateliers Sécurité au volant

Le déploiement de ces ateliers sera ciblé prioritairement sur les cantons repérés par l'Observatoire inter-régimes des territoires de fragilités.

Les seniors visés dans le cadre de ces actions sont des personnes âgées autonomes, présentant des risques de fragilité.

Article 2.2 – Obligations du Département

Le Département fixe le montant de la subvention pour l'association Label VIE dans le cadre d'une convention qui définit ainsi les droits et obligations des parties prenantes en découlant. Il s'engage sous réserve du vote de son budget à verser la subvention prévue à l'article 4.

Article 3 - Durée, date d'effet

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et prend fin au 31 décembre 2023.

Article 4 : Dispositions financières

Le montant de la subvention versée à l'association Label VIE pour 2023 s'élève à 150 000 €.

Ce montant est dédié au financement des ateliers de prévention organisés par Label Vie sur le territoire de la Moselle en complément des ateliers existants ou déjà planifiés dans le programme inter-régimes.

L'association Label Vie s'engage à ne pas utiliser la subvention pour un objet autre que celui prévu par l'article 1 de la présente convention.

Ce montant permet :

- Le financement intégral des ateliers déployés selon les modalités en vigueur dans le cadre de Label Vie, à savoir la gratuité des ateliers pour les partenaires locaux et les participants ;

- Le financement du coût de l'ingénierie apportée par Label Vie correspondant à un forfait de 30 000 €. L'ingénierie comprend les activités suivantes ;
  - La communication envers les opérateurs pour la mise en œuvre des ateliers ;
  - La réception des propositions faites par les opérateurs ;
  - L'instruction des dossiers et l'analyse des coûts ;
  - La rédaction des avis sur les dossiers réceptionnés ;
  - La notification et le versement de la subvention aux opérateurs ;
  - Le suivi de la mise en œuvre des ateliers ;
  - Le bilan des ateliers réalisés.

Article 5 - Modalités de versement de la contribution financière

Le Département de la Moselle verse l'intégralité de la subvention de 150 000 € à la signature de la convention.

Le versement est effectué à Label Vie au compte ouvert en son nom :

IBAN : FR76 1020 6000 8398 7276 5076 889
BIC : AGRIFRPP802

Article 6 – Justificatifs et contrôle exercé par le Département

Label Vie transmettra au Département de la Moselle au plus tard le 31 décembre 2023 :

- Un bilan des actions réalisées entre la date de signature de la convention et le 31 décembre 2023 selon les données et les indicateurs attendus par la CNSA (voir le tableau en annexe 2) :
  - Tranche d'âge
  - Genre (femme ou homme)
  - Le GIR 5/6 (pas de bénéficiaire APA)

- Le mode de réalisation de ces actions (prestations externes, mutualisations) et les sommes engagées pour la réalisation desdites actions.

Article 7 - Autres engagements

Label Vie informe par mail le Département de la Moselle en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

Label Vie et le Département se concerteront pour convenir mutuellement des modifications substantielles à apporter au programme prévisionnel des actions de prévention 2023.

S'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1, le Département pourra mettre alors fin à l'aide accordée et le cas échéant pourra exiger dans les trois mois suivant le terme du contrôle, le reversement des sommes indûment perçues, majorées d'intérêts calculés au taux légal et au prorata temporis, à compter de la date de réception des fonds par l'association.

Article 8 – Assurances et Responsabilités

L'établissement conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de

toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.
La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet de la présente convention.

Article 9 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de la Moselle et Label Vie. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 10 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le co-contractant/bénéficiaire, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.
Cette résiliation donnera lieu à indemnisation.
La résiliation prend effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification au co-contractant/bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 - Résiliation pour faute du co-contractant/bénéficiaire

En cas de manquement par le co-contractant/bénéficiaire à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention 1 mois après mise en demeure adressée au co-contractant/bénéficiaire. Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du co-contractant/bénéficiaire.

Article 12 - Litige

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle, l'accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à METZ, le _____

En deux exemplaires originaux

Le Département de Moselle	Label VIE
Monsieur Patrick WEITEN Président	Monsieur Fabien DEQUAIRE Président de Label VIE

ANNEXE 1 à la convention

Programme des actions collectives de prévention de la perte d'autonomie déployées par Label VIE au titre de la subvention versée par le Département de Moselle dans le cadre de la Conférence des Financeurs en 2023

Le tableau prévisionnel ci-dessous détaille les actions par thématique :

Thématique	Contenu de l'atelier	Nombre d'ateliers	Budget estimé
Habitat	Apporter des conseils pratiques sur les aménagements du domicile pour « se sentir bien » dans son espace de Vie. Mettre en situation et tester le matériel afin d'aider la personne à se projeter et ainsi démontrer, qu'« adaptation » ne rime pas avec « Vieillesse » et « dépendance ». Informer et faciliter le parcours de recours aux aides publiques. Prévenir les accidents domestiques et améliorer la sécurité et la qualité de Vie des seniors à leur domicile. Sensibiliser aux économies d'énergie. Promouvoir les sites *bien-chez-soi.lassuranceretraite.fr* *mieuxvivresonlogement.fr*	5	11 250 €
Activité physique adaptée	Promotion de l'activité physique. Activité physique régulière, progressive, adaptée, sécurisée. Sensibilisation et mise en pratique dans le cadre d'une démarche pérenne.	20	31 000 €
Equilibre	Diminuer la fréquence, le risque et la gravité des chutes. Réveiller et stimuler la fonction d'équilibration, réassurer la stabilisation posturale, contribuer au renforcement musculaire, travailler au relever du sol, permettre la dédramatisation de la chute et/ou diminuer l'impact psychologique de la chute, développer la confiance en soi, proposer des conseils concernant l'aménagement du logement	7	14 000€
Sécurité au volant	Prendre conscience des risques de la conduite avec l'avancée en âge. Adapter sa conduite et s'approprier les "nouvelles règles" du code de la route. Stimuler les capacités physiques et mentales sollicitées lors de la conduite (l'attention, la perception, la vitesse de réaction, la respiration, la souplesse…). Traiter les situations pouvant provoquer des réactions de stress.	5	6 000 €

Bien dans sa tête à la retraite	Quels liens existent entre le mal être, le Vieillissement et les changements induits ? Que signifie « être bien dans sa tête » quand on est senior ? Quels sont les signes et les manifestations du « mal être » et de la dépression ? Comment rebondir ? Comment s'exprimer ? Quelles sont les ressources de chacun ? Quelles sont les solutions pratiques ? Lien avec l'activité physique, la nutrition, le sommeil et le lien social… Quelles sont les solutions pratiques ? lien avec l'activité physique, la nutrition, le sommeil et le lien social…	6	11 400€
Gestion du stress, Sophrologie	Comprendre les mécanismes du stress, identifier les signes du mal-être et donner des conseils pratiques (en lien avec l'activité physique, la nutrition, le sommeil…) Transformer ses fragilités en ressources (familiales, personnelles, collectives…) Exprimer et extérioriser ses émotions Expérimenter des techniques de relaxation et de sophrologie	12	25 200 €
Quand plaisirs riment avec Vieillir	Modifications liées au Vieillissement. La relation à l'autre. Lien social dans toutes ses sphères (intime, familiale, sociétale).	3	4 350 €
Informatique	Sensibiliser à l'importance de suivre un parcours d'accompagnement au numérique global. Développer et entretenir le lien social. Maîtriser l'équipement. Savoir s'informer, communiquer en ligne. Réaliser des démarches administratives et du quotidien en ligne. Se rapporter au « référentiel autonomie numérique ».	5	10 800 €

Gestes de 1ers secours	Présenter les gestes de premiers secours à une population seniors se retrouvant régulièrement dans le cadre de sorties ou d'événements ou s'occupant de leurs petits-enfants. Acquisition des bonnes pratiques lors de situation d'accident au travers des thèmes suivants : la protection des victimes, l'alerte, l'étouffement, les saignements, l'inconscience, l'arrêt cardiaque et la défibrillation, les malaises et autres traumatismes…	6	6 000 €
	Ingénierie LABEL VIE		30 000 €
TOTAL			**150 000 €**

Les opérateurs s'engagent à proposer des ateliers répondant au contenu du cahier des charges rédigées par Label VIE.

Une attention particulière est accordée aux projets :

- Proposant des solutions concrètes de mobilisation des personnes pour constituer les groupes,
- Cherchant à intégrer les populations les plus vulnérables et les plus éloignées des actions de prévention,
- Couvrant les 5 territoires de la solidarité de Moselle et notamment les cantons repérés comme étant fragiles.

Le nombre d'ateliers pourra varier selon les thématiques et dépendra des possibilités effectives de mise en œuvre par les opérateurs de terrain.

ANNEXE 2 à la convention

BILAN 2023

SYNTHESE DES DONNEES QUANTITATIVES

ACTIONS DE PREVENTION	LES PARTICIPANTS AUX ACTIONS DE PREVENTION COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES									Nombre d'aides ou d'actions financées	Dépenses 2023
	Hommes	Femmes	GIR 1 à 4	GIR 5 à 6 ou non GIRé	De 60 à 69 ans	De 70 à 79 ans	De 80 ans à 89 ans	De 90 ans ou plus	Total des bénéficiaires		
Actions de Prévention Collectives											
Santé Globale/Bien Vieillir dont :											
Nutrition											
Mémoire											
Sommeil											
Activités physiques et ateliers équilibre/prévention des chutes											
Bien-être et estime de soi											
Lien Social											
Habitat et cadre de Vie											
Autres actions collectives dont :											
Mobilité (dont Sécurité routière)											

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebe9-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT ET DE DYNAMISATION DE PARCOURS PAR LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE DIEUZE A DESTINATION DES BENEFICIAIRES DU RSA

DOSSIER N° | | 15 | 1139 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le financement d'un dispositif d'accompagnement et de dynamisation de parcours porté par la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Dieuze,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'autoriser le Président à engager les crédits correspondants au financement du dispositif d'accompagnement porté par la MJC de Dieuze à destination des bénéficiaires du RSA pour un montant de 55 000 euros,
- d'approuver la convention figurant en annexe à la présente décision et d'autoriser le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe

CONVENTION DE PARTENARIAT 2023

Maison des Jeunes et de la Culture de Dieuze

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion,

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

Vu le règlement d'intervention du Conseil Départemental de la Moselle, relatif au soutien des actions concourant à la préparation et à l'accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du RSA adopté lors de la 4ème Réunion Trimestrielle de 2013,

Vu le Programme Départemental de l'Insertion et le Pacte Territorial de l'Insertion adoptés par l'Assemblée Départementale lors de la 4ème Réunion Trimestrielle de 2020,

Vu la délibération de la Commission Permanente en date du 6 mars 2023,

Entre les soussignés :

Le Département de la Moselle, sis 1 rue du Pont Moreau, CS 11096 à 57036 METZ CEDEX 1, représenté par le Président du Département, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa réunion du 6 mars 2023,

ci-après dénommé « le Département »,
d'une part,

Et
l'Association Maison des Jeunes et de la Culture de Dieuze (MJC) « Jacques Prévert » Impasse Jean Laurain 57260 DIEUZE,
représentée par son représentant légal, Madame Evelyne SCHLESSER

ci-après désignée « le porteur »,
d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La MJC de Dieuze participe à l'insertion des bénéficiaires du RSA par l'organisation d'actions qui, jusqu'en 2022, comprenaient des actions collectives, des suivis individuels dans le cadre de l'Accompagnement au Quotidien et de l'Accompagnement Social Spécifique Individualisé Renforcé.

Afin d'optimiser la lisibilité des mesures exercées, il a été convenu de modifier les modalités de financement et de rénover le cadre d'exercice.

L'action financée par la présente convention a pour objet d'accompagner des bénéficiaires du RSA dans leur insertion à partir de modules de travail dont le contenu visera à dynamiser leur parcours vers une insertion sociale et professionnelle.

Elle s'adresse de manière prioritaire aux BRSA mais aussi, au titre de la prévention, à des personnes en situation de précarité non BRSA vivant en milieu rural dans les zones que l'Etat recense comme des « zones blanches » en matière d'Insertion par l'Activité Economique (Morhange et les communes limitrophes, ainsi que les communes du territoire de Sarrebourg Château Salins).

Les objectifs visés sont les suivants :

- mieux répondre aux objectifs du Département au regard de sa politique d'insertion,
- agir sur les freins périphériques à l'emploi pour dynamiser les parcours,
- développer des compétences humaines, sociales et professionnelles pour favoriser une progression de parcours.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Département et le porteur, pour la mise en œuvre d'actions collectives.

Le cadre général d'intervention du porteur s'appuie sur le projet déposé lors de sa demande de subvention, en termes d'accueil du public, d'activité, d'organisation, d'encadrement et du budget.

Le Département verse au porteur une subvention de fonctionnement pour l'organisation d'actions collectives.

Article 1.1 : Nature de l'action, volume d'accompagnements, ciblage des bénéficiaires

Les actions sont menées par une Conseillère en Economie Sociale et Familiale (CESF) diplômée.

Deux ateliers collectifs, comprenant chacun 12 personnes a minima, sont organisés à raison de quatre séances par semaine (deux ateliers sur Dieuze/deux ateliers sur Sarrebourg).

Un atelier collectif hebdomadaire est organisé à Morhange, pour 12 personnes a minima.

Le programme et les objectifs sont déterminés à partir de besoins repérés. Les fiches actions sont élaborées par la MJC et conformes aux objectifs fixés.

La volumétrie retenue pour l'évaluation des objectifs est de 36 bénéficiaires.

Public ciblé :

L'action du porteur concerne a minima 75 % de BRSA par action.
La qualité de bénéficiaire du RSA s'apprécie au moment de l'entrée dans le dispositif.

Il est admis que des personnes bénéficiant d'autres ressources relevant des minimas sociaux (ASS, AAH) ainsi que des jeunes relevant des Missions Locales ou encore des BRSA bénéficiant de l'Accompagnement Global Renforcé (AGR) puissent être intégrés à hauteur maximum de 25 % de l'effectif.

Prescripteurs habilités :

Les prescriptions sont ouvertes principalement aux Pôles de Service Social Polyvalent, d'autres partenaires peuvent également y orienter du public (Centre Communal d'Action Sociale, Missions Locales, structures de l'Insertion par l'Activité Economique…).

Les prescriptions seront validées par les Pôles Insertion et Habitat.

Article 2 : Obligations des parties

Article 2.1. Obligations du porteur

Article 2.1.1. Obligations générales

Le porteur s'engage à mettre tout en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la présente convention et permettre la mise en œuvre et le développement du partenariat avec le Département. Il devra notamment :

- assurer l'accueil, le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires,
- mettre en œuvre les actions telles que déclinées dans les fiches action,
- permettre au Département d'effectuer le suivi et le contrôle de l'action, en communiquant les éléments relatifs à son déroulement et en mettant à sa disposition tout document dont le Département pourrait avoir l'utilité dans ce cadre,
- utiliser la subvention départementale uniquement aux fins de la présente convention,
- faire apparaître le logo du Département sur tout support lié au projet,
- respecter la législation comptable, fiscale et sociale propre à son activité et à ses statuts.

2.1.2 Modalités d'exécution

2.1.2.1. Accompagnement des bénéficiaires
Pour chaque bénéficiaire accompagné dans le cadre de la présente convention, le porteur s'engage à :

- évaluer les compétences des BRSA à l'entrée et la sortie de l'action sur la base d'un diagramme de Kiviat individualisé,
- mettre en place une feuille d'émargement à chaque séquence de travail,
- déployer le contenu des fiches action,
- réaliser un bilan global à l'issue de celle-ci,
- organiser des bilans trimestriels avec le PIH et les prescripteurs.

2.1.2.2 Objectifs à atteindre :

- la nature des sorties attendues :
  - emploi de transition (IAE, RELAI, clauses sociales…) : 20 %
  - autres sorties positives (droit commun, accès à la formation, ASVP, autre action support d'insertion) : 80 %

2.1.2.3 Contrôle du porteur

Le porteur s'engage à fournir au Département – Pôles Insertion et Habitat - tout document et toute information utile, relatif à la mise en œuvre de la présente convention.

Article 2.2 : Obligations du Département

Le Département s'engage à accompagner le porteur pour la mise en place et le développement du projet sous réserve du vote de son budget à verser la subvention prévue à l'article 3.

Article 3 : Participation financière du Département

Article 3.1. Montant de la contribution financière

En vue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le Département s'engage à participer sous forme de subvention pour un montant de 55 000 €.

Article 3.2 Modalités de versement

Le versement sera effectué en deux fois selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 80 % du montant total, à savoir 44 000 € à la signature de la convention, considéré comme la part fixe,

- le versement du solde (20 % soit 11 000 €) à l'issue de l'action, considéré comme la part variable suite à la production du bilan final de l'action, à transmettre dans les 2 mois suivant la fin de l'action.

La condition de versement de la part variable est l'atteinte des objectifs fixés au 2.1.2.2. En dessous de ce seuil et quelle que soit la part non atteinte des objectifs, la part variable n'est pas versée.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date designature.

Article 5 – Contrôle exercé par le Département

Article 5.1 – Production des comptes annuels certifiés

Le porteur produira un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectives à l'objet de la subvention. Ce compte rendu devra être déposé auprès du Département de la Moselle au plus tard six mois après la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Par ailleurs, le porteur devra fournir également une copie certifiée par son Président des comptes annuels de l'exercice écoulé qui sont composés :

- compte de résultat,
- bilan,
- annexes.

Ces documents seront complétés par le rapport d'activités, ainsi que le rapport moral approuvé par l'Assemblée Générale qui doit se tenir au plus tard 6 mois après la clôture des comptes.

En cas de versement de subventions publiques supérieures à 153 000 €, le porteur devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes. Il transmettra en plus des comptes annuels, une copie des rapports du commissaire aux comptes (rapport général et rapport spécial).

Article 5.2 – Les modalités du contrôle opéré par le Département

Le porteur s'oblige à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par le Président du Département.

A ce titre, le porteur s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

Nonobstant les dispositions prévues à l'article 6.1 relatives à la résiliation de la convention, le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle telles que prévues à l'article 5 de la présente convention :

- que celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes, et ce pendant la durée de la convention,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le porteur (fourniture de pièces justificatives de la dépense, information du Département, obligation de publicité …) n'ont pas été respectées,
- en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par le porteur sans l'accord écrit du Département, ce dernier se réserve le droit, de suspendre ou de diminuer le montant des versements, de remettre en cause le versement de la subvention ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 6 – Résiliation

Article 6.1 – Résiliation pour faute du porteur

En cas de manquement par le porteur à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention un mois après mise en demeure adressée au porteur par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au cocontractant/ bénéficiaire. Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du porteur.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le porteur. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 6.2 – Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention pour quelle que cause que ce soit par notification à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation effectuée conformément à cet article prendra effet 1 mois à compter de la réception de la lettre de résiliation.

Article 7 – Modifications

Les dispositions de la présente convention pourront faire l'objet de modifications, d'un commun accord entre les parties, sans remettre en cause l'équilibre de celle-ci. Ces modifications donneront lieu à la passation d'avenant(s) et les nouvelles dispositions se substitueront en tout ou partie de la présente convention.

Article 8 – Assurances

Le porteur est tenu, pendant toute la durée de la convention, de souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance notoirement solvables, les polices d'assurance couvrant l'ensemble de ses responsabilités au titre de la convention et l'ensemble des risques inhérents aux activités qui lui sont confiées au titre de la présente convention.

Article 9 – Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention est établie en deux exemplaires, à Metz, le :

Pour le bénéficiaire, le représentant légal, nom, fonction, cachet et signature	Pour le Département de la Moselle, le Président du Département

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebeb-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET CONVENTION EN VUE DU FINANCEMENT D'ATELIERS « COUP DE POUCE » PORTES PAR L'ASSOCIATION LA CRAVATE SOLIDAIRE METZ

DOSSIER N° | | 16 | 1141 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le financement d'ateliers "Coup de Pouce" portés par l'association La Cravate Solidaire Metz,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer à l'association La Cravate Solidaire Metz une subvention d'un montant de 37 500 € pour la mise en œuvre d'ateliers "Coup de Pouce" et d'autoriser le Président à engager les crédits correspondants,
- d'approuver la convention 2023 annexée à la présente décision et d'autoriser le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

CONVENTION D.I.H. N° 2023 -

RELATIVE AU FINANCEMENT DES ATELIERS COUP DE POUCE DE L'ASSOCIATION LA CRAVATE SOLIDAIRE METZ POUR LES PUBLICS EN INSERTION PROFESSIONNELLE

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L 262-15, D 262-26 à 31, L 262-27, L 262-29 à L 262-36,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 06 mars 2023.

ENTRE : le Département de la Moselle
représenté par Monsieur Patrick WEITEN, son Président,
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé « Le Département »
d'une part,

ET : La CRAVATE SOLIDAIRE METZ
6 RUE PIERRE BOILEAU – 57063 METZ
représentée par Madame Catherine SCHWEITZER, sa Directrice Générale
ci-après dénommé « l'association »
d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Département mène une politique offensive pour assurer le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA). L'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA, particulièrement dans les métiers dits « en tension », est la grande priorité départementale qui mobilise l'ensemble des politiques et services départementaux.

L'action de l'association qui s'appuie sur des dons de tenues professionnelles et la transmission des codes de l'entreprise afin de lutter contre des discriminations à l'embauche, rejoint cette priorité départementale d'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

Cette action vise 250 personnes dont des bénéficiaires du RSA à hauteur de 70 % minimum (soit 175 personnes, dont les salariés de Moselle Insertion) et des personnes accompagnées par l'Aide Sociale

à l'Enfance : mineurs non accompagnés, jeunes majeurs, jeunes femmes sortant du dispositif d'accueil mère-enfant, inscrits dans un projet d'insertion professionnelle. Cela dans une logique de prévention d'entrée dans le dispositif RSA.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de :

- fixer les conditions de mise en œuvre du partenariat entre le Département et l'association du 1 er janvier 2023 au 31 décembre 2023,
- fixer les conditions de versement de la subvention de fonctionnement votée par le Département,
- fixer les engagements des parties.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à verser à l'association, à signature de la présente convention, une subvention de 37 500 € pour l'intégration de bénéficiaires du RSA dans les ateliers « coup de pouce ».

Les frais réels seront justifiés à la fin de l'exercice. L'engagement du Département ne peut être supérieur à la somme susvisée, par contre une régularisation au profit du Département interviendra en fonction du nombre d'ateliers réalisés en faveur du public cible.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA CRAVATE SOLIDAIRE METZ

L'association s'engage à accompagner dans le cadre de ses ateliers « Coup de pouce », 250 personnes orientées par le Département, sélectionnées parmi les publics accompagnés au titre de ses politiques sociales, dont au moins 70 % de bénéficiaires du RSA.

L'association s'engage à respecter scrupuleusement les termes de la présente convention et notamment utiliser la subvention du Département uniquement aux fins de la présente convention.

Dans le cadre d'un accompagnement individuel, l'association s'engage à informer le Département de la mobilisation et de la participation des personnes orientées aux actions.

L'intervention d'organismes tiers à la convention dans la mise en œuvre de l'action doit être expressément autorisée par le Département, la bonne application de la présente convention est alors garantie par l'association.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'association s'engage :

- à apposer sur toutes les publications et supports de communication relatifs à l'action subventionnée par le Département, la mention « Opération réalisée avec le soutien financier du Département de la Moselle » et le logo type du Département respectant la charte graphique,

- à se coordonner avec le Département sur les opérations de communication liées aux actions menées dans le cadre de ce partenariat, à assurer, par tout moyen approprié, une communication sur l'engagement du Département aux côtés de La Cravate Solidaire Metz.

ARTICLE 5 : EVALUATION

Afin de faciliter le pilotage de l'offre territoriale d'insertion, l'association devra communiquer :

- un rapport financier comportant des documents comptables établis, si l'organisme y est soumis, conformément au plan comptable révisé,
- un rapport quantitatif comportant le nombre de personnes visées dans la présente convention et leurs situations à l'issue de l'action notamment en détaillant la nature des sorties dites positives,
- les éléments qualitatifs sur l'accompagnement des personnes orientées.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par les services du Département ou toute personne désignée à cet effet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES

Les documents comptables devront être certifiés par le Commissaire aux Comptes si l'association est soumise à l'obligation de certification des comptes ou par la Présidente de l'association si elle n'y est pas soumise, conformément aux dispositions des articles L. 612-4 et R. 612-1 et suivants du code de commerce.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue du 1 er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un mois.

La convention pourra être résiliée par le Département en cas de force majeure, pour cause d'intérêt général ou pour non-respect des termes de la convention sans donner droit à indemnisation.

ARTICLE 9 : REMBOURSEMENT

S'il apparaît, durant l'exécution, après expiration ou dénonciation de la présente convention, qu'une partie du financement départemental n'a pas été ou ne sera pas utilisée, ou n'a pas été utilisée conformément aux obligations contractuelles ou réglementaires, le trop-perçu est reversé au Département.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Toutes contestations survenant à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la cessation de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg après constat de désaccord persistant.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

L'association est tenue, pendant toute la durée de la convention, de souscrire une assurance couvrant l'ensemble de ses responsabilités au titre de la présente convention et l'ensemble des risques inhérents aux activités confiées.

Fait à Metz, le
En deux exemplaires originaux

La Directrice Générale de
La Cravate Solidaire Metz

Le Président du Département

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebe1-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (DLA) EN FAVEUR DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE (SIAE) : POURSUITE DU PARTENARIAT AVEC LE CARREFOUR DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE (COJEP)

DOSSIER N° | | 17 | 1090 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le partenariat avec le COJEP de la Moselle, relatif au Dispositif Local d'Accompagnement en faveur des structures d'insertion par l'activité économique,

VU le Programme Départemental d'Insertion (PDI) et le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) 2020-2025 adoptés par l'Assemblée Départementale lors de la 4ème Réunion Trimestrielle 2020,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'octroyer au Carrefour des Organisations de Jeunesse et d'Education Populaire (COJEP) de la Moselle, dans le cadre du Dispositif Local d'Accompagnement, un soutien financier de 10 000 €,
- d'approuver la convention figurant en annexe à la présente décision et d'autoriser le Président à la signer,
- d'autoriser le Président à engager les crédits nécessaires.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION CARREFOUR DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE (COJEP), RELATIVE AU DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (DLA) EN FAVEUR DES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE (SIAE)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du Service Public de l'Emploi, donnant naissance à l'opérateur unique Pôle emploi, chargé de l'accompagnement de l'ensemble des demandeurs d'emploi, y compris les plus éloignés du marché du travail, reconnus « disponibles à l'emploi »,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion,

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

Vu le code du travail, et notamment ses articles L. 5132-1 et suivants, prévoyant que l'Insertion par l'Activité Économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés socioprofessionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle, dans le cadre d'un accompagnement adapté,

Vu le règlement d'intervention du Département de la Moselle, relatif au soutien des actions concourant à la préparation et à l'accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du RSA adopté lors de la 4ème Réunion Trimestrielle de 2013,

Vu le Programme Départemental d'Insertion (PDI) et le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) 2020-2025,

Vu la décision de la Commission Permanente en date du 6 mars 2023,

Entre les soussignés :

Le Département de la Moselle, sis 1 rue du Pont Moreau, CS 11096 à 57036 METZ CEDEX 1, représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa réunion du 6 mars 2023,
ci-après dénommé "le Département",
d'une part,

Et

L'association Carrefour des Organisations de Jeunesse et d'Education Populaire (COJEP), sise 1 rue du Coëtlosquet à 57000 METZ, et représentée par son Président, Monsieur Alexandre AGIUS,
ci-après désignée « le COJEP »,
d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) a pour objectif d'accompagner les structures d'utilité sociale employeuses, dans leurs projets de création et de consolidation d'emplois. Dans le Grand Est, le DLA est piloté par l'Etat, la Caisse des Dépôts – Banque des Territoires et le Conseil Régional aux côtés du Mouvement associatif et de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS).

En Moselle, le dispositif est porté par l'association Carrefour des Organisations de Jeunesse et d'Education Populaire (COJEP) en tant qu'organisme support.

Le Département de la Moselle, en sa qualité de chef de file en matière de l'Insertion, finance des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE), notamment des Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI), dont près de 60 % sont portés par des associations, pour l'accueil et l'accompagnement de Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA) vers l'insertion professionnelle.

L'accès à l'emploi étant le fil conducteur du Programme Départemental d'Insertion (PDI) 2020-2025, adopté lors de la 4ème Réunion Trimestrielle 2020 du Conseil Départemental, l'ambition du Département est de favoriser autant que possible l'accès à l'emploi durable des BRSA accompagnés par les SIAE.

L'un des facteurs de réussite est l'ancrage de ces structures dans leur environnement économique, qui passe par la prise en compte des évolutions du marché de travail, des attentes des employeurs qui cherchent à recruter et de l'émergence de nouveaux métiers. Les conséquences de la crise sanitaire, sociale et économique qui frappe notre pays depuis 2020, accentuent les difficultés auxquelles les SIAE et leurs salariés en insertion peuvent être confrontées.

Dans ce contexte et pour soutenir les ACI dans leur développement, le Département souhaite poursuivre le partenariat avec le COJEP pour la mise en œuvre du DLA en faveur d'ACI. L'accompagnement des structures pourrait notamment porter sur l'évolution des activités supports, les liens avec les employeurs ainsi que la coopération et la mutualisation de moyens.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objectif de définir les modalités du partenariat entre le Département et le COJEP, pour la mise en œuvre du DLA au profit des structures d'IAE et notamment des ACI.

Pour la mise en œuvre du dispositif, le Département verse au COJEP une subvention. Il n'est pas prévu la mise à disposition de moyens matériels dans le cadre de la présente convention.

Nature de l'action, volume et ciblage des bénéficiaires

L'action consiste en la mise en œuvre d'un appui à l'IAE, au profit **d'au moins deux associations porteuses d'ACI**, ciblées en concertation avec le Département et pour lesquelles un besoin d'appui de proximité a été identifié. Le ciblage des associations bénéficiaires pourrait avoir lieu dans le cadre des dialogues de gestion.

Cet accompagnement ou appui, qui peut être individuel ou collectif, s'inscrit dans le cadre général du DLA pour apporter à l'association bénéficiaire une expertise technique, budgétaire et financière pour la réalisation de son projet associatif.

La finalité de cet appui est d'optimiser l'accompagnement vers l'insertion professionnelle durable de BRSA salariés en insertion, mis en œuvre par ces structures.

A ce propos, les thématiques suivantes de l'accompagnement sont envisageables (liste non exhaustive) :

- évolution des activités supports des ACI, afin de s'adapter aux mutations du marché de travail et de proposer davantage de parcours professionnalisants (ex. réflexion sur la pertinence de maintenir des activités support présentant peu de débouchés et / ou sur une possible transition vers des activités offrant de meilleures perspectives d'accès à l'emploi),
- stratégie de communication de la structure notamment vis-à-vis des entreprises « classiques », dans l'objectif de proposer aux salariés en insertion davantage de passerelles vers l'emploi en dehors de l'IAE,
- pistes de rapprochement, coopération ou mutualisation entre structures, afin de sécuriser les parcours (ex. ensembliers IAE).

I – OBLIGATIONS DES PARTIES

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU COJEP

Le COJEP s'engage à mettre tout en œuvre pour favoriser et développer le partenariat. Il devra notamment :

- assurer la coordination du dispositif avec le Département,
- assurer le suivi financier dans le cadre de la convention,
- transmettre au Département un bilan de son intervention, au terme de chaque accompagnement réalisé, voire tout autre document, donnée et/ou renseignement dont le Département pourrait avoir besoin dans le cadre du suivi de la présente convention,
- utiliser la subvention départementale uniquement aux fins de la présente convention.

2.1 Modalités d'exécution

Le COJEP met en œuvre l'appui aux structures selon le cadre habituel du DLA, en coordination avec le Département.

2.2. Contrôle du COJEP

Le COJEP s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme de l'action comprenant les éléments mentionnés à l'article 2 et définis d'un commun accord entre le Département et le COJEP.

Ces documents sont signés par le Président ou toute personne habilitée.

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.

- le rapport d'activité.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à mettre tout en œuvre pour favoriser et développer le partenariat.

Le Département sera représenté en comité de suivi DLA.

Sans s'immiscer dans la gestion du COJEP, le Département pourra apporter son concours aux dirigeants en termes d'information, de conseil ou participer à toute réflexion engagée sur des préoccupations communes.

3.1. Subvention

Pour 2023, le Département alloue au COJEP une subvention d'un montant total de 10 000 €.

Cette subvention est intégralement affectée au dispositif faisant l'objet de la présente convention.

3.2. Modalités de versement

Le versement sera effectué en une seule fois, selon les modalités suivantes :

- 100 %, à savoir 10 000 €, à la signature de la convention.

II – CLAUSES GENERALES

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de signature.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non-respect par le COJEP de l'une de ses obligations exposées ci-dessus dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, le COJEP n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour le COJEP d'achever sa mission

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le COJEP, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.

La résiliation prendra effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation du COJEP.

ARTICLE 6 : CADUCITE DE LA CONVENTION

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution du COJEP.

ARTICLE 7 : REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION

Dans les cas visés aux articles 5 et 6, le Département pourra suspendre le versement de la subvention, voire en demander le remboursement.

ARTICLE 8 : LIMITATION DE RESPONSABILITE

La responsabilité du Département de la Moselle ne pourra pas être recherchée par les tiers qui ne sont pas parties à la présente convention.

ARTICLE 9 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Metz Le

POUR LE COJEP	POUR LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
Le Président	Le Président du Département

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebd1-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET DISPOSITIF RELAI : RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT AVEC L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES DE MOSELLE (UDAIM)

DOSSIER N° | | 18 | 1093 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le renouvellement du partenariat avec l'Union Départementale des Associations Intermédiaires de Moselle (UDAIM) dans le cadre du dispositif RELAI (Remobilisation vers l'Emploi avec Les Associations Intermédiaires),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'octroyer à l'UDAIM dans le cadre du dispositif RELAI un soutien financier de 1 287 000 €,
- d'autoriser le Président à engager les crédits nécessaires,
- d'approuver la convention de partenariat avec l'UDAIM, figurant en annexe à la présente décision et d'autoriser le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

CONVENTION AVEC L'UNION DES ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES DE MOSELLE (UDAIM) RELATIVE AU DISPOSITIF « RELAI » - REMOBILISATION VERS L'EMPLOI VIA LES ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES DES BENEFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du Service Public de l'Emploi, donnant naissance à l'opérateur unique Pôle emploi, chargé de l'accompagnement de l'ensemble des demandeurs d'emploi, y compris les plus éloignés du marché du travail, reconnus « disponibles à l'emploi »,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion,

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

Vu le code du travail, et notamment ses articles L. 5132-1 et suivants, prévoyant que l'Insertion par l'Activité Économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés socioprofessionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle, dans le cadre d'un accompagnement adapté,

Vu le règlement d'intervention du Département de la Moselle, relatif au soutien des actions concourant à la préparation et à l'accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du RSA adopté lors de la 4ème Réunion Trimestrielle de 2013,

Vu le Schéma Départemental en faveur de l'Agriculture,

Vu le Programme Départemental d'Insertion (PDI) 2020-2025,

Vu la décision de la Commission Permanente en date du 6 mars 2023.

Entre les soussignés :

Le Département de la Moselle, sis 1 rue du Pont Moreau, CS 11096 57036 METZ CEDEX 1, représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa réunion du 6 mars 2023,
ci-après dénommé "le Département",
d'une part,

Et
L'Union des Associations Intermédiaires de Moselle (UDAIM), sise 7B rue du Moulin à 57100 THIONVILLE, et représentée par sa Présidente, Madame Estelle CARCHIDI,
ci-après désignée "l'UDAIM",
d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

En 2019, le Département de la Moselle a initié un partenariat avec l'Union des Associations Intermédiaires de Moselle (UDAIM), afin de permettre des mises à disposition de Bénéficiaires du RSA (BRSA) au sein des exploitations agricoles via les Associations Intermédiaires (AI).

Face au bilan positif du partenariat, il a été élargi en 2021 à de nouvelles catégories de structures utilisatrices, à savoir les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), collectivités territoriales et associations.

Les mises à disposition, financées intégralement par le Département, apportent une réponse concrète aux besoins des différents employeurs mosellans, tout en accompagnant des BRSA vers une insertion professionnelle pérenne. Le portage des contrats de travail est assuré par les AI, ce qui réduit au minimum la gestion administrative pour les structures utilisatrices, tandis que le Département dispose d'un seul et unique interlocuteur, l'UDAIM.

Dans le contexte actuel de crise économique et sociale et en cohérence avec le PDI 2020-2025, le Département s'engage à poursuivre son action en faveur de l'emploi et le soutien aux employeurs locaux. Pour les BRSA, ce dispositif de Remobilisation vers l'Emploi via les Associations Intermédiaires (RELAI) continuera d'offrir une passerelle vers l'insertion professionnelle.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Département et l'UDAIM, pour la mise en œuvre du dispositif « RELAI ».

Le dispositif « RELAI » s'appuie sur la mise à disposition de BRSA chez différents employeurs mosellans, ou structures utilisatrices, par le biais d'associations intermédiaires. L'UDAIM est le pivot de ce dispositif et l'interlocuteur principal du Département dans le cadre de la présente convention.

Pour la mise en œuvre du dispositif, le Département verse une subvention de fonctionnement à l'UDAIM et l'autorise à la reverser aux différentes AI, sur présentation de factures relatives à des mises à disposition de BRSA.

Nature de l'action, volume et ciblage des bénéficiaires

L'action a pour ambition de cibler environ 162 BRSA mis à disposition pour un total de 87 417 heures maximum, dans le cadre de missions ponctuelles ou régulières.

Ciblage et orientation des bénéficiaires :
Des BRSA résidant en Moselle sont le public concerné par le dispositif. A ce titre, chaque entrée de BRSA dans le dispositif est validée par les Chargés d'Insertion des Pôles Insertion et Habitat (PIH) des différents Territoires.

L'orientation du public est réalisée par l'intermédiaire de différents partenaires habituels, tels que Pôle Emploi, l'UDAF, les Associations Intermédiaires, le Département et ce, en collaboration notamment avec les Chargés d'Insertion des PIH.

Les modalités de l'orientation du public pourront faire l'objet d'une approche partagée entre les parties co-contractantes.

Ciblage des structures utilisatrices :
Le ciblage des structures utilisatrices est réalisé dans le cadre d'une démarche concertée entre l'UDAIM et les services du Département (Service Insertion et Accès à l'Emploi et Pôles Insertion et Habitat).

Ce dispositif s'adresse en priorité aux structures utilisatrices suivantes, établies dans le département de la Moselle :

- Exploitations agricoles, maraichères ou viticoles,
- Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD),
- Collectivités territoriales ainsi que leurs groupements et filiales,
- Associations agréées.

Toutefois, le dispositif est ouvert à tout type de structure utilisatrice, y compris les entreprises du secteur marchand autres qu'exploitations agricoles.

I – OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 2 : Obligations de l'UDAIM

L'UDAIM s'engage à faciliter la mise en œuvre et le développement du partenariat. Elle devra notamment :

- Assurer la coordination du dispositif avec le Département, par le biais notamment du recrutement d'un Chargé de mission affecté au suivi du dispositif et à son animation auprès des différentes AI,
- Procéder aux paiements des AI sur facture, suite aux mises à disposition de BRSA,
- Assurer le suivi financier dans le cadre de la convention,
- Transmettre au Département, une fois par mois, au plus tard le 15 du mois, les résultats quantitatifs et qualitatifs de son intervention : nombre de BRSA, nombre d'heures de mise à disposition, durée moyenne de mise à disposition, montant de versements réalisés, employeurs concernés, voire tout autre document, donnée et/ou renseignement dont le Département peut avoir besoin dans le cadre du suivi de la présente convention,
- Utiliser la subvention départementale uniquement aux fins de la présente convention.

2.1 Modalités d'exécution

Les Associations Intermédiaires (AI) sont en charge de la partie administrative des mises à disposition, à savoir :

- La gestion intégrale des contrats de travail et de la paie,
- L'établissement des contrats de mise à disposition avec les différentes structures utilisatrices.

Les AI facturent les mises à disposition à l'UDAIM qui procède aux paiements correspondants, sur la base d'un tarif horaire unique de 21,00 €.

Le tarif horaire appliqué dans le cadre du présent dispositif est établi sur la base du Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) selon la formule de calcul suivante :

SMIC horaire brut x 1,87 (coefficient de facturation des AI).

Si, suite à une revalorisation du SMIC, le tarif horaire appliqué dans le cadre du présent dispositif doit être modifié, l'UDAIM notifie au Département par écrit le nouveau tarif.

Le nouveau tarif sera applicable à partir de la date convenue entre les deux parties à la présente convention. L'application d'un nouveau tarif horaire entraine une révision du nombre d'heures à réaliser.

Les AI assurent également l'accueil et l'accompagnement social et professionnel de BRSA susceptibles d'intégrer le dispositif, éventuellement, en lien avec les Chargés d'Insertion.

En fonction des besoins, les BRSA peuvent bénéficier de dispositifs de formation et de Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP).

La finalité de l'accompagnement proposé dans le cadre du présent dispositif est de favoriser l'accès des BRSA à des emplois durables, chez des structures utilisatrices participant au présent dispositif ou ailleurs.

Dans tous les cas, il est attendu un accompagnement sur le projet professionnel avec proposition de suites de parcours à l'issue de la mise à disposition.

2.2. Contrôle de l'UDAIM

L'UDAIM s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

  Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme de l'action comprenant les éléments mentionnés à l'article 2 et définis d'un commun accord entre le Département et l'UDAIM. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.

- Le rapport d'activité.

Article 3 : Obligations du Département

Le Département s'engage à faciliter la mise en œuvre et le développement du partenariat.

3.1. Subvention

Pour 2023, le Département alloue à l'UDAIM une subvention d'un montant total de 1 287 000 €.

Cette subvention est intégralement affectée au dispositif faisant l'objet de la présente convention, selon la répartition suivante :

- 1 262 000 € réservés au financement des heures de mise à disposition des BRSA auprès de différentes structures utilisatrices,
- 25 000 € réservés au financement d'un 0,5 Equivalent Temps Plein (ETP) du poste de Chargé de mission affecté au suivi, à la coordination et à l'animation du dispositif.

3.2. Modalités de versement

Le versement sera effectué en deux fois, selon les modalités suivantes :

- 80 %, à savoir 1 029 600 €, à la signature de la convention,
- 20 %, à savoir 257 400 €, suite à la présentation du bilan intermédiaire faisant état de la réalisation de 70 % des heures conventionnées.

Le Département se réserve le droit de diminuer le montant du deuxième versement, voire le suspendre, en cas de non-réalisation partielle ou totale de l'action, en fonction du bilan.

3.3. Fonds non utilisés de 2020, 2021 et 2022

En raison notamment de la situation sanitaire et économique liée à la pandémie de la Covid-19, la totalité des heures conventionnées en 2020 et 2021 n'a pas été réalisée.

Les fonds versés à l'UDAIM dans le cadre de ces conventions, qui n'ont pas pu être mobilisés, sont laissés à disposition de l'UDAIM. Le montant total de ces fonds non mobilisés en 2020 et 2021, s'élève à 573 775,10 €.

Ce montant est réaffecté sur la présente convention et pris en compte dans le total des heures de mise à disposition des BRSA à réaliser dans son cadre.

En cas de sous-utilisation de l'enveloppe 2022, les fonds non utilisés seront également réaffectés sur la présente convention.

II – CLAUSES GENERALES

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est applicable à compter de sa date de signature et jusqu'au 31 décembre 2024. La convention signée le 29 avril 2022 avec l'UDAIM et l'avenant du 6 décembre 2022 sont abrogés.

Article 5 : Résiliation de la convention

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non-respect par l'UDAIM de l'une de ses obligations exposées ci-dessus dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, l'UDAIM n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour l'UDAIM d'achever sa mission

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par l'UDAIM, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.

La résiliation prendra effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation de l'UDAIM.

Article 6 : Caducité de la convention

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de l'UDAIM.

Article 7 : Remboursement de la subvention

Dans les cas visés aux articles 5 et 6, le Département pourra suspendre le versement de la subvention, voire en demander le remboursement.

Article 8 : Limitation de responsabilité

La responsabilité du Département de la Moselle ne pourra pas être recherchée par les tiers qui ne sont pas parties à la présente convention.

Article 9 : Compétence juridictionnelle

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Metz Le

POUR L'UDAIM

La Présidente

Estelle CARCHIDI

POUR LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Le Président du Département

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebe2-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET FINANCEMENT DE TRAVAUX DE REMISE EN L'ETAT DES LOGEMENTS FINANCES PAR DES PRETS LOCATIFS AIDES D'INTEGRATION - ADAPTE (PLAI-A) 2023

DOSSIER N° | | 19 | 1091 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le financement des actions du 8ème Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) de la Moselle - Fiche action n°6 : Asseoir l'organisation du traitement des situations atypiques,

VU la décision de la Commission Permanente du 22 mai 2017, portant sur la mise en place d'une charte PLAI-A en Moselle et de l'engagement du Département qui s'y rapporte,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver la convention cadre figurant en annexe à la présente décision et d'autoriser Monsieur le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Logo du bailleur

CONVENTION DE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE REMISE EN L'ETAT DES LOGEMENTS PLAI-A POUR LA PERIODE 2023-2024

Entre :

Le Département de la Moselle,
représenté par son Président, Patrick WEITEN, dûment habilité par la Commission Permanente du 6 mars 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

d'une part**,**

Et

L'organisme,
représenté par [nom du bailleur public], Président du Conseil d'Administration/Directeur Général, ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Dans le cadre du 6ème Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD), face aux difficultés croissantes à loger des ménages cumulant difficultés financières, sociales et économiques, l'Etat a sollicité les bailleurs sociaux pour développer la production de logements dits PLAI-Adaptés[1] (PLAI-A). Il s'agit d'une offre d'habitat dédiée dont les modalités d'accès et de gestion sont adaptées aux besoins des ménages les plus fragiles. A ce jour, cette production s'avère insuffisante eu égard aux besoins recensés et aux configurations parfois spécifiques des logements recherchés.

Au cours des dernières années, cette offre a été produite indépendamment d'un recensement des ménages cumulant des difficultés sociales et économiques rendant difficile l'accès au logement. Cette connaissance est désormais possible à travers l'activité de la Commission des Situations Atypiques (CSA), mise en place par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) en 2013 (aujourd'hui la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité).

Aussi, et afin de faire face à des besoins identifiés de ménages cumulant des difficultés pour accéder à, ou se maintenir dans un logement, le 7ème Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) a prévu :

- de recenser les PLAI-A existants dans le parc des bailleurs sociaux en Moselle,
- de développer une offre de logements PLAI-A en conformité avec les besoins locaux,
- de mettre en place et de suivre les modalités d'attribution et de gestion des PLAI-A.

[1] Le PLAI (logement financé par une subvention de l'Etat et bénéficiant d'un Prêt Locatif Aidé d'Intégration) répond à un public aux ressources très modestes. Cependant, certains ménages particulièrement fragiles cumulant des difficultés économiques et sociales ne peuvent pas accéder directement ou se maintenir dans un PLAI « classique », d'où le développement d'un parc locatif adapté : le PLAI-Adapté (PLAI-A).

Malgré des progrès, les objectifs de création en PLAI-A n'ont pas été totalement atteints sur le 7ème Plan, en raison des délais de production des logements adaptés. Les PLAI-A doivent respecter certains critères particuliers : nécessité de privilégier des entrées individuelles, des emplacements spécifiques, etc…

Ainsi, afin d'assurer une répartition géographique plus équilibrée des PLAI-A dans le Sillon Mosellan, d'optimiser l'accès aux PLAI-A à destination des publics prioritaires du 8ème Plan et pérenniser le soutien aux bailleurs dans leur effort de construction et de réhabilitation lourde des logements PLAI-A, une charte PLAI-A a été signée en 2018, entre différents partenaires (DDCS, DDT, Arelor Hlm, le Département de la Moselle, la CAF, l'ADIL de la Moselle et l'ensemble des partenaires du PDALHPD) fixant les objectifs de chacun d'entre eux.
La participation du Département de la Moselle repose sur un soutien financier aux bailleurs sociaux, au moyen d'une enveloppe dédiée, votée annuellement par l'Assemblée Départementale. Les modalités de financement de ces opérations feront l'objet d'une convention entre le Département et le bailleur social.

ARTICLE 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objectif de définir et de préciser le contenu des engagements des deux parties dans le cadre du financement des travaux de remise en l'état des logements PLAI-A dégradés par le locataire.

ARTICLE 2 - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 3 - Obligations des parties

ARTICLE 3.1 - Engagements du Département

Le Département s'engage à financer les dégradations d'un logement PLAI-A liées à des anomalies du savoir habiter, nécessitant des travaux importants de remise en l'état du logement selon les conditions définies dans la présente convention.

ARTICLE 3.2 - Engagements du bénéficiaire

Le bailleur social s'engage à réaliser les travaux dans des logements PLAI - A inscrits sur le tableau de bord de l'Etat et faire apparaître le logo du Département sur tout support de communication lié au projet de remise en l'état du logement PLAI-A.

ARTICLE 4 - Eligibilité de la demande

ARTICLE 4.1 - Conditions relatives au bénéficiaire de l'aide financière

Tous les organismes d'habitation à loyer modéré, ayant signé la convention, peuvent bénéficier du financement des travaux de remise en l'état des logements PLAI-A.

ARTICLE 4.2 - Catégorie de logements sociaux pouvant faire l'objet d'une aide financière

Tous les logements PLAI-A vacants tels que détaillés dans la liste jointe en annexe à la présente convention.

ARTICLE 4.3 - Catégorie des travaux pouvant faire l'objet d'une aide financière

Les travaux de réhabilitation importants, liés à des anomalies du savoir habiter peuvent faire l'objet d'une aide financière du Département.

ARTICLE 5 - Dépôt et instruction du dossier de la demande de financement

ARTICLE 5.1 – Date limite de dépôt des dossiers
Les dossiers de demande de subvention sont à adresser à la Direction de l'Insertion et de l'Habitat, Service de l'Habitat du Département de la Moselle – Direction de la Solidarité - 1 rue du Pont Moreau – CS 11096 – 57036 METZ CEDEX 1 – au plus tard le 30 septembre de l'année en cours.

ARTICLE 5.2 - Pièces à fournir
- un courrier de demande de financement,
- la note explicative des travaux à réaliser dans le logement dégradé :
    - Le descriptif du projet de remise en l'état : adresse du logement, type de logement et nombre de pièces, planning prévisionnel de réalisation des travaux, description des dégradations, photos…
    - Devis des travaux à réaliser.

ARTICLE 5.2.1 – Clause sociale
- Dans une logique de favoriser l'insertion socio-professionnelle des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), les bailleurs auront la possibilité de valoriser, en fournissant une attestation, les heures d'insertion auxquelles ils auront recours annuellement.

ARTICLE 5.3 - Examen du dossier
Un courrier accusant réception du dossier est transmis au bailleur social sous un délai de 15 jours. Ce courrier indique que le dossier va être instruit.

ARTICLE 6 - Participation financière du Département

ARTICLE 6.1 - Montant de l'aide financière
En vue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le Département s'engage à participer sous forme de subvention d'un montant équivalent à 50 % du coût H.T. des travaux de remise en l'état du logement PLAI-A, dans la limite de 10 000 € par logement, et dans la limite de l'enveloppe votée annuellement.

ARTICLE 6.2 - Modalités de versement de l'aide financière
Le bailleur social devra avoir signé la convention 2023/2024 comme indiqué à l'article 4.1, rempli les conditions exposées dans l'article 5.2.
Un courrier, signé de Monsieur le Président du Département, sera transmis dès lors que le dossier sera réputé complet incluant les pièces énumérées à l'article 5.2. Ce courrier n'autorise pas le démarrage des travaux, mais indique la date de présentation de la demande auprès de la Commission Permanente.
Dès que la Commission Permanente aura statué, une notification de l'aide sera produite. Elle sera transmise au bailleur.

Après réalisation des travaux, le bailleur social présentera, au Service de l'Habitat et dans un délai maximal de 2 mois les pièces suivantes:
- courrier de demande de versement de subvention,
- copie des factures réglées indiquant l'adresse du logement concerné par les travaux,
- photographies du logement après travaux.

Après vérification par le Service de l'Habitat du service fait, le règlement interviendra dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 7 – Modalités de suivi de la convention

Le bénéficiaire s'oblige à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par le Président du Département.
A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier.

Nonobstant les dispositions prévues à l'article 8 relatives à la résiliation de la convention, le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle telles que prévues au présent article :

- que celle-ci a été partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes, et ce pendant la durée de la convention,
- en cas de non-exécution, de retard significatif au-delà de 2 mois ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire, sans l'accord écrit du Département, ce dernier se réserve le droit de suspendre ou de diminuer le montant des versements, de remettre en cause le versement de la subvention ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 – Résiliation

ARTICLE 8.1 - Résiliation pour faute du bénéficiaire

En cas de manquement, non justifié, par le bénéficiaire à l'un des engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention, 1 mois après mise en demeure adressée au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au bénéficiaire.
Cette résiliation ne donnera pas lieu à une indemnisation du bénéficiaire.

ARTICLE 8.2 - Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention pour quelque cause que ce soit, par notification à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.
La résiliation effectuée conformément à cet article prendra effet 1 mois à compter de la réception de la lettre de résiliation.

ARTICLE 9 - Modifications

Les dispositions de la présente convention pourront faire l'objet de modifications, d'un commun accord entre les parties, sans remettre en cause l'équilibre de celle-ci. Ces modifications donneront lieu à la passation d'avenant(s) et les nouvelles dispositions se substitueront en tout ou partie à la présente convention.

ARTICLE 10 - Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la Partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.
En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Metz le , en deux exemplaires.

Pour l'organisme,
Le Président du Conseil d'Administration/
Le Directeur Général,

Pour le Département,
Le Président,

Patrick WEITEN

Annexe à la convention

Recensement des logements PLAI-A sur le Département de la Moselle au 04/11/2021

Organisme	Nombre de logements PLAI-A
OPH Metz Métropole	
Moselis	13
Batigère Grand Est	5
3F Grand Est	2
ICF Nord-Est	8
Sarreguemines Confluences Habitat	0
Vilogia	
Présence Habitat	4
Vivest	5

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebef-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AU SPORT POUR TOUS

DOSSIER N° | | 20 | 1150 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu le Rapport du Président portant sur le soutien et l'accompagnement au sport pour tous,

Vu la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'adopter les propositions de subventions de fonctionnement pour un montant total de 418 086 € réparti comme suit :

- 2 500 € au titre du Sport Santé et Femmes Moselle Energie conformément au tableau en annexe 1 à la présente décision ;

- 59 886 € au titre de l'aide à la licence conformément au tableau en annexe 2 à la présente décision ;

- 355 700 € au titre des projets de clubs conformément au tableau en annexe 3 à la présente décision.

Mme PILI ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

COMMISSION PERMANENTE DU 6 Mars 2023

Décisions d'attribution de subventions

Sport santé – Femmes Moselle Energie

Territoire	Cantons	Associations	Fédérations	Dossiers	Montants
Territoire de METZ-ORNE	METZ III	AS PTT METZ	Fédération Sportive des ASPTT	2023-0000602	400 €
Territoire de METZ-ORNE	FAULQUEMONT	COMITE DEPARTEMENTAL ATHLETISME	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000825	1 900 €
Territoire de METZ-ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	ECOLE DU DOS EN MOSELLE	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000826	100 €
Territoire de SARREGUEMINES	SARRALBE	FIT MOUV	Fédération Seniors Moselle	2023-0000603	100 €
				Total	2 500 €

ANNEXE 2

COMMISSION PERMANENTE DU 6 Mars 2023

Décisions d'attribution de subventions

Aide à la licence

Territoires	Cantons	Associations	Fédérations	Dossiers	Montants
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOULAY-MOSELLE	BOULAY MOSELLE ESCRIME	Fédération Française d'Escrime	2023-0000680	432 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOULAY-MOSELLE	ATHLETIC CLUB DE BOULAY	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000690	1 089 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOULAY-MOSELLE	CREUTZWALD BASKET CLUB	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000694	1 881 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOUZONVILLE	VELO CLUB L'AVENIR FALCK	Fédération Française de Triathlon	2023-0000705	117 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOUZONVILLE	CYCLO CLUB MERTEN	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000727	225 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	UNION CYCLOTOURISTE CREHANGE	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000730	963 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	SPORTS LOISIRS COCHEREN	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000221	126 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	GYM LOISIRS FORBACH	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000223	792 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	CLUB FRATERNEL	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000224	108 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	GYM CLUB D'OETING	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000234	360 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	CYCLO CLUB LOISIRS	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000746	603 €

ANNEXE 2 suite

Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FREYMING-MERLEBACH	1ERE CIE TIRC A L'ARC FAREBERSVILLER	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000665	198 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FREYMING-MERLEBACH	FREYMING MERLEBACH ATHLETIC	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000684	927 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FREYMING-MERLEBACH	CYCLO CLUB STE BARBE FREYMING MERLEBACH	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000734	765 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	GYMNASTIQUE FOLSCHVILLER	Fédération Française de Gymnastique	2023-0000222	234 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	CERCLE BILLARD FRANCAIS	Fédération Française de Billard	2023-0000678	108 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	AVENIR BOULISTE ST AVOLD	Fédération Française des Sports de Boules	2023-0000679	144 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	CYCLO TOURISME PORCELETTE	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000747	207 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	CYCLO CLUB DE ST AVOLD	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000752	477 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SARRALBE	ASS ARC EN CIEL LIXING LES SAINT AVOLD	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000227	216 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SARRALBE	MOTO CROSS CLUB LEYVILLER	Fédération Française de Motocyclisme	2023-0000707	1 242 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	STIRING-WENDEL	ASS SPORTS ET LOISIRS BOUSBACH	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000220	1 188 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	STIRING-WENDEL	SPORTS ET LOISIRS SPICHEREN	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000235	441 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	STIRING-WENDEL	SOC GYM FRATERNELLE 1930	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000236	1 134 €

ANNEXE 2 suite

Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	STIRING-WENDEL	CYCLO CLUB ARIANE ALSTING	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000723	441 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	STIRING-WENDEL	VELO CLUB LES HIRONDELLES	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000758	243 €
Territoire de METZ-ORNE	FAULQUEMONT	LES COMPAGNONS DU GUIDON REMILLY	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000750	153 €
Territoire de METZ-ORNE	HAYANGE	LES ARCHERS MOYEUVRE GRANDE	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000670	369 €
Territoire de METZ-ORNE	HAYANGE	AS GANDRANGE VALLEE ORNE section athlétisme	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000688	270 €
Territoire de METZ-ORNE	LE PAYS MESSIN	RUNNING CLUB RIVES DE MOSELLE	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000685	90 €
Territoire de METZ-ORNE	LE PAYS MESSIN	ASS LES VELOS D'AY	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000725	450 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	ASS ENTENTE SPORTIVE HAGONDANGE Section tir à l'arc	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000667	378 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	TALANGE ATHLETISME	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000687	468 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	JUDO JU JITSU CLUB WOIPPY	Fédération Française de Judo	2023-0000770	531 €
Territoire de METZ-ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	L'ARCHER GORZIEN	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000666	279 €
Territoire de METZ-ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	ASS SPORT CERCLE ST JEAN section basket-ball	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000691	747 €
Territoire de METZ-ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	LOISIRS OMNISPORTS DU SUD MESSIN section basket-ball	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000695	1 638 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ I	ASS CYCLO CLUB DE METZ	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000745	666 €

ANNEXE 2 suite

Territoire de METZ-ORNE	METZ I	AUTO MODELE LE GRAOULLY	Fédération Française de Voitures Radio Commandées	2023-0000874	468 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ II	ATELIER DU TAI CHI METZ	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000232	1 125 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ III	ASS COEUR ET ENTRETIEN PHYSIQUE	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000231	243 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ III	ASS SPORTIVE CHEMINOTS METZ section pétanque	Fédération Française de Pétanque	2023-0000669	486 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	SPORT CULTURE PLEIN AIR	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000228	675 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	SPORT ET CULTURE LOISIRS	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000230	414 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	ECOLE KARATE TRADITIONNEL MONTIGNY	Fédération Française de Karaté	2023-0000337	1 296 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	METZ HOCKEY CLUB	Fédération Française de Hockey	2023-0000676	1 341 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	ETOILE MARLIENNE CYCLISTE COMPET	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000712	144 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	VELO SPORT MONTIGNY	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000714	1 071 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	ANIMATION CREATION LOISIRS MARLY	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000744	180 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	ROMBAS OLYMPIC CLUB section basket-ball	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000697	1 440 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	LES ARCHERS DE MARANGE	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000664	423 €

ANNEXE 2 suite

Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	MJC AMANVILLERS section tir à l'arc	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000673	288 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	ATHLETIC CLUB AMNEVILLE section athlétisme	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000700	1 089 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	US SILVANGE BASKET	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000701	2 304 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	CYCLO CLUB ST PRIVAT LA MONTAGNE	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000754	198 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	FOYER DES JEUNES SAULNY section judo	Fédération Française de Judo	2023-0000757	351 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	LE SAULNOIS	LES RANDONNEES CASTELSALINOIS	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000729	576 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	LE SAULNOIS	ASS SPORTIVE ET LOISIRS DE MACHEREN	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000731	117 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	LE SAULNOIS	CYCLOS RANDONNEURS DIEUZOIS	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000733	297 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	PHALSBOURG	BOWLING CLUB DES 4 VENTS	Fédération Française des Sports de Quilles	2023-0000721	90 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	1ERE COMPAGNIE ARC SARREBOURG	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000671	711 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	ATHLETISME SARREBOURG MOSELLE SUD section athlétisme	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000686	2 268 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	AUTO BUGGY CLUB DE REDING	Fédération Française de Voitures Radio Commandées	2023-0000875	459 €
Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	BITCHE	SOBUKAI ENCHENBERG	Fédération Française de Karaté	2023-0000336	189 €
Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	BITCHE	UNION MOTOCYCLISTE BITCHOISE	Fédération Française de Motocyclisme	2023-0000710	1 332 €

ANNEXE 2 suite

Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	BITCHE	LES COMPAGNONS RANDONNEURS PAYS	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000728	261 €
Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	SARRALBE	CLUB CYCLO LES HIRONDELLES	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000748	495 €
Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	SARRALBE	CYCLO ST JEAN ROHRBACH	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000753	702 €
Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	SARRALBE	AMICALE SOLVAY section cyclotourisme	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000755	396 €
Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	SARREGUE-MINES	GYM FORME ROTH	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000233	252 €
Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	SARREGUE-MINES	PASSION MARCHE NORDIQUE	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000681	1 035 €
Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	SARREGUE-MINES	SPRINTER CLUB SARREGUEMINES	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000716	414 €
Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	SARREGUE-MINES	CLUB DE QUILLES	Fédération Française des Sports de Quilles	2023-0000722	108 €
Territoire de SARREGUE-MINES - BITCHE	SARREGUE-MINES	CYCLO TOURISME GROSBLIEDERSTROFF	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000743	288 €
Territoire de THIONVILLE	ALGRANGE	BASKET CLUB AUMETZ	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000692	1 161 €
Territoire de THIONVILLE	ALGRANGE	US FONTOY BASKET	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000693	1 071 €
Territoire de THIONVILLE	ALGRANGE	MOTO CLUB 3 FRONTIERES	Fédération Française de Motocyclisme	2023-0000713	1 557 €
Territoire de THIONVILLE	ALGRANGE	JEUNESSE SPORTIVE AUDUNOISE	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000719	630 €

ANNEXE 2 suite

Territoire de THIONVILLE	BOUZONVILLE	COMPAGNIE DES ARCHERS DE BOUZONVILLE	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000672	126 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	FLORANGE OLYMPIC CLUB ATHLETISME	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000689	1 971 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	US BASKET UCKANGE	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000703	1 665 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	LOR'N BIKE 57 FAMECK	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000706	270 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	KARATE CLUB D'UCKANGE	Fédération Française de Karaté	2023-0000751	1 017 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	TOURISME VELOCIPEDIE	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000760	333 €
Territoire de THIONVILLE	METZERVISSE	ASS SPORTIVE GUENANGE section athlétisme	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000683	963 €
Territoire de THIONVILLE	METZERVISSE	GREEN TEAM DISTROFF BIKE CREW	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000704	153 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	THERAS SANTE	Fédération Française Sports pour Tous	2023-0000237	243 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	ASS LOISIRS NATURE	Fédération Française de Ski	2023-0000677	360 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	THIONVILLE TOUT TERRAIN MOTO CLUB	Fédération Française de Motocyclisme	2023-0000702	1 359 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	EUROPEEN BOWLING CLUB	Fédération Française des Sports de Quilles	2023-0000715	423 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	TERVILLE CYCLO CLUB	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000762	279 €

ANNEXE 2 suite

Territoire de THIONVILLE	YUTZ	LES ATHABASCANS	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000668	297 €
Territoire de THIONVILLE	YUTZ	DISTRICT BASKET CLUB	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000696	1 296 €
Territoire de THIONVILLE	YUTZ	VELO CLUB HETTANGE GRANDE	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000708	486 €
				Total	59 886 €

ANNEXE 3

COMMISSION PERMANENTE DU 6 Mars 2023

Décisions d'attribution de subventions

Projet club

Territoires	Cantons	Associations	Fédérations	Dossiers	Montants
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOULAY-MOSELLE	CERCLE ATHLETIQUE DE BOULAY	Fédération Française de Football	2023-0000370	5 500 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOULAY-MOSELLE	VOLLEY CLUB CREUTZWALD	Fédération Française de Volley Ball	2023-0000432	4 500 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOULAY-MOSELLE	LES MARCHEURS DU WARNDT	Fédération Française de Randonnée Pédestre	2023-0000709	500 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOULAY-MOSELLE	CERCLE NAUTIQUE CREUTZWALD	Fédération Française de Voile	2023-0000724	800 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	BOULAY-MOSELLE	BOXING CLUB CREUTZWALD	Fédération Française de Boxe Anglaise	2023-0000764	1 400 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	L'ARC FAULQUINOIS	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000149	1 000 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	ES CREHANGE FAULQUEMONT ATHLETISME	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000272	700 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	LA QUILLE SPORTIVE FAULQUEMONT	Fédération Française des Sports de Quilles	2023-0000276	600 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	ES CREHANGE FAULQUEMONT TENNIS DE TABLE	Fédération Française de Tennis de Table	2023-0000500	4 000 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	VIVONS LE SPORT ENSEMBLE	SANS AFFILIATION	2023-0000515	5 000 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	BASKET CREHANGE-FAULQUEMONT	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000657	600 €

ANNEXE 3 suite

Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	TWIRLING CLUB FAULQUEMONT	Fédération Française de Twirling Bâton	2023-0000717	1 800 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	US FORBACH TENNIS DE TABLE	Fédération Française de Tennis de Table	2023-0000504	3 500 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	TWIRLING CLUB FORBACH	Fédération Française de Twirling Bâton	2023-0000720	2 000 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	CERCLE PUGILISTIQUE FORBACH	Fédération Française de Boxe Anglaise	2023-0000736	1 700 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	US FORBACH SECTION RUGBY	Fédération Française de Rugby	2023-0000787	2 800 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	US FORBACH GYM DANSE	Fédération Française de Gymnastique	2023-0000816	7 000 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FREYMING-MERLEBACH	MINI MODEL CLUB BENING	Fédération Française de Motocyclisme	2023-0000269	1 500 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FREYMING-MERLEBACH	LE TEMPLE DU PING PONG	Fédération Française de Tennis de Table	2023-0000509	650 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FREYMING-MERLEBACH	LES CAVALIERS D'EK COMPET	Fédération Française des Sports Equestres	2023-0000698	2 500 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FREYMING-MERLEBACH	BOXING CLUB ACADEMY	Fédération Française de Boxe Anglaise	2023-0000765	1 000 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	FREYMING-MERLEBACH	JUDO CLUB FAREBERSVILLER	Fédération Française de Judo	2023-0000778	1 500 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	RUGBY CLUB NABORIEN	Fédération Française de Rugby	2023-0000007	2 900 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	ATHLETIQUE CLUB DE ST AVOLD	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000280	1 800 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	BOXING CLUB DE ST AVOLD	Fédération Française de Boxe Anglaise	2023-00003	1 500 €

ANNEXE 3 suite

Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	ETOILE NABORIENNE FOOT	Fédération Française de Football	2023-0000383	4 500 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	AS JEANNE D'ARC ST AVOLD FOOTBALL	Fédération Française de Football	2023-0000384	2 000 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	BADMINTON CLUB ST AVOLD	Fédération Française de Badminton	2023-0000437	1 300 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	PING PONG CLUB L'HOPITAL	Fédération Française de Tennis de Table	2023-0000501	1 600 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	CERCLE DE TENNIS DE TABLE	Fédération Française de Tennis de Table	2023-0000502	1 000 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	CLUB HANDISPORT LES LIONS	Fédération Française Handisport	2023-0000516	1 700 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	UNION CYCLISTE DU BASSIN DE LONGWY	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000659	2 000 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	TAE KWON DO VALMONT	Fédération Française de Tae Kwon Do	2023-0000738	600 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	CERCLE NAUTIQUE ST AVOLD	Fédération Française de Natation	2023-0000775	4 100 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	TRAMPO GYM ACCRO LA NABORIENNE	Fédération Française de Gymnastique	2023-0000818	1 200 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SARRALBE	AS MORHANGE FOOTBALL	Fédération Française de Football	2023-0000367	3 400 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	SARRALBE	AS GROSTENQUIN SECTION FOOTBALL	Fédération Française de Football	2023-0000368	1 500 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	STIRING-WENDEL	CERCLE ST NICOLAS TENNIS DE TABLE	Fédération Française de Tennis de Table	2023-0000505	900 €
Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	STIRING-WENDEL	CERCLE ST ELOI FOLKLING	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000646	2 000 €

ANNEXE 3 suite

Territoire de METZ-ORNE	FAMECK	CANOE KAYAK CLUB DE MONDELANGE	Fédération Française de Canoë Kayak	2023-0000739	1 300 €
Territoire de METZ-ORNE	FAULQUEMONT	EXCELSIOR	Fédération Française de Football	2023-0000355	4 000 €
Territoire de METZ-ORNE	FAULQUEMONT	ENTENTE FOOT DELME SOLGNE	Fédération Française de Football	2023-0000360	2 200 €
Territoire de METZ-ORNE	LE PAYS MESSIN	AS ST JULIEN LES METZ FOOTBALL	Fédération Française de Football	2023-0000356	3 400 €
Territoire de METZ-ORNE	LE PAYS MESSIN	JURY BADMINTON CLUB	Fédération Française de Badminton	2023-0000435	900 €
Territoire de METZ-ORNE	LE PAYS MESSIN	SPORTING CLUB ENNERY	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000649	1 000 €
Territoire de METZ-ORNE	LE PAYS MESSIN	CLUB D'ECHECS METZ FISCHER	Fédération Française des Echecs	2023-0000772	4 500 €
Territoire de METZ-ORNE	LE PAYS MESSIN	JUDO CLUB DE ST JULIEN	Fédération Française de Judo	2023-0000773	1 800 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	CHEVAL BONHEUR	Fédération Française des Sports Equestres	2023-0000009	1 000 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	ASS ENTENTE SPORTIVE HAGONDANGE	Fédération Française de Billard	2023-0000270	400 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	FC WOIPPY	Fédération Française de Football	2023-0000382	3 400 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	ASS ENTENTE SPORTIVE HAGONDANGE SECTION VOLLEY BALL	Fédération Française de Volley Ball	2023-0000430	3 000 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	ASS ENTENTE SPORTIVE HAGONDANGE SECTION BASKET BALL	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000656	2 200 €

ANNEXE 3 suite

Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	ASS ENTENTE SPORTIVE HAGONDANGE SECTION RUGBY	Fédération Française de Rugby	2023-0000785	2 300 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	ASS ENTENTE SPORTIVE HAGONDANGE SECTION GYMNASTIQUE	Fédération Française de Gymnastique	2023-0000798	3 500 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	AVENIR SPORTIF OUVRIER TALANGEOIS	Fédération Française de Gymnastique	2023-0000820	4 000 €
Territoire de METZ-ORNE	LE SILLON MOSELLAN	ASS ENTENTE SPORTIVE HAGONDANGE SECTION JUDO	Fédération Française de Judo	2023-0000871	700 €
Territoire de METZ-ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	JUDO CLUB NOVEANT	Fédération Française de Judo	2023-0000008	2 300 €
Territoire de METZ-ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	ARS SUR MOSELLE OLYMPIQUE	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000148	1 000 €
Territoire de METZ-ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	SPORTING CLUB MOULINS	Fédération Française de Football	2023-0000357	3 500 €
Territoire de METZ-ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	ASS SPORT CULTURELLE MOULIN SECTION VOLLEY BALL	Fédération Française de Volley Ball	2023-0000431	1 800 €
Territoire de METZ-ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	SPORT CERCLE ST JEAN SECTION BADMINTON	Fédération Française de Badminton	2023-0000433	800 €
Territoire de METZ-ORNE	LES COTEAUX DE MOSELLE	MAD ET MOSELLE SINGLETRACK	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000652	1 500 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ I	ASS SPORTIVE CHEMINOTS METZ SECTION ATHLETISME	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000287	3 500 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ I	ROND PETANQUE DE METZ	Fédération Française de Pétanque	2023-0000427	2 500 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ I	BADMINTON MARLY-METZ-CUVRY	Fédération Française de Badminton	2023-0000436	3 000 €

ANNEXE 3 suite

Territoire de METZ-ORNE	METZ II	AS PTT METZ SECTION BASKET BALL	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000648	3 000 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ II	BOXING CLUB DE METZ	Fédération Française de Boxe Anglaise	2023-0000732	2 800 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ III	RS MAGNY	Fédération Française de Football	2023-0000377	5 500 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ III	AMICALE PERSONNEL MUNICIPAL SECTION FOOTBALL	Fédération Française de Football	2023-0000385	6 000 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ III	US ET LOISIRS SOURDS DE METZ	Fédération Française Handisport	2023-0000514	950 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ III	ASSOCIATION METZ DANSE	Fédération Française de Danse	2023-0000766	1 000 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ III	METZ SPORTS D'ORIENTATION	Fédération Française de Course d'Orientation	2023-0000788	800 €
Territoire de METZ-ORNE	METZ III	AS PTT METZ SECTION JUDO	Fédération Française de Judo	2023-0000791	2 750 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	ARC CLUB DE MONTIGNY LES METZ	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000282	1 500 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	AS MONTIGNY LES METZ FOOTBALL	Fédération Française de Football	2023-0000380	4 000 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	SOCIETE D'ESCRIME DE METZ	Fédération Française d'Escrime	2023-0000440	2 500 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	AS GOLF ACADEMIE 57	Fédération Française de Golf	2023-0000498	2 500 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	A S GOLF GRANGE AUX ORMES	Fédération Française de Golf	2023-0000499	4 200 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	MARLY TENNIS DE TABLE	Fédération Française de Sport Adapté	2023-0000508	500 €

ANNEXE 3 suite

Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	ASS POUR LA PROMOTION DU SPORT CHEZ L'ENFANT MALADE	SANS AFFILIATION	2023-0000510	1 000 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	MONTIGNY VELO NATURE	Fédération Française de Cyclotourisme	2023-0000651	1 100 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	DANSE SPORTIVE CLUB MARLY	Fédération Française de Danse	2023-0000767	2 000 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	DOJO MONTIGNIEN JUDO CLUB	Fédération Française de Judo	2023-0000774	3 300 €
Territoire de METZ-ORNE	MONTIGNY-LES-METZ	SPORTS DE GLACE DE METZ	Fédération Française des Sports de Glace	2023-0000780	4 500 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	SKI CLUB D'AMNEVILLE	Fédération Française de Ski	2023-0000277	750 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	CSO AMNEVILLE FOOTBALL	Fédération Française de Football	2023-0000376	8 000 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	ENFANCE LOISIRS HANDICAP	Fédération Française Handisport	2023-0000512	2 500 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	AS PLATEAU STE MARIE AUX CHENES	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000653	4 000 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	KARATE CLUB D'AMNEVILLE	Fédération Française de Karaté	2023-0000749	1 800 €
Territoire de METZ-ORNE	ROMBAS	CLUB AMNEVILLOIS SPORT GLACE	Fédération Française des Sports de Glace	2023-0000783	3 500 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	LE SAULNOIS	FOYER GEORGES DE LA TOUR	Fédération Française de Tennis de Table	2023-0000507	700 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	LE SAULNOIS	DOJO DU SAULNOIS	Fédération Française de Judo	2023-0000792	2 700 €

ANNEXE 3 suite

Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	LE SAULNOIS	AEROMODELISME CLUB ICARE	Fédération Française d'Aéromodélisme	2023-0000822	500 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	PHALSBOURG	ASS SPORTIVE LORQUINOISE	Fédération Française de Football	2023-0000359	1 800 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	SKI CLUB SARREBOURG	Fédération Française de Ski	2023-0000268	1 500 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	CERCLE D'ESCRIME SARREBOURG	Fédération Française d'Escrime	2023-0000279	4 000 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	FC SARREBOURG	Fédération Française de Football	2023-0000362	5 000 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	VOLLEY CLUB SARREBOURG	Fédération Française de Volley Ball	2023-0000429	1 500 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	SARREBOURG TENNIS DE TABLE	Fédération Française de Tennis de Table	2023-0000503	2 000 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	NEW BASKET CLUB SARREBOURG	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000655	5 500 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	CYCLO CLUB SARREBOURG	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000658	2 000 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	JUDO CLUB SARREBOURG	Fédération Française de Judo	2023-0000777	3 000 €
Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	SARREBOURG	NATATION SARREBOURGEOISE	Fédération Française de Natation	2023-0000779	2 700 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	BITCHE	ECOLE DE PARACHUTISME MOSELLE	Fédération Française de Parachutisme	2023-0000283	3 000 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	BITCHE	PARA CLUB SPORTIF DE BITCHE	Fédération Française de Parachutisme	2023-0000284	600 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	BITCHE	PARA CLUB SPORTIF	Fédération Française de Parachutisme	2023-0000285	600 €

ANNEXE 3 suite

Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	FREYMING-MERLEBACH	CLUB DE QUILLES LA RELEVE DE CAPPEL	Fédération Française des Sports de Quilles	2023-0000281	400 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	SARRALBE	KARATE DO SARRALBE	Fédération Française de Karaté	2023-0000876	1 500 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	SARREGUEMINES	CANOE KAYAK VAL DE SARRE	Fédération Française de Canoë Kayak	2023-0000006	1 500 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	SARREGUEMINES	1ERE CIE TIR A L'ARC	Fédération Française de Tir à l'Arc	2023-0000267	1 100 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	SARREGUEMINES	CERCLE D'ESCRIME SARREGUEMINES CONFLUENCES	Fédération Française d'Escrime	2023-0000275	1 500 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	SARREGUEMINES	FC SARREGUEMINES	Fédération Française de Football	2023-0000379	7 500 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	SARREGUEMINES	ROWING KAYAK SARREGUEMINES	Fédération Française de Canoë Kayak	2023-0000740	1 400 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	SARREGUEMINES	ESPOIR AERONAUTIQUE DE SARREGUEMINES	Fédération Française d'Aéronautique	2023-0000790	2 000 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	SARREGUEMINES	ASSO SECTION GYMNASTIQUE	Fédération Française de Gymnastique	2023-0000804	7 000 €
Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	SARREGUEMINES	KICK CONTACT SARREGUEMINES	FF Kick boxing Muai thai et Discipl. Assoc FFKMDA	2023-0000877	1 800 €
Territoire de THIONVILLE	BOUZONVILLE	KARTING CLUB BOUZONVILLE	Fédération Française des Sports Automobiles	2023-0000278	500 €
Territoire de THIONVILLE	BOUZONVILLE	AILES DE LA NIED	Fédération Française d'Aéromodélisme	2023-0000821	500 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	JUDO CLUB D'UCKANGE	Fédération Française de Judo	2023-0000005	1 200 €

ANNEXE 3 suite

Territoire de THIONVILLE	FAMECK	CLUB D'ATHLETISME DE SEREMANGE ERZANGE	Fédération Française d'Athlétisme	2023-0000273	2 000 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	ES FAMECK REMELANGE SECTION FOOTBALL	Fédération Française de Football	2023-0000361	3 700 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	UNION SPORTIVE FLORANGE EBANGE SECTION FOOTBALL	Fédération Française de Football	2023-0000365	4 000 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	AMICALE PETANQUE UCKANGE	Fédération Française de Pétanque	2023-0000428	900 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	BOXING CLUB FLORANGE	Fédération Française de Boxe Anglaise	2023-0000726	2 500 €
Territoire de THIONVILLE	FAMECK	TOUT AZIMUT FAMECK	Fédération Française de Course d'Orientation	2023-0000786	2 500 €
Territoire de THIONVILLE	HAYANGE	ASS SPORTIVE ST NICOLAS EN FORET SECTION BASKET BALL	Fédération Française de Basket-Ball	2023-0000647	1 000 €
Territoire de THIONVILLE	METZERVISSE	BASSE HAM BADMINTON CLUB	Fédération Française de Badminton	2023-0000438	2 700 €
Territoire de THIONVILLE	METZERVISSE	SOCIETE NAUTIQUE CAP 250	Fédération Française de Voile	2023-0000735	1 700 €
Territoire de THIONVILLE	METZERVISSE	SCTE NAUTIQUE BASSE MOSELLE	Fédération Française de Voile	2023-0000737	2 500 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	UNION SPORTIVE SECTION FOOTBALL	Fédération Française de Football	2023-0000387	8 000 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	CLUB EVASION D'ESCALADE DE THIONVILLE	Fédération Française de Montagne et Escalade	2023-0000426	5 000 €

ANNEXE 3 suite

Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	THIONVILLE TENNIS DE TABLE	Fédération Française de Tennis de Table	2023-0000506	3 000 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	UNION SPORT HANDI OMNISPORT THIONVILLE	Fédération Française Handisport	2023-0000517	2 000 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	CYCLO SPORT THIONVILLOIS	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000650	1 500 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	KAYAK CLUB DE THIONVILLE	Fédération Française de Canoë Kayak	2023-0000741	1 400 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	BOXE FRANCAISE	Fédération Française de Boxe Française	2023-0000761	5 000 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	AS DE BOXE YUTZ	Fédération Française de Boxe Anglaise	2023-0000763	2 800 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	ASSOCIATION GK 3000	Fédération Française des Echecs	2023-0000769	2 300 €
Territoire de THIONVILLE	THIONVILLE	ASS JUDO LOISIRS	Fédération Française de Judo	2023-0000771	3 800 €
Territoire de THIONVILLE	YUTZ	CLUB SPORTIF CYCLISTE DE YUTZ	Fédération Française de Cyclisme	2023-0000660	2 000 €
Territoire de THIONVILLE	YUTZ	FC YUTZ	Fédération Française de Football	2023-0000381	4 000 €
Territoire de THIONVILLE	YUTZ	KAYAK CLUB DE YUTZ	Fédération Française de Canoë Kayak	2023-0000742	1 200 €
Territoire de THIONVILLE	YUTZ	STANISLAS SEVENS	Fédération Française de Rugby	2023-0000782	1 700 €
Territoire de THIONVILLE	YUTZ	THIONVILLE YUTZ GENERATION RUGBY	Fédération Française de Rugby	2023-0000784	3 000 €
Territoire de THIONVILLE	YUTZ	STE GYMNASTIQUE DE YUTZ	Fédération Française de Gymnastique	2023-0000819	6 000 €
				Total	355 700 €

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebee-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX EVENEMENTS SPORTIFS

DOSSIER N° | | 21 | 1149 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu le Rapport du Président portant sur le soutien et l'accompagnement aux évènements sportifs,

Vu la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer les aides aux clubs de Moselle, organisateurs d'événements sportifs, pour un montant total de 4 500 € réparti comme suit :

- 1 000 € à la Société d'Escrime de Metz (2023-0000817) pour l'organisation du premier Championnat de France Sabre Laser qui s'est déroulé les 18 et 19 février 2023 à Metz ;

- 3 500 € à l'Association Plateforme des Associations Africaines de la Moselle (2023-0000444) pour l'organisation de la Coupe d'Afrique de la Moselle qui se déroulera du 3 juin au 1er juillet 2023 ;

- de fournir en complément des trophées et des lots pour les bénévoles.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebd5-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SPORT ET JEUNESSE - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DES ASSOCIATIONS LOCALES ET DEPARTEMENTALES
DOSSIERS EQUIPEMENT TERRE DE JEUX

DOSSIER N° | | 22 | 1202 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'équipement des associations locales et départementales,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Règlement d'Octroi des Subventions d'Equipement en vigueur adopté lors de la 4ème Réunion Trimestrielle de 2019 (rapport V-1),

DECIDE

- d'attribuer les subventions suivantes :

* aux associations locales pour un montant de 698 270 € ;

* aux associations départementales pour un montant de 79 840 € ;

* aux associations locales dans le cadre de Moselle Terre de Jeux Paris 2024 pour un montant total de 55 640 €.

et figurant en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

COMMISSION PERMANENTE DU 06 MARS 2023

Décisions d'attribution de subventions

EQUIPEMENT TERRITOIRE DE FORBACH – SAINT-AVOLD

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
US LE ROCHER	L'achat de six bandes praticables pour gym	10 154,09 €	40 %	4 060 €
CERCLE BILLARD FRANCAIS	L'achat d'un ordinateur et une imprimante	1 153,40 €	40 %	460 €
LES ARCHERS CREUTZWALD	L'achat d'une ciblerie mobile extérieur	977,80 €	33 %	320 €
RUGBY CLUB NABORIEN DE SAINT AVOLD	L'achat de poteaux de touches, poteaux de corner et housses	3 518,90 €	40 %	1 400 €
1ERE CIE TIRC A L'ARC FAREBERSVILLER	L'achat d'un mur de tir à douze cibles	22 525 €	40 %	9 010 €
ASS SPORTIVE MORHANGEOISE	L'achat d'un véhicule 9 places	37 377 €	35 %	13 080 €
BOXING CLUB ACADEMY	L'achat d'une station de musculation et deux tapis de course	5 000 €	32 %	1 600 €
CREUTZWALD PLONGEE	L'achat de trois blocs air, deux gilets stabilisateur femme, deux gilets homme, quatre détendeurs et un manomètre	3 692 €	40 %	1 470 €
FOOTBALL CLUB FOLSCHVILLER	L'achat d'un véhicule 9 places	37 352,94 €	40 %	14 940 €
TAE KWON DO VALMONT	L'achat d'un tapis puzzle	1 980 €	40 %	790 €
LA BOURRASQUE DE FAULQUEMONT	L'achat de corbeilles pour disc-golf	1 055,80 €	40 %	420 €
ASSOCIATION LES DYNAMIQUES	L'achat de matériel de pilâtes	477,80 €	40 %	190 €
INTERASS FOYER SOCIOEDUCATIF RAC	L'achat d'un four de cuisson poterie et ses accessoires, dix tables et vingt bancs	5 327,35 €	40 %	2 130 €
SOCIETE DE TIR DE PETITE ROSSELLE	L'achat de récupérateurs de balles	29 400 €	40 %	11 760 €
LA BOULE PUITS ST CHARLES	L'achat de canon à air chaud	661,89 €	40 %	260 €
US FORBACH GYM DANSE	L'achat d'un porte-mains de compétition	1 610,40 €	40 %	640 €
CERCLE NAUTIQUE ST AVOLD	L'achat de matériel pour activités sportives, ludiques et éveils	8 010,13 €	40 %	3 200 €
ES PETITE ROSSELLE	L'achat de buts, poteaux, sacs et filets	2 067,60 €	40 %	820 €
BADMINTON CLUB	L'achat de projecteurs LED	1 319,26 €	38 %	500 €
FOYER DES JEUNES FALCK	L'achat de matériel de théâtre et spectacle et matériel de cirque	2 068,65 €	40 %	820 €
DANCE R	L'achat d'un ordinateur	2 749 €	40 %	1 090 €
JUDO CLUB DE FREYMING	L'achat de matériel cross fit	10 000 €	40 %	4 000 €

ASS TIR LA CLAIRE FORET	L'achat d'une carabine semi-automatique et du bois pour l'aménagement de protections pour le stand	3 378,20 €	40 %	1 350 €
TENNIS CLUB BOULAY	L'achat de deux filets traine terre battue	396 €	40 %	150 €
LE TEMPLE DU PING	L'achat d'un robot TIBHAR et d'une table de tennis de table	1 439,10 €	40 %	570 €
JUDO CLUB HOMBOURG HAUT	L'achat de dix vélos de biking	3 990 €	40 %	1 590 €
ES MACHEREN PETIT EBERSVILLER	L'achat d'un ordinateur et d'une sonorisation	2 511,58 €	40 %	1 000 €
BOXING CLUB CREUTZWALD	L'achat d'un ordinateur portable	749 €	40 %	290 €
VOLLEY CLUB CREUTZWALD	L'achat d'un véhicule 9 places	38 715 €	40 %	15 480 €
MJC BOULAY	L'achat d'un frigo, d'une imprimante 3D, d'une découpeuse, d'une armoire, d'un aspirateur et d'un nettoyeur vapeur	2 005,80 €	40 %	800 €
FIGHT TEAM GYPSY	L'achat de matériel de combat	3 489,29 €	40 %	1 390 €
CLUB HANDISPORT LES LIONS	L'achat d'un véhicule 9 places	40 000 €	40 %	16 000 €
CLUB NAUTIQUE DE LA MUTCHE	L'achat de huit canoés avec pagaies	5 072 €	40 %	2 020 €
JUDO CLUB	L'achat de matériel de fitness et self défense	7 881,01 €	40 %	3 150 €
FOOTBALL CLUB	L'achat d'un ordinateur	459 €	40 %	180 €
UNION SPORTIVE LUTTE CREUTZWALD	L'achat d'un véhicule 9 places	29 480 €	40 %	11 790 €
CHORALE LA MARJOLAINE	L'achat d'un ordinateur portable et un piano numérique	619,94 €	40 %	240 €
UNION CYCLISTE DU BASSIN HOUILLER	L'achat de projecteurs LED	2 207,52 €	40 %	880 €
ASS SPORTS LOISIRS BOUSBACH	L'achat d'un ordinateur portable et une imprimante	1 280,81 €	40 %	510 €
TOTAL				**130 350 €**

<u>TRAVAUX FORBACH-SAINT AVOLD</u>

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
MJC SAINT AVOLD	L'achat d'une estrade rétractable, rideaux occultant et projecteurs	40 000 €	40 %	16 000 €
BIO ET SANTE	L'achat de fournitures et pose d'une clôture grillagée	9 813,60 €	40 %	3 920 €
ASS LES AMIS DE LA NATURE	Mise en sécurité d'un escalier extérieur	12 078 €	40 %	4 830 €
TOTAL				**24 750 €**

COMMISSION PERMANENTE DU 06 MARS 2023

Décisions d'attribution de subventions

EQUIPEMENT TERRITOIRE DE METZ-ORNE

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
FOYER DES JEUNES DE SAULNY	L'achat de deux cordes à grimper	1 364 €	40 %	540 €
METZ GYM	L'achat d'un ordinateur portable, deux écrans de PC, une imprimante multifonctions, un modem/routeur, un smartphone, deux chaises de bureau et des périphériques et accessoires informatiques	3 092,60 €	40 %	1 230 €
ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE SPORTIVE DE GORZE	L'achat d'une imprimante	329,99 €	40 %	130 €
TENNIS CLUB DE SILLY SUR NIED	L'achat de quatre projecteurs à led de 500 w	500 €	40 %	200 €
SPORT CULTURE ET LOISIRS	L'achat d'un PC portable	921,89 €	40 %	360 €
MJC AMANVILLERS	L'achat de quatre barnums	2 997,60 €	40 %	1 190 €
ENTENTE SPORTIVE HAGONDANGE	L'achat de deux cibles électroniques	8 088 €	40 %	3 230 €
MAISON DES SPORTS ET LOISIRS DE MONDELANGE	L'achat d'une cible, trois micro casques et quinze micros et talkie-walkie	3 186,50 €	40 %	1 270 €
AAPPMA LA MESSINE	L'achat d'un barnum blanc, deux banderoles "la Messine", deux flammes ou drapeaux "la Messine", une friteuse à gaz, et matériel pour préparer les frites	4 158,28 €	40 %	1 660 €
JUDO CLUB DE MARANGE SILVANGE	Confection et installation d'un meuble caisson de rangement et installation d'un système audio	4 263,60 €	40 %	1 700 €
ATHLETISME METZ METROPOLE	L'achat de matériel de préparation physique, matériel pour la pratique de l'athlétisme et du saut à la perche	19 233,05 €	40 %	7 690 €
LE QUAI	L'achat de deux PC portables, un PC de bureau, des tableaux d'affichage et trois tentes extérieures	7 752,79 €	40 %	3 100 €
JUDO CLUB SAINT JULIEN LES METZ	L'achat d'un PC et un écran, un PC portable	1 859 €	40 %	740 €

DOJO MONTIGNIEN	L'achat de mobilier de bureau, un parcours de motricité en mousse, un écran de PC, une imprimante, des accessoires de frappe	6 400,59 €	40 %	2 560 €
CLTEP TALANGE	L'achat de matériel de cuisine, matériel informatique, matériel de couture, un photocopieur, deux climatiseurs et des chariots de transport	12 962,64 €	30 %	3 880 €
LA LIGNE DE MIRE	L'achat de deux carabines Feinwerbkau	3 298 €	40 %	1 310 €
REMILLY TENNIS DE TABLE	L'achat de quatre tables de tennis de table	2 660,40 €	40 %	1 060 €
ARC CLUB DE MONTIGNY LES METZ	L'achat de vingt cibles en mousse compacte	5 639,50 €	40 %	2 250 €
ASS SPORT CERCLE ST JEAN	L'achat d'un panneau de score, des filets, une traine, un lanceur de balles	2 713 €	40 %	1 080 €
ASS SPORT CERCLE ST JEAN	L'achat d'un tableau de marque	7 170 €	40 %	2 860 €
MOSELLE MOTO CLUB	L'achat d'un arrosage automatique et aménagement d'un local sécurisé	17 581,60 €	40 %	7 030 €
ASS ENTENTE SPORTIVE HAGONDANGE	L'achat d'une piste d'évolution enroulable	11 112 €	40 %	4 440 €
KAYAK CLUB METZ	L'achat d'un véhicule neuf places	40 000 €	40 %	16 000 €
MJC METZ SUD	L'achat de mobilier extérieur, un tableau blanc interactif, un projecteur et un ordinateur portable	8 266,27 €	25 %	2 060 €
MJC RICHEMONT	L'achat électroménager, mobilier pour cuisine pédagogique, mobilier de bureau, matériel informatique et télévisuel	4 676,57 €	40 %	1 870 €
ROLLER DERBY METZ CLUB	L'achat de matériel de musculation, matériel d'agilité, matériel de match	464 €	40 %	180 €
MJC ST PRIVAT LA MONTAGNE	L'achat de matériel de sonorisation	2 680 €	37,50 %	1 000 €
CO METZ BELLECROIX	L'achat d'un véhicule 9 places	40 000 €	40 %	16 000 €
METZ SPORT D'ORIENTATION	L'achat de matériel pour la pratique de l'activité	1 449,80 €	36,70 %	530 €
TENNIS SAUSSAIE MOULINS LES METZ	L'achat d'un ordinateur	1 356,30 €	40 %	540 €
COMITE DE GESTION DU CENTRE SOCIO-CULTUREL ET SPORTIF STE BARBE/FORT MOSELLE	L'achat d'une cuisinière	7 144,34 €	40 %	2 850 €
CUVRY TROIS RAQUETTES ET JEUX	L'achat de quatre tables de tennis de table et les filets	3 131,76 €	40 %	1 250 €

METZ A VELO	L'achat d'un fourgon	21 721,24 €	40 %	8 680 €
BASEBALL SOFTBALL CLUB DE METZ	L'achat de filets brise-vue et bâches	3 077,08 €	40 %	1 230 €
KAIROS	L'achat d'un véhicule 9 places	28 000 €	40 %	11 200 €
ACS AGORA	L'achat de tables pour enfants, du matériel de cuisine, des tonnelles, un réfrigérateur, des vélos et trottinettes, des tapis, des jeux d'imitation et de société.	15 034 €	40 %	6 010 €
SPORTING CLUB DE MARLY	L'achat d'une caméra sportive VEO	2 586 €	40 %	1 030 €
MJC MPT WOIPPY ATRIUM	L'achat de matériel de bureau, mobilier petite enfance, stores thermiques et un caméscope	32 910 €	30 %	9 870 €
ASSOCIATION PLAPPEVILLE LOISIRS	L'achat d'un photocopieur	10 700 €	40 %	4 280 €
AVENIR SPORTIF OUVRIER TALANGEOIS	L'achat de matériel pour la pratique de la gymnastique	4 989,09 €	40 %	1 990 €
ATHAC HAGONDANGE	L'achat d'un oriflamme, une banderole et une valise vélo	1 230,26 €	40 %	490 €
FOYER DES JEUNES SAULNY	L'achat de deux paires de poteaux de badminton compétition	374,36 €	40 %	140 €
LES COTTAGES DE LA GRANGE AUX BOIS	L'achat de tables et chaises, d'un ordinateur et d'un boitier NAS	40 000 €	25 %	10 000 €
AMANVILLERS VTT	L'achat de deux tonnelles et deux bâches tissu micro perforé	2 665 €	40 %	1 060 €
CANOE KAYAK CLUB MONDELANGE	L'achat de deux mini kayaks monoplaces	2 160 €	40 %	860 €
ASSOCIATION DE GESTION DU CENTRE SOCIOCULTUREL DE METZ VALLIERES	L'achat de quatre cents chaises	9 360 €	40 %	3 740 €
CLUB ESCALADE EVASION	L'achat de prises d'escalade	4 634,10 €	40 %	1 850 €
FOYER RURAL LES SAULES	L'achat de trois official ACL Europe Pro Set 120 x 60 pour la pratique du Cornhole	1 200 €	40 %	480 €
AS METZ GRANGE AUX BOIS	L'achat de matériel pour la pratique du tennis de table	8 273,21 €	40 %	3 300 €
FC MONDELANGE	Rénovation des vestiaires, trois bancs de touche et buts de foot à onze	25 685,28 €	40 %	10 270 €
LES ENFANTS DU VERGER	L'achat d'un ordinateur portable, quatre tables de tennis de table, une sono et un téléphone portable	4 931,99 €	33 %	1 620 €
MJC MONTOIS LA MONTAGNE	L'achat de matériel pour la pratique de la gymnastique	5 513 €	25 %	1 370 €
MONTIGNY SPORT NATURE	L'achat de deux bateaux de compétition	6 900 €	40 %	2 760 €
AS LES COTEAUX	L'achat d'un véhicule 9 places	34 962,23 €	12,90 %	4 510 €

AS TENNIS BADMINTON ET RUNNING DE FLEURY	L'achat de seize poteaux et filets de badminton	6 544,29 €	40 %	2 610 €
BASTEROUELIBRE	L'achat de deux vélos électriques et trois vélos musculaires enfants	11 880,20 €	40 %	4 750 €
MIXYTES	L'achat de six ordinateurs portables, cinq tablettes ARDIOZ, cinq tablettes Ipad, deux tables et six chaises	9 783,29 €	40 %	3 910 €
ROCK'N TROLL BALL	L'achat de costumes pour jeux grandeur nature	14 563 €	25 %	3 640€
CODING GAME	L'achat de six pc et matériel informatique (switch et routeur)	14 904 €	40 %	5 960 €
DANSE ET ART MONY	L'achat d'équipement son et lumière	20 649 €	40 %	8 250 €
TOTAL				**207 650 €**

TRAVAUX-METZ-ORNE

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
CERCLE YACHTING A VOILE DE MOSELLE	Rénovation des sanitaires, des douches féminines et des vestiaires pour accès PMR	40 000 €	25,80 %	10 320 €
TOTAL				**10 320 €**

COMMISSION PERMANENTE DU 06 MARS 2023

Décisions d'attribution de subventions

EQUIPEMENT TERRITOIRE DE SARREBOURG-CHATEAU SALINS

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
CERCLE PONGISTE HESSE IMLING	L'achat d'une table de tennis de table	1 100 €	40 %	440 €
TENNIS CLUB DE DIEUZE	L'achat d'un chauffe-eau, d'une pompe à chaleur, deux contacteurs à clé et un PC	4 578 €	40 %	1 830 €
ASS SPORT LORQUINOISE	L'achat de buts, filets, équipement arrosage, bancs et éclairage LED	6 156,97 €	27 %	1 660 €
ASS PLEIN AIR DONON	L'achat d'un véhicule 9 places	24 500 €	40 %	9 800 €
1ERE CIE ARC	L'achat de bandes de pailles compressée pour mur de tir	3 960 €	40 %	1 580 €
CLUB VOSGIEN PAYS DE DABO	Remplacement de deux passerelles pour randonneurs	835,20 €	40 %	330 €
CLUB DE TENNIS DE TABLE	L'achat d'une table de marquage, des tables de tennis de table, des filets et séparations	3 573,30 €	40 %	1 420 €
FOYER DES JEUNES NIDERVILLER	L'achat de jeux de société et éducatifs, matériel d'escalade, de gym et de pilâtes	5 227,47 €	40 %	2 090 €
JUDO CLUB	L'achat de 64m^2 de tatamis	4 128 €	40 %	1 650 €
LA VIGILANTE	L'achat d'une tente et deux tables pliantes	984,80 €	40 %	390 €
DOJO DU SAULNOIS	L'achat de placards, tables et chaises	14 952,86 €	40 %	5 980 €
ASSOCIATION LA CANTERA	L'achat de matériel équestre, équipement de cheval, matériel informatique et matériel de rangement	4 879,10 €	40 %	1 950 €
ACADEMIE DE FOOTBALL DE LA ZORN	L'achat de buts de foot, cages de rangement, sifflets, filets…	2 043 €	40 %	810 €
FOYER GEORGES DE LA TOUR	L'achat de projecteurs, studio photos, tables de tennis de table et accessoires, chariots, tables et chaises	9 397,23 €	30 %	2 810 €
ASS PHALSBOURG LOISIRS	L'achat de huit tables, trente chaises, un réfrigérateur	5 181 €	40 %	2 070 €
SKATE N ROLL	L'achat d'un skate park en bois	1 300 €	30 %	390 €
CERC ESCRIME SARREBOURG	L'achat de deux appareils handifix, deux appareils de signalisation et trois pistes d'isolation	30 320 €	40 %	12 120 €
GOLF PAYS SARREBOURG	Réfection des zones de frappe	16 244,16 €	40 %	6 490 €
FOYER RURAL	L'achat d'une cible extérieure mobile	29 923,88 €	30 %	8 970 €
BUDOKAN DU DONON	L'achat d'armes de défense factices	410 €	40 %	160 €
ICARE	L'achat d'un conteneur de stockage	2 907,60 €	40 %	1 160 €
L'OUTIL EN MAIN DU PAYS DE SARRE	L'achat de matériaux pour ateliers éducatifs (outils, tissus, plaques de verre, peinture…)	3 657,64 €	40 %	1 460 €

FC TROISFONTAINES	L'achat de buts rétractables	5 850 €	25 %	1 460 €
SOCIETE DE TIR NITTING	L'achat de deux cibles électroniques, deux carabines, huit cartouches de gaz, un gong de tir	6 970 €	40 %	2 780 €
ASS FITNESS CLUB CASINO	L'achat de dix fitball et quarante packs power bandes	561,50 €	40 %	220 €
FOOTBALL CLUB DE DOLVING	L'achat d'un but de foot à 8	2 178 €	40 %	870 €
TOTAL				**70 890 €**

TRAVAUX SARREBOURG-CHATEAU SALINS

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
ASSOCIATION FAMILIALE DU SAULNOIS	Rénovation des volets et fenêtres, rénovation de la véranda et extension de la climatisation	40 000 €	40 %	16 000 €
TOTAL				**16 000 €**

COMMISSION PERMANENTE DU 06 MARS 2023

Décisions d'attribution de subventions

EQUIPEMENT TERRITOIRE SARREGUEMINES-BITCHE

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
AS WILLERWALD TENNIS DE TABLE	L'achat d'une table de compétition 740	1 250 €	40 %	500 €
CADHAME	L'achat de mobilier : chaises Auteul, chariots pour cinquante chaises et barres inter-rangées	25 554 €	40 %	10 220 €
AVIRON CLUB SARREGUEMINES	L'achat d'une yolette (bateau loisir) et équipement de deux skiffs	10 984 €	40 %	4 390 €
ESPOIR AERONAUTIQUE SARREGUEMINES	L'achat d'un ULM	40 000 €	40 %	16 000 €
TONIC BOXE	L'achat de cibles de frappe, des plastrons et du matériel de fitness	7 431 €	40 %	2 970 €
PETANQUE CLUB DE BITCHE	L'achat de matériel informatique (ordinateur et imprimante)	1 988 €	40 %	790 €
CANOE KAYAK VAL DE SARRE	L'achat de matériel de chronométrage, de gilets de flottabilité et un kayak	6 336,60 €	40 %	2 530 €
ASSO GYMNASTIQUE	L'achat d'un tremplin de compétitions et de matériel de réception	4 997,98 €	33 %	1 640 €
ARTOPIE	L'achat d'un coffre-fort, un copieur et du matériel de cuisine	7 598 €	30 %	2 270 €

US PUTTELANGE AUX LACS	L'achat d'embouts et bâtons pour débutants pour la pratique du twirling	1 135 €	40 %	450 €
ASSOCIATION EUREKA	L'achat d'un véhicule pour le transport du matériel technique	25 000 €	40 %	10 000 €
TOTAL				**51 760 €**

TRAVAUX SARREGUEMINES-BITCHE

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
ASS VIEUX MOULIN	Rénovation complète du sol du manège	38 880 €	40 %	15 550 €
SARREGUEMINES JUMP	Création de deux paddocks hivernaux, un rond de longe, installation de clôtures le long de l'axe routier départemental et rénovation et stabilisation du sol du manège	40 000 €	40 %	16 000 €
TOTAL				**31 550 €**

COMMISSION PERMANENTE DU 06 MARS 2023

Décisions d'attribution de subventions

EQUIPEMENT TERRITOIRE DE THIONVILLE

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
CLUB SPORTIF CYCLISTE YUTZ	L'achat d'une remorque	4 055,24 €	40 %	1 620 €
CLUB NAUTIQUE LA YOLE HAMOISE	L'achat de 3 bateaux de type skiff, de 2 canoés doubles et de 2 kayaks avec pagaies	13 020 €	40 %	5 200 €
PETANQUE CLUB DU WITTEN	L'achat de matériel (plaques en polycarbonate, planches...) pour la fermeture des parois latérales du terrain couvert	5 002 €	40 %	2 000 €
LES MARCHEURS DE LA NIED	L'achat d'un groupe électrogène mobile et matériel annexe (chauffage, lampe, plaque de cuisson)	2 313,61 €	40 %	920 €
1ERE CIE D'ARC HAYANGE	L'achat de trois murs mobiles en mousse avec un toit et le remplacement de bandes de pailles	7 395 €	40 %	2 950 €
ASS LES GRANDS CHENES	L'achat de matériel informatique (ordinateur, imprimante) et un meuble de rangement	3 349 €	40 %	1 330 €
PLONGEURS MASQUES	Le remplacement de la robinetterie et d'accessoires pour la mise aux normes des bouteilles et détendeurs de plongée	2 749 €	40 %	1 090 €
SPORTING CLUB FAMECK	L'achat d'équipement spécifique aux levers dynamiques	884,76 €	40 %	350 €
RUGBY UNION SPORTIVE HAYANGE	L'achat d'un container maritime d'occasion pour stocker le matériel	1 908 €	40 %	760 €
SOCIETE NAUTIQUE CAP 250	L'achat d'un nouveau dériveur avec son chariot et sa remorque	12 290 €	40 %	4 910 €

ART MARTIAL BOUZONVILLE	L'achat d'équipement d'entrainement et matériel de frappe	3 413,81 €	40 %	1 360 €
ASS TOUT AZIMUT FAMECK	Réalisation de quatre cartes de course d'orientation	7 270 €	40 %	2 900 €
TENNIS CLUB DE CATTENOM	Renouvellement du matériel informatique	2 874,85 €	40 %	1 140 €
RAWDOGS	L'achat d'un skate-park modulable	9 421,54 €	40 %	3 760 €
KAYAK CLUB DE YUTZ	L'achat de quatre kayaks de randonnée mer/rivière une place et un kayak de randonnée mer/rivière une place	7 800 €	40 %	3 120 €
CENTRE SOCIAL O COULEURS MONDE	L'achat de mobilier, d'électroménager et de tonnelles	11 705,75 €	40 %	4 680 €
NAUTIC CLUB BOUZONVILLE	L'achat de trois kayaks freestyle avec chariot de transport et matériel informatique	9 472 €	40 %	3 780 €
CO BOUZONVILLE SECTION FOOT	L’achat de huit buts de football quick five	1 746,62 €	40 %	690 €
LOR N BIKE 57 FAMECK	L'achat d'une remorque pour vélo	2 137,39 €	40 %	850 €
ASS LA MOISSON	L'achat d'un PC portable, un PC, quatre machines à coudre	6 705,20 €	32,90 %	2 200 €
BOXING CLUB FLORANGE	L’achat de trois sacs de frappe	3 313,44 €	40 %	1 320 €
US TOURNEBRIDE HAYANGE	L’achat de trois paires de poteaux	2 454,11 €	40 %	980 €
CENTRE SOCIO CULTUREL	L’achat d'un PC et une imprimante	2 257,93 €	40 %	900 €

CENTRE LE LIERRE	L'achat de mobilier, de matériel vidéo et de duplicopie	13 818,58 €	40 %	5 520 €
THIONVILLE MOSELLE HANDBALL	L'achat d'équipements audiovisuels et informatiques	14 557,95 €	40 %	5 820 €
VELO CLUB FIDELIO MANOM	L'achat d'un véhicule 9 places	34 990 €	40 %	13 990 €
STE GYMNASTIQUE DE YUTZ	Remplacement du matériel usé et défectueux, achat de nouveaux agrès spécifiques pour la pratique de la compétition	37 601,10 €	40 %	15 040 €
CLUB ESCALADE EVASION	L'achat d'un PC, un vidéo projecteur, du matériel vidéo et du matériel pour la pratique de l'escalade	40 000 €	40 %	16 000 €
CLUB BASKET BOUZONVILLE	L'achat de buts de basket-ball latéraux mobiles	14 437 €	40 %	5 770 €
UASF CENTRE SOCIAL	L'achat d'un lave-linge	3 490,80 €	26,50 %	920 €
LES FAUVETTES UCKANGE	L'achat de matériel pour la pratique de la gymnastique et matériel de sonorisation	2 919,45 €	40 %	1 160 €
LOISIRS ACCUEIL MANOMOIS	L'achat de mobilier (tables et chaises), de deux pc portables et d'une tablette numérique	7 505,40 €	40 %	3 000 €
AS ST NICOLAS EN FORET	L'achat de matériel informatique et vidéo	5 364,23 €	40 %	2 140 €
ASS SPORTIVE GUENANGE	Installation d'un bar	5 898,24 €	40 %	2 350 €
MJC MPT RANGUEVAUX	L'achat de mobilier et de matériel informatique et numérique	7 464,03 €	40 %	2 980 €

BAMARA ELITE SPORTS	L'achat d'équipement d'entrainement, plastrons, casques, raquettes doubles	11 908 €	40 %	4 760 €
FAMILLES RURALES CREIGNES	Création d'un atelier conception 3D (imprimante 3D, ordinateurs…)	2 895,60 €	40 %	1 150 €
TOTAL				**129 410 €**

TRAVAUX THIONVILLE

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
STE NAUTIQUE BASSE MOSELLE	Construction d'une extension pour entretenir les bateaux	40 000 €	40 %	16 000 €
UASF CENTRE SOCIAL	L'achat d'une alarme, d'un chauffe-eau, d'un adoucisseur et changement des fenêtres	36 205 €	26,50 %	9 590 €
TOTAL				**25 590 €**

COMMISSION PERMANENTE DU 06 MARS 2023

Décisions d'attribution de subventions

ASSOCIATION A CARACTERE DEPARTEMENTAL (A.C.D.)

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
FAMILLES DE FRANCE	L'achat de matériel éducatif et logistique, matériel de bureau	3 589,67 €	40 %	1 430 €
FDAPPMA 57	L'achat de deux ordinateurs, deux téléphones portables, une batterie 12 V, du matériel pour la pratique de la pêche	39 884,25 €	39,95%	15 930 €
CD MOSELLE VOL A VOILE	L'achat de deux transpondeurs et deux systèmes anticollisions	12 252,38 €	40 %	4 900 €
ECLAIREUSES ECLAIREURS DE FRANCE	L'achat d'un ordinateur et du mobilier	1 173,99 €	40 %	460 €
COMITE DE MOSELLE DE NATATION	L'achat de deux ordinateurs portables et une imprimante	1 642,48 €	40 %	650 €
CODEP 57	L'achat de deux jeux de poteaux et de filets, un ordinateur portable	2 197,47 €	40 %	870 €
COMITE DE MOSELLE DE BASKET	L'achat d'un ordinateur portable, deux écrans, et un ordinateur fixe	4 293,60 €	40 %	1 710 €
FEDE DEP DES CENTRES SOCIAUX	L'achat d'un véhicule aménagé	40 000 €	11 %	4 400 €
UNION DPTALE MJC MOSELLE	L'achat d'un véhicule 7 places	14 990,00 €	40 %	5 990 €
FEDERATION OEUVRES LAIQUES	L'achat de cent quinze tentes, deux ordinateurs portables et un fixe, dix bancs pliables et cinq tables pliantes, soixante-quatre skis et quatre vélos électriques	34 985,20 €	40 %	13 990 €
FEDERATION DPTALE DES CENTRES SOCIAUX	L'achat de huit tablettes androïd	4 435,20 €	40 %	1 770 €
FEDERATION DPTALE FOYERS RURAUX	L'achat de matériel pour la pratique de l'escalade, pour le tir à l'arc, pour l'accrobranche	1 172,50 €	40 %	460 €
ASBH ACTION SOCIALE	L'achat de mobilier pour aménager les salles d'activités	9 410,00 €	40 %	3 760 €
CD MOSELLE SKI NAUTIQUE	L'achat d'une bâche de protection pour bateau	2 350,00 €	40 %	940 €

FEDERATION FAMILLES RURALES	L'achat d'un véhicule 9 places	40 000 €	40 %	16 000 €
			TOTAL	**73 260 €**

ASSOCIATION A CARACTERE DEPARTEMENTAL-TRAVAUX

FAMILLES DE FRANCE	Fourniture et pose de quatre tampons hydrauliques	2 220 €	40 %	880 €
FDAPPMA	Agrandissement du bureau de la secrétaire comptable	14 464,09 €	39,41%	5 700 €
			TOTAL	**6 580 €**

COMMISSION PERMANENTE DU 06 MARS 2023

Décisions d'attribution de subventions

MOSELLE « TERRE DE JEUX » EQUIPEMENT AUX ASSOCIATIONS LOCALES

Nom association	Nature de l'opération	Montant devis	Taux	Montant
SOCIETE DE TIR DE PETITE ROSSELLE	L'achet d'un poste de supervision pour entrainements et compétitions	5 016 €	40 %	2 000 €
KAYAK CLUB DE METZ	L'achat de bateaux de compétition et une remorque	20 560,98 €	40 %	8 220 €
SOCIETE D'ESCRIME ET DE TIR DE BITCHE	L'achat de ciblerie, quatre tentes pour installation stand de tir, un pistolet rapid fire et deux pistolets à air comprimé	19 004 €	40 %	7 600 €
ASSOCIATION GYMNIQUE FAMECKOISE	L'achat de matériel éducatif et pédagogique	9 952,32 €	40 %	3 980 €
BASSE HAM BADMINTON CLUB	L'achat de matériel informatique, un lanceur de volants et du mobilier	8 548,24 €	40 %	3 410 €
TERVILLE FLORANGE OLYMPIQUE CLUB VOLLEY BALL	L'achat d'un écran géant	26 400 €	40 %	10 560 €
FLORANGE OLYMPIC CLUB ATHLETISME	L'achat de matériel de chronométrage et vidéo	40 000 €	40 %	16 000 €
ETL ESPERANCE LUTTE STIRING-WENDEL	L'achat de tapis de lutte	9 692,30 €	40 %	3 870 €
TOTAL				**55 640 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebd4-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - ICF NORD EST S.A. D'H.L.M. - REHABILITATION DE 87 LOGEMENTS SUR PLUSIEURS ADRESSES A YUTZ - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 2 146 015 €

DOSSIER N° | | 23 | 1159 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2305 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 23 mars 2021 entre le Département de la Moselle et ICF NORD EST S.A. d'H.L.M.,

Vu la demande présentée par ICF NORD EST S.A. d'H.L.M. tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de YUTZ et la Communauté d'Agglomération PORTES DE FRANCE - THIONVILLE pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 2 146 015 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération de réhabilitation de 87 logements situés sur plusieurs adresses à YUTZ,

Vu le contrat de prêt n°136038 figurant en annexe à la présente décision signé entre ICF NORD EST S.A. d'H.L.M et la Caisse des Dépôts et Consignations,

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 146 015 € souscrit par ICF NORD EST S.A. d'H.L.M (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°136038 constitué de 1 ligne du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements réhabilités, conjointement avec la commune de YUTZ et la Communauté d'Agglomération PORTES DE FRANCE - THIONVILLE.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

M. CUNY, M. WEIS et M. FREYBURGER ne participent ni au débat ni au vote.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 24/05/2022 16:20:42

Sylvie Cavrot
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
ICF NORD EST SA D'HLM
Signé électroniquement le 30/05/2022 15 41 :29

CONTRAT DE PRÊT

N° 136038

Entre

ICF NORD EST SA D'HLM - n° 000100275

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.33 page 1/21
Contrat de prêt n° 136038 Emprunteur n° 000100275

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

ICF NORD EST SA D'HLM, SIREN n°: 304747835, sis(e) SERVICE TRESORERIE 26 RUE DE PARADIS 75010 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **ICF NORD EST SA D'HLM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération YUTZ Cité des ateliers, Parc social public, Réhabilitation de 87 logements situés sur plusieurs adresses à YUTZ.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions cent-quarante-six mille quinze euros (2 146 015,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de deux millions cent-quarante-six mille quinze euros (2 146 015,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Différé d'Amortissement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **24/08/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
    - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5452928			
Montant de la Ligne du Prêt	2 146 015 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,53 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,53 %			
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois			
Durée	15 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,53 %			
Taux d'intérêt[2]	1,53 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00
Collectivités locales	CA PORTES DE FRANCE-THIONVILLE	25,00
Collectivités locales	COMMUNE DE YUTZ	25,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

ICF NORD EST SA D'HLM
SERVICE TRESORERIE
26 RUE DE PARADIS

75010 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U091423, ICF NORD EST SA D'HLM

Objet : Contrat de Prêt n° 136038, Ligne du Prêt n° 5452928
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR5840031000010000058309D52 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001718 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 136038 Emprunteur n° 000100275

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebd2-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. 3F GRAND EST - ACQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS A ROSSELANGE - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 2 428 682 €

DOSSIER N° | | 24 | 1099 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2305 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 30 mars 2021 entre le Département de la Moselle et la S.A. d'H.L.M. 3F GRAND EST,

Vu la demande présentée par la S.A. d'H.L.M. 3F GRAND EST tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de ROSSELANGE et par la Communauté de Communes du PAYS ORNE MOSELLE pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 2 428 682 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération d'acquisition en VEFA de 19 logements situés rue Victor Hugo à ROSSELANGE,

Vu le contrat de prêt n°139749 figurant en annexe à la présente décision signé entre la S.A. d'H.L.M. 3F GRAND EST et la Caisse des Dépôts et Consignations,

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 428 682 € souscrit par la S.A. d'H.L.M. 3F GRAND EST (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°139749 constitué de 5 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements acquis, conjointement avec la commune de ROSSELANGE et la Communauté de Communes du PAYS ORNE MOSELLE.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

M. CORRADI ne participe ni au débat ni au vote.
Mme HAAG, absente ayant donné délégation de vote à M. KIEFFER,
ce dernier ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant.
M. FOURNIER est absent.

Annexe

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 20/09/2022 15:03:55

Carlos Sahun
DIRECTEUR GENERAL
3F GRAND EST
Signé électroniquement le 20/09/2022 15 27 :23

CONTRAT DE PRÊT

N° 139749

Entre

3F GRAND EST - n° 000372507

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

3F GRAND EST, SIREN n°: 498273556, sis(e) 8 RUE ADOLPHE SEYBOTH 67000 STRASBOURG,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **3F GRAND EST** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.17
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.18
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.19
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.22
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.27
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.27
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.28
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.28
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 19 logements situés Rue Victor Hugo 57780 ROSSELANGE.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions quatre-cent-vingt-huit mille six-cent-quatre-vingt-deux euros (2 428 682,00 euros) constitué de 5 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de six-cent-seize mille trois-cent-quatre-vingt-seize euros (616 396,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trois-cent-neuf mille cinq-cent-soixante-cinq euros (309 565,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de neuf-cent-cinquante-neuf mille trois-cent-vingt-et-un euros (959 321,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-cent-quarante-huit mille quatre-cents euros (448 400,00 euros) ;
- PHB 2.0 tranche 2020, d'un montant de quatre-vingt-quinze mille euros (95 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTer

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le **« Jour ouvré »** désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquedesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Différé d'Amortissement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le **« Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération » (PHB2.0)** est destiné à soutenir l'effort d'investissement des bailleurs dans leurs projets de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux. Ce Prêt bonifié concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS. Ce Prêt PHB2.0 relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

La **« Simple Révisabilité » (SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le **« Taux Fixe »** désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **20/12/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
    - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquedesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5505785	5505786	5505789	5505788
Montant de la Ligne du Prêt	616 396 €	309 565 €	959 321 €	448 400 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	18 mois	18 mois	18 mois	18 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt du préfinancement	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)	
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB
Enveloppe	2.0 tranche 2020
Identifiant de la Ligne du Prêt	5505787
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans
Montant de la Ligne du Prêt	95 000 €
Commission d'instruction	50 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	0,82 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,82 %
Phase d'amortissement 1	
Durée du différé d'amortissement	240 mois
Durée	20 ans
Index	Taux fixe
Marge fixe sur index	-
Taux d'intérêt	0 %
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité
Modalité de révision	Sans objet
Taux de progression de l'amortissement	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360

PR0090-PR0068 V3.33 page 12/28
Contrat de prêt n° 139749 Emprunteur n° 000372507

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)	
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB
Enveloppe	2.0 tranche 2020
Identifiant de la Ligne du Prêt	5505787
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans
Montant de la Ligne du Prêt	95 000 €
Commission d'instruction	50 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	0,82 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,82 %
Phase d'amortissement 2	
Durée	20 ans
Index[1]	Livret A
Marge fixe sur index	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	2,6 %
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité
Modalité de révision	SR
Taux de progression de l'amortissement	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	CC DU PAYS ORNE MOSELLE	25,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE ROSSELANGE	25,00

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

3F GRAND EST

8 RUE ADOLPHE SEYBOTH

67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109174, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 139749, Ligne du Prêt n° 5505787
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139749 Emprunteur n° 000372507

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION RÉGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

3F GRAND EST

8 RUE ADOLPHE SEYBOTH

67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109174, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 139749, Ligne du Prêt n° 5505785
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139749 Emprunteur n° 0000372507

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

3F GRAND EST

8 RUE ADOLPHE SEYBOTH

67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109174, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 139749, Ligne du Prêt n° 5505786
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139749 Emprunteur n° 000372507

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

3F GRAND EST

8 RUE ADOLPHE SEYBOTH

67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109174, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 139749, Ligne du Prêt n° 5505789
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139749 Emprunteur n° 000372507

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

3F GRAND EST

8 RUE ADOLPHE SEYBOTH

67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U109174, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 139749, Ligne du Prêt n° 5505788
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139749 Emprunteur n° 000372507

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebd3-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - REHABILITATION DE 47 LOGEMENTS A FORBACH - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 1 628 481 €

DOSSIER N° | | 25 | 1104 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2305 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 16 mars 2021 entre le Département de la Moselle et la S.A. d'H.L.M. VIVEST puis modifiée par avenant le 4 avril 2022,

Vu la demande présentée par la S.A. d'H.L.M. VIVEST tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de FORBACH pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 1 628 481 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération de réhabilitation de 47 logements situés 2 à 12 rue du Rocher à FORBACH,

Vu le contrat de prêt n°140576 figurant en annexe à la présente décision signé entre la S.A. d'H.L.M. VIVEST et la Caisse des Dépôts et Consignations,

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 628 481 € souscrit par la S.A. d'H.L.M. VIVEST (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°140576 constitué de 3 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements réhabilités, conjointement avec la commune de FORBACH.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Mme LORIA-MANCK ne participe ni au débat ni au vote.
Mme HAAG, absente ayant donné délégation de vote à M. KIEFFER, ce dernier ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 17/10/2022 10:47:26

Jean-Pierre RAYNAUD
DIRECTEUR GENERAL
VIVEST
Signé électroniquement le 19/10/2022 12 01 :14

CONTRAT DE PRÊT

N° 140576

Entre

VIVEST - n° 000088514

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.33 page 1/24
Contrat de prêt n° 140576 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VIVEST, SIREN n°: 362801011, sis(e) 15 RUE SENTE A MY BP 80785 57012 METZ CEDEX 01,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **VIVEST** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 2766-Forbach, Parc social public, Réhabilitation de 47 logements situés 2 à 12 rue du rocher 57600 FORBACH.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un prêt long terme aux conditions avantageuses de montant et de taux proposées par la Banque européenne d'investissement (BEI), institution financière de l'Union Européenne créée en 1958 par le Traité de Rome et participant aux côtés des institutions financières telles que la Caisse des Dépôts au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne, dans la mesure où l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le financement sont remplis.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million six-cent-vingt-huit mille quatre-cent-quatre-vingt-un euros (1 628 481,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant de cinq-cent-quatre-vingt-sept mille cinq-cents euros (587 500,00 euros) ;
- PAM BEI Taux fixe - Complémentaire à l'Eco-prêt, d'un montant de cinq-cent mille euros (500 000,00 euros) ;
- PAM, d'un montant de cinq-cent-quarante mille neuf-cent-quatre-vingt-un euros (540 981,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Indemnité de Rupture du Taux Fixe »** désigne, en relation avec tout montant devant être remboursé de manière anticipée ou tout montant devant être annulé, la somme correspondant à la valeur actualisée de l'éventuel excédent (à la date de calcul) :

(a) des intérêts calculés que le montant devant être remboursé de manière anticipée (ou le montant annulé) aurait produits pour la période entre la date de remboursement anticipé (ou la date d'annulation) et la date d'échéance finale si ce montant n'avait pas été remboursé de façon anticipée (ou annulé) ; sur

(b) les intérêts qui auraient été produits pour cette période s'ils avaient été calculés au Taux de Remploi diminué de 0,19% (19 points de base).

La valeur actualisée définie ci-dessus sera calculée à un taux d'actualisation égal au Taux de Remploi, appliqué à chaque Date d'Echéance à laquelle les remboursements auraient été effectués s'il n'y avait pas eu un remboursement anticipé (ou annulation).

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Perturbation de Marché** » désigne l'un quelconque des événements suivants :

(a) il existe, de l'opinion raisonnable du Prêteur, des événements ou circonstances affectant défavorablement l'accès du Prêteur à ses sources de financement au vu des conditions actuelles de marché ;

(b) de l'opinion du Prêteur, les fonds ne sont pas disponibles auprès de ses sources habituelles de financement pour lui permettre de financer une Ligne du Prêt de manière suffisante pour la maturité demandée, et/ou pour le profil de remboursement demandé ;

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » **(PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le **« Taux Fixe »** désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le **« Taux de Remploi »** désigne le taux d'intérêt annuel applicable le jour du calcul de l'indemnité pour un prêt à taux fixe qui aura les mêmes modalités de paiement des intérêts et le même profil de remboursement du principal que la Ligne du Prêt pour laquelle une indemnité est due. Ce taux correspond au coût d'obtention des fonds par le Prêteur auprès de ses sources de financement dans le cadre d'un prêt à taux fixe. Ce taux ne pourra pas avoir une valeur négative.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **31/10/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article **"Définitions"** et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article **"Notifications"**.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
    - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM	PAM
Enveloppe	Eco-prêt	BEI Taux fixe - Complémentaire à l'Eco-prêt	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5507848	5507849	5507850
Montant de la Ligne du Prêt	587 500 €	500 000 €	540 981 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €
Pénalité de dédit	-	Indemnité de Rupture du Taux Fixe	-
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,75 %	3,4 %	2,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,75 %	3,4 %	2,6 %
Phase d'amortissement			
Durée	25 ans	25 ans	25 ans
Index[1]	Livret A	Taux fixe	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,25 %	-	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	1,75 %	3,4 %	2,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité de Rupture du Taux Fixe	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	Sans objet	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Échéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne de Prêt sur ressource BEI, d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition. Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- assurer l'exécution de l'opération en conformité à toutes lois et réglementations, en ce compris celles relatives au droit environnemental, auxquelles l'Emprunteur ou l'opération sont soumis ;

- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :

- d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opérations, que le Prêteur jugerait utiles ;
- de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;

- fournir, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode TH-C-E ex pour dégager le gain énergétique renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ». A défaut d'audit énergétique, l'Emprunteur s'engage à réaliser les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la demande de prêt en ligne ou dans la fiche "Interventions à caractère thermique".
  Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;

- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

- rembourser la Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt et/ou la Ligne du Prêt PAM Amiante octroyée(s) par le Prêteur pour le financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PAM finançant la même opération ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

Par ailleurs l'Emprunteur s'engage à ce que le montant cumulé du financement bénéficiant d'un soutien de la BEI n'excède pas 50 % des coûts totaux de l'opération et à ce que le financement obtenu avec le soutien de la BEI et les autres ressources fournies par l'Union européenne n'excède pas 70 % des coûts totaux de l'opération.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORBACH	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Durant la phase d'amortissement, pour chaque Ligne du Prêt sur ressource BEI, les remboursements anticipés volontaires donnent lieu à la perception par le Prêteur d'une indemnité actuarielle calculée sur les montants remboursés par anticipation égale à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Quelle que soit la cause de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne de Prêt sur ressource BEI, l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U115264, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 140576, Ligne du Prêt n° 5507848
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 140576 Emprunteur n° 0000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

afaq ISO 9001

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U115264, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 140576, Ligne du Prêt n° 5507849
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 140576 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U115264, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 140576, Ligne du Prêt n° 5507850
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 140576 Emprunteur n° 000088514

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebd0-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - REHABILITATION DE 49 LOGEMENTS A L'HOPITAL - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 2 055 266 €

DOSSIER N° | | 26 | 955 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2305 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 16 mars 2021 entre le Département de la Moselle et la S.A. d'H.L.M. VIVEST puis modifiée par avenant le 4 avril 2022,

Vu la demande présentée par la S.A. d'H.L.M. VIVEST tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de L'HOPITAL pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 2 055 266 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération de réhabilitation de 49 logements situés 18 à 24 rue des Roses à L'HOPITAL,

Vu le contrat de prêt n°139173 figurant en annexe à la présente décision signé entre la S.A. d'H.L.M. VIVEST et la Caisse des Dépôts et Consignations,

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 055 266 € souscrit par la S.A. d'H.L.M. VIVEST (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°139173 constitué de 3 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements réhabilités, conjointement avec la commune de L'HOPITAL.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

M. SCHULER ne participe ni au débat ni au vote

Mme HAAG, absente ayant donné délégation de vote à M. KIEFFER, ce dernier ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 01/09/2022 18:41:41

Jean-Pierre RAYNAUD
DIRECTEUR GENERAL
VIVEST
Signé électroniquement le 02/09/2022 14 29 :57

CONTRAT DE PRÊT

N° 139173

Entre

VIVEST - n° 000088514

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.33 page 1/24
Contrat de prêt n° 139173 Emprunteur n° 000088514

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VIVEST, SIREN n°: 362801011, sis(e) 15 RUE SENTE A MY BP 80785 57012 METZ CEDEX 01,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **VIVEST** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquedesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 202-L'HOPITAL, Parc social public, Réhabilitation de 49 logements situés 18 à 24 rue des Roses 57490 L'HOPITAL.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un prêt long terme aux conditions avantageuses de montant et de taux proposées par la Banque européenne d'investissement (BEI), institution financière de l'Union Européenne créée en 1958 par le Traité de Rome et participant aux côtés des institutions financières telles que la Caisse des Dépôts au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne, dans la mesure où l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le financement sont remplis.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions cinquante-cinq mille deux-cent-soixante-six euros (2 055 266,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de six-cent-trente-cinq mille sept-cent-soixante-six euros (635 766,00 euros) ;
- PAM Eco-prêt, d'un montant de huit-cent-dix-neuf mille cinq-cents euros (819 500,00 euros) ;
- PAM BEI Taux fixe - Complémentaire à l'Eco-prêt, d'un montant de six-cent mille euros (600 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03.83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Indemnité de Rupture du Taux Fixe »** désigne, en relation avec tout montant devant être remboursé de manière anticipée ou tout montant devant être annulé, la somme correspondant à la valeur actualisée de l'éventuel excédent (à la date de calcul) :

(a) des intérêts calculés que le montant devant être remboursé de manière anticipée (ou le montant annulé) aurait produits pour la période entre la date de remboursement anticipé (ou la date d'annulation) et la date d'échéance finale si ce montant n'avait pas été remboursé de façon anticipée (ou annulé) ; sur

(b) les intérêts qui auraient été produits pour cette période s'ils avaient été calculés au Taux de Remploi diminué de 0,19% (19 points de base).

La valeur actualisée définie ci-dessus sera calculée à un taux d'actualisation égal au Taux de Remploi, appliqué à chaque Date d'Echéance à laquelle les remboursements auraient été effectués s'il n'y avait pas eu un remboursement anticipé (ou annulation).

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Perturbation de Marché** » désigne l'un quelconque des événements suivants :

(a) il existe, de l'opinion raisonnable du Prêteur, des événements ou circonstances affectant défavorablement l'accès du Prêteur à ses sources de financement au vu des conditions actuelles de marché ;

(b) de l'opinion du Prêteur, les fonds ne sont pas disponibles auprès de ses sources habituelles de financement pour lui permettre de financer une Ligne du Prêt de manière suffisante pour la maturité demandée, et/ou pour le profil de remboursement demandé ;

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » **(PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le **« Taux Fixe »** désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le **« Taux de Remploi »** désigne le taux d'intérêt annuel applicable le jour du calcul de l'indemnité pour un prêt à taux fixe qui aura les mêmes modalités de paiement des intérêts et le même profil de remboursement du principal que la Ligne du Prêt pour laquelle une indemnité est due. Ce taux correspond au coût d'obtention des fonds par le Prêteur auprès de ses sources de financement dans le cadre d'un prêt à taux fixe. Ce taux ne pourra pas avoir une valeur négative.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquesDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/09/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article **"Définitions"** et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article **"Notifications"**.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
    - Permis de construire purgé de tout recours ou compléter l'attestation
    - Garantie(s) conforme(s)
    - Autorisation d'urbanisme (PC définitif, DUP, attestation d'achèvement des travaux, ...)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM	PAM
Enveloppe	-	Eco-prêt	BEI Taux fixe - Complémentaire à l'Eco-prêt
Identifiant de la Ligne du Prêt	5503612	5503614	5503613
Montant de la Ligne du Prêt	635 766 €	819 500 €	600 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €
Pénalité de dédit	-	-	Indemnité de Rupture du Taux Fixe
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	1,75 %	2,89 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	1,75 %	2,89 %
Phase d'amortissement			
Durée	25 ans	25 ans	30 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Taux fixe
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,25 %	-
Taux d'intérêt[2]	2,6 %	1,75 %	2,89 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité de Rupture du Taux Fixe
Modalité de révision	DR	DR	Sans objet
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne de Prêt sur ressource BEI, d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition. Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- assurer l'exécution de l'opération en conformité à toutes lois et réglementations, en ce compris celles relatives au droit environnemental, auxquelles l'Emprunteur ou l'opération sont soumis ;

- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :

- d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opérations, que le Prêteur jugerait utiles ;
- de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;

- fournir, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode TH-C-E ex pour dégager le gain énergétique renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ». A défaut d'audit énergétique, l'Emprunteur s'engage à réaliser les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la demande de prêt en ligne ou dans la fiche "Interventions à caractère thermique".
  Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;

- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

- rembourser la Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt et/ou la Ligne du Prêt PAM Amiante octroyée(s) par le Prêteur pour le financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PAM finançant la même opération ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

Par ailleurs l'Emprunteur s'engage à ce que le montant cumulé du financement bénéficiant d'un soutien de la BEI n'excède pas 50 % des coûts totaux de l'opération et à ce que le financement obtenu avec le soutien de la BEI et les autres ressources fournies par l'Union européenne n'excède pas 70 % des coûts totaux de l'opération.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE L HOPITAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Durant la phase d'amortissement, pour chaque Ligne du Prêt sur ressource BEI, les remboursements anticipés volontaires donnent lieu à la perception par le Prêteur d'une indemnité actuarielle calculée sur les montants remboursés par anticipation égale à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Quelle que soit la cause de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne de Prêt sur ressource BEI, l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U114034, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 139173, Ligne du Prêt n° 5503612
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139173 Emprunteur n° 000088514

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U114034, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 139173, Ligne du Prêt n° 5503614
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139173 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U114034, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 139173, Ligne du Prêt n° 5503613
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139173 Emprunteur n° 0000088514

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebdf-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET AIDE D'URGENCE SUITE AU SEISME EN TURQUIE ET EN SYRIE.

DOSSIER N° | | 27 | 1242 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur une aide d'urgence suite à l'important séisme qui touche la Turquie et la Syrie depuis le lundi 06 février 2023,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'attribuer une subvention exceptionnelle de 50 000 € à la Croix Rouge Française afin d'exprimer le soutien de la Moselle aux populations civiles des régions de Turquie et de Syrie dévastées par le séisme survenu le lundi 06 février 2023.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebdb-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET Remise gracieuse dans le cadre d'une procédure de mise en débet du Payeur Départemental

DOSSIER N° | | 28 | 1237 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur une remise gracieuse dans le cadre d'une procédure de mise en débet du Payeur Départemental,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'émettre un avis favorable à la demande de remise gracieuse de M. Eric CORROY concernant la mise en débet prononcée par jugement 2022-0013 du 3 mai 2022 de la Chambre Régionale des Comptes au titre des exercices 2018 et 2019.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebd6-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE PRESIDENCE
Cabinet

OBJET AIDE MOSELLANE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (AMIE57) - OCTROI DE SUBVENTIONS

DOSSIER N° | | 29 | 1222 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la 2ème Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise ;

VU les conventions de délégation de compétence d'octroi d'aides en matière d'investissement immobilier des entreprises signées en 2021 et 2022 entre le Département et chacun des EPCI suivants : la Communauté d'Agglomération de Saint-Avold Synergie, la Communauté d'Agglomération de Forbach - Porte de France, la Communauté de Communes de la Houve - Pays-Boulageois, la Communauté d'Agglomération de Sarreguemines Confluences, la Communauté de Communes du Pays de Bitche, la Communauté de Communes de l'Arc Mosellan, la Communauté de Communes du Bouzonvillois Trois Frontières, la Communauté d'Agglomération de Portes de France - Thionville, la Communauté de Communes du Pays Orne-Moselle, la Communauté de Communes du Sud Messin.

VU le Rapport du Président portant sur l'octroi de subventions dans le cadre de l'Aide Mosellane à l'Immobilier d'Entreprise (AMIE57) ;

DECIDE

- d'attribuer les subventions au titre de l'AMIE57 telles qu'elles figurent en annexe à la présente décision,
- d'autoriser le Président à signer les conventions correspondantes avec les porteurs de projet selon les modèles de convention validés en 1ère Réunion Trimestrielle de 2023,

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

- de modifier les entités juridiques des entreprises attributaires de subventions votées lors de la Commission Permanente du 5 décembre 2022 comme suit :

– Communauté de Communes de l'Arc Mosellan :
Entreprise attributaire : SCI MAISON CASSANO
Entreprise bénéficiaire : SARL MAISON CASSANO RIBEIREX NOUVELLE
Opération : Construction d'un bâtiment de stockage, d'un local de dégustation et des bureaux sis à BERTRANGE

– Communauté de Communes Rives de Moselle :
Entreprise attributaire : SCI LF2
Entreprise bénéficiaire : SARL TRAFIC
Opération : Construction d'un bâtiment industriel et des bureaux sis à NORROY-LE-VENEUR

ANNEXE

AIDE MOSELLANE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (AMIE57)

SUBVENTIONS ALLOUEES - COMMISSION PERMANENTE DU 6 MARS 2023

Territoire	Entreprise attributaire (maître d'ouvrage)	Entreprise(s) bénéficiaire(s) lorsque différente(s) du maître d'ouvrage (entreprises exploitantes)	Objet	Lieu de localisation du projet	Coût prévisionnel global de l'opération HT	Assiette de dépenses subventionnable HT	**Taux d'aide** Zone AFR : 30% Hors zone AFR : 20 %	**Subvention**		
								Montant total	*Dont cofinancement EPCI*	*Dont cofinancement Département*
FORBACH SAINT-AVOLD	SCI ELSA ET MANON	STRICHER AUTOMOBILES	CONSTRUCTION D'UN SHOW ROOM CONTIGU AU GARAGE EXISTANT	MORHANGE	65 459 €	65 459 €	30%	19 637,00 €	*9 818,50 €*	*9 818,50 €*
Total Communauté d'Agglomération SAINT-AVOLD SYNERGIE								***19 637,00 €***	***9 818,50 €***	***9 818,50 €***
FORBACH SAINT-AVOLD	AREAL		ACQUISITION DE NOUVEAUX LOCAUX ET REHABILITATION POUR L'ACCUEIL DU POLE DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE	FORBACH	134 566 €	100 000 €	30%	30 000,00 €	*15 000,00 €*	*15 000,00 €*
FORBACH SAINT-AVOLD	SARL COUSCOUSSIER GRILL		EXTENSION TERRASSE, CREATION D'UNE SALLE DE RESTAURATION POUR ACCROITRE SON ACTIVITE	FORBACH	95 113 €	95 113 €	30%	28 533,00 €	*14 266,50 €*	*14 266,50 €*
Total Communauté d'Agglomération FORBACH - PORTE DE FRANCE								**58 533,00 €**	***29 266,50 €***	***29 266,50 €***
FORBACH SAINT-AVOLD	CASA TONIO		RENOVATION D'UN LOCAL AFIN DE L'ADAPTER À UNE ACTIVITE DE RESTAURATION, AMENAGEMENT D'UN PARKING POUR LA VENTE À EMPORTER ET PETITE CAPACITE D'ACCUEIL SUR PLACE	MEGANGE	45 292 €	45 292 €	20%	9 058,00 €	*4 529,00 €*	*4 529,00 €*
FORBACH SAINT-AVOLD	SCI JMF	LE SALON STRUCTURE	RENOVATION D'UN LOCAL EN LOCATION AFIN DE L'ADAPTER À UNE ACTIVITE DE SALON DE COIFFURE	TETERCHEN	29 881 €	29 398 €	20%	5 879,00 €	*2 939,50 €*	*2 939,50 €*
Total Communauté de Communes de la HOUVE - PAYS BOULAGEOIS								**14 937,00 €**	***7 468,50 €***	***7 468,50 €***
SARREGUEMINES - BITCHE	SCI GIENIA	SDAA	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL (BUREAUX ET ENTREPOT DE STOCKAGE)	WOUSTVILLER	1 000 000 €	100 000 €	30%	30 000,00 €	*15 000,00 €*	*15 000,00 €*
Total Communauté d'Agglomération SARREGUEMINES CONFLUENCES								**30 000,00 €**	***15 000,00 €***	***15 000,00 €***
SARREGUEMINES - BITCHE	SAS GOKMEN		AGRANDISSEMENT ET MODIFICATION DU RESTAURANT CITY GRILL	BITCHE	101 432 €	100 000 €	20%	20 000,00 €	*10 000,00 €*	*10 000,00 €*
Total Communauté de Communes du PAYS DE BITCHE								**20 000,00 €**	***10 000,00 €***	***10 000,00 €***
THIONVILLE	SAS GUILLAUME SCHMITT IMMOBILIER	SARL GARAGE SCHMITT	CONSTRUCTION D'UN GARAGE AUTOMOBILE	KŒNIGSMACKER	1 200 000 €	100 000 €	20%	20 000,00 €	*10 000,00 €*	*10 000,00 €*
THIONVILLE	SAS BOULANGERIE GERBER		RENOVATION TOTALE DES LOCAUX DE VENTE ET DE PRODUCTION	GUENANGE	686 000 €	100 000 €	30%	30 000,00 €	*15 000,00 €*	*15 000,00 €*
Total Communauté de Communes de l'ARC MOSELLAN								**50 000,00 €**	***25 000,00 €***	***25 000,00 €***
THIONVILLE	SAS BRASSERIE OVATA		RENOVATION TOTALE D'UN LOCAL DE PRODUCTION	BOUZONVILLE	50 000 €	27 588 €	30%	8 276,00 €	*4 138,00 €*	*4 138,00 €*
THIONVILLE	SCI WEISTROFFER	EI MENUISERIE WEISTROFFER	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT ADAPTE A L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE	KIRSCHNAUMEN	250 000 €	100 000 €	20%	20 000,00 €	*10 000,00 €*	*10 000,00 €*
THIONVILLE	SAS CONCEPT BY L		CONSTRUCTION D'UNE EXTENSION	BOUZONVILLE	55 163 €	55 163 €	30%	16 548,00 €	*8 274,00 €*	*8 274,00 €*
Total Communauté de Communes BOUZONVILLOIS TROIS FRONTIERES								**44 824,00 €**	***22 412,00 €***	***22 412,00 €***
THIONVILLE	SAS ARTCHIE'S		RENOVATION TOTALE DES LOCAUX ESPACE CLIENTELE ET DE PRODUCTION	THIONVILLE	202 842 €	100 000 €	20%	20 000,00 €	*10 000,00 €*	*10 000,00 €*
Total Communauté d'Agglomération PORTES DE FRANCE THIONVILLE								**20 000,00 €**	***10 000,00 €***	***10 000,00 €***

Territoire	Entreprise attributaire (maître d'ouvrage)	Entreprise(s) bénéficiaire(s) lorsque différente(s) du maître d'ouvrage (entreprises exploitantes)	Objet	Lieu de localisation du projet	Coût prévisionnel global de l'opération HT	Assiette de dépenses subventionnable HT	**Taux d'aide** Zone AFR : 30% Hors zone AFR : 20 %	**Subvention**		
								Montant total	*Dont cofinancement EPCI*	*Dont cofinancement Département*
METZ-ORNE	SARL SNACK LE GROS DADA		TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN LOCAL DE RESTAURATION RAPIDE	MARANGE-SILVANGE	330 000 €	100 000 €	20%	20 000,00 €	*10 000,00 €*	*10 000,00 €*
Total Communauté de Communes PAYS ORNE-MOSELLE								**20 000,00 €**	***10 000,00 €***	***10 000,00 €***
METZ-ORNE	EURL RACINE CARRE		RENOVATION COMPLETE D'UN SALON DE COIFFURE	REMILLY	102 450 €	98 557 €	20%	19 711,00 €	*9 855,50 €*	*9 855,50 €*
Total Communauté de Communes SUD MESSIN								**19 711,00 €**	***9 855,50 €***	***9 855,50 €***
							TOTAL	**297 642,00 €**	**148 821,00 €**	**148 821,00 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebd8-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE PRESIDENCE
Cabinet

OBJET SUBVENTIONS D'ORDRE GENERAL

DOSSIER N° | | 30 | 1226 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les subventions d'ordre général,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'accorder la subvention d'ordre général suivante :

- au titre des subventions d'investissement

BENEFICIAIRE	ACTION	MONTANT SUBVENTION
"Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique - AAPPMA" - ARS-SUR-MOSELLE	Projet d'aménagement d'emplacements de pêche à l'Etang des Arches dont emplacement prioritaire pour personnes à mobilité réduite	1 000 €
TOTAL		**1 000 €**

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebe0-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Direction des Assemblées

OBJET DESIGNATION A LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER

DOSSIER N° | | 31 | 1248 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la désignation d'un représentant du Département de la Moselle au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier,

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- de désigner Mme Sylvie BOUSCHBACHER, Vice-Présidente de la 4ème Commission, en tant que titulaire.

Dès lors, la Commission Départementale d'Aménagement Foncier se compose de la façon suivante :

Titulaire	M.	SUCK	David
Titulaire	Mme	TONIN	Magaly
Titulaire	M.	SIMON	Bernard
Titulaire	Mme	BOUSCHBACHER	Sylvie
Suppléant	M.	DASTILLUNG	Jean-Paul
Suppléant	M.	CHABANE	Armel
Suppléante	Mme	STÉMART	Anne
Suppléante	Mme	HERZOG	Christine

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebdc-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Direction des Assemblées

OBJET MANDAT SPECIAL -SIA PARIS - Signature de la charte ADAGE

DOSSIER N° | | 32 | 1238 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur un mandat spécial au Salon International de l'Agriculture à PARIS,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- de confier un mandat spécial à M. David SUCK, Vice-Président délégué à l'Aménagement du Territoire, à l'Agriculture, aux Politiques Contractuelles et à l'Environnement, dans le cadre de l'inauguration du stand de la Région Grand Est et de la signature de la charte ADAGE (Alimentation Durable et Autonome en Grand Est) avec les Départements le 28 février 2023 au Salon International de l'Agriculture à PARIS ;

- d'autoriser la prise en charge des frais réels engagés sur le budget départemental (transport, hébergement, restauration) par le représentant du Département, déjà sur place la veille dans le cadre du soutien au monde agricole Mosellan, ainsi qu'au fonctionnaire qui l'accompagnait.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebf0-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Marchés et du Conseil Juridique

OBJET CONVENTION AVEC L'INSTITUT DU DROIT LOCAL

DOSSIER N° | | 33 | 1157 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et plus précisément son article 10 ;

VU le rapport du Président portant sur la convention avec l'Institut du Droit Local ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L.3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la demande de subvention en date du 10 août 2022 présentée par l'Institut du Droit Local ;

DECIDE

- de reconduire la subvention d'un montant de 50 000 € à l'Institut du Droit Local pour l'exercice 2023 ;
- d'approuver la convention avec l'Institut du Droit Local annexée à la présente décision et autoriser le Président à la signer.

M. WEITEN et M. FREYBURGER ne participent ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe

CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT au titre de l'année 2023 en faveur de l'Institut du Droit Local Alsacien-Mosellan

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 précitée,

VU la délibération du Conseil Général de la Moselle du 17 mars 1986 autorisant l'adhésion du Département de la Moselle à l'Institut du Droit Local Alsacien-Mosellan (IDL),

VU la demande de subvention présentée par l'IDL en date du 10 août 2022 pour 2023,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle du 06 mars 2023 reconduisant la subvention de 50 000 euros à l'IDL au titre de 2023 et autorisant la signature de la présente convention,

Considérant la nécessité de poursuivre l'action départementale en faveur de la pérennisation du droit local assurée par l'IDL

Entre les soussignés :

Le Département de la Moselle, sis 1 rue du Pont Moreau - C.S. 11096 - 57036 METZ CEDEX 1, représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente du 06 mars 2023

ci-après désigné "Le Département"

d'une part,

Et

«L'Institut du Droit Local Alsacien-Mosellan », association de droit local sise 15 rue des Juifs - B.P. 60049 - 67061 STRASBOURG cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marie WOEHRLING,

ci-après désignée "l'IDL",

d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

L'IDL est une association de droit local, créée en 1985, inscrite au Tribunal d'Instance de Strasbourg, dont le Département de la Moselle est membre permanent du Conseil d'Administration en vertu de l'article 2 du règlement intérieur.

L'IDL a pour objet de promouvoir une meilleure connaissance du droit en usage dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Sa mission a été reconnue d'utilité publique par arrêté préfectoral du 17 août 1995.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Dans le cadre de son objet, l'IDL fonctionne :

- d'une part comme un centre de documentation ; il dispose à cet effet : d'une bibliothèque de 2200 ouvrages, d'un fichier de 30 000 références et d'une banque de données,

- d'autre part comme un centre d'information et de formation : il fournit des renseignements juridiques, publie une revue (la Revue du Droit Local), effectue des études et recherches, procède à la publication d'ouvrages (dont le Code du Droit Alsacien-Mosellan paru en 2019), fait des interventions extérieures, organise des colloques et des journées d'information, intervient dans des formations (notamment en faveur de la fonction publique territoriale).

En sa qualité de membre, le Département de la Moselle est destinataire de la Revue du Droit Local ; il a par ailleurs accès à la documentation spécifique et consulte régulièrement l'IDL sur des points particuliers de droit local.

Compte tenu de l'intérêt de cette action, le Département soutient depuis son origine l'IDL par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement.

I - OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

ARTICLE 2 : Subvention de fonctionnement

Pour 2023, le Département de la Moselle alloue à l'IDL une subvention de 50 000 euros.

ARTICLE 3 : Modalités de versement

Le montant de la subvention sera viré sur le compte n° 10278 01001 00042725245 53 (CCM STRASBOURG St Jean).

II - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4 : Reddition des comptes, présentation des documents financiers

L'IDL s'engage à :

a) Formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 1er septembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé ; **une estimation de la subvention sollicitée pour l'année suivante sera adressée au Département avant le 1er avril de chaque année.**

b) Communiquer au Département, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, ses bilans et comptes de résultats détaillés du dernier exercice, ainsi que le compte d'emploi de la subvention attribuée,

c) Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des associations et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

Les modalités de versement et de contrôle de la subvention se feront conformément au règlement financier du Département et le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. Ainsi, le Département se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, le Département pourra suspendre le versement de la subvention, voire en demander le remboursement.

ARTICLE 4 bis : Etudes et analyses juridiques

L'IDL s'engage à :

a) Répondre aux questions juridiques, posées par le Département, par téléphone, messagerie électronique ou courrier dans tous les domaines relatifs au droit local,

b) Réaliser des études, à la demande du Département, sur des questions relatives au droit local.

III - CLAUSES GENERALES

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention est valable pendant toute la durée des obligations liées au versement de la subvention au titre de l'exercice 2023.

ARTICLE 6 : Résiliation de la convention

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non-respect par l'IDL de l'une de ses obligations exposées ci-dessus dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, l'IDL n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour l'IDL d'achever sa mission.

ARTICLE 7 : Caducité de la convention

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de l'IDL.

ARTICLE 8 : Remboursement de la subvention

Dans les cas visés aux articles 6 et 7, le Département pourra suspendre le versement de la subvention, voire en demander le remboursement.

ARTICLE 9 : Compétence juridictionnelle

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leurs différends à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

Fait en deux exemplaires

A Metz, le

Le Président de l'IDL

Jean-Marie WOEHRLING

Le Président du Département

Patrick WEITEN

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230306-lmc1X010000ebf1-DE
Date décision : 6/3/2023
Envoyé le : 06-03-2023
Date de l'AR : 06-03-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 MARS 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Marchés et du Conseil Juridique

OBJET RECENSEMENT DES BESOINS ET DETERMINATION DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

DOSSIER N° | | 34 | 1158 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le recensement des besoins et la détermination des procédures de passation de marchés publics,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'approuver la liste des unités fonctionnelles annexée à la présente décision (ces données sont consultables à la Sous-Direction de la Commande Publique de la Direction des Marchés et du Conseil Juridique),
- d'autoriser le lancement des procédures de passation de marchés publics correspondantes.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens de la réglementation relative aux marchés publics)

Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	Montant prévisionnel HT	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle	Commentaires
22UF148	CP 03/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	71.01	MÉMOIRE PATRIOTIQUE - conception, réalisation et installation d'un monument mémoriel au Musée départemental de la Guerre de 1870 et de l'Annexion à Gravelotte	Conception, réalisation et installation d'un monument mémoriel au Musée départemental de la Guerre de 1870 et de l'Annexion à Gravelotte	134 000 €	MAPA >90 000	10/22	12/23	Non connu au moment du recensement annuel 2022
22UF149	CP 03/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	70.06	CHÂTEAU DE MALBROUCK - réflexion pour l'avènement d'un espace culturel de référence du 9ème art	Etude relative au positionnement culturel du château de Malbrouck.	50 000 €	Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables	10/22	12/23	Non connu au moment du recensement annuel 2022
23UF0141	CP 03/2023	Direction de la Solidarité	67.07	Mise en œuvre du vote électronique pour les élections professionnelles des représentants des assistants maternels et familiaux	Gestion de la préparation des élections, mise en œuvre du système de vote électronique, mise en œuvre du système de dépouillement des bulletins de vote électronique et élaboration des états des résultats.	22 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23	Besoin recensé au moment du recensement 2022, mais pour lequel la procédure sera finalement lancée en 2023. il convient donc de le recenser sur la campagne 2023.
23UF0142	CP 03/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	24.01	Achat d'un bassin mobile	Piscine mobile se présentant sous la forme d'une semi-remorque comprenant un bassin, des vestiaires et un local technique	800 000 €	Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables	01/23	12/23	Non connu au moment du recensement annuel 2023. Acquisition confirmée en janvier 2023, à l'échéance de la période de location (octobre 2022).
23UF0143	CP 03/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	24.10	Location de longue durée de 2 véhicules utilitaires isothermes pour la cuisine centrale départementale	Location de longue durée de 2 véhicules utilitaires isothermes pour la cuisine centrale départementale	100 000 €	MAPA> 90 000	01/23	12/26	Besoin recensé au moment du recensement 2022, mais pour lequel la procédure sera finalement lancée en 2023. il convient donc de le recenser sur la campagne 2023.

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens de la réglementation relative aux marchés publics)

Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	Montant prévisionnel HT	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle	Commentaires
23UF0144	CP 03/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	79.05	Location et installation de 4 salles de classe modulaires sur le site du collège VERLAINE à METZ	Installation de 4 salles de classe modulaires du 01/02/23 au 11/07/23 sur le site du collège VERLAINE à METZ en vue de l'accueil des élèves du collège Philippe de VIGNEULLES à METZ	39 000 €	MAPA< 40 000	02/23	12/23	Non connu au moment du recensement annuel 2023
23UF0145	CP 03/2023	Direction de la Solidarité	14.08	Fournitures et prestations de service dans le cadre d'une action de santé publique "promotion et soutien de l'allaitement maternel"	Confection d'articles en tissu	1 000 €	MAPA< 40 000	03/23	12/23	Non connu au moment du recensement annuel 2023

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE

ARRÊTÉS

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
SERVICE DE L'INNOVATION SOCIALE
Affaire suivie par : Anne-Laure MACLOT
Tél. 03 87 37 59 18
N/Réf : ALM/CLI

AR Préfecture : 057-225700012-20221018-lmc1X01000032d1-AR
Date AR Préfecture : 07-03-2023

A R R E T E

N° 2022-001609

en date du 18 octobre 2022

ARRETE PORTANT DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION LOCALE D'INFORMATION DE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CATTENOM

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L.3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Départemental de la Moselle en date du 1er juillet 2021, portant élection à la Présidence du Conseil Départemental de la Moselle de Monsieur Patrick WEITEN,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.125-17, L.125-20, L. 125-21, R125-50, R. 125-57 et R. 125-58

CONSIDERANT que du fait de l'élargissement du Plan Particulier d'Intervention (PPI), de nouveaux membres sont amenés à siéger au sein de la Commission Locale d'Information auprès du CNPE de Cattenom. En effet, le périmètre pour désigner des élus a été élargi à 20 km autour du CNPE de Cattenom, contre 10 km précédemment. Il est donc nécessaire d'arrêter la composition de la Commission Locale d'Information de la centrale nucléaire de Cattenom.

ARRETE

Article 1er : La Commission Locale d'Information de la centrale nucléaire de Cattenom est ainsi composée :

1.1 Membres avec voix délibérative

1.1.1 En qualité d'élus :

Parlementaires

- M. Jean-Marie MIZZON, Sénateur de la Moselle
- Mme Isabelle RAUCH, Députée de la circonscription de Thionville-Est

Représentant de la Région Grand Est

- Mme Catherine BAILLOT, Conseillère Régionale

Conseillers Départementaux

- M. Mathieu WEIS, Canton d'Algrange
- Mme Estelle BOHR, Canton de Bouzonville
- M. Rémy DICK, Canton de Fameck
- Mme Nathalie AMBROSIN-CHINI, Canton d'Hayange
- M. Pierre TACCONI, Canton de Metzervisse
- M. Patrick GRELOT, Canton du Pays Messin
- Mme Valérie ROMILLY, Canton du Sillon Mosellan
- M. Lionel FOURNIER, Canton de Rombas
- Mme Brigitte SCHNEIDER, Canton de Thionville
- Mme Rachel ZIROVNIK, Canton de Yutz

Représentants d'EPCI

Représentants de la Communauté de Communes de Cattenom et Environs (CCCE)

- M. Michel HERGAT, Vice-Président de la CCCE en charge du Développement économique, Maire d'Entrange
- M. Guy KREMER, Maire de Boust
- M. Alain REDINGE, Maire de Gavisse
- Mme Marie Marthe DUTTA GUPTA, Maire de Fixem
- M. Jean-Marc COCQUYT, Maire de Breistroff-la-Grande
- M. Olivier KORMANN, Maire de Rodemack

Représentants de la Communauté d'Agglomération de Portes de France-Thionville (CAPFT)

- M. Patrick BECKER, Vice-Président de la CAPFT, Maire de Kuntzig
- Mme Nathalie EVEN-POSTAL, Mairie de Terville
- M. Laurent SCHULTZ, Vice-Président de la CAPFT, Mairie de Yutz
- M. Bernard VEINNANT, Vice-Président de la CAPFT, Maire de Basse-Ham

Représentant de la Communauté de Communes de l'Arc Mosellan

- M. Jean KIEFFER, Maire de Kédange-sur-Canner

Représentant de la Communauté de Communes Bouzonvillois Trois Frontières

- M. Jean-Luc NIEDERCORN, Maire de Kirschnaumen

Représentant de la Communauté d'Agglomération du Val de Fensch (CAVF)

- M. Jean-François MEDVES, Vice-Président de la CAVF

Représentant de la Communauté d'Agglomération Pays Haut Val d'Alzette (CCPHVA)

- M. Patrick RISSER, Président de la CCPHVA

Représentant de la Communauté de Communes Pays Orne-Moselle (CCPOM)

- M. Yves MULLER, Vice-Président de la CCPOM, Maire de Marange-Silvange

Représentant de la Communauté de Communes Rives de Moselle

- Mme Catherine LAPOIRIE, Vice-Présidente de la CC Rives de Moselle, Maire d'Ay-sur-Moselle

Représentant de la Commune de Cattenom

- M. Bernard ZENNER, Maire de Cattenom

1.1.2 En qualité de représentants d'associations de protection de l'environnement œuvrant dans le département de la Moselle :

- M. Patrice COSTA, Institut Européen d'Ecologie
- M. Gabriel DECET, Fédération de la Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique
- M. Armand SCHWEITZER, Président de l'Association Illangeoise Contre les Nuisances Industrielles (AICNI)
- M. Armand BEMER, Vice-Président du Conservatoire d'Espaces Naturels de Lorraine pour la Moselle
- M. Marc TABOURET, Confédération de la Consommation, du Logement et du Cadre de Vie (CLCV)
- M. Antonello DORE, Ma Zone Contrôlée
- M. Michel MARQUEZ, ATMO Grand Est

1.1.3 En qualité de représentants des organisations syndicales de salariés représentatives dans les entreprises exploitant les installations nucléaires de base intéressées ou les entreprises extérieures mentionnées à l'article L. 4522-1 du code du travail :

- M. Daniel TROUILLOT, Président de l'Union départementale C.F.E.- C.G.C. de la Moselle
- M. Didier JUNKER, Secrétaire Général de l'Union départementale C.F.D.T. de la Moselle
- M. Pierre MERTZ, Union départementale CGT de la Moselle
- M. Stéphane VOGEL, Union départementale FO de la Moselle

1.1.4 En qualité de personnes désignées au titre de leurs compétences dans le domaine nucléaire ou dans celui de la communication et de l'information ou assurant la représentation :

- M. Marc HOUVER, Directeur Général des Services du Département de la Moselle
- M. le Commandant Gabriel RINALDI, Services d'Incendie et de Secours de la Moselle
- M. Erwan LE QUELLEC, CESER Grand Est
- M. Serge FEBVRE, Vice-président « Commerce » à la CCI Moselle Métropole Metz
- M. Laurent WELTER, Chambre d'Agriculture de la Moselle
- Dr. Jean-Louis KOLOPP, Conseil départemental de l'Ordre des médecins
- Mme Nadine LA ROSA, Principale du Collège de Cattenom

1.1.5 En raison de l'implantation du site nucléaire dans un département frontalier d'un Etat étranger :

Représentants de Rhénanie-Palatinat

- M. Andreas LUDWIG, Adjoint au Maire de Trèves
- M. Stefan METZDORF, Landrat du Landkreis Trier-Saarburg
- M. Fabian SCHICKER, Aufsichts- und Dienstleistungsdirektion (ADD Trier)
- Mme Marianne RUMMEL, Association BUND Trier

Représentants de Sarre

- M. Thomas JACKL, Directeur de l'administration du Landkreis Merzig-Wadern
- M. Thomas SEILNER, Ministère de l'Environnement et de la Protection des consommateurs du Land de Sarre
- M. Michael GRITTMANN, Association BUND Landesverband Saarland

Représentants du Grand-Duché de Luxembourg

- M. Dan BIANCALANA, Représentant du Syndicat des Villes et des Communes Luxembourgeoises (SYVICOL), Bourgmestre de Dudelange
- Mme Myriam HEIRENDT, Haut-commissariat à la Protection Nationale du Grand-Duché de Luxembourg
- M. Dan MICHELS, Lëtzebuerger Aktiounskomité géint Atomkraaft

Représentants de Wallonie

- M. François KINARD, Bourgmestre d'Aubange
- Mme Céline TELLIER, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-Etre animal de la Wallonie

1.2 Membres avec voix consultative

Services de l'Etat

- M. Thierry HEGAY, Sous-Préfet de Thionville
- Mme Adélie POMMIER, Directrice de Cabinet du Préfet de la Moselle
- M. Philippe ROGRON, Directeur des Sécurités de la Préfecture de la Moselle
- M. Dimitri LE GUELLEC, Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture de la Moselle

Agence Régionale de Santé Grand Est

- Mme Lamia HIMER, Déléguée Territoriale pour la Moselle

Autorité de Sûreté Nucléaire

- Mme Camille PERIER, Cheffe de la division de Strasbourg
- M. Vincent BLANCHARD, Chef du pôle « Installations nucléaires de base » de la division de Strasbourg

Centre Nucléaire de Production d'Electricité de Cattenom

- M. Jérôme LE SAINT, Directeur
- Mme Coralie DUPONT, Cheffe de la Mission Communication

1.3 Observateurs

- M. Roger SPAUTZ, Greenpeace Luxembourg
- M. Rachid RIAH, GIM Est

Article 2 : Présidence de la CLI

Conformément à l'article L125-21 du Code de l'Environnement, la commission est présidée par le Président du Conseil Départemental ou par un élu local du Département nommé par lui parmi ses membres. Le Président peut désigner, parmi les membres de la commission, un ou une Vice-Président(e) chargé(e) de le suppléer en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

M. Patrick WEITEN est nommé Président de la commission.

Mme Rachel ZIROVNIK est nommée Vice-Présidente de la commission.

Article 3 : Mandature

Les membres du collège des élus sont désignés pour la période de leur mandat électif restant à courir dans la limite de six ans ; les autres membres avec voix délibérative sont désignés pour la durée du mandat restant à courir dans la limite de 6 ans.

En cas de vacance de l'un des membres avec voix délibérative, il est procédé à son remplacement sans que la commission soit renouvelée en bloc. Le successeur est désigné pour la durée du mandat restant à courir du membre remplacé.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle et disponible à l'accueil de l'Hôtel du Département, situé 1, rue du Pont Moreau à METZ.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
SDSPPMI
Affaire suivie par : MEYER Catherine
Tél. /03 87 56 32 03
N/Réf : [HAPILI MARLY]

AR Préfecture : 057-225700012-20230223-lmc1X0100003dbc-AR
Date AR Préfecture : 23-02-2023

A R R E T E

N°2022 – DS – SDSPPMI – 002046

en date du 23 février 2023

autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'une micro-crèche dénommée « HAPILI MARLY » 23 A rue Dominique Biotteau à MARLY

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le titre II du Livre III du Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 et suivants ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et notamment son article 37-3 ;

VU le décret n° 2000-762 du 1er août 2000 portant règlementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, l'article L.2324-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

Vu la demande présentée par SARL HAPILI - Groupe Léa Léo représenté(e) par Monsieur Frédéric THOMAS, Gérant, dont le siège social est situé 7 place de l'Europe à HEROUVILLE-SAINT-CLAIR (14200) en date du 28 avril 2021 ;

Vu l'arrêté municipal 247-2022 en date du 03 novembre 2022 du Maire de la commune de MARLY autorisant l'ouverture d'un établissement recevant du public, au regard de l'avis favorable de la sous-commission départementale pour la Sécurité contre les Risques d'Incendie et de Panique du 26 novembre 2021 et de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité du 25 février 2022 ;

Vu le rapport de visite de Monsieur le Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile, en date du 4 novembre 2022 ;

Vu le dossier reconnu complet le 03 novembre 2022;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité,

A R R E T E

ARTICLE 1 :
la SARL HAPILI - Groupe Léa et Léo représenté(e) par Monsieur Frédéric THOMAS, Gérant, est autorisé(e), à compter du 07 novembre 2022, à créer, ouvrir et faire fonctionner un établissement assurant un accueil collectif non permanent d'enfants de moins de six ans de type Micro-crèche dénommé "HAPILI MARLY" sis, 23 A rue Dominique Biotteau à MARLY, du lundi au vendredi de 7 heures 30 à 18 heures 30.

ARTICLE 2 :
L'effectif maximum des enfants de moins de six ans accueillis simultanément ne doit pas dépasser **douze (12).**
Le gestionnaire a la possibilité d'ajuster cette capacité en fonction des demandes des familles et des possibilités en termes de personnel d'encadrement. Conformément à l'article R 2324-30 du Code de la Santé Publique (CSP), ces modifications doivent figurer dans le règlement de fonctionnement de l'établissement après adoption par le conseil d'administration dont un exemplaire devra être transmis au Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile.

ARTICLE 3 :
Madame Sophie BLOT, titulaire du diplôme d'Educatrice de Jeunes Enfants, répond aux conditions de l'article R 2324-34 du CSP. Elle exerce ses fonctions à hauteur de 0,5 ETP dont 0,2 ETP en décharge de direction. Elle exerce également cette fonction dans un autre établissement géré par la même société à raison de 0,5 ETP.

ARTICLE 4 :
Le personnel participant à l'encadrement des enfants conformément à l'article R 2324-42 du CSP se compose de :

- 1 personne titulaire d'un diplôme d'éducatrice de jeunes enfants représentant 0,3 ETP,
- 1 personne titulaire d'un diplôme d'auxiliaire de puériculture représentant 1 ETP,
- 2 personnes disposant au minimum d'une qualification de niveau 3 représentant 2 ETP.

Soit un total de 3,3 ETP

Les tâches liées à l'entretien des locaux sont assurées par l'ensemble du personnel, après le départ des enfants.

Il reste à nommer une personne en qualité de référent « Santé & Accueil Inclusif » au sein de l'établissement à raison de dix heures annuelles dont deux par trimestre conformément à l'article R2324-39 et à l'article R2324-46-2 du CSP.

Le personnel devra être reconnu exempt de toute maladie transmissible, avoir satisfait aux obligations vaccinales prévues par la réglementation applicable au personnel des établissements de prévention et de soins.

Tout changement de personnel devra être signalé à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion – Sous-Direction de la Protection Maternelle et Infantile – Hôtel du Département – CS 11096 - 57036 METZ CEDEX 1.

ARTICLE 5 :
L'établissement dénommé "HAPILI MARLY" est tenu de posséder et tenir à jour les divers registres et documents administratifs et médicaux.

Chaque année, la responsable est tenue d'envoyer à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion un compte rendu d'activité.

ARTICLE 6 :
Tout accident doit être signalé à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion (article R 2324-44-1 du CSP).

ARTICLE 7 :
Monsieur le Directeur Général des services Départementaux et Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
SDSPPMI
Affaire suivie par : MEYER Catherine
Tél. / 03 87 56 32 03
N/Réf : [METZ PLUM]

AR Préfecture : 057-225700012-20230308-lmc1X0100003dc3-AR
Date AR Préfecture : 08-03-2023

A R R E T E

N°2022 – DS – SDSPPMI – 002047

en date du 8 mars 2023

autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'une petite crèche dénommée « PLUM » sise 4 rue Lafayette à METZ

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre II du Livre III du Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 et suivants ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et notamment son article 37-3 ;

VU le décret n° 2000-762 du 1er août 2000 portant règlementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, l'article L.2324-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

VU la demande présentée par société People and Baby représentée par Monsieur Christophe DURIEUX, Président, dont le siège social est situé 9 Avenue Hoche à PARIS en date du 5 août 2021 ;

VU l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP délivrée par le Maire de METZ au nom de l'Etat en date du 30 août 2022 ;

VU le rapport de visite de Monsieur le Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile, en dates du 7 octobre 2022 ;

VU le dossier reconnu complet le 4 janvier 2023 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité,

A R R E T E

ARTICLE 1 :
La société People and Baby représentée par Monsieur Christophe DURIEUX, Président, est autorisée, à compter du 17 octobre 2022, à créer, ouvrir et faire fonctionner un établissement assurant un accueil collectif non permanent d'enfants de moins de six ans de type petite crèche dénommé "PLUM" sis, 4 rue Lafayette à METZ CEDEX 1, du lundi au vendredi de 8 heures à 19 heures.

ARTICLE 2 :
L'effectif maximum des enfants de moins de six ans accueillis simultanément ne doit pas dépasser **vingt -deux (22).**
Le gestionnaire a la possibilité d'ajuster cette capacité en fonction des demandes des familles et des possibilités en termes de personnel d'encadrement. Conformément à l'article R 2324-30 du Code de la Santé Publique (CSP), ces modifications doivent figurer dans le règlement de fonctionnement de l'établissement après adoption par le conseil d'administration dont un exemplaire devra être transmis au Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile.

ARTICLE 3 :
Madame Mélanie NIEL, directrice, titulaire du diplôme d'Educatrice de Jeunes Enfants , répond aux conditions de l'article R 2324-34 du CSP. Elle assure ses fonctions à hauteur de 1 ETP dont 0,5 ETP en décharge de direction

ARTICLE 4 :
Le ratio de personnel participant à l'encadrement des enfants doit être composé de 5,5 ETP minimum dont 40 % de personnel diplômé et 60 % de personnel ayant une qualification définie par l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant.

Le référent santé & accueil inclusif intervient à raison de vingt heures annuelles dont quatre par trimestre.

Les tâches liées à l'entretien des locaux sont assurées par une personne représentant 1 ETP.

Le personnel devra être reconnu exempt de toute maladie transmissible, avoir satisfait aux obligations vaccinales prévues par la réglementation applicable au personnel des établissements de prévention et de soins.

Tout changement de personnel devra être signalé à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion – Sous-Direction de la Protection Maternelle et Infantile – Hôtel du Département – CS 11096 - 57036 METZ CEDEX 1.

ARTICLE 5 :
L'établissement dénommé "PLUM" est tenu de posséder et tenir à jour les divers registres et documents administratifs et médicaux.

Chaque année, la responsable est tenue d'envoyer à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion un compte rendu d'activité.

ARTICLE 6 :
Tout accident doit être signalé à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion (article R 2324-44-1 du CSP).

ARTICLE 7 :
Monsieur le Directeur Général des services Départementaux et Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2055
en date du 28/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD La Résidence Heureuse à AMNEVILLE
participant au CPOM de l'AMAPA

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la convention d'habilitation à l'aide sociale ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 226 817,64 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 145 028,92 € TTC :

– pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 12 321,83 € TTC.

– à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 12 085,74 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD La Résidence Heureuse sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	23,34 €
- GIR 3 et 4	14,81 €
- GIR 5 et 6	6,28 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	17,32 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	22,64 €
GIR 3 et 4	14,37 €
GIR 5 et 6	6,09 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	16,90 €

Article 5
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	61,71 €
- Chambre à 2 lits	52,45 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	73,53 €
dont participation à la dépendance	17,32 €

Article 6
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	60,74 €
- Chambre à 2 lits	51,62 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	73,50 €
dont participation à la dépendance	16,90 €

Article 7
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 8
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 9
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD La Résidence Heureuse sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2056
en date du 28/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD LE PRE VERT à MAIZIERES-LES-METZ
participant au CPOM de l'AMAPA

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la convention d'habilitation à l'aide sociale ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 499 519,69 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 324 695,41 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 27 702,14 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 27 057,95 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD LE PRE VERT sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	22,95 €
- GIR 3 et 4	14,56 €
- GIR 5 et 6	6,18 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	18,57 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	22,38 €
GIR 3 et 4	14,20 €
GIR 5 et 6	6,03 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	18,11 €

Article 5
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	61,71 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	80,28 €
dont participation à la dépendance	18,57 €

Article 6
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	60,74 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	78,85 €
dont participation à la dépendance	18,11 €

Article 7
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 8
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 9
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD LE PRE VERT sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2057
en date du 28/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD La Grange-aux-Bois à METZ
participant au CPOM de l'AMAPA

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la convention d'habilitation à l'aide sociale ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 461 083,99 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 273 321,48 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 23 137,76 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 22 776,79 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD La Grange-aux-Bois sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	22,89 €
- GIR 3 et 4	14,52 €
- GIR 5 et 6	6,16 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	17,02 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	22,40 €
GIR 3 et 4	14,21 €
GIR 5 et 6	6,03 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	16,79 €

Article 5
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	61,71 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	78,73 €
dont participation à la dépendance	17,02 €

Article 6
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	60,74 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	77,53 €
dont participation à la dépendance	16,79 €

Article 7
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 8
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 9
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD La Grange-aux-Bois sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2058
en date du 28/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD La Pépinière à METZ MAGNY
participant au CPOM de l'AMAPA

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la convention d'habilitation à l'aide sociale ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 401 447,66 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 247 655,66 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 20 444,31 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 20 637,97 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD La Pépinière sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	21,99 €
- GIR 3 et 4	13,95 €
- GIR 5 et 6	5,92 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	16,26 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	21,58 €
GIR 3 et 4	13,69 €
GIR 5 et 6	5,81 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	16,02 €

Article 5
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	61,71 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	77,97 €
dont participation à la dépendance	16,26 €

Article 6
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	60,74 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	76,76 €
dont participation à la dépendance	16,02 €

Article 7
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 8
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 9
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD La Pépinière sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2059
en date du 28/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Résidence Les Acacias à MONTIGNY-LES-METZ
participant au CPOM de l'AMAPA

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la convention d'habilitation à l'aide sociale ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 317 124,80 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 186 686,40 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 15 895,34 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 15 557,20 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Résidence Les Acacias sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	20,67 €
- GIR 3 et 4	13,12 €
- GIR 5 et 6	5,56 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	14,75 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	20,64 €
GIR 3 et 4	13,10 €
GIR 5 et 6	5,56 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	14,73 €

Article 5
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	61,71 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	76,46 €
dont participation à la dépendance	14,75 €

Article 6
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	60,74 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	75,47 €
dont participation à la dépendance	14,73 €

Article 7
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 8
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 9
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Résidence Les Acacias sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2060
en date du 28/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Alice SAR à VANTOUX
participant au CPOM de l'AMAPA

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la convention d'habilitation à l'aide sociale ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 509 314,06 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 301 757,06 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 25 255,34 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 25 146,42 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Alice SAR sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	21,70 €
- GIR 3 et 4	13,77 €
- GIR 5 et 6	5,84 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	16,70 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	21,34 €
GIR 3 et 4	13,54 €
GIR 5 et 6	5,75 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	16,49 €

Article 5
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	61,71 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	78,41 €
dont participation à la dépendance	16,70 €

Article 6
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	60,74 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	77,23 €
dont participation à la dépendance	16,49 €

Article 7
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 8
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 9
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Alice SAR sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2061
en date du 28/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Résidence Huguette HENRY à WOIPPY
participant au CPOM de l'AMAPA

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la convention d'habilitation à l'aide sociale ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 385 663,70 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 215 753,80 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 17 543,78 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 17 979,48 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Résidence Huguette HENRY sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	24,03 €
- GIR 3 et 4	15,25 €
- GIR 5 et 6	6,47 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	17,00 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	23,15 €
GIR 3 et 4	14,69 €
GIR 5 et 6	6,23 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	16,69 €

Article 5
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	61,71 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	78,71 €
dont participation à la dépendance	17,00 €

Article 6
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	60,74 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent et temporaire	77,43 €
dont participation à la dépendance	16,69 €

Article 7
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 8
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 9
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Résidence Huguette HENRY sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2062
en date du 08/03/2023

relatif aux tarifs dépendance 2023
de l'EHPAD Les Opalines à RICHEMONT

_____

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 507 448,71 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 291 144,91 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 23 885,35 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 24 262,08 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Les Opalines sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	20,95 €
- GIR 3 et 4	13,30 €
- GIR 5 et 6	5,64 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	17,72 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	20,83 €
GIR 3 et 4	13,22 €
GIR 5 et 6	5,61 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	17,62 €

Article 5
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Les Opalines sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2063
en date du 08/03/2023

relatif aux tarifs dépendance 2023
de l'EHPAD Villa d'Avril à SAINT-AVOLD

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 407 264,00 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 259 737,60 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 22 472,31 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 21 644,80 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Villa d'Avril sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	20,29 €
- GIR 3 et 4	12,87 €
- GIR 5 et 6	5,46 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	15,08 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	20,61 €
GIR 3 et 4	13,08 €
GIR 5 et 6	5,55 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	15,32 €

Article 5
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Villa d'Avril sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2064
en date du 08/03/2023

relatif aux tarifs dépendance 2023
de l'EHPAD Résidence Saint-Julien à SAINT-JULIEN-LES-METZ

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 442 053,11 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 301 116,67 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 25 728,07 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 25 093,06 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Résidence Saint-Julien sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	20,23 €
- GIR 3 et 4	12,84 €
- GIR 5 et 6	5,45 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	17,86 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	20,12 €
GIR 3 et 4	12,77 €
GIR 5 et 6	5,42 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	17,65 €

Article 5
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de l'EHPAD Résidence Saint-Julien sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2065
en date du 08/03/2023

relatif aux tarifs dépendance 2023
de l'EHPAD Le Moulin de Domèvre à VAXY

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la convention d'habilitation à l'aide sociale et ses avenants ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 340 728,83 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 133 021,24 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 9 420,59 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 11 085,10 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Le Moulin de Domèvre sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	21,61 €
- GIR 3 et 4	13,71 €
- GIR 5 et 6	5,82 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	15,84 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	21,35 €
GIR 3 et 4	13,55 €
GIR 5 et 6	5,75 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	15,83 €

Article 5
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	60,81 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent	76,65 €
Dont participation à la dépendance	15,84 €

Article 6
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	59,85 €
Moins de 60 ans	
Hébergement permanent	75,68 €
Dont participation à la dépendance	15,83 €

Article 7
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 8
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 9
Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de l'EHPAD Le Moulin de Domèvre sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2067
en date du 27/02/2023

relatif aux tarifs dépendance 2023
de l'EHPAD Villa Amarelli à AMNEVILLE

_____

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 427 342,40 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 219 153,60 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 18 778,84 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 18 262,80 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Villa Amarelli sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	21,09 €
- GIR 3 et 4	13,39 €
- GIR 5 et 6	5,68 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	15,22 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	21,09 €
GIR 3 et 4	13,38 €
GIR 5 et 6	5,68 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	15,21 €

Article 5
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Villa Amarelli sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2068
en date du 27/02/2023

relatif aux tarifs dépendance 2023
de l'EHPAD VILLA BEAUSOLEIL à BOULAY-MOSELLE

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 440 870,40 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 257 032,00 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 20 772,09 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 21 419,33 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD VILLA BEAUSOLEIL sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	20,91 €
- GIR 3 et 4	13,27 €
- GIR 5 et 6	5,63 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	15,56 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	20,84 €
GIR 3 et 4	13,22 €
GIR 5 et 6	5,61 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	15,51 €

Article 5
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD VILLA BEAUSOLEIL sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2069
en date du 27/02/2023

relatif aux tarifs dépendance 2023
de l'EHPAD Le Prieuré du Thionvillois à MANOM

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 476 043,20 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 294 910,40 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 24 876,49 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 24 575,87 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Le Prieuré du Thionvillois sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	21,06 €
- GIR 3 et 4	13,37 €
- GIR 5 et 6	5,67 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	16,92 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	21,13 €
GIR 3 et 4	13,41 €
GIR 5 et 6	5,69 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	16,98 €

Article 5
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Le Prieuré du Thionvillois sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 2070
en date du 27/02/2023

relatif aux tarifs dépendance 2023
de l'EHPAD Le Prieuré de la Fensch à RANGUEVAUX

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 477 090,86 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 267 610,29 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 23 021,13 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 22 300,86 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Le Prieuré de la Fensch sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	23,24 €
- GIR 3 et 4	14,75 €
- GIR 5 et 6	6,26 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	18,64 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	22,64 €
GIR 3 et 4	14,37 €
GIR 5 et 6	6,10 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	18,15 €

Article 5
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Le Prieuré de la Fensch sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 002071
en date du 27/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Sainte-Chrétienne à METZ

_____

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	1 618 068,45 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	**1 618 068,45 €**
Montant global des produits bruts	1 618 068,45 €
dont montant produits de tarification	1 509 383,69 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**1 618 068,45 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Sainte-Chrétienne sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	59,28 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,15 €
- GIR 3 et 4	13,42 €
- GIR 5 et 6	5,69 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	76,23 €
dont participation à la dépendance	16,95 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	58,98 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,96 €
- GIR 3 et 4	13,30 €
- GIR 5 et 6	5,64 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	75,78 €
dont participation à la dépendance	16,80 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 415 523,20 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 246 209,60 € :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 20 693,94 €,
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 20 517,47 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de

Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Sainte-Chrétienne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 002072
en date du 27/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD LE VAL DE SEILLE à MARLY

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	1 280 084,24 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	**1 280 084,24 €**
Montant global des produits bruts	1 280 084,24 €
dont montant produits de tarification	1 253 065,14 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**1 280 084,24 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD LE VAL DE SEILLE sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	57,76 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,28 €
- GIR 3 et 4	13,50 €
- GIR 5 et 6	5,73 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	74,15 €
dont participation à la dépendance	16,39 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	57,66 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,11 €
- GIR 3 et 4	13,39 €
- GIR 5 et 6	5,68 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	73,92 €
dont participation à la dépendance	16,26 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 347 986,98 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 215 337,76 € :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 18 134,55 €,
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 17 944,81 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc

d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD LE VAL DE SEILLE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 002073
en date du 27/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Résidence de DITSCHVILLER à COCHEREN et Pavillon du Soleil à BEHREN-LES-FORBACH participant au CPOM de l'Association Jacques Prévert

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	3 569 949,60 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	**3 569 949,60 €**
Montant global des produits bruts	3 569 949,60 €
dont montant produits de tarification	3 362 551,40 €
Excédent	0,00 €
TOTAL	**3 569 949,60 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**EHPAD Résidence de DITSCHVILLER EHPAD Pavillon du Soleil Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit (Cocheren)	57,64 €
- Chambre à 2 lits (Cocheren)	47,92 €
- Chambre à 1 lit (Behren-lès-Forbach)	57,79 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,37 €
- GIR 3 et 4	13,56 €
- GIR 5 et 6	5,75 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	72,63 €
dont participation à la dépendance	16,30 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**EHPAD Résidence de DITSCHVILLER EHPAD Pavillon du Soleil Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit (Cocheren)	56,11 €
- Chambre à 2 lits (Cocheren)	47,52 €
- Chambre à 1 lit (Behren-lès-Forbach)	57,25 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,20 €
- GIR 3 et 4	13,45 €
- GIR 5 et 6	5,71 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	71,98 €
dont participation à la dépendance	16,17 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 948 977,33 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 608 430,37 € :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 50 909,86 €,
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 50 702,53 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Mesdames les Directrices de l'EHPAD Résidence de DITSCHVILLER et de l'EHPAD Pavillon du Soleil sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Finances
Affaire suivie par : OSTERROTH Murielle
Tél. : 03 87 21 51 26
N/Réf : DFAJCG/DF/SEB/Marsal/11

AR Préfecture : 057-225700012-20230223-lmc1X0100003e65-AR
Date AR Préfecture : 24-02-2023

A R R E T E

N° 2023-002081

en date du 23 février 2023

portant modification de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004 portant institution d'une régie de recettes au Musée départemental du Sel à Marsal

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié, relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001, modifié, relatif aux taux de l'indemnité de maniement de fonds susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics ;

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, modifiée, relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 ayant délégué au Président du Conseil Départemental le soin de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Collectivité ;

Vu la décision n° 69 de la Commission Permanente du Département de la Moselle en date du 15 mars 2004 créant une régie de recettes au Musée départemental du Sel à Marsal ;

Vu l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004 portant institution d'une régie de recettes au Musée départemental du Sel à Marsal ;

Vu l'avis conforme de Monsieur le Payeur Départemental de la Moselle, comptable public assignataire, en date du 16 février 2023 ;

ARRETE

Article 1 : Les dispositions de l'article 9 de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004, sont remplacées par celles-ci :

"Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2 000 € (deux mille euros)".

Article 2 : Les dispositions de l'article 13 de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004, sont remplacées par celles-ci :

"Le cautionnement est supprimé selon la règlementation en vigueur".

Article 3 : Les dispositions de l'article 14 de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004, sont remplacées par celles-ci :

"Le régisseur percevra une indemnité de maniement de fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la règlementation en vigueur".

Article 4 : Les dispositions de l'article 15 de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004, sont remplacées par celles-ci :

"Le mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement de fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la règlementation en vigueur".

Article 5 : Les dispositions des autres articles de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004 demeurent inchangées.

Article 6 : Monsieur le Directeur du Développement Culturel et Artistique et Monsieur le Payeur Départemental de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,
Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général
des Services Départementaux

Marc HOUVER

Moselle
L'Eurodépartement

ARRETE

N°2023 – DS – 2096
en date du 02 MARS 2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Etienne Pierre MORLANNE à METZ

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU les propositions budgétaires et leurs annexes transmises le 28 octobre 2022 par la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD Etienne Pierre MORLANNE pour l'exercice 2023 ;

- VU les propositions budgétaires transmises par les services du Département par courrier électronique en date du 23 janvier 2023 ;

- VU les observations exprimées par la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD Etienne Pierre MORLANNE ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	1 696 920,69 €
Déficit	28 050,93 €
TOTAL	**1 724 971,62 €**
Montant global des produits bruts	1 724 971,62 €
dont montant produits de tarification	1 656 811,62 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**1 724 971,62 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Etienne Pierre MORLANNE sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	59,19 €
- Chambre à 2 lits	53,26 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,80 €
- GIR 3 et 4	13,84 €
- GIR 5 et 6	5,87 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	76,61 €
dont participation à la dépendance	17,63 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	58,46 €
- Chambre à 2 lits	52,61 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,44 €
- GIR 3 et 4	13,60 €
- GIR 5 et 6	5,77 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	75,60 €
dont participation à la dépendance	17,33 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 490 852,80 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 319 260,80 € :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 26 844,39 €,
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 26 605,07 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Etienne Pierre MORLANNE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

TRANSMIS POUR CONTROLE DE LEGALITE

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 002114
en date du 23/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Les Lupins à CREUTZWALD participant au CPOM de FILIERIS

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la convention d'aide sociale ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- VU le courrier en date du 26 avril 2022 adressé au Directeur Régional précisant les modalités d'augmentation du tarif aide sociale aux budget 2022 et 2023 afin de rebaser les dépenses du groupe 3 ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 452 689,60 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 311 144,00 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 26 503,22 € TTC,
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 25 928,67 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Les Lupins sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	26,72 €
- GIR 3 et 4	16,96 €
- GIR 5 et 6	7,20 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	23,01 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	26,25 €
GIR 3 et 4	16,66 €
GIR 5 et 6	7,07 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	22,60 €

Article 5
Dans le cadre de la convention d'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er avril 2023 et jusqu'au 31 décembre 2023 sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	63,38 €
Moins de 60 ans	
Tarif global	86,39 €

Article 6
Dans le cadre de la convention d'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

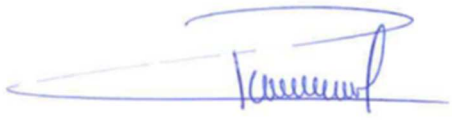
HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	62,78 €
Moins de 60 ans	
Tarif global	85,38 €

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de l'EHPAD Les Lupins sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente déléguée
à l'Autonomie et au Handicap



Valérie ROMILLY

ARRETE

N°2023 – DS – 002115
en date du 28/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Le Domaine de Belletanche à METZ et Résidence Sainte-Croix à BOUZONVILLE participant au CPOM de Association Monsieur Vincent

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	EHPAD Le Domaine de Belletanche EHPAD Résidence Sainte-Croix Montants TTC
Montant global des charges brutes	4 115 666,33 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	**4 115 666,33 €**
Montant global des produits bruts	4 115 666,33 €
dont montant produits de tarification	3 993 606,03 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**4 115 666,33 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Le Domaine de Belletanche sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**EHPAD Le Domaine de Belletanche EHPAD Résidence Sainte-Croix Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	58,99 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,58 €
- GIR 3 et 4	13,70 €
- GIR 5 et 6	5,81 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	75,39 €
dont participation à la dépendance	16,40 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**EHPAD Le Domaine de Belletanche EHPAD Résidence Sainte-Croix Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	58,53 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,47 €
- GIR 3 et 4	13,62 €
- GIR 5 et 6	5,78 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	74,84 €
dont participation à la dépendance	16,31 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 1 086 354,82 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 679 081,48 € :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 57 047,51 €,
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 56 590,12 €.

A titre indicatif, la répartition entre les EHPAD est la suivante :

EHPAD	Commune	Forfait Global Dépendance	Forfait Global Dépendance à la charge du Département
Résidence Sainte-Croix	BOUZONVILLE	479 009,33 €	315 316,74 €
Le Domaine de Belletanche	METZ	607 345,49 €	363 764,74 €
TOTAL		**1 086 354,82 €**	**679 081,48 €**

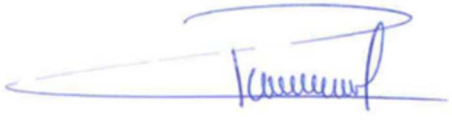
Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice des EHPAD Le Domaine de Belletanche et la Résidence Sainte-Croix sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente déléguée
à l'Autonomie et au Handicap



Valérie ROMILLY

ARRETE

N°2023 – DS – 002131
en date du 23/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Les Jardins à SARREBOURG

_____

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU les propositions budgétaires et leurs annexes transmises le 24/10/2022 par la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD Les Jardins pour l'exercice 2023 ;

- VU les propositions budgétaires transmises par les services du Département par courrier électronique en date du 06/02/2023 ;

- VU l'accord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD Les Jardins en date du 08/02/2023 ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	EHPAD Les Jardins Montants TTC
Montant global des charges brutes	2 307 176,01 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	**2 307 176,01 €**
Montant global des produits bruts	2 307 176,01 €
dont montant produits de tarification	2 117 574,74 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**2 307 176,01 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Les Jardins sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**EHPAD Les Jardins Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	62,45 €
- Chambre à 2 lits	54,34 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,37 €
- GIR 3 et 4	12,93 €
- GIR 5 et 6	5,48 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	78,56 €
dont participation à la dépendance	16,45 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**EHPAD Les Jardins Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	61,41 €
- Chambre à 2 lits	53,43 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,36 €
- GIR 3 et 4	12,92 €
- GIR 5 et 6	5,48 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	77,51 €
dont participation à la dépendance	16,44 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 568 030,54 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 351 765,43 € :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 29 357,57 €,
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 29 313,79 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de l'EHPAD Les Jardins sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente déléguée
à l'Autonomie et au Handicap

Valérie ROMILLY

Moselle
L'Eurodépartement

ARRETE

N° 2023 – DS – 002133

en date du 06 MARS 2023

portant fixation de la dotation globale de fonctionnement et des prix de journée pour l'année 2023 du Centre Départemental de l'Enfance (CDE) de Moselle

---

Le Président du Département de la Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment l'article L.312-1, les articles L.314-1 et suivants et les articles L.351-1 et suivants ;

VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-204 et les articles R.351-1 à R.351-41 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2022-738 du 28 avril 2022 relatif au versement d'une prime de revalorisation à certains personnels relevant de la fonction publique hospitalière exerçant au sein des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2022-1497 du 30 novembre 2022 modifiant le décret n° 2020-1152 du 19 septembre 2020 relatif au versement d'un Complément de Traitement Indiciaire (CTI) à certains agents publics ;

VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

VU l'arrêté N°2022-DS-Q01821 en date du 13 décembre 2022 portant modification de la dotation globale de fonctionnement pour 2022 pour le CDE de la Moselle ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du CDE en date du 14 décembre 2022 ;

VU les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2023 adressées le 3 janvier 2023 par la Directrice du CDE ;

VU la décision modificative concernant l'extension du CTI aux éducateurs non diplômés, maitresses de maison, veilleurs de nuit et agents de transport votée le 23 janvier 2023 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
L'arrêté N°2022-DS-001821 en date du 13 décembre 2022 portant modification de la dotation globale de fonctionnement pour 2022 pour le CDE de la Moselle est abrogé.

Pour l'exercice budgétaire 2023, la dotation globale de fonctionnement à la charge du Département est fixée à 24 794 495 € pour le Centre Départemental de l'Enfance.

Le montant de cette dotation prend en compte les primes de revalorisation des professionnels personnels relevant de la fonction publique hospitalière exerçant au sein des établissements et services sociaux et médico-sociaux (prime SEGUR) qui s'élève à 1 441 382 €.

Par ailleurs un montant de 389 036 € correspondant à l'extension du CTI (décret n° 2022-1497 du 30 novembre 2022) pour la période du 01/04/2022 au 31/12/2022 s'ajoute au montant de la dotation globale 2023.

Les établissements et services devront transmettre aux services départementaux pour le 1er mars 2024 une attestation justifiant la charge financière liée au versement de cette prime pour l'année n-1. Cette attestation devra préciser par catégorie professionnelle le nombre d'équivalents temps plein bénéficiant du complément de traitement indiciaire ou des mesures salariales équivalentes ainsi que le montant de la dépense pour la période considérée.

Les charges et les produits prévisionnels sont autorisés comme suit :

Groupes fonctionnels	Dépenses	Recettes
Groupe I	3 273 184,60 €	25 044 495,00 €
Groupe II	19 780 719,84 €	549 734,60 €
Groupe III	2 398 652,04 €	138 650,00 €
Reprise de résultat (déficit)	280 323,12 €	
Total	**25 732 879,60 €**	**25 732 879,60 €**
Dépenses refusées	- €	
Base de calcul des tarifs		**24 794 495,00 €**

Le montant relatif au coût de la prise en charge des MNA s'élève à 5 459 650 €.

Déduction faite des sommes déjà perçues pour la période du 1er janvier au 28 février 2023, le versement mensuel est calculé à :

- 2 838 301,17 € pour le mois de mars 2023, incluant le versement unique de 518 715 € (complément CTI pour la période du 01/04/2022 au 31/03/2023),
- 2 061 854,67 € à compter du 1er avril 2023.

Cette fraction forfaitaire mensuelle sera versée pour le 20 de chaque mois.

Article 2
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté :

- la dotation globale de fonctionnement est fixée à 24 794 495 €; elle correspond aux moyens mentionnés à l'article 1 en année pleine,
- à titre d'acompte, le versement mensuel correspondant à 1/12e de cette dotation, est de 2 066 207,92 €.

Article 3
A partir du 1er janvier 2023 et jusqu'à la parution d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables au Centre Départemental de l'Enfance sont fixés ainsi :

TYPES DE PRISE EN CHARGE	Prix de Journée
Internat	243,03 €
Mineurs Non Accompagnés	98,41 €
SERAD Petite Enfance	47,95 €

Article 4
Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Nancy (Cour Administrative d'Appel de Nancy – 6, rue du Haut-Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

Article 5
Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Moselle et Madame la Directrice de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle.

TRANSMIS POUR CONTROLE DE LEGALITE

Le Président du Département

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Finances
Affaire suivie par : OSTERROTH Murielle
Tél. : 03 87 21 51 26
N/Réf : DFAJCG/DF/SEB/Secours/12

AR Préfecture : 057-225700012-20230223-lmc1X0100004050-AR
Date AR Préfecture : 24-02-2023

A R R E T E

N° 2023-002140

en date du 23 février 2023

portant modification de l'arrêté 99 D.F.R.H./D.F./S.B. n° 61, modifié,
en date du 10 novembre 1999 portant institution d'une régie d'avances auprès de la Direction
de la Solidarité pour le paiement de secours de premier besoin

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié, relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001, modifié, relatif aux taux de l'indemnité de maniement de fonds susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics ;

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, modifiée, relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 ayant délégué au Président du Conseil Départemental le soin de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Collectivité ;

Vu l'arrêté 99 D.F.R.H./D.F./S.B. n° 61, modifié, en date du 10 novembre 1999 portant institution d'une régie d'avances auprès de la Direction de la Solidarité pour le paiement de secours de premier besoin ;

Vu l'avis conforme de Monsieur le Payeur Départemental de la Moselle, comptable public assignataire, en date du 16 février 2023 ;

ARRETE

Article 1 : Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté 99 D.F.R.H./D.F./S.B. n° 61, modifié, en date du 10 novembre 1999 sont remplacées par celles-ci :

"Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 25 000 € (vingt cinq mille euros)".

Article 2 : Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté 99 D.F.R.H./D.F./S.B. n° 61, modifié, en date du 10 novembre 1999 sont remplacées par celles-ci :

"Le cautionnement est supprimé selon la règlementation en vigueur".

Article 3 : Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté 99 D.F.R.H./D.F./S.B. n° 61, modifié, en date du 10 novembre 1999 sont remplacées par celles-ci:

"Le régisseur et les mandataires suppléants perçoivent une indemnité de maniement de fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la règlementation en vigueur".

Article 4 : Les dispositions des autres articles de l'arrêté 99 D.F.R.H./D.F./S.B. n° 61, modifié, en date du 10 novembre 1999 demeurent inchangées.

Article 5 : Monsieur le Directeur de la Solidarité et Monsieur le Payeur Départemental de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,
Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général
des Services Départementaux

Marc HOUVER

ARRETE

N°2023 – DS – 002141
en date du 28/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Résidence Sainte-Marie à METZ

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	EHPAD Résidence Sainte-Marie Montants TTC
Montant global des charges brutes	2 369 421,46 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	**2 369 421,46 €**
Montant global des produits bruts	2 369 421,46 €
dont montant produits de tarification	2 335 836,46 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**2 369 421,46 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Résidence Sainte-Marie sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**EHPAD Résidence Sainte-Marie Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	61,17 €
- Chambre à 2 lits	52,00 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	23,05 €
- GIR 3 et 4	14,63 €
- GIR 5 et 6	6,20 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	79,44 €
dont participation à la dépendance	18,59 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**EHPAD Résidence Sainte-Marie Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	61,01 €
- Chambre à 2 lits	51,86 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	22,65 €
- GIR 3 et 4	14,37 €
- GIR 5 et 6	6,10 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	78,95 €
dont participation à la dépendance	18,28 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 658 382,21 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 407 844,77 € :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 34 378,06 €,
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 33 987,06 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc

d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Résidence Sainte-Marie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente déléguée
à l'Autonomie et au Handicap



Valérie ROMILLY

ARRETE

N°2023 – DS – 002142
en date du 28/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Sainte-Claire à METZ

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	EHPAD Sainte-Claire Montants TTC
Montant global des charges brutes	1 556 818,60 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	**1 556 818,60 €**
Montant global des produits bruts	1 556 818,60 €
dont montant produits de tarification	1 498 058,80 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**1 556 818,60 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Sainte-Claire sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**EHPAD Sainte-Claire** **Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	62,07 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,82 €
- GIR 3 et 4	13,22 €
- GIR 5 et 6	5,61 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	79,74 €
dont participation à la dépendance	17,66 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**EHPAD Sainte-Claire** **Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	61,99 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,66 €
- GIR 3 et 4	13,11 €
- GIR 5 et 6	5,56 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	79,52 €
dont participation à la dépendance	17,53 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 408 260,80 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 229 976,00 € :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 19 391,81 €,
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 19 164,67 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

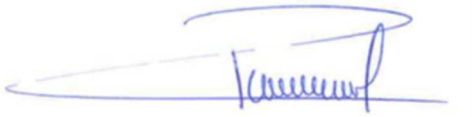
Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc

d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Sainte-Claire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente déléguée
à l'Autonomie et au Handicap



Valérie ROMILLY

ARRETE

N°2023 – DS – 002143
en date du 23/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD La Vacquinière à MONTIGNY-LES-METZ participant au CPOM « Œuvres Sociales Protestants, Ensemble Vacquinière »

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;
- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;
- VU le Code de la santé publique ;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;
- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;
- VU la convention d'aide sociale ;
- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 449 730,41 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 276 655,89 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 23 002,11 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 23 054,66 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD La Vacquinière sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	22,96 €
- GIR 3 et 4	14,57 €
- GIR 5 et 6	6,18 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	18,10 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	22,40 €
GIR 3 et 4	14,21 €
GIR 5 et 6	6,03 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	17,66 €

Article 5
Dans le cadre de la convention d'aide sociale les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er avril 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Studio 1 lit (bâtiment Arabesque)	61,75 €
- Chambre à 1 lit	58,82 €
- Chambre à 2 lits	55,89 €
Moins de 60 ans	
Tarif global	77,72 €

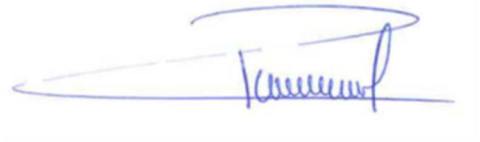
Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD La Vacquinière sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente déléguée
à l'Autonomie et au Handicap



Valérie ROMILLY

ARRETE

N°2023 – DS – 002144
en date du 23/02/2023

relatif aux tarifs dépendance 2023
de l'EHPAD Ma Maison à METZ

_____

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la Convention Tripartite Pluriannuelle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 397 036,70 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 206 756,30 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 17 585,88 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 17 229,69 € TTC.

Article 3

Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Ma Maison sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	26,20 €
- GIR 3 et 4	16,63 €
- GIR 5 et 6	7,05 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	16,30 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

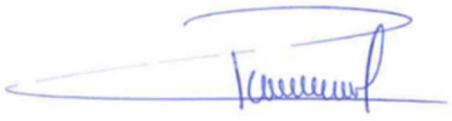
DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	25,50 €
GIR 3 et 4	16,18 €
GIR 5 et 6	6,86 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	15,86 €

Article 5
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 6
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Ma Maison sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente déléguée
à l'Autonomie et au Handicap



Valérie ROMILLY

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Ressources Humaines et du Lien Social
Affaire suivie par : KAMMER Corinne
Tél. /
N/Réf : [.....]

AR Préfecture : 057-225700012-20230130-lmc1X0100004091-AR
Date AR Préfecture : 24-02-2023

A R R E T E

N° 2023-002149

en date du 30 janvier 2023

Etablissant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel, ainsi que le nombre de sièges auxquelles elles ont droit à la Formation Spécialisée (FS) du Département de la Moselle

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique ;

VU le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics;

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

CONSIDERANT le résultat des élections professionnelles des représentants du personnel au Comité Social Territorial du Département de la Moselle lors du scrutin du 1er au 8 décembre 2022 ;

ARRETE

Article 1 - La liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel ainsi que le nombre de sièges auxquels elles ont droit à la Formation Spécialisée (FS), proportionnellement au nombre de voix obtenues lors de l'élection des représentants du personnel au Comité Social Territorial (CST) est établie comme suit :

	Nombre de représentants du personnel titulaires au CST	Nombre de représentants du personnel titulaires à la FS
FO	3	3
SLPDM-SUD	2	2
CFDT	3	3
SNT CFE-CGC	1	1
CGT	1	1
UNSA	0	0
TOTAL	**10**	**10**

Article 2 - Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31, avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex ou à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures http://www.telerecours.fr/.

Article 3 - M. le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Ressources Humaines et du Lien Social
Affaire suivie par : KAMMER Corinne
Tél. /
N/Réf : [.....]

AR Préfecture : 057-225700012-20230224-lmc1X0100004092-AR
Date AR Préfecture : 24-02-2023

A R R E T E

N° 2023-002150

en date du 24 février 2023

Portant abrogation de l'arrêté n° 2022-001248 du 4 mars 2022 et composition de la Formation Spécialisée (FS) du Département de la Moselle

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code Général de la Fonction Publique ;

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

VU le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics;

VU la délibération adoptée par l'Assemblée départementale lors de la Réunion de Droit du 2 avril 2015 fixant la liste des Conseillers Départementaux désignés pour siéger au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail ;

VU la délibération du Département de la Moselle adoptée à la 2ème Réunion Trimestrielle lors de la séance du 20 juin 2022, fixant à cinq le nombre de représentants de la Collectivité et à 10 le nombre de représentants du personnel siégeant à la Formation Spécialisée ;

VU l'arrêté n° 2022-001248 du 4 mars 2022 portant composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du Département de la Moselle ;

VU le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au Comité Technique, établi le 8 décembre 2022 ;

VU l'arrêté n° 2023-002149 du 30 janvier 2023 établissant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel, ainsi que le nombre de sièges auxquelles elles ont droit à la Formation Spécialisée du Département de la Moselle ;

ARRETE

Article 1 - L'arrêté n° 2022-001248 du 4 mars 2022 est abrogé.

Article 2 - La composition de la Formation Spécialisée (FS) du Département de la Moselle, constituée à l'Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ, est fixée comme suit :

- représentants du Département :

a) en tant que membres titulaires :

- M. Patrick WEITEN, Président du Département, Président du Comité Social Territorial
- M. Marc HOUVER, Directeur Général des Services
- M. Benoit BALTZ, Directeur des Relations Sociales et Professionnelles
- M. Laurent ZAKRZEWSKI, Directeur de la Solidarité
- Mme Anne-Marie HERBOURG, Directeur du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires

b) en tant que membres suppléants :

- M. Julien FREYBURGER, Vice-Président du Département, représentant du Président du Département
- M. Pierre SCHERER, Directeur des Finances, des Affaires Juridiques et du Contrôle de Gestion
- Mme Françoise BATAILLON-DAL-ZUFFO, Directeur des Sports et de la Jeunesse
- Mme Pascale CANCIANI, Directeur de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur
- M. Xavier BAUMANN, Directeur du Développement Culturel et Artistique

- représentants du personnel :

a) en tant que membres titulaires :

- M. Francis DECKER
- Mme Ferusse APPEL
- M. Philippe VIEUXMAIRE
- Mme Evelyne BORTOT
- M. Maxime FILLINGER
- Mme Laurence SANCHEZ-GOEURY
- Mme Ghislaine RIZOU-D'ALBUSSET- SABRAN
- M. Antoine LECROCQ
- Mme Agnès BOURGEOIS
- Mme Julie WILHELM

b) en tant que membres suppléants :

- M. Luc DUFRENE
- M. Denis WINTER
- M. Gilbert CHAUMONT
- Mme Elisabeth BORDELAIS
- Mme Claire PEREIRA
- Mme Cindy STURGES
- M. Philippe JODOCY
- M. Laurent JANIEC
- Mme Aurélie HOMBOURGER
- M. Laurent MOUSSU

Article 3 - Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31, avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex ou à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr.

Article 4 - M. le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Ressources Humaines et du Lien Social
Affaire suivie par : KAMMER Corinne
Tél. /
N/Réf : [.....]

AR Préfecture : 057-225700012-20230302-lmc1X0100004093-AR
Date AR Préfecture : 02-03-2023

A R R E T E

N° 2023-002151

en date du 2 mars 2023

Portant Abrogation de l'arrêté n° 2022-001079 du 10 octobre 2022 et composition des Commissions Administratives Paritaires (CAP) du Département de la Moselle

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique ;

VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU l'arrêté n° 2022-001079 du 10 octobre 2022 portant composition des Commissions Administratives Paritaires du Département de la Moselle ;

VU les procès-verbaux des élections des représentants du personnel aux Commissions Administratives Paritaires, établis le 8 décembre 2022 ;

VU la délibération adoptée par l'Assemblée Départementale lors de la 1ère Réunion Trimestrielle du 2 février 2023 portant sur la désignation des représentants de la Collectivité et fixant la liste des Conseillers Départementaux désignés pour siéger aux Commissions Administratives Paritaires ;

ARRETE

Article 1 - L'arrêté n° 2022-001079 du 10 octobre 2022 est abrogé.

Article 2 - La composition des Commissions Administratives Paritaires (CAP) du Département de la Moselle, constituée à l'Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ, est fixée comme suit :

- **Représentants du Département :**

CATEGORIE A

Membres titulaires

- M. Patrick WEITEN - Président du Département
- M. Gilbert SCHUH - Vice-Président du Département
- M. Rémy DICK - Vice-Président du Département
- Mme Christelle LORIA-MANCK - Conseillère Départementale
- Mme Rachel ZIROVNIK – Vice-Présidente du Département
- M. Emmanuel LEBEAU – Conseiller Départemental
- M. Julien FREYBURGER - Vice-Président du Département

Membres suppléants

- M. David SUCK – Vice-Président du Département
- Mme Evelyne FIRTION - Conseillère Départementale
- Mme Mélanie THIEL-MIESZKALSKI – Conseillère Départementale
- Mme Christine HERZOG – Conseillère Départemental
- M. Armel CHABANE – Vice-Président du Département
- Mme Ginette MAGRAS – Vice-Présidente du Département
- Mme Brigitte SCHNEIDER – Vice-Présidente du Département

CATEGORIE B

Membres titulaires

- M. Patrick WEITEN - Président du Département
- M. Gilbert SCHUH - Vice-Président du Département
- M. Rémy DICK - Vice-Président du Département
- Mme Christelle LORIA-MANCK - Conseillère Départementale
- Mme Rachel ZIROVNIK – Vice-Présidente du Département

Membres suppléants

- M. David SUCK – Vice-Président du Département
- Mme Evelyne FIRTION - Conseillère Départementale
- Mme Mélanie THIEL-MIESZKALSKI – Conseillère Départementale
- Mme Christine HERZOG – Conseillère Départemental
- M. Armel CHABANE – Vice-Président du Département

CATEGORIE C

Membres titulaires	Membres suppléants
M. Patrick WEITEN - Président du Département	M. David SUCK – Vice-Président du Département
M. Gilbert SCHUH - Vice-Président du Département	Mme Evelyne FIRTION - Conseillère Départementale
M. Rémy DICK - Vice-Président du Département	Mme Mélanie THIEL-MIESZKALSKI – Conseillère Départementale
Mme Christelle LORIA-MANCK - Conseillère Départementale	Mme Christine HERZOG – Conseillère Départemental
Mme Rachel ZIROVNIK – Vice-Présidente du Département	M. Armel CHABANE – Vice-Président du Département
M. Emmanuel LEBEAU – Conseiller Départemental	Mme Ginette MAGRAS – Vice-Présidente du Département
M. Julien FREYBURGER - Vice-Président du Département	Mme Brigitte SCHNEIDER – Vice-Présidente du Département
Mme Sylvie BOUSCHBACHER – Conseillère Départementale	M. Luc CORRADI – Conseiller Départemental

- **Représentants du personnel :**

CATEGORIE A

Membres titulaires	Membres suppléants
▪ Mme Agnès BOURGEOIS (SNT CFE CGC)	▪ Mme Nathalie PRUDHOMME (SNT CFE CGC)
▪ Mme Marina PEPE (SNT CFE CGC)	▪ Mme Sabine FIX-FAGNONI (SNT CFE CGC)
▪ Mme Evelyne BORTOT (CFDT)	▪ Mme Marie-Laure ALBERT (CFDT)
▪ Mme Elisabeth BORDELAIS (CFDT)	▪ M. Anthony DUTKIEWICZ (CFDT)
▪ Mme Anais STEINMETZ (CFDT)	▪ Mme Sandrine LORRETTE (CFDT)
▪ Mme Cécile ZIMMERMANN (SLPDM SUD)	▪ Mme Géraldine LACASSIN (SLPDM SUD)

CATEGORIE B

Membres titulaires	Membres suppléants
▪ Mme Aurélie HOMBOURGER (SNT CFE CGC)	▪ Mme Véronique LOCATELLI (SNT CFE CGC)
▪ M. Gilbert CHAUMONT (FO)	▪ M. Frédéric LACROIX (FO)
▪ Mme Sabine LEXPERT (FO)	▪ Mme Kathleen AMADORO (FO)
▪ Mme Françoise EBERHART (CFDT)	▪ Mme Laurence SANCHEZ-GOEURY (CFDT)
▪ Mme Catherine OASI-SCHAEFER (SLPDM SUD)	▪ M. Philippe JODOCY (SLPDM SUD)

CATEGORIE C

Membres titulaires

- Mme Ferusse APPEL (FO)
- M. Francis DECKER (FO)
- M. Denis WINTER (FO)
- M. Maxime FILLINGER (CFDT)
- Mme Julie WILHELM (CGT)
- M. Antoine LECROQ (SLPDM SUD)
- Mme Ghislaine RIZOU-D'ALBUSSET-SABRAN (SLPDM SUD)
- M. Laurent JANIEC (SLPDM SUD)

Membres suppléants

- M. Minam LUTZ (FO)
- M. Marc BOUR (FO)
- M. Luc DUFRENE (FO)
- Mme Cindy STURGES (CFDT)
- M. Gaël DIAFERIA (CGT)
- Mme Béatrice GROLMS (SLPDM SUD)
- Mme Marie-Noëlle VINGERT (SLPDM SUD
- Mme Nathalie JANIEC (SLPDM SUD)

Article 3 - Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31, avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex ou à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr

Article 4 - M. le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Ressources Humaines et du Lien Social
Affaire suivie par : KAMMER Corinne
Tél. /
N/Réf : [.....]

AR Préfecture : 057-225700012-20230302-lmc1X0100004094-AR
Date AR Préfecture : 02-03-2023

A R R E T E

N° 2023-002152

en date du 2 mars 2023

Portant abrogation de l'arrêté n° 2022-001071 du 4 mars 2022 et composition des Commissions Consultatives Paritaires (CCP) du Département de la Moselle

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique ;

VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 modifié, relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

VU la délibération adoptée par l'Assemblée départementale lors de la 1ère Réunion Trimestrielle du 2 février 2023 portant sur la désignation des représentants de la Collectivité et fixant la liste des Conseillers Départementaux désignés pour siéger à la Commission Consultative Paritaire ;

VU l'arrêté n° 2022-001071 du 4 mars 2022 portant composition des Commissions Consultatives Paritaires du Département de la Moselle ;

VU le procès-verbal des élections des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire, établi le 8 décembre 2022 ;

ARRETE

Article 1 - L'arrêté n° 2022-001071 du 4 mars 2022 est abrogé.

Article 2 - La composition de la Commission Consultative Paritaire (CCP) du Département de la Moselle, constituée à l'Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ, est fixée comme suit :

- **Représentants du Département :**

Membres titulaires
- M. Patrick WEITEN - Président du Département
- M. Emmanuel LEBEAU – Conseiller Départemental
- M. Gilbert SCHUH – Vice-Président du Département
- Mme Laurence BORYSIAK – Conseillère Départemental
- Mme Christelle LORIA-MANCK - Conseillère Départementale

Membres suppléants
- Mme Evelyne FIRTION - Conseillère Départementale
- Mme Mélanie THIEL-MIESZKALSKI – Conseillère Départementale
- M. Khalifé KHALIFE - Vice-Président du Département
- Mme Bernadette LAPAQUE - Conseillère Départementale
- M. Rémy DICK - Vice-Président du Département

- **Représentants du personnel :**

Membres titulaires
- Mme Vanessa SALVAGGIO (FO)
- Mme Nadège MOUGEL (FO)
- Mme Laurence WINGTAN (FO)
- Mme Florence FAUST (SLPDM SUD)
- Mme Katya HAFIED (CFDT)

Membres suppléants
- Mme Anita SIQUOIR (FO)
- Mme Sandra REITER (FO)
- Mme Tatiana MICHEL (FO)
- M. Pascal GODFRIN (SLPDM SUD)
- M. Amadou WADE (CFDT)

Article 3 - Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31, avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex ou à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr

Article 4 - M. le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires

Affaire suivie par : BECKER Fanny

AR Préfecture : 057-225700012-20230224-lmc1X01000040bf-AR
Date AR Préfecture : 24-02-2023

A R R E T E

N° 2023-002154

en date du 24 février 2023

Constituant la Commission Communale d'Aménagement Foncier de la Commune d'ASSENONCOURT

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le titre II du livre 1er du Code Rural et de la Pêche Maritime,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 17 octobre 2016 portant institution de la Commission Communale d'Aménagement Foncier de la commune d'ASSENONCOURT,

Vu la délibération du Conseil Municipal d'ASSENONCOURT en date du 2 juillet 2020 élisant les membres propriétaires de la commission et désignant un Conseiller Municipal titulaire et deux Conseillers Municipaux suppléants pour siéger au sein de la commission,

Vu la désignation des membres exploitants de la commission par la Chambre d'Agriculture, en date du 17 juin 2020,

Vu la proposition du Président de la Chambre d'Agriculture en date du 17 juin 2020 désignant une personne qualifiée en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages et sa suppléante pour siéger au sein de la commission,

Vu la délibération du Président du Département désignant le Conseiller Départemental membre titulaire et le Conseiller Départemental membre suppléant de la commission,

Vu la désignation du Directeur des Services Fiscaux de son délégué départemental,

Vu la désignation par l'Institut National de l'Origine et de la Qualité de son représentant,

Vu la désignation par le Parc Naturel Régional de Lorraine de son représentant en date du 9 février 2023,

Vu la désignation du Président et du Président suppléant de la commission par le Président du Tribunal judiciaire de METZ en date du 20 février 2023,

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°33120 en date du 7 septembre 2020 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 :

La Commission Communale d'Aménagement Foncier d'ASSENONCOURT est composée des membres suivants :

- Présidence (désignée par le Tribunal judiciaire de METZ) :
  - M. Grégoire FISCHER, commissaire-enquêteur titulaire,
  - M. Didier GUELLE, commissaire-enquêteur suppléant.

- Madame le Maire d'ASSENONCOURT.

- Conseillers Municipaux désignés par le Conseil Municipal d'ASSENONCOURT :
  - M. Vincent HASSE, titulaire,
  - Mme Isabelle BOLDIZAR, suppléante,
  - M. Maxence HASSE, suppléant.

- Membres exploitants, propriétaires ou preneurs, désignés par la Chambre d'Agriculture :
  - M. Frédéric DREYER, M. Claude SIMERMAN, M. Frédéric TETARD, titulaires,
  - M. Livier HAMANT, suppléant,
  - Mme Katia DREYER, suppléante.

- Membres propriétaires de biens fonciers non bâtis, élus par le Conseil Municipal :
  - M. Christian PIERRON, M. Pierre-Louis PELTRE, M. Laurent SIMERMAN, titulaires,
  - M. Cyril ANDRE, suppléant,
  - M. Maurice HOFFMANN, suppléant.

- Personnes qualifiées en matière de faune, de flore, de protection de la nature et des paysages, désignées par le Président du Département de la Moselle :
  - M. Michel HIRTZ (LPO Moselle), M. Patrice COLLINGRO (Fédération Départementale des Chasseurs) titulaires,
  - M. Xavier URBAIN (Syndicat Intercommunal du Bassin Versant Amont de la Seille), M. Raphaël CIARAMELLA (Fédération Départementale des Chasseurs), suppléants.

- Personnes qualifiées en matière de faune, de flore, de protection de la nature et des paysages, désignées par la Chambre de l'Agriculture :
  - M. Stéphane ERMANN, titulaire,
  - M. Florian KUCHLY, suppléant.

- Agents désignés par le Président du Département de la Moselle :
  - Mme Fanny BECKER, Mme Gayannée ZEHREN titulaires,
  - Mme Patricia PAHIN, M. Thibaut GLASSER, suppléants.

- Un délégué du Directeur Départemental des Services Fiscaux :
  - M. Franck THRONION

- Le Juge du Livre Foncier de METZ.

- Un représentant de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité :
  - M. Olivier RUSSEIL, Délégué Territorial Nord Est de l'INAO, ou son représentant.

- Un représentant du Parc Naturel Régional de Lorraine :
  - Mme Nelly WEBER

- Représentants du Président du Département de la Moselle :
  - M. Patrick REICHHELD, titulaire,
  - M. Bernard SIMON, suppléant.

Article 3 :

Un agent des services départementaux est chargé du secrétariat de la commission.

Article 4 :

La commission a son siège à la mairie d'ASSENONCOURT.

Article 5 :

Le Président du Département de la Moselle, Madame le maire d'ASSENONCOURT et le Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier d'ASSENONCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par voie d'affichage dans la commune concernée pendant quinze jours au moins et publié au Registre des Actes Administratifs du Département de la Moselle.

Le Président du Département de la Moselle
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur de l'Agriculture et de l'Aménagement
des Territoires

Philippe GOEDERT